VIII
Londres
P. 21
A. 6
5. 8. 464
5 I. 8. 464

ŒUVRES
COMPLÈTES
DE CONDILLAC.

HISTOIRE MODERNE.

TOME VINGT-DEUXIÈME.

ŒUVRES

COMPLÈTES

DE CONDILLAC,

REVUES, CORRIGÉES PAR L'AUTEUR,

ET

IMPRIMÉES SUR SES MANUSCRITS AUTOGRAPHES.

TOME VINGT-DEUXIÈME.

A PARIS,

CHEZ DUFART, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,

RUE DES NOYERS, N°. 22.

AN XI. — 1803.

HISTOIRE MODERNE.

LIVRE SIXIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

De l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France et de l'Italie pendant les règnes de Rodolphe de Habsbourg, de Philippe le Hardi et de Charles d'Anjou.

LORSQUE nous nous sommes arrêtés pour considérer l'état de l'Europe, S. Louis et Henri III étoient morts, Charles d'Anjou étoit roi de Naples et de Sicile, et Rodolphe de Habsbourg avoit été élu empereur.

Philippe III, dit le Hardi, fils de Saint Louis, après avoir remporté quelques avantages sur les Maures, fit un traité de paix avec le roi de Tunis, et revint en France.

Édouard Ier. qui avoit accompagné Saint Louis, étoit encore en Sicile, lorsqu'il apprit la mort de Henri, son père. Les seigneurs, sans attendre son retour, s'assemblèrent, le reconnurent et lui prêtèrent serment de fidélité. On est étonné de cette soumission, quand on songe à leurs révoltes sous le dernier règne; mais elle fut l'effet de la réputation qu'Edouard avoit acquise. Les princes, Monseigneur, ont de l'autorité sur leurs sujets, à proportion qu'ils en sont considérés. L'histoire de France et d'Angleterre en fournit bien des preuves. Edouard revint en 1274 dans ses états, et il fut reçu avec les plus grandes marques d'amour et de respect.

Afin d'être plus indépendans, les seigneurs d'Allemagne avoient choisi pour empereur un prince dont les états étoient peu considérables. Rodolphe avoit été grand maître d'hôtel d'Ottocare, roi de Bohême; mais il avoit du courage, et il jeta les fondemens d'une maison qui deviendra florissante.

Je vais, dans ce chapitre et dans les suivans, vous faire jeter un coup-d'œil sur les

principaux événemens que fournissent l'Allemagne, la France, l'Angleterre et l'Italie. J'aurai aussi occasion de parler de l'Espagne, dont les intérêts commencent à se mêler avec ceux des autres puissances. Mon objet est de vous montrer l'ensemble d'une histoire générale, que je n'ai pas dessein de faire; et je n'entrerai dans les détails sur chaque royaume, qu'autant que je le croirai nécessaire pour vous faire saisir le fil des événemens, et pour vous préparer à l'étude de l'histoire moderne.

Le premier soin de Rodolphe fut de réprimer les désordres, qui étoient une suite des troubles précédens. Il eut besoin d'autant d'adresse que de courage, parce que ses propres états le rendoient peu puissant, et que l'empire, dont les revenus avoient été pillés, ne lui fournissoit guères que les soldats. Il réussit pourtant à rétablir la paix et la sûreté.

Ottocare refusant de le reconnoître, Rodolphe, qui sut ménager les autres princes de l'empire, le fit déclarer rebelle dans une diète tenue à Augsbourg : on le condamna même à être dépouillé du duché d'Au-

triche, de la Stirie, de la Carniole et de la Carinthie qu'il avoit envahis.

Le roi de Bohême persista dans le refus de rendre hommage à Rodolphe, disant qu'il ne lui devoit rien, puisqu'il lui avoit payé ses gages. Cette réponse insultante ne fut pas soutenue par des succès : Ottocare perdit la vie dans une bataille.

L'empereur gagna si bien l'affection des Autrichiens et des Stiriens, qu'ils demandèrent un duc de sa maison. Il avoit tout préparé pour les amener là, et pour ne point trouver d'opposition de la part des princes de l'empire. Ainsi, du consentement des états assemblés à Augsbourg, il investit Albert, son fils aîné, de l'Autriche, de la Stirie, de la Carinthie et de la Carniole ; et il investit encore du comté de Suabe, Rodolphe, un autre de ses fils.

Occupé du gouvernement de l'empire, et de l'agrandissement de sa maison, il ne chercha point à faire valoir ses droits sur l'Italie. Au lieu d'armer contre les villes qui refusoient de le reconnoître, il leur vendit les priviléges et les immunités dont elles étoient jalouses. Lucques acheta sa

liberté douze mille écus: Florence, Gènes et Bologne ne l'achetèrent chacune que six mille. Cette conduite fit passer Rodolphe pour un prince qui faisoit argent de tout, et flétrit sa réputation. Cependant pouvoit-on se rappeler les guerres précédentes, et ne pas trouver ces sortes de marchés avantageux tout-à-la-fois à l'Allemagne et à l'Italie? Le pape Nicolas III profita des dispositions où étoit l'empereur, et fit avec ce prince un traité qui fut tout à l'avantage du saint siége. Rodolphe mourut dans la dix-huitième année de son règne. L'agrandissement de sa maison, et l'ordre rétabli dans l'Allemagne, font voir que, s'il n'avoit pas de grands états quand il parvint à l'empire, il avoit au moins des talens.

Pendant cet intervalle que nous venons de parcourir en Allemagne, Edouard travailloit avec son parlement au bonheur de ses peuples, et il réunissoit à sa couronne le pays de Calles. Il en avoit fait la conquête sur Léolyn, qui avoit fait des courses sur ses états et qui ne cessoit d'exciter les mécontens d'Angleterre. Les Gallois étoient un reste des anciens Bretons: ils n'avoient

point encore subi le joug des Anglais, et ils se maintenoient dans l'indépendance depuis plus de huit cents ans.

En France, Philippe III, dit le Hardi, jouissoit de tous les droits qui, sous ses prédécesseurs, étoient devenus des prérogatives de la couronne, et il se les confirmoit tous les jours par l'usage. Il exerçoit le droit de ressort sur les justices des plus grands vassaux : il avoit seul celui d'établir de nouveaux marchés dans les bourgs, et des communes dans les villes; il régloit, de son autorité, ce qui concernoit les ponts, les chaussées, et tout qui intéressoit le public; en un mot, il avoit la police générale du royaume. Après quelques guerres peu importantes, une révolution arrivée en Sicile, en 1282, lui fit prendre les armes contre Pierre III, roi d'Arragon.

Charles, maître de la Sicile, de la Pouille, de la Calabre, des comtés de Provence, du Maine, d'Anjou, de l'île de Corfou et de celle de Malte, avoit encore à sa disposition toutes les villes Guelfes d'Italie; et Marie, fille du prince d'Antioche, lui avoit cédé tous ses droits sur la

principauté d'Antioche et sur le royaume de Jérusalem. Il avoit embelli Naples, où il faisoit sa résidence, à l'exemple de Frédéric II: il tenoit sur pied un nombre considérable de troupes; et ses ports étoient remplis de vaisseaux. Charles paroissoit donc puissant; mais il ne l'étoit pas, si la puissance d'un prince se mesure sur ses vertus et sur ses talens. Celui-ci, pour vouloir acquérir encore, va bientôt perdre une partie de ce qu'il a.

Il se préparoit non seulement à la conquête du royaume de Jérusalem, il formoit encore le projet de faire la guerre à Michel Paléologue, et de remettre sur le trône de Constantinople, Baudouin qui lui abandonnoit la Morée, plusieurs îles et la troisième partie de tout ce qui seroit conquis sur l'empereur grec. Mais Jean de Procida, citoyen de Salerne, dont les biens avoient été confisqués lorsque Charles monta sur le trône, et qui s'étoit retiré en Arragon, forma lui-même un autre projet; ce fut de mettre sur la tête de Pierre III, roi d'Arragon, la couronne de Naples et de Sicile. Pierre, au reste, avoit des prétentions qui pou-

voient paroître des droits ; car il avoit épousé Constance, qui, étant fille de Mainfroi et cousine de Conradin, se regardoit comme héritière de la maison de Suabe. Jean de Procida, allant continuellement de Sicile en Arragon et à Constantinople, prépara les esprits à la révolte, et ménagea une ligue entre Michel Paléologue et Pierre III : le premier fournit l'argent nécessaire, et le second arma, sous prétexte de porter la guerre en Afrique.

Le roi de Naples étoit un vassal trop puissant pour les papes qui prétendoient à tout, et à qui on contestoit quelquefois jusqu'au moindre village du patrimoine de S. Pierre. Un pareil suzerain n'étoit pas fait pour être toujours respecté. Nicolas III entra donc dans les vues de Jean Procida, et donna un nouveau titre à Pierre d'Arragon, en lui offrant l'investiture du royaume de Naples et de Sicile. Telle étoit la situation des papes : trop foibles pour tenir leur vassal dans la dépendance, ils transportoient cette couronne d'un allemand à un français, et d'un français à un espagnol ; comme s'ils eussent voulu chercher dans

toutes les nations un prince qui fût tout-à-la-fois soumis et puissant. Mais ils ne faisoient qu'exposer ce malheureux pays à de nouvelles calamités.

Charles, qui avoit indisposé contre lui Nicolas, se rendit encore odieux à ses sujets, qu'il ne cessoit de vexer. Voilà quelles sont les causes connues de la révolution qui arriva le jour de pâques de l'année 1282, et qu'on nomme les Vêpres Siciliennes; parce que le massacre des Français commença lorsque le peuple alloit à vêpres. Si l'on en croit la plupart des historiens, les Français auront été égorgés en même temps dans toute la Sicile; et cette conspiration, qui se tramoit depuis plus de deux ans, n'aura éclaté qu'au moment précis, quoique le peuple de cette île, et beaucoup d'étrangers fussent dans le secret.

Quoi qu'il en soit, Pierre, qui avoit tout préparé pour son entreprise, saisit cette conjoncture pour l'exécuter. Tout lui fut favorable. Les Siciliens le reçurent avec de grandes acclamations; et Charles, qui étoit en Sicile, fut obligé d'abandonner cette île, et de se retirer en Calabre. De la sorte, la

Sicile et la Pouille formèrent deux royaumes séparés, dont l'un resta à la maison d'Arragon et l'autre à la maison d'Anjou.

Cependant Nicolas étoit mort quelque temps auparavant, et le nouveau pape Martin IV, ayant embrassé les intérêts de Charles, excommunia Pierre, fit prêcher une croisade contre lui, et donna les royaumes de Valence et d'Arragon à Charles de Valois, second fils de Philippe le Hardi.

Charles d'Anjou n'eut que des revers jusqu'à sa mort, qui arriva au commencement de l'année 1285. Il laissa le royaume de Naples à son fils Charles II, prince de Salerne, qui étoit alors prisonnier de guerre.

Pierre se voyant assuré de la Sicile, par la mort de Charles d'Anjou, et par la détention du prince de Salerne, porta toutes ses forces en Arragon, où le roi de France étoit entré; mais il fut défait, et mourut des suites de ses blessures. La même année 1285, ses fils, Alphonse et Jacques, lui succédèrent; le premier sur le trône d'Arragon, et le second sur celui de Sicile.

Cependant les succès des Français ne se soutinrent pas ; ils furent au contraire suivis de grandes pertes, et Philippe le Hardi, contraint de repasser les Pyrénées, tomba malade à Perpignan, où il mourut.

Tant de morts arrivées la même année, mirent les nouveaux souverains dans la nécessité de négocier. Le traité ne rétablit pas la paix, mais le prince de Salerne recouvra la liberté ; et Naples eut en lui un souverain qui se fit aimer. Il est connu sous le nom de Charles II, dit le Boiteux.

CHAPITRE II.

Des principaux états de l'Europe pendant le pontificat de Boniface VIII.

Au mois de juillet 1294, Pierre de Mourron fut élu pape, et prit le nom de Célestin V. C'étoit un homme simple, qui, dit l'abbé Fleuri, prenoit aisément ses pensées pour des inspirations; ses songes, pour des révélations, et tout ce qui lui paroissoit extraordinaire, pour des miracles. Il menoit la vie la plus austère dans un hermitage où il s'étoit retiré, et où plusieurs disciples, s'étant venus joindre à lui, formèrent un nouvel ordre religieux qui prit, de leur fondateur, le nom de Célestins. Il dut le pontificat à la réputation de sa sainteté: les cardinaux, dit encore l'abbé Fleuri, se sentirent comme inspirés d'élire Pierre de Mourron.

Cependant ils se repentirent bientôt de leur choix, et quelque-uns lui persuadèrent de renoncer au pontificat, l'assurant qu'il ne pouvoit le conserver en sûreté de conscience. En effet, sans expérience, sans lumières, et livré à tous ceux qui l'approchoient, il étoit tout-à-fait incapable de gouverner l'église. Il abdiqua quelques mois après, et on élut en sa place Benoît Caïétan, qui avoit contribué plus qu'aucun autre à lui faire prendre ce parti.

Il n'y avoit point encore eu de pape qui se fût démis, comme il n'y en a point eu depuis, et parce que les hommes ne raisonnent communément que d'après des exemples, c'étoit une grande question de savoir si un pape peut se démettre. Car si d'un côté, l'on reconnoissoit qu'un ecclésiastique peut renoncer à sa dignité avec le consentement de son supérieur, l'on reconnoissoit aussi, d'un autre côté, qu'un pape n'a point de supérieur : il faut convenir que cela étoit bien embarrassant.

Boniface VIII, c'est le nom que prit Benoît Caïétan, craignant que Célestin n'eût la simplicité de se croire encore pape,

et de juger que son abdication étoit nulle; parce qu'elle n'avoit pas été autorisée par un supérieur, fit enfermer ce saint homme dans un lieu si étroit, qu'il pouvoit à peine s'y coucher, et si malsain qu'il falloit continuellement changer ceux qui le servoient parce qu'ils y tomboient malades. Célestin y mourut lui-même treize mois après.

Boniface forma le projet de soumettre toutes les puissances au saint siége ; mais il étoit bien foible en Italie, où les Gibelins formoient un parti puissant, au milieu même du patrimoine de S. Pierre. Il étoit encore foible au-dehors : car si les armes spirituelles paroissoient redoutables à proportion qu'on en étoit plus éloigné, elles s'affoiblissoient tous les jours, à mesure qu'on en faisoit un usage plus fréquent. Il ne fit qu'augmenter les troubles, et donner occasion d'ouvrir les yeux sur l'abus que les papes faisoient de leur autorité. C'est ce que nous comprendrons en examinant sa conduite avec les différens princes de l'Europe.

En 1290, Alexandre III, roi d'Ecosse, étant mort sans enfans, les Ecossais, qui

vouloient éviter une guerre civile, choisirent Edouard pour juge entre les prétendans à la couronne. Ce prince décida en faveur de Jean Bailleul, et saisit cette occasion pour faire reconnoître, par les Ecossais même, que l'Ecosse étoit un fief mouvant de la couronne d'Angleterre. Devenu par-là souverain de ce royaume, il fit sentir tout le poids de son joug ; de sorte que Bailleul ne songea qu'aux moyens de sortir d'esclavage.

Sur ces entrefaites, la guerre s'étant élevée entre la France et l'Angleterre, Bailleul s'allia de Philippe le Bel, fils de Philippe le Hardi, et Edouard s'allia d'Adolphe de Nassau, successeur de Rodolphe. Boniface voulut en vain contraindre d'autorité ces princes à mettre bas les armes. Il est vrai que ses légats ne firent pas un voyage absolument inutile ; car ils tirèrent beaucoup d'argent des religieux d'Angleterre ; mais ils ne réussirent pas à rétablir la paix. Edouard ayant conquis l'Ecosse pendant que le roi de France lui enlevoit la Guienne, passa la mer pour joindre ses forces à celles du comte de

Flandre. Alors les Ecossais se soulevèrent. Philippe eut de nouveaux succès ; Edouard fut forcé à demander une suspension d'armes, et on fit une trève de deux ans.

Le comte de Flandre, que Philippe vouloit punir comme vassal rebelle, ayant appelé au pape, Boniface se porta pour juge, et envoya l'évêque de Meaux, son légat, pour sommer le roi à comparoître devant le tribunal du saint siége. Philippe, aussi étonné qu'un de ses sujets se fût chargé de cette commission, qu'indigné de cette entreprise du pape, répondit que sa cour des pairs avoit seule le droit de juger de ces sortes de différends, et qu'il n'avoit d'autre supérieur que Dieu. Cette tentative de Boniface n'eut pas d'autre suite. Bien loin de la soutenir, il ne songea pour lors qu'à ménager le roi de France, afin de pouvoir accabler plus sûrement les ennemis qu'il avoit en Italie.

Il avoit été Gibelin, quand il n'étoit encore que particulier ; et en devenant pape il devint l'ennemi d'un parti qui avoit toujours été contraire au saint siége ; il tenta tout, pour ruiner sur-tout les Co-

lonnes, qui étoient de tous les Gibelins les plus animés et les plus puissans.

Les Colonnes, de leur côté, ne gardoient aucun ménagement. Ils ne nommoient Boniface que Benoît Caïétan; ils refusoient de le reconnoître pour pape; ils prétendoient que la renonciation de Célestin étoit nulle, et parce qu'un pape n'a point de supérieur, et parce qu'elle lui avoit été arrachée par surprise et par fraude; enfin, ils ajoutoient qu'il y avoit bien des raisons de nullité dans l'élection même de Benoît, et ils demandoient qu'on tînt un concile général pour juger cette question: cette dispute causoit de grands troubles en Italie.

Cependant Boniface étoit encore occupé des affaires de Sicile, et il étoit entré dans les intérêts de Charles le Boiteux qui l'avoit élevé sur le saint siége.

En 1291. Jacques étoit monté sur le trône d'Arragon après la mort d'Alphonse, son frère. Boniface le somma de tenir le traité, par lequel Alphonse avoit promis de restituer la Sicile à Charles le Boiteux; le menaçant, s'il désobéissoit, de lui ôter les royau-

mes d'Arragon et de Valence. Jacques, qui se voyoit encore menacé des armes de la France, fut contraint de céder, et donna, en 1294, sa renonciation à la Sicile; mais Frédéric, son frère, qui commandoit pour lui dans cette île, refusa de la rendre, et fut couronné roi par les Siciliens: tel étoit l'état de l'Italie vers l'année 1297.

Alors se préparoit une révolution en Allemagne. Pendant qu'Adolphe de Nassau étoit occupé à secourir le roi d'Angleterre contre le roi de France, une puissante ligue se forma tout-à-coup, le déposa, et donna l'empire au duc d'Autriche, Albert, fils de Rodolphe. Adolphe, ayant marché contre son ennemi, perdit la bataille et la vie; et Albert, sans concurrent, fut proclamé empereur dans une diète tenue à Francfort.

En 1286, Eric VII, roi de Danemarck, avoit été assassiné, et les conjurés avoient encore attenté à la vie d'Eric VIII, son fils et son successeur. Quelques-uns furent punis, d'autres se retirèrent en Norwège, et quelques années après, l'archevêque de Lunden fut mis en prison, comme suspect

d'entretenir des intelligences avec eux : mais il s'échappa en 1297, et vint à Rome solliciter le pape contre son souverain.

La mort de Ladislas IV, roi de Hongrie, fut aussi une occasion de troubles pour ce royaume. Marie, sœur de Ladislas, et femme de Charles le Boiteux, se porta pour héritière de son frère, et céda ses droits à Charles-Martel, son fils. Ce prince fut couronné à Naples par les légats de Nicolas IV : il se forma même un parti en sa faveur en Hongrie : cependant il ne prit pas possession de ce royaume ; car André le Vénitien, parent du dernier roi, étant sur les lieux, se fit reconnoître et en conserva une partie. Ces deux concurrens moururent la même année 1301. Charles-Robert succéda aux droits de Charles-Martel, son père, et fut soutenu par Boniface; et les Hongrois donnèrent la couronne au fils de Venceslas, roi de Bohême. Voyons actuellement comment le pape va se mêler dans toutes les affaires de l'Europe. Je ne suivrai pas l'ordre des temps, car ce ne seroit pas l'ordre de la clarté.

Il écrivit à son légat en Hongrie : *Le pontife romain, établi de Dieu sur les rois et sur les royaumes, souverain chef de la hiérarchie dans l'église militante, et tenant le premier rang sur tous les mortels, juge tranquillement de dessus son trône, et dissipe tous les maux par son regard.* A ces mots, ne diroit-on pas que Boniface a le délire; et ne voit-on pas combien il compte sur l'ignorance et sur la stupidité des peuples?

En conséquence de la souveraineté universelle qu'il s'attribue, il décide que Venceslas, fils de Venceslas, roi de Bohême, n'a aucun droit sur le royaume de Hongrie, et qu'il n'avoit pas pu l'accepter des Hongrois même sans l'agrément du saint siége. Il prétend qu'Etienne, qui en avoit été le premier roi chrétien, l'avoit donné à l'église romaine; et qu'au lieu d'en prendre la couronne de son autorité, il l'avoit voulu recevoir du vicaire de Jésus-Christ.

Il écrivit à Venceslas, que pour rendre justice à tout le monde, il se proposoit de le citer à son tribunal, lui, son fils, la reine Marie et Charles-Robert. En effet, il les

cita l'année suivante ; et le roi de Hongrie n'ayant pas comparu non plus que son père, il le déclara contumace, décida que le royaume de Hongrie ne pouvoit être électif, et l'adjugea à Marie et à Charles-Robert. Cette sentence ne servit d'abord qu'à fomenter la guerre civile.

Le pape fit encore de grands reproches à Venceslas, sur ce que ce prince prenoit le titre de roi de Pologne ; et il le menaça des peines spirituelles et temporelles, s'il ne le quittoit pas, supposant comme notoire que la Pologne appartenoit au saint siége ; cependant, après bien des troubles, les Hongrois reconnurent Charles-Robert.

Boniface avoit les mêmes prétentions sur l'Ecosse ; car, lorsqu'Edouard en eut fait la conquête, il écrivit à ce prince : *Vous devez savoir que le royaume d'Ecosse a appartenu anciennement, de plein droit, à l'église romaine et lui appartient encore ;* et croyant avoir assez prouvé son prétendu droit, en disant que personne n'en doute, il ordonna au roi d'Angleterre de retirer d'Ecosse tous ses officiers. Il tentoit ainsi des démarches, au hasard

de les abandonner si elles ne réussissoient pas : celle-là fut abandonnée.

Quant au roi de Danemarck, Boniface jugea qu'il avoit offensé la majesté divine, méprisé le saint siége et blessé la liberté ecclésiastique; en conséquence, il l'excommunia, mit son royaume en interdit, et le condamna à payer neuf mille marcs d'argent à l'archevêque de Lunden. Un légat vint en Danemarck pour faire exécuter cette sentence, et menaça le roi de le déposer et de donner son royaume à un autre, s'il refusoit de se soumettre au saint siége : cette affaire troubla le Danemarck pendant plusieurs années.

Boniface entreprenoit de gouverner l'Allemagne avec la même autorité. C'est à nous, écrivit-il aux trois électeurs ecclésiastiques, qu'appartient le droit d'examiner la personne de celui qui est élu roi des Romains, de le sacrer, de le couronner, ou de le rejeter, s'il est indigne : c'est pourquoi nous vous ordonnons de dénoncer dans les lieux où vous jugerez expédient, qu'Albert, qui se prétend roi des Romains, comparoisse devant nous, dans six mois, par

ses envoyés suffisamment autorisés et munis des pièces justificatives de ses droits, pour se purger, s'il le peut, du crime de lèze-majesté commis contre le roi Adolphe, et de l'excommunication qu'il a encourue en persécutant le saint siége et les autres églises, et pour faire sur tous ces points ce que nous lui prescrirons. Autrement nous défendrons étroitement aux électeurs et à tous les sujets de l'empire de le reconnoître pour roi des Romains; nous les déchargerons du serment de fidélité, et nous procéderons contre lui et ses partisans avec les armes spirituelles et temporelles, comme nous le jugerons à propos.

Les trois électeurs ecclésiastiques entreprirent d'exécuter les ordres du pape; mais Albert réprima leur audace et les fit rentrer dans le devoir.

Cette hauteur avec laquelle Boniface traite les rois peut faire juger de sa conduite avec les Colonnes; il publia plusieurs bulles contre eux; il les déclara incapables de toutes charges ecclésiastiques ou séculières, infâmes, schismatiques, hérétiques, excommuniés, et fit prêcher une croisade

contre eux avec les mêmes indulgences que pour la Terre sainte. Les Colonnes, quoiqu'alliés de Frédéric, roi de Sicile, succombèrent sous les armes de Boniface. Le pape se rendit maître de toutes leurs places; il ruina entièrement Palestrine, qui en étoit la principale, et ils furent réduits à se retirer en Sicile ou en France. Cette guerre fut terminée en 1299.

Auparavant, en 1296, le pape voyant qu'Edouard, Adolphe et Philippe continuoient la guerre, bien loin d'obéir à ses ordres et de soumettre leurs différends à son tribunal, donna la bulle *Clericis laïcos*, pour leur enlever les secours qu'ils retiroient du clergé. Il défendit donc à tous les gens d'église de fournir de l'argent aux princes soit par manière de prêt, de don gratuit, de subside, ou à quelqu'autre titre que ce fût, sans la permission du saint siége; excommuniant les rois, les princes et les magistrats qui en exigeroient d'eux, tous ceux qui seroient chargés d'en faire la levée, et les ecclésiastiques mêmes qui auroient la condescendance de se prêter à ce prétendu abus. Il disoit que les souverains n'ont

n'ont aucun droit sur la personne, ni sur les biens des ecclésiastiques, et que la puissance qu'ils usurpoient étoit un effet de la haine ancienne des laïques pour les clercs. Cependant cette aversion, comme le remarque l'abbé Fleuri, ne remontoit pas à une si grande antiquité, puisque pendant les cinq ou six premiers siècles, le clergé s'attiroit le respect et l'affection de tout le monde, par sa conduite charitable et désintéressée.

Aussitôt que cette bulle eut été publiée, Philippe le Bel rendit une ordonnance, par laquelle il défendoit de transporter hors du royaume de l'argent monnoyé ou non monnoyé et autres choses de prix; c'étoit tarir une des sources des revenus du saint siége.

Le pape répondit par une nouvelle bulle, où, après s'être arrogé la puissance la plus étendue sur tous les fidelles, il déclare que si la défense du transport d'argent hors du royaume s'étend jusqu'aux ecclésiastiques, c'est une entreprise téméraire, insensée, et qui mérite l'excommunication : il ajoute ensuite que la défense qu'il lui a

faite lui-même est conforme aux canons; que néanmoins il ne prétend pas priver le roi de tous les subsides que le clergé peut lui donner; mais seulement qu'il n'en peut rien exiger qu'avec le consentement du saint siége; et qu'au reste, le saint siége ne refusera jamais aux rois de France les secours que les besoins de l'état rendront nécessaires.

On voit par la réponse de Philippe, que l'on commençoit à réfléchir sur les prérogatives de la royauté, et sur les limites des deux puissances. Les yeux s'ouvroient enfin; et c'est une obligation qu'on avoit à Boniface, dont les entreprises devoient, à cet égard, hâter les progrès de la raison. On murmuroit dans toute la France contre lui. Le peuple demandoit pourquoi les clercs, jouissant des priviléges des citoyens, ne partageroient pas les charges de l'état: s'il étoit plus convenable qu'ils dépensassent leur argent en habits, en festins, en bouffons, que de payer à César ce qui appartient à César : si avant qu'il y eût des clercs, il n'y avoit pas des rois et des sujets; et si les sujets en devenant clercs,

cessoient d'être sujets, et d'être soumis aux lois et aux charges. Les seigneurs montroient leur mécontentement avec encore plus de chaleur; car si le peuple se flattoit de pouvoir être soulagé lorsque les clercs porteroient une partie des impositions, les seigneurs voyoient avec plus de certitude qu'ils seroient moins riches, lorsque les clercs ne paieroient rien. Enfin le clergé, qui gémissoit lui-même sous le despotisme de la cour de Rome, mêloit ses plaintes à celles de toute la nation; et il ne faut pas s'en étonner; car s'il y avoit quelques bulles qui l'exemptoient de payer des subsides au roi et aux seigneurs, il y en avoit beaucoup plus qui le forçoient d'en payer au saint siége. Dans ce temps-là même, il arriva deux légats chargés de lever de l'argent sur les ecclésiastiques, avec pouvoir d'excommunier Philippe, s'il s'y opposoit. Ils apportoient aussi une bulle, par laquelle le pape ordonnoit une continuation de trève au roi d'Angleterre et au roi de France; car il se portoit toujours pour juge du différend de ces souverains, fondé sur ce qu'un des deux commettoit un péché en continuant la

guerre, puisqu'un des deux avoit tort.

Jusqu'alors les papes avoient toujours ménagé quelques puissances; ils se conduisoient au moins de manière à s'assurer des vassaux contre le suzerain. Boniface, moins adroit, attaque en même temps le roi et les seigneurs; il offense le peuple, jaloux des exemptions qu'il accorde au clergé; il mécontente le clergé même, qu'il charge d'impôts : en un mot, il soulève la nation entière, il force tous les sujets à n'avoir d'autres intérêts que ceux du roi. Au moins ce pontife-là n'étoit pas politique.

Les légats, témoins du cri de la France, eurent la sagesse de suspendre les excommunications, et le pape lui-même fut contraint de céder. Il se plaignoit qu'on eût mal interprété sa bulle, et il l'interpréta lui-même en donnant un autre bulle qui disoit tout le contraire. Car il déclara qu'il n'avoit pas entendu défendre les dons ou prêts volontaires, faits par le clergé, au roi ou aux seigneurs, ni les services ou redevances dont les ecclésiastiques étoient chargés à cause de leurs fiefs; et il reconnut que le roi pouvoit demander au clergé un

subside et le recevoir, sans même consulter le saint siége.

Cette nouvelle bulle parut en 1297, c'est-à-dire, dans un temps où Boniface avoit besoin des secours de la France contre les Colonnes et contre Frédériç, roi de Sicile. Charles, comte de Valois et frère de Philippe le Bel, fut chargé de conduire les troupes destinées à cette guerre. Albert régnoit alors en Allemagne. Mais Boniface, qui ne vouloit pas le reconnoître, crut que s'il ne pouvoit pas exercer le droit, qu'il s'arrogeoit, de créer un empereur, il pouvoit au moins nommer en Italie un vicaire de l'empire; et Charles de Valois accepta ce titre. C'est ainsi que les princes français, dans le temps même qu'ils résistoient au pape, l'autorisoient dans ses entreprises sur les princes étrangers. Tant il est vrai qu'ils se conduisoient moins par principes que par intérêt : mais c'étoit un intérêt mal entendu. Les papes n'auroient pas tenté d'ôter des couronnes, si aucun prince n'avoit voulu en recevoir d'eux.

Boniface fit épouser au comte de Valois Catherine de Courtenai, petite-fille de

Baudouin, que Michel Paléologue avoit détrôné. En conséquence de ce mariage, il le reconnut pour empereur d'orient, et il lui accorda des décimes extraordinaires sur tous les biens ecclésiastiques de France, d'Angleterre, d'Italie, de Sicile, de Sardaigne, de Corse, de la principauté d'Achaïe, du duché d'Athènes, et des îles voisines.

Ce comte fit des préparatifs pour faire valoir ses droits sur l'empire de Constantinople. Il se rendit à Florence, où le pape l'envoya avec le titre de pacificateur de la Toscane, et où il ne fit qu'entretenir les factions et les troubles. Peu de temps après il tourna ses armes, avec aussi peu de succès, contre Frédéric. Son dessein étoit de faire rentrer la Sicile sous la domination de Charles le Boiteux, qui promettoit de l'aider de toutes ses forces à la conquête de Constantinople, mais il fut contraint de faire un traité, par lequel Frédéric resta maître de la Sicile, avec le titre de roi de Trinacrie. En un mot, Charles de Valois ne fut heureux ni sage dans ses entreprises; *tanto che vituperato, con perdita di*

molti suoi, ritornò in Francia, dit Machiavel. Il laissa aux héritiers de sa femme le vain titre d'empereur d'orient: titre avec lequel ils formèrent toujours de grands projets, et n'entreprirent jamais rien. Quant à Charles le Boiteux, il employa le reste de son règne à rendre florissans la ville et le royaume de Naples.

Pendant que Charles de Valois entroit dans toutes les vues de Boniface, ce pape reprenoit ses premières démarches avec la France. Ne pardonnant point à Philippe d'avoir donné retraite aux Colonnes, et de reconnoître Albert pour roi des Romains, il publia, en 1300, une nouvelle bulle, par laquelle il rétractoit l'interprétation qu'il avoit donnée de la bulle *Clericis laïcos*; disant que cette interprétation avoit été une grace, et qu'il pouvoit révoquer ses graces comme il pouvoit les accorder.

Il y avoit en France un évêque de Pamiers, insolent, intrigant et rebelle. Boniface le choisit pour son légat, et le chargea de ses ordres. Il s'agissoit entre autres choses d'engager le roi à se croiser pour la Terre sainte. On s'attendoit sans doute à un re-

fus, et c'est ce qu'on demandoit; car le pape se croyoit en droit de sévir contre un prince qui refusoit ses armes à l'église. L'évêque eut l'audace de dire à Philippe que la conduite qu'il tenoit depuis long-temps, méritoit des peines qu'on n'avoit que trop différées; et qu'il verroit bientôt son royaume en interdit, et sa personne frappée d'anathême et d'excommunication. Enfin il soutint les prétentions des papes, dont il se disoit le sujet, et leur puissance temporelle sur tous les souverains.

Un pareil attentat méritoit sans doute d'être puni. Déterminé à faire le procès à ce sujet rebelle, le roi le fit mettre en prison, et il nomma des commissaires pour le juger. Il fallut néanmoins user de ménagemens, et avoir la condescendance de le remettre entre les mains de son métropolitain, l'archevêque de Narbonne. La puissance du clergé étoit telle, que le souverain ne pouvoit pas sans imprudence, sévir de sa seule autorité, contre un de ses membres.

Le pape réclama, et ce fut le sujet de plusieurs bulles. Il se dit établi sur les

rois et sur les royaumes, avec plein pouvoir d'arracher, de détruire, de dissiper et d'édifier. « Mon cher fils, écrivoit-il à » Philippe, ne vous laissez pas persuader » ce qu'on veut vous faire croire, que » vous n'avez point de supérieur sur la » terre, et que vous n'êtes point soumis » au chef de la hiérarchie ecclésiastique: » c'est être insensé que de penser de la » sorte, et celui qui s'obstine à demeurer » dans cette erreur, cesse d'être fidelle, » et n'est plus dans le bercail de son pas- » teur ». Par d'autres bulles, il ordonna aux évêques, aux chapitres et aux universités de se rendre à Rome, afin de délibérer sur les réformes à faire en France, et il somma le confesseur du roi de venir lui rendre compte de sa conduite et de celle de son pénitent.

Mais les états ayant été assemblés, l'indépendance de la couronne fut généralement reconnue. Le roi renouvela la défense de porter de l'argent hors du royaume: il défendit à tous les sujets de sortir de France sans sa permission; et Guillaume de Nogaret présenta une requête, dans laquelle

il déclara Boniface intrus, et convaincu de simonie, d'hérésie et de plusieurs autres crimes.

Les seigneurs écrivirent ensuite aux cardinaux, pour les assurer de l'intention où ils étoient de défendre le roi contre les entreprises du pape. Le clergé écrivit la même chose à Boniface même, quoiqu'avec des termes plus ménagés. Enfin le tiers-état fit aussi connoître, par une lettre, qu'il étoit dans les mêmes dispositions.

Alors le pape tint à Rome un concile, dans lequel il éclata contre Philippe le Bel, et il donna une bulle par laquelle il déclara que ceux qui prétendent que la puissance temporelle ne dépend pas de la puissance spirituelle, sont manichéens, puisqu'ils admettent deux principes. C'est ainsi qu'il abusoit des termes.

Cependant il ne comptoit pas assez sur la force de ses mauvais raisonnemens, pour négliger de se fortifier par quelque autre voie. Il crut qu'Albert pouvoit être favorable à ses desseins; et dès-lors cet usurpateur, cet homme indigne du trône devint à ses yeux un souverain légitime. Il

le reconnut pour tel, par une bulle datée du 30 avril 1303. Albert, qui auroit pu se prévaloir du besoin que le pape avoit de le ménager, acheta cette bulle par les soumissions les plus basses. Il reconnut que l'empire romain avoit été transféré, par le saint siége, des Grecs aux Allemands, en la personne de Charlemagne; que le droit d'élire le roi des Romains, destiné à être empereur, avoit été accordé par le saint siége à certains princes ecclésiastiques et séculiers; et que les rois et les empereurs reçoivent du saint siége la puissance du glaive matériel : enfin il promit de défendre les droits du saint siége contre tous ses ennemis, quels qu'ils fussent, rois ou autres souverains; de ne faire avec eux aucune alliance, et de leur déclarer la guerre si le pape l'ordonnoit. Cependant, malgré ces engagemens, il vécut toujours en parfaite intelligence avec Philippe. Ce prince sacrifioit l'empire à ses intérêts particuliers. Il n'étoit occupé que de l'agrandissement de sa maison; et pour procurer des établissemens à ses fils, il ne craignoit pas de commettre des injustices. Elles lui

coûtèrent enfin la vie ; car il fut assassiné quelques années après.

Si le pape trouvoit peu d'obstacles en Allemagne, il en trouvoit tous les jours de plus grands en France. Dans une assemblée que Philippe tint le 13 juin 1303, Guillaume du Plessis présenta une requête qui contenoit vingt-sept articles d'accusation contre Boniface ; et il offrit de les prouver dans un concile général, dont il demanda la convocation, et auquel il appela de toutes les procédures que Boniface avoit faites ou pouvoit faire. Tous ceux qui composoient cette assemblée, sans en excepter les ecclésiastiques, adhérèrent à la convocation du concile et à l'appel. Depuis ce jour, jusqu'au mois de septembre inclusivement, le roi obtint plus de sept cents actes d'adhésion. Les universités, les communautés des villes, les évêques, les chapitres, les cathédrales, les collégiales, les abbés, les ordres religieux, et même les frères mendians, presque tout le monde appela.

Par cet appel on reconnoissoit donc que les conciles sont les juges des rois ; reste

des préjugés établis dans les siècles précédens. Mais on commençoit au moins à se douter que les papes sont soumis aux conciles généraux, et c'étoit déjà quelque chose.

Boniface fulmina des bulles contre le roi, contre les universités, et contre tous ceux qui adhéroient à l'appel ; et les choses en étoient là, lorsqu'il fut arrêté dans Anagnie par Nogaret, Sciarra Colonne et quelques autres que Philippe avoit chargés de l'enlever. On pilla son palais, on le mit en prison, on l'insulta même sans égard pour son caractère. Cependant les habitans d'Anagnie, qui s'intéressoient à ce pontife, parce qu'il étoit né parmi eux, armèrent, chassèrent les Français, lui rendirent la liberté, et le conduisirent à Rome. Il y mourut peu de jours après, le 11 octobre 1303. Lorsqu'il fut arrêté il devoit publier une bulle, dans laquelle il disoit que, comme vicaire de Jésus-Christ, il avoit le pouvoir de gouverner les rois avec une verge de fer, et de les briser comme des vaisseaux de terre. Il la finissoit en disant que Philippe avoit manifestement encouru les excommunications portées par plusieurs

canons. Ses vassaux et tous ses sujets y étoient déliés du serment de fidélité ; nous défendons, ajoutoit-il, de lui obéir et de lui rendre aucun service.

On doit à ce pape l'institution du jubilé. En 1300, il se répandit un bruit à Rome que tous ceux qui visiteroient l'église de S. Pierre cette année, gagneroient une indulgence plénière de tous leurs péchés, et que chaque centième année avoit cette vertu. Aussitôt tout le peuple fut en mouvement, et il y eut un concours prodigieux à Saint Pierre. Boniface, qui observoit cette dévotion, fit faire des recherches pour en découvrir l'antiquité : on feuilleta bien des livres, on en lut même, et cependant on ne trouvoit rien qui pût l'autoriser, lorsque heureusement un vieillard, qui disoit avoir cent sept ans, se souvint qu'un siècle auparavant son père étoit venu à Rome, et avoit gagné les indulgences, en visitant l'église de S. Pierre. Alors d'autres vieillards se rappelèrent qu'en effet, l'an 1200, ils avoient vu des pélerins venir à cette église. A ces causes donc, et d'après ces informations, le pape, de l'avis des cardi-

naux, fit dresser une bulle pour confirmer l'opinion où l'on étoit, et pour assurer une indulgence plénière à tous ceux qui, bien repentans et bien confessés visiteroient respectueusement les églises de S. Pierre et de S. Paul chaque centième année. On assure que pendant le cours de 1300, il y eut continuellement à Rome deux cent mille pélerins étrangers. Le trésor de l'église se grossit de leurs offrandes, et les Romains s'enrichirent par le débit de leurs denrées.

CHAPITRE III.

Des principaux états de l'Europe depuis la mort de Boniface VIII jusqu'à celle de Philippe le Bel.

BENOÎT XI, successeur de Boniface ; voulant sincèrement rétablir la paix, révoqua les bulles qui avoient causé les troubles, et annula jusqu'aux sentences portées contre les Colonnes. Malheureusement il n'occupa le saint siége que huit mois, et les cardinaux divisés le laissèrent vaquer pendant onze, ou à-peu-près.

La Flandre étoit alors le théâtre de la guerre. Lorsque Edouard fut forcé de se retirer, il abandonna le comte de Flandre, qui croyant pouvoir compter sur la clémence du roi de France, vint se jeter à ses pieds ; mais Philippe le fit mettre en prison, et réunit le comté de Flandre à la couronne, déclarant que ce prince avoit mérité par sa félonie la confiscation de son domaine.

Cette entreprise avoit été suivie de plusieurs révoltes, lorsque Gui, un des fils du comte de Flandre, vint au secours des révoltés avec quelques troupes allemandes. Les Français furent défaits à Courtrai; mais, en 1304, Philippe remporta une victoire complète. Par le traité de paix, qui se fit l'année suivante, il demeura maître de la Flandre en-deçà de la Lippe, et il rendit tout le reste à Robert, fils aîné du comte de Flandre, qui étoit mort dans sa prison. Peu auparavant il avoit rendu la Guienne au roi d'Angleterre.

Cependant les cardinaux, las d'être renfermés dans le conclave, étoient enfin convenus d'un moyen de conciliation. La faction attachée à la mémoire de Boniface, voulant un pape qui entrât dans ses vues, ou qui du moins n'y fût pas contraire, nomma trois sujets, et laissa le choix d'un des trois à la faction qui vouloit un pontife favorable aux Colonnes et au roi de France.

Par cet accord, Philippe, se trouvant maître de choisir entre les trois sujets présentés, donna la préférence à l'archevêque

de Bordeaux, et ce fut à condition, 1°. qu'il le réconcilieroit avec l'église; 2°. qu'il révoqueroit toutes les censures fulminées contre lui; 3°. qu'il lui accorderoit les décimes de son royaume pendant cinq ans; 4°. qu'il annulleroit tout ce que Boniface avoit fait, et qu'il flétriroit la mémoire de ce pontife; 5°. qu'il rétabliroit dans la dignité de cardinal et dans leur première fortune Jacques et Pierre Colonne; enfin, il demanda encore une sixième chose, qu'il se réserva d'expliquer en temps et lieu. L'archevêque promit tout, et jura sur le corps de Jésus-Christ de tenir sa promesse. Cette convention ne rendoit pas son élection bien canonique, et faisoit voir d'ailleurs que Philippe avoit encore bien des préjugés. Avoit-il besoin d'être réconcilié avec l'église? Avoit-il besoin que les censures de Boniface fussent révoquées? Avoit-il besoin de la protection du pape pour lever les décimes dans son royaume? Mais c'étoit les erreurs de son siècle.

Clément V, c'est le nom que prit le nouveau pape, transporta le siége pontifical à Carpentras, au grand mécontentement des

cardinaux italiens, qui reconnurent avoir été trompés. Le clergé de France n'étoit pas plus content du séjour que le pape faisoit dans ce royaume; car il se voyoit tous les jours chargé de nouveaux impôts. Clément extorquoit de toutes les églises des sommes considérables, pendant qu'il oublioit l'Italie, et qu'il abandonnoit le patrimoine de Saint Pierre à qui vouloit le piller. Il s'appropria la première année des revenus de tous les bénéfices qui vaqueroient en Angleterre dans le cours de deux ans, évêchés, abbayes, prieurés, prébendes, cures et jusqu'aux moindres bénéfices. De pareilles extorsions, étant devenues des droits avec le temps, sont aujourd'hui ce qu'on nomme des annates.

Clément satisfit Philippe le Bel sur toutes les promesses qu'il lui avoit faites : il n'y eut que la condamnation de Boniface qu'il entreprit d'empêcher, sans paroître néanmoins vouloir manquer à ses engagemens. Le roi, qui la poursuivoit avec chaleur, demandoit qu'on tînt à ce sujet un concile général; et le pape, qui prenoit différens prétextes pour éloigner le jugement d'une

affaire scandaleuse, y mit tant de retardement, que Philippe enfin se désista. Ce prince crut sans doute la mémoire de Boniface assez flétrie par toutes les procédures qu'on faisoit contre lui depuis plusieurs années. Les esprits se trouvant donc refroidis, le concile général, tenu à Vienne, déclara que Boniface n'avoit point été hérétique; et il y eut deux chevaliers catalans qui offrirent de le prouver par le combat. On ne parla point d'ailleurs des autres crimes dont ce pape avoit été accusé.

C'est dans ce même concile que l'ordre des Templiers fut pour jamais proscrit et aboli. On accusoit ces moines guerriers de bien des crimes; on les poursuivoit depuis plusieurs années, et on les avoit fait arrêter en 1307. Cependant étoient-ils en effet coupables de toutes les horreurs qu'on leur imputoit? Ou leurs richesses avoient-elles excité la jalousie et l'avidité de leurs ennemis? Vraisemblablement leur plus grand crime a été d'être trop riches; mais il nous suffit de savoir qu'il y a eu des Templiers, et qu'il n'y en a plus.

En Angleterre, en France et ailleurs les biens des Templiers furent donnés aux hospitaliers de S. Jean de Jérusalem, aujourd'hui les chevaliers de Malte. En Allemagne, on leur permit de passer dans l'ordre Teutonique ou dans celui de S. Jean. En Arragon, il fallut leur faire la guerre pour les détruire : mais ils ne furent traités nulle part aussi inhumainement qu'en France. Philippe eut part à leur dépouille, et le pape ne s'oublia pas.

Vers le même temps, la ville de Lyon fut réunie à la couronne. Depuis plusieurs siècles, détachée du royaume de France, elle avoit fait partie, successivement, du royaume d'Arles, de celui de Bourgogne, de l'Empire, et elle étoit enfin tombée sous la puissance temporelle de l'archevêque. Cependant, comme ce souverain ecclésiastique ne jouissoit que d'une autorité contestée, les rois de France avoient eu souvent occasion de se porter pour médiateurs entre l'archevêque et les bourgeois. Par-là, ils acquirent insensiblement des droits sur cette ville; et, en 1292, Philippe le Bel avoit pris les habitans sous sa sauve-garde,

L'archevêque, protégé par le saint siége, conserva néanmoins la souveraineté jusqu'au pontificat de Clément V. Les choses ayant changé de face sous un pape dévoué à la France, il souleva les bourgeois, lorsqu'il voulut rentrer, par la force, dans les droits dont il avoit joui. Alors les troupes du roi marchèrent, et l'archevêque fut contraint de céder la jurisdiction temporelle sur la ville, sur le château de S. Just, et sur leurs appartenances; se la réservant seulement sur le château de Pierre-en-Cise, avec le droit de battre monnoie, et d'avoir des troupes de pied et de cheval dans la ville. On lui accordoit ces troupes pour les guerres particulières qu'il pouvoit avoir avec des seigneurs voisins.

En Angleterre, Edouard songeoit aux moyens d'étendre son autorité. Il se fit dispenser, par Clément, du serment qu'il avoit fait au sujet des chartes: car les papes croyoient toujours leur pouvoir au-dessus des engagemens les plus sacrés. Il obtint de ce pontife des décimes sur le clergé, et il lui en envoya la moitié.

achetant de lui la permission de mettre des impositions sur les biens des ecclésiastiques, et reconnoissant qu'ils n'en pouvoient pas mettre sans l'aveu du saint siége. Il eut été plus sage de se priver d'un pareil secours : mais alors les souverains n'en savoient pas davantage.

Le parlement ne vouloit pas qu'Edouard abandonnât au pape la moitié des décimes. Ce prince n'y eut aucun égard ; et il paroissoit se disposer à mépriser les lois de la nation, lorsque l'Ecosse soulevée lui donna d'autres soins. Cette guerre l'occupa jusqu'en 1307 qu'il mourut. Son fils, Edouard II, fit la paix avec la France. Ce prince, livré à ses favoris, régna parmi les troubles, reçut la loi de son parlement, fut déposé, mis en prison, et périt dans les tourmens en 1327. J'anticipe sur ce règne qui ne mérite pas de plus grands détails.

Le dépotisme échoue tôt ou tard. Lorsqu'en 1308, Albert reçut la mort pour prix de ses injustices, il marchoit contre les Suisses, que la dureté de son gouvernement avoit soulevés. Trois cantons, Ury,

Schweitz et Underwald, commencèrent une confédération, dans laquelle de nouveaux cantons entrèrent bientôt, parce que les empereurs furent assez aveugles, pour rendre le joug d'autant plus pesant qu'on le souffroit avec plus d'impatience.

Quelques historiens prétendent qu'après la mort d'Albert, Philippe le Bel eut des vues sur l'empire, ou qu'il voulut au moins faire élire son frère, Charles de Valois. Il communiqua, dit-on, son dessein à Clément qui, feignant de l'approuver et d'y vouloir concourir, écrivit secrètement aux électeurs, pour les inviter à prévenir les démarches du roi de France, et à proclamer au plutôt Henri comte de Luxembourg. Si Philippe s'ouvrit à ce pontife, il commit une grande imprudence : car il devoit bien présumer que les papes qui regardoient alors l'Empire comme un fief de l'église, ne voudroient pas, pour feudataire, un prince puissant qui avoit résisté si fortement à Boniface. Il devoit déjà craindre assez de résistance de la part des princes allemands, dont l'intérêt n'étoit pas de choisir un chef capable de leur donner

donner la loi. Quoi qu'il en soit, Henri de Luxembourg fut élu et couronné à Aix-la-Chapelle, sous le nom d'Henri VII.

Comme les anciennes factions subsistoient toujours en Italie, Henri voulut profiter des troubles qu'elles y causoient; et comptant rentrer dans les droits que ses prédécesseurs avoient perdus, il passa les Alpes en 1311. Il paroît que Clément, à qui cette entreprise donna de l'inquiétude, engagea Robert, roi de Naples, et fils de Charles le Boiteux, à traverser l'empereur de tout son pouvoir. Au lieu de se rendre lui-même à Rome pour le couronner, comme il l'avoit promis, il en donna la commission à cinq cardinaux, par une bulle qui commençoit ainsi : « Jésus-Christ, le » roi des rois, a donné une telle puissance » à son église, que les royaumes lui ap- » partiennent; qu'elle peut élever les plus » grands princes, et que les empereurs et » les rois doivent lui obéir et la servir ».

Cependant Henri et les Gibelins faisoient la guerre aux Guelfes et à Robert. Clément écrivit donc aux cardinaux d'ordonner au moins une trêve à ces deux

princes, ajoutant que, puisqu'ils étoient engagés à l'église par serment de fidélité, ils devoient être les plus disposés à la défendre, et que le souverain pontife pouvoit les obliger à mettre bas les armes.

Henri, jugeant à ce langage que Clément le regardoit comme vassal du saint siége, consulta des jurisconsultes qui démontrèrent le peu de fondement des prétentions du pape. Il protesta donc : il fit plus; car il déclara criminel de lèze-majesté Robert dont il se prétendoit le suzerain. Clément, de son côté, prit la défense du roi de Naples, en excommuniant quiconque attaqueroit ce prince. Ainsi la guerre s'allumoit, et elle alloit causer de nouveaux maux, lorsque Henri VII mourut en Toscane, l'an 1313.

Le pape publia deux bulles contre la mémoire de cet empereur. Il y soutenoit ses prétentions; il se donnoit pour successeur à l'empire pendant la vacance du trône : il cassoit la sentence portée contre Robert, et il le faisoit vicaire de l'empire en Italie. Clément, qui tenoit depuis quelque temps sa cour à Avignon, pouvoit

plus impunément s'arroger toute autorité sur les princes, parce que cette ville appartenoit au roi de Naples. Plus de quatre ans auparavant, il avoit publié une bulle terrible contre les Vénitiens qui avoient enlevé Ferrare à la maison d'Este. Ce n'est pas qu'il voulût prendre les intérêts de cette maison : il prétendoit, au contraire, que cette ville appartenoit au saint siége. Une croisade qu'il fit prêcher, et les succès du cardinal Arnaud de Pelegrue, son général, réalisèrent ses prétentions. Il mourut au mois d'avril 1314, et Philippe ne lui survécut que de quelques mois.

CHAPITRE IV.

Du gouvernement de France sous Philippe le Bel.

LORSQUE le duel judiciaire étoit reçu dans les tribunaux, le plus ignorant magistrat étoit un juge compétent; car il n'étoit pas bien difficile de déclarer vainqueur le champion qui avoit vaincu. Mais les lumières devinrent nécessaires, quand S. Louis eut proscrit cette manière absurde de rendre la justice. Il fallut entendre des témoins, consulter des titres, connoître les coutumes, pénétrer l'esprit des lois : en un mot, il fallut de l'étude et du raisonnement.

Les seigneurs les plus instruits savoient à peine signer leur nom. Ils continuèrent néanmoins de siéger dans les tribunaux et dans le parlement; et on les nomma *conseillers jugeurs*, parce qu'ils avoient seuls le droit d'opiner et de faire les arrêts.

Mais comme on ne peut pas juger sans être instruit, ce fut une nécessité d'admettre dans les cours de justice des conseillers rapporteurs ; c'est-à-dire, des hommes chargés de faire le rapport des affaires, et de suppléer à l'ignorance des juges. On les prit dans la bourgeoisie et dans le bas clergé. Ils savoient lire, ils savoient écrire ; ils avoient quelque routine de la procédure qui se suivoit dans les tribunaux ecclésiastiques ; et on les nommoit *légistes*, parce qu'ils étoient censés savoir les lois. Voilà le changement qui se fit dans l'administration de la justice, sous le règne de Philippe le Bel.

Ces conseillers rapporteurs n'avoient point de voix ; mais il est aisé de comprendre qu'ils dictoient les arrêts, et que, par conséquent, ils étoient les vrais juges. Ils ne tardèrent donc pas à se rendre maîtres du parlement, et ils donnèrent naissance à cet ordre de citoyens que nous nommons la *robe*.

Les seigneurs n'eurent pas de peine à leur abandonner l'administration de la justice : trop ignorans pour la rendre par eux-

mêmes, ils regardèrent au-dessous de leur courage une fonction qui demandoit des lumières. La roture des magistrats, qui prenoient leur place, avilit de plus en plus, à leurs yeux, la profession la plus noble; et ils crurent se dédommager de leurs pertes par le mépris. Delà est venu un préjugé qui subsiste encore. Je dis un préjugé; car si l'on juge de la noblesse d'une profession par la nécessité dont elle est, et par les connoissances qu'elle demande, l'épée ne peut pas se prétendre plus noble que la robe. L'épée d'ailleurs n'a-t-elle pas perdu de sa considération, et, par conséquent, de sa noblesse, en perdant l'administration de la justice.

Quoi qu'il en soit, les seigneurs furent si aveugles, qu'ils dédaignèrent de nommer les légistes qui devoient les représenter et juger en leur nom. Ils en laissèrent le choix au roi, qui, n'ouvrant le parlement qu'à des hommes à lui, acquit tous les jours plus d'autorité.

A la tenue de chaque parlement, le roi en nommoit les magistrats. Les gens de robe ne songeoient donc qu'à plaire au

prince qui seul les pouvoit employer ; et ils s'appliquoient à dégrader la noblesse, dont le mépris les offensoit. Il s'agissoit cependant de se faire des principes pour étendre les prérogatives royales aux dépens de celles des seigneurs ; et voici comment ils se conduisirent.

Ils avoient lu la bible. Voyant donc que le titre de roi étoit commun à David et aux Capétiens, ils conclurent de ce seul mot que les Capétiens devoient jouir en France des mêmes droits dont David avoit joui en Judée ; comme si chaque nation n'avoit pas ses lois, et que l'une ne puisse pas limiter l'autorité de son chef, parce qu'une autre accorde au sien une autorité plus étendue.

Ils avoient encore lu le code Justinien que S. Louis avoit fait traduire. Ils jugèrent donc des droits des rois de France, d'après ceux des empereurs du bas empire, quoiqu'alors ils ne pussent pas s'appuyer sur la ressemblance des titres.

Vous avez vu quelle étoit la puissance d'Auguste, et comment elle se forma. Ce n'étoit pas ce prince qui faisoit les lois :

c'étoit le sénat ou le conseil qu'Auguste avoit choisi, et dont le sénat autorisoit les décrets. Avant Dioclétien, nous ne voyons pas qu'aucun empereur se soit arrogé ouvertement la puissance législative ; ils la partageoient seulement par la grande influence qu'ils avoient sur les délibérations. Tout changea, lorsque Constantin parvint à l'empire. Les empereurs, sans égard pour les droits du sénat, firent les lois et les firent seuls. Alors elles se multiplièrent plus que jamais, et l'empire fut aussi toujours plus mal gouverné.

En effet, lorsque la nation ou le premier corps de la nation fait les lois, elles suivent d'ordinaire toujours le même esprit ; elles sont l'effet des circonstances qui en font sentir le besoin ; elles sont plus respectées, parce que tout le monde en connoît mieux la nécessité. Mais lorsqu'un despote, se plaçant sur son trône comme le seul organe de la justice, donne son ignorance, ses caprices et ses passions pour des lois, il n'y a plus de règle, et le gouvernement change de forme à chaque souverain, ou même à chaque changement

de ministre, de favori, de maîtresse, de valet. Alors les abus naissent continuellement des abus : les lois qui se font sans plan et sans objet, se multiplient au gré des intérêts particuliers : comme les intérêts, elles se contredisent, se confondent, s'oublient ou se reproduisent. Elles se prêtent donc à toute sorte d'interprétation : sans force contre le citoyen puissant, elles oppriment le foible avec une apparence de justice ; la jurisprudence même se fait un art de les éluder.

Comparez, Monseigneur, le sort des peuples et des souverains dans le bas empire, avec le sort des peuples et des souverains, sous Auguste, Vespasien, Titus, Nerva, Trajan, Adrien, Antonin, Marc-Aurèle. Voilà, d'un côté, des empereurs qui affectent le despotisme ; et de l'autre, des empereurs qui ne se croient que les magistrats de la république. Supposez donc qu'étant souverain quelque part, on vous propose d'établir vous-même vos droits, et de choisir entre ceux auxquels Auguste s'est borné, et ceux que Constantin a transmis à ses successeurs. Balancerez-vous ?

Ce n'est pas que je prétende que les rois n'aient pas en France d'autres droits que ceux qu'Auguste avoit à Rome. Si je pensois ainsi, je raisonnerois aussi mal que ceux que je combats. L'histoire des Capétiens vous apprendra que les prérogatives royales ne sont pas établies de la même manière que les prérogatives des empereurs. Cependant, quelque différence qu'il y ait entre les unes et les autres, le consentement de la nation les rend également respectables et sacrées. Mais si un roi de France ne vouloit être qu'un Trajan, qu'un Antonin, qu'un Marc-Aurèle, le blâmeriez-vous, Monseigneur ? Voyez donc vous-même ce que vous voulez être à Parme, si jamais vous y régnez. Je reviens au parlement.

Les gens de robe, considérant les rois de France comme autant de Davids, ou comme autant d'empereurs du bas empire, distinguèrent dans leur personne le roi et le seigneur suzerain. Ils reconnurent que, comme suzerain, ils n'avoient d'autorité que sur leurs vassaux ; et ils dirent que, comme rois, ils avoient sur les sei-

gneurs la même autorité que sur les sujets de leurs propres domaines. Cette prétention étoit évidemment contraire aux droits féodaux ; mais personne ne les savoit défendre. Ils eurent donc toute liberté de raisonner conséquemment à ce principe. Ainsi ils regardèrent comme impropres, abusives ou figurées, toutes les expressions dont on s'étoit servi jusqu'alors, en parlant de la souveraineté d'un seigneur. Ils conclurent qu'en France, le roi étoit seul proprement souverain, qu'il ne pouvoit pas y en avoir d'autre, et qu'il n'avoit pu perdre aucune de ses prérogatives, parce qu'elles constituent l'essence de la royauté. En conséquence, ils ne virent que des usurpations dans les droits des seigneurs, et que des rebelles dans ceux qui les défendoient. Ils les attaquèrent donc : les succès qu'ils eurent furent des titres pour les attaquer encore ; et ils se firent une loi de n'avoir point égard aux droits que les seigneurs s'arrogeoient. Cependant on auroit eu de la peine à prouver, par l'histoire, que tous les seigneurs eussent usurpé sur les Capétiens, puisqu'ils étoient sou-

verains chez eux avant que les Capétiens fussent rois.

Vous voyez que l'intérêt du prince étoit l'unique règle des entreprises des gens de robe. Cette règle n'a point d'inconvénient, lorsque le roi est assez éclairé pour sentir que son intérêt n'est autre que celui de la nation. Mais si ces deux intérêts se séparent, elle tend évidemment à produire le despotisme. Elle ne le produisit pas cependant, parce que les vassaux puissans y mettoient de trop grands obstacles. et qu'il ne fut pas au pouvoir de Philippe le Bel d'user brusquement de toute l'autorité que les gens de robe lui attribuoient: dans la nécessité de se conduire à cet égard avec beaucoup de circonspection, quoique devenu législateur, il osoit à peine faire des lois.

On commence presque toujours mal. Il ne faut donc pas s'étonner si les gens de robe se sont d'abord fait de faux principes, sur-tout dans un siècle d'ignorance. Si, avant eux, on avoit contesté à la royauté les prérogatives les plus essentielles, il étoit naturel qu'ils se jetassent dans une autres extrémité, et qu'ils dépouillassent la nation

même, pour attribuer aux rois des droits sans bornes. Il falloit que le temps, éclairant les esprits, les ramenât peu-à-peu dans ce juste milieu, où les rois font aimer leur autorité, parce qu'ils la limitent eux-mêmes, en respectant les lois de l'état. Cependant les fausses maximes que j'ai rapportées, firent un bien que la vérité peut-être n'auroit pas pu faire : elles contribuèrent à détruire le gouvernement féodal.

Pour accréditer les nouvelles maximes et accroître, par conséquent, l'autorité royale, il suffisoit que le prince ne montrât sa puissance que pour combattre les abus; il falloit, qu'en même temps que les magistrats entreprenoient de l'établir seul souverain, il prouvât par sa conduite que le bonheur de la France demandoit qu'en effet il n'y en eût pas d'autre; en un mot, il ne falloit qu'être juste. Il est triste de voir Philippe le Bel, avec de l'esprit, du courage et de la fermeté, se conduire d'après une politique toute différente. Ambitieux, avare, dissimulé, infidelle, il crut s'enrichir en ruinant le peuple, et devenir plus puissant, en divisant tous les ordres

de l'état, et les affoiblissant les uns par les autres.

Vous comprenez néanmoins que si un souverain, qui ruine son peuple, paroît s'enrichir pour un moment, il tarit en effet pour l'avenir la source de ses richesses. Vous concevez encore qu'il sera bien foible au-dehors, lorsqu'il ne sera puissant au-dedans, que parce qu'il aura divisé tous les ordres. Rien n'est plus simple dans la théorie que ces réflexions, rien n'est plus trivial même; le sens commun les dicte. Mais rien n'est plus rare dans la pratique. Philippe le Bel en est un exemple.

L'or et l'argent sont des marchandises qu'on a choisies pour faciliter l'échange de toutes les autres; et on en a fait des monnoies, dont la valeur dépend du poids et du titre; c'est-à-dire, de la quantité d'or et d'argent fin qu'elles contiennent.

En France, sous la première race, une livre d'argent pesoit en effet une livre, c'est-à-dire, douze onces; et comme on la divisoit en vingt pièces, qu'on nommoit sous, vingt sous étoient encore la même chose qu'une livre pesant.

Il faut que chaque pièce de monnoie ait une marque qui en désigne le titre et le poids. Il faut encore que chaque citoyen puisse compter sur celui qui veille à la fabrique des espèces. Le droit de battre monnoie appartient donc uniquement au souverain; parce qu'on présume qu'il ne veut pas tromper, qu'il ne le peut pas même, s'il consulte ses intérêts; et que d'ailleurs, en supposant le contraire, on ne sait plus en pareil cas à qui donner sa confiance.

Or supposons que le souverain s'étant fait apporter les vieilles espèces pour en fabriquer de nouvelles, fasse quarante sous avec douze onces d'argent; et qu'ensuite, sous prétexte qu'on est dans l'usage de compter vingt sous pour une livre, il rende vingt sous des nouvelles espèces pour vingt sous des vieilles, il est évident qu'il ne rend que la moitié de ce qu'on lui a donné. Voilà donc un moyen bien commode pour mettre tout-à-coup dans ses coffres la moitié de l'argent de son royaume; et pour vous faire comprendre jusqu'où cet abus a été porté, il suffit de remarquer que vingt sous, qui pesoient autrefois douze

onces, ne pèsent pas aujourd'hui la sixième partie d'une once.

Tel est le pouvoir des mots. Parce que vingt sous et douze onces ont été appelés une livre, il faut qu'une livre se trouve encore dans telle partie de métal dont il a plu de faire vingt sous. Ainsi le monde se gouverne par des sophismes : on vole le peuple en sûreté de conscience; et l'altération des monnoies, au lieu de passer pour une fraude, est regardée comme le grand art des finances. C'est ainsi qu'on a pensé pendant plusieurs siècles.

Il y avoit déjà eu quelques abus dans les monnoies sur la fin de la première race. Ils s'accrurent sous la seconde, où chaque seigneur eut le droit de battre monnoie dans ses terres. Le grand art des finances étoit tout-à-fait à leur portée.

Les seigneurs avoient un droit de seigneuriage, qui consistoit à retenir la sixième partie des matières qu'on portoit à leur monnoie. Le peuple, victime de la variation continuelle des espèces, consentit à leur en payer un second, qu'on nomma *monnéage*; et ils s'engagèrent de leur côté

à n'y faire plus de changement; mais, malgré cette convention, ils en firent encore; et sous le règne de S. Louis, le marc, c'est-à-dire, huit onces, valoit deux livres seize sous.

S. Louis étoit trop éclairé, pour suivre en cela l'exemple de ses prédécesseurs. Il fit au contraire des réglemens pour rétablir la monnoie; et on les trouva si sages, que lorsque dans la suite elle fut affoiblie, on demandoit toujours qu'elle fût remise dans l'état où ce saint roi l'avoit laissée.

C'est conformément à ces réglemens que Philippe le Bel, les premières années de son règne, fit fabriquer les espèces qui eurent cours. Mais bientôt il les altéra; et depuis 1295 jusqu'en 1306, il fit plusieurs changemens dans la monnoie. En 1301 et en 1305, on faisoit huit livres dix sous avec un marc d'argent, dont au commencement de son règne, on n'avoit fait que deux livres quinze sous six deniers; et un denier de l'ancienne monnoie en valut trois de la nouvelle. Les espèces n'avoient donc plus, par le poids, que le tiers de la valeur qui leur étoit attribue par le roi.

En 1306 il fit faire une monnoie aussi forte que celle de S. Louis; mais il laissa subsister la foible, et ne se mit point en peine de proportionner l'une à l'autre. Ce fut la source de beaucoup de désordres; car ceux qui devoient, vouloient payer en monnoie foible; et ceux à qui il étoit dû, vouloient être payés en monnoie forte. Cela occasionna même une grande sédition à Paris.

Le roi affoiblit encore la monnoie en 1310. Il rétablit ensuite la monnoie forte en 1313, et il ne la laissa subsister que jusqu'au mois d'août 1314. On peut juger combien ces variations causoient de dommages; puisqu'en 1303 le clergé offrit au roi les deux vingtièmes du revenu de tous les bénéfices, s'il vouloit s'engager pour lui et pour ses successeurs à ne plus affoiblir les monnoies, à moins d'une nécessité indispensable, dont les seigneurs et les prélats du royaume seroient juges. Cette proposition ne fut pas acceptée.

Lorsqu'en 1301 et 1305, la livre, réduite au tiers de sa valeur, étoit cependant encore comptée pour une livre, les seigneurs

ne tiroient plus qu'un tiers des droits qu'ils levoient en argent sur leurs sujets, et par cela seul ils se trouvoient ruinés. Mais le peuple, qui payoit les deux tiers moins, se ruinoit aussi. Car chacun étoit payé à son tour dans les mêmes espèces; et par la circulation de l'argent, il se trouvoit enfin que tout le monde avoit perdu. Il falloit encore que le roi perdît aussi comme les autres; car les revenus en argent qu'il tiroit de ses domaines ou des impositions, diminuoient nécessairement des deux tiers, puisqu'on ne pouvoit le payer qu'avec les monnoies auxquelles il avoit donné cours. Enfin le grand gain qu'il y avoit à contrefaire ces monnoies affoiblies, produisit au-dedans et au-dehors du royaume quantité de faux-monnoyeurs, qui remplissoient la France de mauvaises espèces et en enlevoient toutes les bonnes. Philippe, voulant au moins empêcher des fraudes dont il ne retiroit pas le profit, engagea Clément V à publier contre les faux-monnoyeurs, une bulle d'excommunication. Mais pouvoit-il se flatter qu'on respecteroit des censures qu'il méprisoit lui-même? Il continua donc d'y avoir des faux-mon-

noyeurs ; et tout concourut à la ruine du royaume.

Le titre et le poids des espèces est une chose arbitraire. Pourvu qu'on n'y fasse pas de changement, elles se mettent d'elles-mêmes en proportion avec les denrées; et on fait le commerce avec une monnoie foible, comme avec une monnoie forte. Au contraire, lorsque la valeur des espèces hausse et baisse tour-à-tour, cette proportion ne peut plus s'établir. Dans la crainte d'être trompé, chacun veut vendre cher, chacun veut acheter bon marché : le commerce ne se fait plus, et cette cessation achève la ruine de tout le monde. Voilà ce qui arrivera sous Philippe le Bel. Par conséquent, si ce prince fit du mal, en répandant une monnoie foible, il en fit encore lorsqu'il répandit une monnoie forte.

Lorsque j'ai recuelli d'un champ que je cultive, les denrées nécessaires à ma consommation, le surplus des productions m'est inutile, si je ne puis pas l'échanger contre les denrées qui me manquent. Je ne me croirai donc pas plus riche pour avoir ce surplus; je ne travaillerai donc

pas à me le procurer ; je laisserai donc en friche une partie de mon champ. En effet, que m'importe d'avoir dans mes greniers une quantité de blé que je ne pourrai ni consommer, ni échanger? Mais lorsqu'après avoir prélevé le blé nécessaire à ma consommation, je puis, en échangeant ce qui me reste, acquérir d'autres denrées, et des commodités de toute espèce; c'est alors seulement que ce surplus devient une richesse pour moi, c'est alors qu'il m'est avantageux de recueillir la plus grande quantité de blé, et de donner tous mes soins à la culture de mon champ. Le pouvoir d'échanger rend donc richesse ce qui, sans ce pouvoir, ne seroit qu'un superflu inutile. Voilà comment le commerce nous enrichit : il ne produit par les richesses, mais il rend richesse ce qui, sans lui, seroit inutile et, par conséquent, de nulle valeur.

Si on fait des chemins, si on construit des ponts, si on creuse des canaux, si on rend les rivières navigables, c'est afin que le transport des marchandises soit plus facile et moins dispendieux; c'est afin qu'une

quantité de denrées qui seroit inutile dans le lieu qui l'a produite, devienne par l'échange une richesse, en passant dans le lieu qui ne la produit pas. Le commerce ne nous enrichit donc qu'à proportion que les échanges se font avec plus de facilité; et si l'on ôte tous les moyens d'échanger, il ne peut plus y avoir de richesse.

Or l'argent monnoyé est un moyen de plus pour faciliter les échanges, et pour rendre richesse ce qui ne seroit qu'un superflu inutile. Mais ce n'est un moyen qu'autant que les espèces ont un prix fixe. Si ce prix varioit arbitrairement, cette variation détruiroit la confiance: car je ne vous donnerai pas ma marchandise pour un écu qui demain vaudra moins qu'aujourd'hui; et vous ne me donnerez pas votre écu si vous croyez qu'il vaudra davantage. Voilà donc le commerce arrêté. Dès-lors ce qui étoit auparavant une richesse, deviendra un superflu inutile. On ne songera donc plus à se procurer ce superflu. Le fabricant démontera une partie de ses métiers; le laboureur laissera une partie de ses champs en friche: la misère

se répandra donc dans les campagnes et dans les villes. Les journaliers seront forcés à mendier, parce que les cultivateurs ne les emploieront plus: les artisans abandonneront une patrie où, faute de travail, ils ne pourront plus gagner leur pain: des familles entières périront, parce qu'elles ne pourront ni trouver dans le pays, ni chercher ailleurs de quoi subsister. En un mot, la nation s'appauvrira et se dépeuplera de jour en jour. Comment donc le souverain pourroit-il ne pas s'appauvrir lui-même? Telle est l'influence d'une administration qui gêne le commerce.

Cependant on se seroit mis à l'abri des pertes que causoit la variation des monnoies, si on eût compté par marcs et sans égard pour la valeur chimérique des espèces courantes. Mais ce moyen n'étoit pas praticable dans le commerce continuel des petites denrées; et lorsqu'on le tenta dans les contrats de vente et d'emprunt, Philippe, comme s'il eût juré la ruine de son peuple, ordonna de compter, suivant l'ancienne coutume, par livres, sous et deniers.

Si ce prince trouvoit une ressource dans l'affoiblissement des monnoies, elle n'étoit que passagère, puisqu'il partageoit bientôt les pertes. La ruine des seigneurs étoit l'avantage le plus réel qu'il retiroit de cette misérable politique: cependant c'étoit un moyen bien étrange que de ruiner la France même, pour ruiner les seigneurs français.

Les désordres étoient au comble : on murmuroit; mais le roi ne craignoit pas un soulèvement général, parce que les grands vassaux suivoient son exemple, et faisoient les mêmes fraudes dans leurs terres. Les seigneurs les plus puissans paroissoient avoir formé une ligue pour opprimer le reste de la nation.

Philippe se conduisit pourtant avec adresse, pendant que les autres ne daignoient seulement pas pallier leur brigandage; il publia que l'affoiblissement des monnoies étoit une suite des circonstances où il se trouvoit. Il supplia ses sujets de recevoir avec confiance les mauvaises espèces auxquelles il donnoit cours ; il promit de les retirer, en dédommageant ceux qui

qui les rapporteroient : et engagea à cette fin ses domaines présens et à venir, et tous ses revenus.

Il parut tenir sa parole, lorsqu'en 1306 il fit fabriquer des espèces à deux livres quinze sous six deniers le marc. Le peuple qui, à la première lueur, croit voir la fin de ses maux, fut assez dupe pour applaudir à la générosité du roi. Cependant Philippe prouva, par sa conduite, qu'il avoit d'autres vues que de soulager la misère publique. En effet, à peine se vit-il assuré de la confiance de la nation, que, sous prétexte d'empêcher les fraudes qu'il avoit faites lui-même, et qu'il devoit faire encore, il entreprit d'enlever à tous les seigneurs le droit de battre monnoie. Bientôt ses officiers firent dans chaque seigneurie l'essai des espèces qui s'y fabriquoient, pour reconnoître si elles étoient du poids et du titre dont elles devoient être. Il défendit ensuite aux prélats et aux barons d'en frapper jusqu'à nouvel ordre. Il ordonna à tous leurs officiers monétaires de se rendre dans ses monnoies, sous prétexte qu'il avoit beaucoup d'espèces à faire fabriquer. Il enjoi-

gnit au duc de Bourgogne de se conformer aux ordonnances qu'il avoit faites au sujet des monnoies; et des commissaires qu'il envoya dans le duché d'Aquitaine, s'y comportèrent, à cet égard, avec toute l'autorité qu'il s'arrogeoit. Ainsi, par la manière dont il traitoit d'aussi grands vassaux, on peut juger combien il ménageoit peu les autres.

Les seigneurs se soumirent, parce qu'ils craignoient que leur résistance ne les exposât au soulèvement de leurs sujets. En effet le peuple s'imaginoit que Philippe songeoit sincèrement à remédier aux abus, tandis qu'il vouloit jouir seul du droit de les commettre. Le droit que ce prince acquit par-là sur les monnoies seigneuriales, le rendit maître de la fortune des seigneurs. Il pouvoit les appauvrir, s'il changeoit encore le prix de l'argent, et il le changea.

L'exemple de Philippe le Bel auroit dû faire comprendre à ses successeurs, qu'il n'y a rien de plus ruineux pour un état que la variation des monnoies. Ils ne le comprendront pas cependant. Ils regarderont, au contraire, comme une grande

ressource de pouvoir s'approprier une partie de l'argent de leurs sujets. Mais avec cette conduite ils tiendront la France dans un état de foiblesse, d'où elle aura bien de la peine à sortir. Philippe paroît avoir enfin reconnu lui-même les conséquences de cet abus; car, peu avant sa mort, il fit des réglemens pour y remédier, et il recommanda fort à son fils le rétablissement de la monnoie.

Pendant que Philippe le Bel établissoit sa puissance sur la ruine des vassaux, il songeoit à profiter des divisions qui étoient entre les trois ordres, ou même à les fomenter, afin de les assujettir les uns par les autres.

A force de tyrannie les seigneurs s'étoient rendus odieux au tiers état, qui étoit déjà dans l'usage de se mettre sous la protection du roi; et le clergé, dont les biens excitoient l'envie du peuple, haïssoit les seigneurs laïques, et n'en étoit pas moins haï.

Aucun des trois ordres ne connoissoit ses vrais intérêts. Le clergé seul formoit un corps, parce qu'il s'assembloit quelque-

fois. Il pouvoit donc mieux concerter ses démarches; mais il se trouvoit entre deux puissances qui paroissoient se disputer ses dépouilles. Tantôt il se mettoit sous la protection des papes, pour ne pas contribuer aux charges de l'état; et d'autres fois il avoit recours à celle des rois, pour se soustraire aux exactions de la cour de Rome.

Entre ces deux écueils également dangereux, il ne savoit comment diriger sa manœuvre; de sorte qu'il échoua contre tous deux à-la-fois, après avoir heurté tour-à-tour contre l'un et contre l'autre; en un mot, il fut en même temps la proie des rois et celle des papes; car vous avez vu que Clément V accorda les décimes à Philippe le Bel, et que Philippe souffrit toutes les extorsions de Clément. Dans de pareilles occasions, où il étoit si difficile de prendre un bon parti, le clergé se divisoit et s'affoiblissoit encore lui-même.

Les seigneurs étoient dans la plus grande ignorance; ils ne formoient pas un corps. Il ne pouvoit plus y avoir de concert parmi eux depuis qu'ils avoient cessé de venir au parlement. En un mot, aucun intérêt

commun n'étoit capable de les réunir, car chacun, depuis long-temps, ne connoissoit que le sien propre. Quant au tiers état, il ne se soutenoit que par la protection du roi.

Philippe jugea qu'il n'en seroit pas de ces trois ordres, s'il les rassembloit, comme de la diète d'Allemagne ou du parlement d'Angleterre. Il vit qu'ils ne se rapprocheroient que pour se plaindre les uns des autres; qu'ils s'aigriroient de plus en plus; qu'ils se pousseroient à l'envi sous le joug; qu'en jouant lui-même le personnage de médiateur, il seroit sûr de plaire à deux, lorsqu'il en humilieroit un; que, par conséquent, il pourroit les humilier tour-à-tour; et qu'en offrant à tous sa protection, sans jamais l'accorder à aucun, il les mettroit dans la nécessité d'avoir pour lui des complaisances, c'est-à-dire, de lui accorder des subsides.

Ce prince assembla donc les états-généraux du royaume, et tout lui réussit comme il l'avoit prévu. La nation entière concourut, sans le savoir, à tous ses desseins. Il obtint des dons gratuits; il fut en état

d'avoir toujours sur pied une armée considérable, et il éleva l'autorité royale à un degré de puissance qui ne pouvoit manquer d'achever la ruine du gouvernement féodal. Il est évident que les barons alloient perdre le droit de guerre, le seul qui leur fût resté jusqu'alors; mais vous verrez ailleurs ces choses exposées dans un plus grand détail (1).

On ne peut pas nier qu'il n'y ait beaucoup d'adresse dans la conduite de Philippe le Bel : mais, Monseigneur, S. Louis, dans les mêmes circonstances, eût fait de plus grandes choses, et il eût été juste : c'est cependant la politique de Philippe qu'on suivra dans la suite. Vous verrez la puissance royale s'accroître, parce que les différens ordres se détruiront mutuellement. Vous remarquerez qu'on aura pour maxime : *divisez et vous commanderez.* Cependant vous verrez combien le souverain est foible, lorsqu'il n'est puissant qu'en divisant son peuple, et l'événement vous fera voir si c'est ainsi qu'on doit régner.

(1) Observations sur l'*Histoire de France.*

Philippe le Bel, par son mariage avec Jeanne de Navarre, réunit à la couronne le royaume de Navarre et les comtés de Champagne et de Brie. Il rendit sédentaires à Paris le parlement, à Troyes les grands jours, et à Rouen l'échiquier; trois cours souveraines auxquelles ressortissoient les jurisdictions subalternes.

CHAPITRE V.

Des principaux états de l'Europe depuis la mort de Philippe IV, dit le Bel, jusqu'à celle de Charles IV, dit le Bel.

A la mort de Philippe le Bel, tous les ordres de l'état, et même toutes les provinces, portoient avec impatience un joug qui s'étoit appesanti sur toute la nation. Le mécontentement étoit général; mais chacun se plaignoit séparément, suivant ses intérêts particuliers; et il ne pouvoit y avoir d'accord entre le clergé, les seigneurs et le peuple, puisque toujours divisés, ils n'avoient jamais cessé de se nuire : voilà ce qui maintint l'autorité royale. Il faut convenir qu'un souverain qui se rend odieux a besoin de diviser les ordres de l'état.

Les règnes foibles et courts des trois fils de Philippe le Bel, qui montèrent succes-

sivement sur le trône, étoient un temps bien favorable à une révolution. Si les trois ordres avoient su se réunir, il leur auroit été facile de mettre des bornes à la puissance du monarque et de recouvrer une partie de leurs droits; mais comme ils agissoient chacun séparément, ils menaçoient plutôt de se soulever, qu'ils ne se soulevoient; et parce que dans cette position ils sentoient leur foiblesse, chacun d'eux saisissoit l'occasion de traiter avec le roi, et ils se soumettoient tour-à-tour, souvent sur des promesses vagues, dont rien n'assuroit l'exécution. Si les seigneurs, par exemple, demandent que les baillis soient destitués, lorsqu'ils auront entrepris quelque chose contre les coutumes établies, le roi l'accorde; mais c'est en insérant pour clause, que les coupables ne perdront pas leur emploi, s'ils ont agi de bonne foi, ou s'il veut leur faire grace: il n'accordoit donc rien. D'ailleurs, il étoit bien difficile de déterminer ce que c'étoit que les *coutumes établies*, chez un peuple où il n'y avoit jamais rien eu de fixe, et où un seul exemple tenoit souvent lieu de coutume et de loi.

Les seigneurs obtinrent encore comme une faveur, que le roi enverroit tous les trois ans des commissaires dans les provinces, pour réformer les abus commis par les baillis : ils ne prévoyoient pas que les réformateurs, étant officiers du roi, s'occuperoient uniquement des moyens d'accroître l'autorité royale. Ainsi toutes leurs précautions tournoient contre eux-mêmes, tant ils étoient ignorans des droits qu'ils avoient eus, de ceux qu'ils conservoient encore et de ceux qu'ils étoient menacés de perdre. Leur aveuglement fut le bonheur de la France; car avec plus de lumières ils auroient pu ramener tous les désordres du gouvernement féodal.

Une autre cause contribuoit à mettre les seigneurs assujettis dans l'impuissance de se relever. Les états généraux, établis par Philippe le Bel, avoient proprement partagé le royaume en deux parties: parce que les ducs de Bourgogne, d'Aquitaine, de Bretagne et le comte de Flandre, ayant négligé de se rendre à des assemblées, où ils n'étoient appelés que pour contribuer, s'accoutumèrent à se regarder comme étran-

gers à la France, et la France les regarda bientôt comme ennemis. Ils auroient dû prévoir que la ruine des barons entraîneroit tôt ou tard la leur; il étoit donc de leur intérêt de les protéger et, par conséquent, de se rendre aux états. En tenant une conduite différente, ils s'exemptèrent, à la vérité, de porter les charges; mais ils aigrirent contre eux les barons qu'ils abandonnoient. Ils croyoient sans doute avoir gagné beaucoup, parce qu'ils n'avoient pas été assujettis comme les autres, et que le roi ne conservoit sur eux que les droits de suzerain : cependant ce suzerain devenoit bien redoutable, puisqu'il étoit monarque dans tout le reste du royaume, et qu'il n'y trouvoit qu'une foible résistance à ses ordres. Tel a été l'état de la France sous les fils de Philippe le Bel.

Louis X, dit Hutin, ayant succédé à son père, appaisa les mécontens, en faisant des promesses aux grands qui revenoient à lui, et en sacrifiant à la haine publique Enguerrand de Marigny, qui avoit été ministre de son père, et qui fut pendu pour des crimes qu'il n'avoit pas commis.

Ce prince ensuite surchargea le peuple d'impôts, vendit les offices de judicature, leva des décimes sur le clergé et força les serfs de ses terres à racheter leur liberté: ce sont les moyens qu'il imagina pour fournir aux frais de la guerre qu'il vouloit faire au comte de Flandre. Il fit en effet cette guerre, mais sans succès; il mourut la seconde année de son règne. Un édit, par lequel il déclara que le droit de battre monnoie n'appartenoit qu'à lui, fait voir combien Philippe le Bel avoit enhardi ses successeurs à dépouiller les barons.

Les seigneurs, avides de saisir toutes les occasions de faire de l'argent, vendirent, à l'exemple de Louis Hutin, la liberté à leurs serfs. Les serfs différoient des esclaves, en ce qu'ils avoient ou pouvoient avoir des terres ou d'autres biens en propre; mais ils étoient attachés à la glèbe, comme on s'exprimoit alors; c'est-à-dire, qu'ils ne pouvoient point sortir du domaine de leur seigneur, qui exerçoit sur eux une puissance arbitraire. Vous jugerez par-là qu'en général leur sujétion étoit dure, et que cependant elle n'étoit pas la même par-tout.

Les seigneurs, en affranchissant les serfs de leurs terres, firent par avarice une fausse démarche; car ces hommes, qu'ils avoient vexés jusqu'alors, devoient devenir leurs ennemis en devenant libres, et chercher, par conséquent, dans la puissance du roi une protection contre eux.

A la mort de Louis, Philippe le Long, son frère et son héritier, étoit à Lyon, où il avoit eu bien de la peine à rassembler les cardinaux, et où il n'en avoit pas moins à les accorder sur le choix d'un pape. Depuis deux ans et trois mois que Clément étoit mort, on ne lui avoit pas encore donné un successeur. Les cardinaux s'étoient d'abord assemblés à Carpentras, sans pouvoir s'accorder, parce que les Gascons et les Italiens vouloient chacun un pape de leur nation; mais le peuple, las de la longueur du conclave, imagina, pour le faire finir, de mettre le feu au lieu où il se tenoit, et les cardinaux se dispersèrent. Sans les précautions que prirent Philippe le Bel et Louis Hutin, il y auroit eu sans doute un schisme. Enfin Philippe le Long mit les cardinaux dans la nécessité de terminer;

car il les enferma dans le couvent des frères prêcheurs de Lyon, et il donna ordre de ne les point laisser sortir qu'ils n'eussent élu un pape.

Il eut lui-même d'autres contestations au sujet de la couronne, à laquelle Jeanne, fille de Louis, prétendoit avoir droit; car je ne parle pas de Jean Ier., dont la reine douairière accoucha, et qui ne vécut que huit jours. Les prétentions de Jeanne ayant été examinées dans une assemblée, il fut décidé que la loi salique exclut les femmes du trône. On n'avoit pas eu occasion depuis Hugues Capet d'agiter de pareilles questions, parce que la couronne avoit toujours passé en ligne directe de père en fils.

L'édit, par lequel Louis Hutin s'étoit attribué à lui seul le droit de battre monnoie, trouva tant de résistance, que ce prince avoit été obligé de se borner à prescrire aux barons le poids, le titre et la marque des espèces qu'ils fabriqueroient; mais bien loin d'observer ses réglemens, ils avoient affoibli les monnoies; ils avoient même contrefait celles du roi, et la for-

tune des particuliers étoit à la discrétion de ces tyrans aveugles, qui ruinoient leurs sujets sans songer qu'ils se ruinoient eux-mêmes par contre-coup.

Philippe le Long, voulant arrêter ce désordre, envoya des commissaires dans toutes les provinces, pour examiner la conduite des seigneurs, et pour les forcer à se conformer aux réglemens. Le roi d'Angleterre ne fut pas exempt de cette recherche; car on saisit à Bordeaux et dans toute la Guienne ses coins et les espèces qu'il faisoit fabriquer.

Un prince qui commandoit ainsi, n'étoit pas bien loin d'enlever aux barons le droit de battre monnoie; mais, pour y trouver moins d'obstacles, il crut devoir traiter avec les plus puissans. Il acheta donc de Charles, son oncle, comte de Valois, les monnoies de Chartres et d'Anjou; et de Louis de Clermont, seigneur de Bourbon, celles de Clermont et du Bourbonnois. Il projetoit d'établir dans toute la France un seul poids, une seule mesure, une seule monnoie: projets qui s'évanouirent avec lui. Sa mort précipitée

ne lui permit pas d'en essayer l'exécution.

Philippe avoit pris des mesures qui le mettoient en état de tout oser. Il avoit rempli le royaume de ses sauve-gardes ; il s'étoit attaché des familles roturières, qu'il avoit ennoblies par de simples lettres. Les bourgeois ne pouvoient plus armer que pour lui, parce qu'il leur avoit fait déposer leurs armes dans des arsenaux, et elles ne devoient leur être rendues que pour marcher sous les ordres des capitaines qu'il avoit mis dans les villes principales; enfin, il avoit placé dans chaque bailliage un capitaine général qui, étant à la tête des milices, tenoit les seigneurs dans la soumission. Ce dernier établissement avoit encore l'avantage de diminuer la puissance des baillis qui pouvoient s'être rendus suspects, parce que jusqu'alors ils avoient réuni la justice, les finances et la guerre.

Sous le règne de Charles IV, dit le Bel, qui succéda à Philippe IV, son frère, plusieurs seigneurs vendirent le droit qu'ils avoient de battre monnoie, jugeant que le

roi étoit assez puissant pour le leur enlever tôt ou tard : ainsi leur avarice hâta une révolution qui paroissoit avantageuse. Je dis, *qui paroissoit ;* car il eût fallu que les rois n'eussent pas commis eux-mêmes les abus qu'ils reprochoient aux barons. Or Charles le Bel affoiblit les monnoies, pour fournir aux frais de la guerre de Guienne contre le roi d'Angleterre.

Cet expédient si ruineux sera encore une ressource pour ses successeurs ; et vous êtes étonné sans doute de l'aveuglement de tous ces rois. C'est l'effet de leur ignorance, Monseigneur : c'est qu'incapables de connoître par eux-mêmes leurs vrais intérêts, ils se livrent à des ministres, qui, partageant les dépouilles des sujets, ne se mettent pas en peine des pertes que fera bientôt leur maître. C'est assez pour leur justification, qu'ils ne fassent que les fautes qu'on a faites avant eux ; car lorsqu'il s'agit d'administration publique, il semble que l'exemple suffise pour autoriser les abus.

En 1325, Charles le Bel porta ses vues sur l'empire ; mais ses petites intrigues

furent sans succès : elles me fournissent seulement une transition pour passer aux affaires d'Allemagne et d'Italie.

Après un interrègne d'environ quatorze mois, les électeurs partagés donnèrent, en 1314, deux successeurs à Henri VII, Louis, duc de Bavière, et Frédéric, duc d'Autriche. La guerre que se firent ces deux concurrens agita non seulement toute l'Allemagne, elle alluma encore les factions en Italie ; les Gibelins et le roi de Sicile s'étant déclarés pour Louis, tandis que les Guelfes et le roi de Naples prenoient le parti de Frédéric. Jean XXII, successeur de Clément V, voyoit ces troubles d'Avignon, où il tenoit sa cour. Il ne se déclaroit encore ouvertement pour aucun des deux empereurs ; mais il penchoit pour Frédéric, dont il étoit plus ménagé, et dont les Guelfes avoient épousé les intérêts. Cette guerre dura huit ans, et fut terminée par la défaite de Frédéric qui fut fait prisonnier.

Alors le pape déclara l'empire vacant; somma Louis de se soumettre au saint siége, défendit de reconnoître ce prince

pour roi des Romains, et raisonna comme ses prédécesseurs en pareil cas; mais une diète, tenue à Nuremberg, n'eut pas de peine à réfuter des raisonnemens qui devenoient bien foibles, depuis que les lumières commençoient à se répandre. Les Allemands suivirent l'exemple que les Français leur avoient donné; ils appelèrent au futur concile général.

Le pape publia des bulles, fulmina des excommunications; et une nouvelle diète l'accusa de troubler l'empire, d'attenter sur les droits des princes, de piller les églises, et d'enseigner une doctrine hérétique.

Les armes spirituelles n'étant pas suffisantes, Jean leva des troupes avec des indulgences plénières. Elles marchèrent contre les Gibelins; elles furent défaites, et la guerre ne pouvoit plus se continuer sans argent. Le clergé de France en fournit: car le pape, ayant accordé les décimes au roi, obtint la permission de lever une taxe sur les églises; elle fut si exorbitante, qu'elle emporta presque le revenu d'une année de tous les bénéfices. Ce fut dans

cette conjoncture que Charles, à la sollicitation du pape, négocia inutilement pour se faire élire roi des Romains.

Cependant le parti des Gibelins prévaloit en Italie; les Romains avoient chassé de leur ville les partisans du pape, et Louis V, profitant des circonstances, avoit passé les Alpes. Ayant été couronné à Milan roi d'Italie, il vint à Rome, où il fut reçu, au milieu des acclamations du peuple, et couronné empereur.

Il y avoit déjà quelque temps que les Romains avoient invité Jean à venir faire sa résidence à Rome, et l'avoient menacé, sur son refus, d'élire un autre pape. Ils demandèrent donc à l'empereur qu'il leur fût permis de procéder à cette élection, et ce prince y consentit sans peine, irrité d'ailleurs contre Jean, qui ne cessoit de publier des bulles, où il le traitoit d'hérétique et d'excommunié.

Il fit une loi, par laquelle le pape qui seroit élu ne pourroit résider ailleurs qu'à Rome, et seroit déchu du pontificat s'il s'éloignoit plus de trois journées, et s'il demeuroit plus de trois mois absent. Ce fut

sans doute une condescendance qu'il voulut avoir pour le peuple romain; car un empereur n'avoit point d'intérêt que les papes résidassent à Rome, et il eût été avantageux pour toute la chrétienté qu'ils n'eussent jamais remis le pied en Italie. Il déposa ensuite dans une assemblée Jacques de Cahors : c'est ainsi qu'il nommoit Jean XXII; il le condamna même à mort, comme convaincu d'hérésie et de crime de lèze-majesté; enfin, il fit élire Pierre Rainalluci de Corbario, de l'ordre des frères mineurs. Cet antipape prit le nom de Nicolas V.

Je vais vous arrêter un moment sur les hérésies qu'on attribuoit à Jean XXII; car elles vous feront connoître la frivolité des questions dont on s'occupoit alors; mais il faut reprendre les choses de plus haut.

En 1215, le concile de Latran défendit de fonder de nouveaux ordres religieux; et, dès le quatrième siècle, les abus qui pouvoient naître de leur multitude étoient si connus, que S. Basile, quoique fondateur de monastères, pensoit qu'on ne devoit pas souffrir dans un même lieu deux communautés différentes, ni même deux

maisons d'une même congrégation. En effet tous les ordres sont autant de petites républiques, qui ayant des intérêts différens, sèment leurs divisions dans l'église et dans l'état; et qui, méconnoissant toute autorité, lorsque leurs prétentions sont menacées, se soulèvent aisément contre les princes, contre les évêques et contre les papes mêmes. Il ne falloit que réfléchir légèrement sur le cœur humain, pour prévoir que ces inconvéniens devoient naître de pareilles institutions, et l'histoire ne prouve que trop qu'on auroit bien prévu. J'y renvoie, et au discours de l'abbé Fleuri sur les ordres religieux.

Malgré la défense du concile de Latran, les communautés religieuses se multiplièrent plus que jamais. Bientôt on vit paroître les frères mendians, nommés frères prêcheurs et frères mineurs; les premiers fondés par S. Dominique, et les seconds par S. François.

Sans préjudice de la sainteté de ces deux fondateurs, on peut se défier de leurs lumières, dit l'abbé Fleuri. Ils crurent que leur règle étoit l'évangile même, parce

qu'ils prirent à la lettre ces paroles : *ne possédez ni or, ni argent;* et ils conclurent qu'il falloit être pauvre et mendier. Leurs disciples mêmes s'imaginèrent atteindre à une plus haute perfection, en renonçant au travail que ces saints leur avoient recommandé. Ils voulurent ne vivre que d'aumônes, et ils regardèrent la mendicité comme l'état le plus saint. Ainsi s'établirent des ordres qui devinrent à charge aux peuples déjà trop foulés.

On subtilisa sur cette pauvreté, jusques-là que les frères mineurs pensèrent qu'ils n'avoient pas la propriété de leur pain, lorsqu'ils le mangeoient ou même lorsqu'ils l'avoient mangé. Ils jugèrent que la vie évangélique, que Jésus-Christ et les apôtres avoient suivie, consistoit dans cette désapropriation entière; en conséquence, ils donnèrent généreusement au saint siége la propriété de toutes les choses qu'ils consommoient par l'usage, sans songer que si les papes acceptoient ce don, ils s'écarteroient eux-mêmes de la vie évangélique. Ils l'acceptèrent cependant, et plusieurs donnèrent des bulles, par lesquelles ils

décidèrent que les frères mineurs n'avoient pas la propriété des choses qu'ils consommoient.

On en étoit là lorsque Jean XXII fut élevé au pontificat. Ce pape, ne trouvant aucun profit pour lui dans cette propriété, jugea avec raison qu'il étoit ridicule, en pareil cas, de distinguer la propriété de l'usage; que si ces frères vouloient réellement renoncer à toute propriété, ils seroient obligés d'aller nuds, de n'avoir ni feu ni lieu, de mourir de faim; et que leur intention n'étant pas que le saint siége profitât des choses dont ils usoient eux-mêmes, leur pauvreté absolue n'étoit qu'une illusion; en conséquence, il donna deux décrétales, dans lesquelles il condamna les opinions de ces moines : il décida que ni Jésus-Christ, ni les apôtres n'avoient jamais songé à cette pauvreté chimérique, et que c'étoit une hérésie de soutenir que Jésus-Christ n'avoit pas eu de propriété sur les choses dont il avoit eu l'usage; mais les frères mineurs, s'obstinant dans leurs subtilités, soutinrent que ce qu'ils consommoient ne leur appartenoit pas; que c'étoit

la

la vraie doctrine de l'évangile, et que le pape qui la condamnoit étoit un hérétique.

Ces moines qui ne vouloient point du pain qu'ils mangeoient, avoient formé un grand schisme sur les habits qu'ils usoient, comme s'ils avoient été à eux. Les uns qui, comme plus rigides, se faisoient appeler les frères spirituels, portoient un petit capuchon pointu, une robe étroite et courte et d'une très-grosse étoffe; tandis que les autres, qu'on nommoit frères de communauté, portoient scandaleusement un grand capuchon, une robe large, longue et d'une étoffe moins grossière. Nicolas IV et Clément V tentèrent inutilement de réunir ces moines divisés sur la grande question de la forme, du volume et de la qualité de leur vêtement. Ils ne firent que les aigrir de plus en plus, et les frères spirituels se séparèrent tout-à-fait des autres.

Ce schisme eût cessé bien vîte, si l'on eût voulu ne pas s'appercevoir comment tous ces moines étoient habillés; car l'attention du public donne de l'importance aux choses les plus frivoles. Je suis étonné que la cour de Rome, avec toute sa politique, n'ait

pas eu occasion de découvrir cette vérité triviale. Les papes ne savoient-ils pas qu'ils n'auroient jamais eu de cour, si on n'avoit jamais donné à eux que l'attention qu'ils méritoient comme chefs de l'église? Pourquoi donc Nicolas IV et Clément V traitent-ils sérieusement une question de cette nature? Pourquoi Jean XXII, à leur exemple, publie-t-il une bulle contre les frères spirituels? Pourquoi leur ordonne-t-il de quitter leur capuchon pointu et leur habit court? Il arriva ce qui devoit arriver: ces frères dirent que leur capuchon et leur habit étoient leur règle; que leur règle leur tenoit lieu d'évangile; que, par conséquent, vouloir faire un changement à leur capuchon et à leur habit, c'étoit enseigner une doctrine contraire à la foi, et ils prêchèrent qu'il ne falloit pas obéir au pape.

Alors l'affaire devint sérieuse: il eût été indécent que la puissance des papes, si terrible pour les couronnes, se fût émoussée contre des capuchons. L'inquisiteur eut donc ordre de poursuivre les rebelles, et cet inquisiteur étoit un frère de communauté. Quatre frères spirituels furent saisis:

ils persistèrent dans leur désobéissance. Ces malheureux qu'il falloit enfermer aux petites-maisons, c'est-à-dire dans leur couvent, furent condamnés au feu, comme hérétiques, et exécutés à Marseille en 1318.

Martyrs de leur robe, ils passèrent pour martyrs de la foi aux yeux de leurs confrères, qui se déchaînèrent sans retenue contre Jean XXII : ils publièrent qu'il n'étoit pas pape, qu'il étoit le précurseur de l'Antechrist, l'Antechrist même; que l'église de Rome étoit la synagogue de satan; enfin, ils annoncèrent hautement qu'ils étoient prêts à souffrir la mort pour la défense de ce qu'ils appeloient la vérité, et quelques-uns furent assez fous pour se présenter au martyre. C'est ainsi que les frères mineurs se soulevèrent contre le saint siége, eux qui dans les commencemens en avoient été les plus zélés défenseurs, et avoient soutenu et prêché partout les prétentions des papes. Si la bulle sur les habits n'en aliéna qu'une partie, les décrétales sur la propriété les révoltèrent presque tous. Ils se mirent en Allemagne sous la protection de Louis V, et

ce sont eux qui donnèrent à ce prince la liste des erreurs de Jean XXII. Vous pouvez juger par-là ce que c'étoit que ces prétendues hérésies qu'on imputoit à ce pontife. On lui faisoit, par exemple, un crime d'avoir dit que Jésus-Christ a eu quelque chose en propre, et on l'accusoit d'être ennemi de la pauvreté évangélique; mais il n'est pas nécessaire d'entrer dans de plus grands détails à ce sujet.

Le schisme, causé par l'élection d'un antipape, dura peu; car, en 1330, Nicolas, saisi, conduit à Avignon et livré à Jean XXII, reconnut sa faute et se soumit. Quant à la suite des démêlés entre le sacerdoce et l'empire, nous en parlerons après avoir vu ce qui va se passer en France, où Charles le Bel étoit mort au commencement de 1328.

CHAPITRE VI.

De l'état de la France sous les règnes de Philippe de Valois, de Jean II, de Charles V; et de l'Angleterre, sous celui d'Edouard III.

Toute l'Europe est divisée. Il n'y a encore de lois nulle part; il n'y a pas même de puissance capable de faire respecter aucune coutume. Le clergé, la noblesse, le peuple et le souverain, par-tout ennemis, cèdent tour-à-tour aux circonstances; et vous devez prévoir qu'il arrivera encore de grands désordres avant que les états de l'Europe puissent prendre une meilleure forme de gouvernement.

Charles le Bel ayant laissé sa femme enceinte, deux concurrens prétendirent à la régence du royaume. L'un étoit Edouard III, fils et successeur d'Edouard, qui avoit été

déposé et qui étoit mort l'année précédente, 1327; il se fondoit sur ce qu'étant fils d'Isabelle, fille de Philippe le Bel, il avoit, comme plus proche parent, plus de droit que personne à la couronne de France. L'autre étoit Philippe de Valois, fils de Charles, comte de Valois, frère de Philippe le Bel, et qui, par conséquent, étoit dans un degré plus éloigné, mais qui tiroit son droit par les mâles.

La régence fut donnée à Philippe; et la reine ayant accouché d'une fille, il fut reconnu roi à l'exclusion d'Edouard. La loi salique fut encore citée, comme elle l'avoit été après la mort de Louis Hutin.

Ce n'est pas qu'il y eût alors une loi écrite, par laquelle les filles fussent formellement exclues du trône, c'est qu'elles n'avoient jamais eu occasion d'y monter. Or, parce que parmi les Français un exemple faisoit loi, ils crurent qu'une chose n'étoit sans exemple que parce que la loi l'avoit défendue.

Cette loi salique n'étoit donc qu'une coutume immémoriale, coutume que la force auroit pu changer si les circonstances

l'avoient permis, et il ne falloit qu'un exemple : c'est ce que nous voyons être arrivé dans la succession aux fiefs ; car tantôt les filles y étoient appelées et tantôt elles en étoient exclues.

Philippe le Long et Philippe de Valois ont été assez puissans pour défendre les droits que la coutume leur donnoit. Il en coûtera cher à leurs successeurs pour les conserver ; mais enfin la loi salique ne sera plus sujette à aucune contestation, et ce sera un bonheur pour la France. L'histoire des autres royaumes fait voir que les droits des filles à la couronne sont la source de bien des maux.

Edouard étoit dans sa seizième année. Quoique le parlement eût nommé les régens qui devoient gouverner, Isabelle, sa mère s'étoit saisie de toute l'autorité. Les passions de cette femme avoient été une des principales causes des troubles de l'Angleterre et des malheurs du dernier roi ; elles causèrent encore des désordres jusqu'en 1331 qu'Edouard, ouvrant les yeux sur les crimes de sa mère, la fit enfermer dans le château de Rising. Il

prit alors les rênes du gouvernement, et il gagna l'affection des peuples qu'Isabelle avoit aliénés.

Edouard, dans les premières années d'un règne aussi troublé, ne pouvant faire valoir les prétentions qu'il formoit sur la France, avoit rendu hommage à Philippe pour la Guienne; et dissimulant ses desseins sans y renoncer, il avoit fait alliance avec le duc de Brabant et avec plusieurs autres seigneurs. En attendant une conjoncture qu'il pût saisir, il arma contre l'Ecosse pour se relever d'un traité honteux que sa mère avoit fait.

Philippe le Long et Charles le Bel avoient conservé le royaume de Navarre, ou du moins l'avoient gouverné comme régens pendant la minorité de Jeanne, fille de Louis Hutin. Philippe de Valois, dès la première année de son règne, rendit à cette princesse la couronne qui lui appartenoit. Par-là le comte d'Evreux, qui l'avoit épousée, devint roi de Navarre.

La même année il prit les armes pour le comte de Flandre contre les Flamands qui s'étoient soulevés. Il les soumit, et

après avoir représenté au comte que sa conduite pouvoit avoir donné lieu à la révolte, il lui conseilla de mieux gouverner son peuple. Ces premières démarches annonçoient un prince juste, et prévenoient favorablement pour la suite de son règne.

Vous avez vu comment se sont établis les tribunaux ecclésiastiques, et comment, à l'ombre de l'ignorance et de l'anarchie, le clergé, sous différens prétextes, attirant à lui toutes les causes, usurpoit continuellement sur les juges laïques. Cependant le différend entre Philippe le Bel et Boniface VIII avoit commencé de faire ouvrir les yeux. Puisqu'on avoit osé résister au pape, il n'étoit pas naturel que les magistrats abandonnassent la jurisdiction temporelle aux évêques. Déjà Philippe le Long avoit donné une ordonnance, par laquelle il excluoit tous les prélats du parlement, disant qu'il se faisoit conscience de les empêcher de vaquer au gouvernement de leur église. Il est vrai que, par une contradiction où les princes tombent quelquefois, il conserva dans son conseil ceux qui s'y trouvoient, et que plusieurs prirent encore

séance au parlement; mais les magistrats et les baillis, plus conséquens, continuoient de former des entreprises sur les justices ecclésiastiques. On ne parloit que des violences qu'ils commettoient et de leur mépris pour les excommunications que les évêques fulminoient contre eux.

Philippe de Valois, voulant faire cesser ce scandale, convoqua, dès la première année de son règne, les évêques et les officiers de justice, pour entendre les plaintes qui se faisoient de part et d'autre, et terminer, s'il étoit possible, cette grande contestation. Pierre de Cugnières, chevalier et conseiller du roi, exposa dans soixante-six articles, les abus que commettoient les tribunaux ecclésiastiques, et débita sur les deux puissances des lieux communs qui ne prouvoient pas grand-chose. L'archevêque de Sens et l'évêque d'Autun répondirent pour le clergé, après avoir protesté qu'ils ne prétendoient pas soumettre les droits de l'église à aucun tribunal, et qu'ils parleroient seulement pour éclairer la conscience du roi. Ayant ainsi supposé ce qui étoit en question, ils parlèrent long-temps

sur ce dont il ne s'agissoit pas, et ils prouvèrent que les deux jurisdictions ne sont pas incompatibles, quoique le point qu'on agitoit, fût de savoir à quel titre ils prétendoient avoir une jurisdiction temporelle. Étoit-ce comme seigneurs? Ils l'avoient de droit dans leurs terres. Étoit-ce comme évêques? Ils l'avoient de fait, puisqu'ils l'exerçoient dans leurs diocèses. Mais la nation leur avoit-elle accordé cette puissance, ou l'avoient-ils usurpée? Étoit-ce un droit qu'il falloit respecter, ou un abus que le souverain devoit réprimer? C'est ce que le clergé n'examinoit pas : il prétendoit que la justice temporelle lui appartenoit de droit divin, comme la jurisdiction spirituelle. Il le prouvoit pas des maximes et par des usages que les préjugés ne permettoient presque plus d'examiner ; et il le prouvoit encore par des écrits auxquels l'ignorance avoit donné de la célébrité, et dont elle avoit fait des livres classiques.

Tel est entre autres un ouvrage qui parut vers le milieu du douzième siècle, et qui avoit pour titre : *La concorde des canons discordans*, ou *le décret.* Gratien,

religieux bénédictin, auteur de cet ouvrage, l'avoit fait pour établir ou même pour étendre les prétentions de la cour de Rome et des ecclésiastiques. Il vouloit prouver que le pape est au-dessus des canons, que les clercs ne sauroient être soumis au jugement des laïques, etc. Il s'appuyoit sur les fausses décrétales, sur des citations infidelles, sur de mauvais raisonnemens; et il comptoit sans doute encore sur l'ignorance de son siècle, ainsi que sur l'intérêt des ecclésiastiques qui passoient pour savans, et dont le suffrage pouvoit, par conséquent, faire la fortune d'un livre. Il ne se trompoit pas; son décret eut le plus grand succès : il fut enseigné dans les écoles : il fut commenté par des canonistes; et les papes lui durent une partie de l'autorité qu'ils ont exercée dans le treizième siècle et dans les suivans.

L'évêque d'Autun, qui avoit professé le droit à Montpellier, passoit pour un des grands canonistes de l'église. Il avoit sans doute étudié le décret, et il raisonna comme Gratien. Des passages de l'écriture mal interprétés, et la double puissance des prêtres

de l'ancienne loi, étoient les principes d'où le clergé concluoit que ses immunités et toute son autorité étoient de droit divin. Une raison de bienséance venoit à l'appui: une grande partie de nos revenus consiste, disoient les prélats, dans les émolumens de nos justices. Nous serions donc ruinés, si l'on nous ôtoit nos tribunaux. Le royaume n'auroit donc plus que de pauvres évêques. Il perdroit donc un de ses plus grands avantages: car peut-on douter que l'éclat d'un clergé riche ne contribue à la splendeur du royaume? Mais ce raisonnement ne prouvoit pas que les richesses des ecclésiastiques sont de droit divin: il prouvoit seulement que les évêques du quatorzième siècle ne pensoient pas comme les apôtres.

Pour décider cette question, il auroit fallu remonter d'abord aux six premiers siècles de l'église; on auroit vu quels étoient alors les véritables droits du clergé. En étudiant ensuite les siècles postérieurs, on auroit découvert sans doute des priviléges et des biens qu'il avoit acquis par des voies justes, qui lui appartenoient

moins comme clergé que comme corps de citoyens, et que, par conséquent, il pouvoit conserver. On auroit aussi reconnu des usurpations ou des concessions arrachées à l'ignorance des peuples et des rois.

Philippe de Valois ne savoit pas l'histoire. Personne dans ces temps de ténèbres n'étoit en état de l'éclairer. Il fut effrayé : confondant, comme les évêques, les intérêts spirituels de la religion avec les intérêts temporels de ses ministres, il crut qu'on attaquoit la religion même. Accoutumé sans doute à se croire un David, il n'eut pas de peine à penser que les évêques étoient des Moyse, des Aaron, ou des Samuel. Il ne soutint donc pas les magistrats. Il semble pourtant qu'il auroit voulu ne pas décider : il avoit de la peine à donner une réponse positive ; mais enfin le clergé se retira vainqueur.

Cette victoire étoit un foible avantage : elle préparoit, elle annonçoit même une défaite. Les magistrats n'avoient pas porté leurs regards sur les prétentions des prélats pour cesser tout-à-coup les hostilités. Ils

continueront donc leurs entreprises : ils s'appliqueront à les tenter avec plus de succès : ils acquerront enfin des lumières : et cependant le clergé tenant toujours le langage des siècles d'ignorance, parlera encore dans des siècles éclairés d'un droit divin, dont on ne parloit point dans les premiers siècles de l'église.

La France et l'Angleterre furent en paix jusqu'en 1338; mais la guerre se préparoit depuis quelques années. Edouard songeoit aux moyens d'augmenter le nombre de ses alliés, lorsque les Flamands soulevés par Jacques d'Artevelle, qu'on dit brasseur de bierre, se déclarèrent pour lui. Ils exigèrent seulement qu'en conséquence de ses prétentions, il prît le titre de roi de France; jugeant que c'étoit un expédient pour se révolter sans être rebelles.

Cette guerre, interrompue par quelques trèves, désola toute la France jusqu'à la mort de Philippe, arrivée en 1350. Ce prince, en 1346, perdit la bataille de Créci, quoiqu'il eût près de cent mille hommes, et qu'Edouard n'en eût que quarante mille. Les environs de Paris furent

ravagés par les Anglais, ainsi que tout le pays depuis l'extrémité de la basse Normandie jusqu'aux frontières de Picardie. Ils ne firent pas de moindres maux dans le Poitou, dans la Saintonge et dans les autres provinces méridionales. On remarque qu'ils avoient de l'artillerie : on en faisoit déjà quelque usage depuis peu d'années.

On commence ici à voir sensiblement les effets de cette politique, par laquelle les rois croyoient se rendre puissans en semant la division dans le royaume. Philippe de Valois put connoître toute sa foiblesse, lorsqu'il eut la guerre avec Edouard. Il ne trouva pas dans ses sujets tout cet accord et cette obéissance qui font la force des armées. Il avoit plus de soldats; mais il n'osoit mettre un frein à leur insolence. La noblesse étoit encore plus intraitable. Chacun paroissoit penser à profiter des désordres; et la licence des troupes étoit un nouveau fléau pour le royaume. C'est ainsi que le roi étoit mal servi par ceux mêmes qui lui restoient fidelles. Combien n'eût-il pas été plus puissant si ses prédé-

cesseurs avoient été capables de prendre pour modèle la politique de S. Louis!

Pour fournir aux frais d'une guerre qu'il faisoit mal, et qu'il ne lui étoit peut-être pas possible de bien faire, il accabla le peuple d'impôts : il en mit entre autres un sur le sel; il fit dire à Edouard, qui joua sur le mot, que Philippe de Valois étoit le véritable auteur de la loi salique.

L'affoiblissement des monnoies dont ses prédécesseurs lui avoient donné l'exemple, fut encore sa grande ressource. Elles varièrent beaucoup sous son règne. Il s'attribua même à ce sujet le droit le plus arbitraire. *Nous ne pouvons croire*, dit-il, dans une de ses ordonnances, *ne présumer qu'aucun ne puisse, ne doive faire doute, qu'à nous et à notre majesté royale ne appartienne seulement, et pour le tout en notre royaume, tout le métier, le fait, l'état, la provision, et toute l'ordonnance des monnoies; et de faire monnoyer telles monnoies, et de donner tel cours et pour tel prix, comme il nous plaît et bon nous semble, pour le bien et le profit de nous, de notre dit*

royaume et de nos sujets. On voit par cette confiance de Philippe de Valois, quels progrès avoient faits les entreprises de Philippe le Bel. Cependant ce prince, croyant devoir quelquefois cacher ses fraudes, prenoit des mesures pour qu'on ne s'aperçût pas qu'il altéroit le titre des espèces. Il exigeoit le secret de ceux qui travailloient dans ses monnoies, et il le leur faisoit jurer sur l'évangile.

L'Angleterre étoit mieux gouvernée que la France : il n'y avoit pas la même division parmi les ordres de l'état. Il est vrai qu'ils se réunissoient d'ordinaire contre le souverain ; mais Edouard III étoit alors un grand roi : remarquez que je dis *alors.* Il savoit se faire aimer, il savoit se faire respecter. Il s'attachoit sur-tout le parlement, dont il obtenoit des subsides. Enfin il avoit l'art de maintenir les prérogatives de la nation. Vous comprenez donc qu'il ne pouvoit manquer d'avoir des succès, en faisant la guerre à Philippe.

Les désordres s'accrurent sous Jean II, fils de Philippe VI. Ce prince renchérit sur toutes les fautes de son père, et il en

fit de nouvelles. Les abus sur les monnoies furent si grands que les espèces, haussant et baissant alternativement, changeoient de prix d'une semaine à l'autre, ou même plus souvent; et que le marc d'argent qui, au commencement de son règne, valoit cinq livres cinq sous, valut quelquefois jusqu'à cent deux livres. On revenoit continuellement d'une monnoie forte à une monnoie foible, et d'une monnoie foible à une monnoie forte. Souvent encore, le roi honteux de ses fraudes, prenoit, comme son père, des mesures pour les cacher.

Dès la première année de son règne, il avoit aliéné les grands, en faisant décapiter, sans observer aucune forme de procédure le connétable Raoul, comte d'Eu et de Guignes, accusé d'intelligence avec les Anglais. Quelque temps après il montra sa foiblesse en pardonnant à Charles le Mauvais, roi de Navarre, l'assassinat de Charles d'Espagne de la Cerda, qu'il avoit fait connétable après l'exécution de Raoul. Il montra encore sa foiblesse, lorsque, soupçonnant le roi de Navarre de vouloir exciter des troubles, il s'en saisit par surprise,

fit trancher la tête, encore sans aucune procédure, à quatre seigneurs qui se trouvèrent avec lui, et le fit ensuite conduire au Châtelet de Paris.

Il est vrai que Jean n'étoit pas assez puissant pour s'assurer de pouvoir punir, sans s'écarter des règles, un criminel tel que le roi de Navarre. Mais quand on ne peut pas se faire craindre, il faut gagner ceux qu'on craint. Les pardons, les surprises, et les voies de fait rendent tout-à-la-fois méprisable et odieux. La conduite de Jean donna donc de nouveaux alliés au roi d'Angleterre.

La guerre avoit recommencé en 1355, dans un temps où le mécontentement général pouvoit causer des révoltes, si l'on mettoit de nouveaux impôts, ou si l'on touchoit aux monnoies. Cependant comme l'argent manquoit, le roi convoqua les états généraux, et leur présenta ses besoins.

Ces états, les plus nombreux qu'on eût encore vus, imposèrent une taxe pour entretenir trente mille gendarmes, outre les communes du royaume; mais, à l'exemple du parlement d'Angleterre, ils entreprirent

de régler le gouvernement. Ils arrêtèrent la nature des impôts, leur durée et le prix des espèces. Jean promit tout ce qu'on exigea de lui. Il jura sur-tout, pour lui et pour ses successeurs, de ne donner jamais cours qu'à une monnoie forte, de la conserver sans altération, de faire prêter le même serment à ses fils, à son chancelier, aux gens de son conseil, aux officiers de ses monnoies, en un mot, à tous ceux qui avoient quelque part à l'administration. Il déclara même qu'il priveroit de leurs offices ceux qui lui donneroient des conseils contraires. Cependant, malgré cet engagement solemnel, il affoiblit les monnoies six mois après: ce qui fait voir que lorsque les états faisoient des réglemens, ils ne savoient ou ne pouvoient pas prendre des mesures pour en assurer l'exécution.

Avec une plus sage conduite, la France auroit pu se relever; car l'Angleterre commençoit à se lasser de donner des subsides, et d'ailleurs l'Ecosse faisoit une diversion. Il est vrai qu'Edouard, qui continuoit d'être grand, trouvoit des ressources; il en trouvoit sur-tout dans le prince de Galles, son

fils, plus grand peut-être encore. Il le chargea de la guerre de France, pendant qu'il marchoit lui-même contre les Ecossais.

Jean, à la tête d'une armée quatre fois plus nombreuse, joignit le prince de Galles à Maupertuis, à deux lieues de Poitiers. Il pouvoit envelopper l'ennemi, l'affamer et le forcer à se rendre. Il l'attaqua, et il fut vaincu, fait prisonnier et emmené à Londres.

Pendant la prison du roi, Charles, dauphin (1), gouverna d'abord avec le titre de lieutenant du royaume, et ensuite avec celui de régent. Quoiqu'il n'eût encore que dix-neuf ans, il avoit heureusement toute la prudence et toute la modération que demandoient les circonstances où il se trouvoit. Sa première démarche fut de songer à se procurer les secours qui lui étoient né-

(1) Le Dauphiné et le comté de Viennois avoient été cédés à Philippe de Valois par Humbert II, dernier prince de la Tour du Pin. C'est à Charles que les fils aînés de France commencèrent à porter le titre de dauphins.

cessaires; et dans cette vue, il assembla les états à Paris.

Ce n'étoit plus le temps où la politique pût tirer quelqu'avantage des divisions. Charles ne pouvoit pas, comme Philippe le Bel, offrir tour-à-tour sa protection aux différens ordres, afin de les gagner séparément, et de les tromper tous ensemble. Les malheurs de la guerre décelèrent tous les vices de cette misérable politique. Charles, sans autorité, se vit dans la dépendance de tous les partis, et se crut trop heureux de trouver un prétexte pour rompre les états. En effet ils ne furent qu'une assemblée de factieux qui, sous prétexte de réformer le gouvernement, excitoient de nouveaux troubles; respectant peu le dauphin qui attendoit tout d'eux, et de qui ils n'attendoient rien.

Les états se rassemblèrent encore la même année. Le dauphin les convoqua malgré lui, et ne fut pas le maître de les rompre. Marcel, prévôt des marchands, commandoit dans Paris, et lui faisoit la loi.

Le désordre régnoit dans la capitale,

où le peuple et la noblesse formoient deux partis toujours prêts à se soulever l'un contre l'autre. Les autres villes offroient à-peu-près les mêmes spectacles. Les campagnes étoient remplies de voleurs qui marchoient par troupes sous différens chefs, et qui commettoient toute sorte de brigandages. Enfin les paysans, qui s'étoient d'abord armés pour leur défense, faisoient indistinctement la guerre à tous les partis, exerçoient les plus grandes cruautés, et paroissoient avoir juré d'exterminer la noblesse.

Sur ces entrefaites, le roi de Navarre, échappé de prison, vint à Paris se joindre aux mécontens, et Marcel forma le projet de l'élever sur le trône. Les troubles s'accrurent donc encore : cependant ils finirent à Paris en 1358, le prévôt des marchands, qui en étoit l'auteur, ayant été tué par un bourgeois nommé Maillard.

On peut conjecturer que la guerre avoit épuisé les ressources du roi d'Angleterre; car, au lieu de profiter de la situation malheureuse de la France, il avoit fait une trève de deux ans, en 1357.

Dans

Dans des circonstances aussi critiques, le dauphin eut la sagesse de dissimuler les maux qu'il ne pouvoit empêcher. Il ne précipita rien; il attendit des conjonctures plus favorables, et il sut les saisir. Lorsque la trève avec l'Angleterre étoit sur sa fin, il fut assez heureux pour faire la paix avec le roi de Navarre qui lui avoit déclaré la guerre d'abord après la mort de Marcel.

Le roi d'Angleterre arma, et parut en France à la fin d'octobre. Le dauphin, qui n'avoit pas assez de troupes pour tenir la campagne, se contenta de mettre des garnisons dans les places. Il attendoit que l'armée ennemie se consumât d'elle-même. La chose arriva comme il l'avoit prévue. Les Anglais, qui souffroient beaucoup des rigueurs de la saison, souffrirent encore plus de la disette qu'ils trouvèrent dans un pays tout-à-fait ruiné; et Edouard, qui craignit de trouver de trop grands obstacles à sa retraite, fut contraint d'entrer en négociation. La plupart des historiens attribuent son changement à un orage miraculeux, sans doute avec bien peu de fondement; en effet, qu'il y ait eu un orage,

qu'un prince en soit effrayé, et qu'il croie que le ciel lui ordonne de cesser la guerre ; tout cela se peut sans un miracle. Mais il seroit bien étonnant que l'intrépide Edouard eût été ce prince-là.

Quoi qu'il en soit, par un traité signé à Brétigni près de Chartres, au mois de mai 1360, on céda au roi d'Angleterre en toute souveraineté, le Poitou, la Saintonge, la Rochelle, l'Agenois, le Périgord, le Limousin, le Querci, le Rouergue, l'Angoumois, les comtés de Bigorre et de Gaure, ceux de Ponthieu et de Guignes, la ville de Montreuil et Calais. De leur côté, Edouard et le prince de Galles renoncèrent à leurs prétentions sur la couronne de France, et à leurs droits sur la Normandie, la Touraine, l'Anjou et le Maine : enfin la rançon du roi Jean fut fixée à trois millions d'écus d'or.

Jean étoit délivré ; mais les désordres continuoient dans tout le royaume. Les brigands s'y multiplièrent, et s'y enhardirent à un tel excès, qu'un d'eux osa prendre le titre de roi de France. Sur ces entrefaites on prêcha une croisade pour la

Palestine, et le roi prit la croix des mains du pape. Il ne lui manquoit plus que d'entreprendre cette guerre pour achever la ruine de ses états; et il s'y disposoit, parce qu'il la regardoit comme un moyen propre à purger la France de tous les brigands: il auroit mieux valu ne les avoir pas fait naître, en gouvernant comme il avoit fait.

Cependant on se plaignoit en France et en Angleterre que les articles du traité de Brétigni n'étoient pas exécutés. Jean vouloit néanmoins remplir ses engagemens; et lorsqu'on lui disoit que la nécessité où il avoit été de contracter, les rendoit nuls, il répondit que quand la bonne foi seroit bannie de la terre, elle devroit se trouver encore dans la bouche et dans le cœur des rois. Cette maxime est aussi belle qu'elle est peu suivie; et Jean lui-même avoit violé le serment qu'il avoit fait de ne pas altérer les monnoies. Lorsque les rois ne sont pas justes, ces maximes ne sont que des mots dans leur bouche: Jean parloit comme S. Louis agissoit.

La France et l'Angleterre étoient sur le point d'en venir à une rupture, lorsque Jean

se rendit à Londres, pour terminer les différends qui s'élevoient. Il y mourut quelques mois après, laissant à Philippe, son quatrième fils, le duché de Bourgogne qu'il avoit réuni à la couronne deux ans auparavant. La suite vous fera voir que cette disposition prépara un nouvel ennemi à la France.

Les états n'ont jamais été plus fréquens que pendant le règne de Jean II : il y en eut de généraux ou de provinciaux presque chaque année. Ils ne ressembloient pas à ce champ de Mars, dont Charlemagne avoit été l'ame. Sans aucune vue du bien public, les Français ne se rassembloient que pour opposer des intérêts particuliers à des intérêts particuliers. Tout dégénéroit en factions, sous un prince foible qui ne savoit ni se passer des états, ni en tirer aucun avantage ; et l'autorité royale, en butte à tous les partis, s'affoiblissoit, en les voyant cependant s'attaquer et se détruire les uns les autres.

Telle étoit la situation de la France, lorsque Charles V monta sur le trône : tout y paroissoit désespéré ; mais la conduite du

régent vous répond de la sagesse du roi. En effet ce prince ne fera ni les fautes de Philippe de Valois, ni celles de Jean II ; cependant Edouard cessera d'être un grand homme. Il négligera tout-à-fait les soins du gouvernement : il sacrifiera tout à des favoris avides, dont il se laissera obséder : il multipliera les impôts : il aliénera ses peuples. Enfin il ne trouvera plus de secours dans le prince de Galles, dont la santé va s'altérer. Vous prévoyez donc que tout doit changer, et que la France à son tour aura des succès.

Charles donna tous ses soins à bien régler les monnoies. Il se fit une loi de ne les jamais altérer. Il remit l'ordre dans les finances ; et s'il leva des impôts, il prit les mesures les plus sages pour prévenir les murmures du peuple.

Depuis 1341, la Bretagne étoit déchirée par une guerre civile à laquelle les Anglais et les Français avoient pris part, et qui pouvoit encore les armer de nouveau. Le comte de Blois, à qui Charles donnoit des secours sous main, et le comte de Montfort qui en recevoit d'Edouard, prétendoient

l'un et l'autre à ce duché : mais le premier ayant été tué dans un combat, Charles se hâta de donner à Montfort l'investiture de ce fief, craignant que ce seigneur ne voulût reconnoître le roi d'Angleterre pour suzerain, et ne fût l'occasion d'une guerre qu'il vouloit prévenir. Il fit aussi la paix avec le roi de Navarre, et sut s'attacher ce prince qui avoit fait tant de mal à la France, et qui venoit de recommencer la guerre.

Dès l'an 1365, Charles n'avoit plus d'ennemis au-dehors, et il ne lui restoit qu'à délivrer le royaume des brigands qui l'infestoient. On prétend qu'il y en avoit plus de trente mille. Ils formoient différens corps qui se réunissoient au besoin, et ils étoient conduits par des chefs expérimentés. Il eût été triste d'être obligé de lever une armée contre cette canaille.

Don Pèdre ou Pierre, surnommé le Cruel, régnoit en Castille ; et Henri, comte de Transtamare, son frère naturel, avoit soulevé la noblesse. Tous deux cherchoient à se faire des alliés, lorsque le pape déclara le roi légitime indigne du trône, et donna

la couronne au prince rebelle. Le prince de Galles, qu'Edouard III avoit fait duc de Guienne, la vouloit conserver à don Pèdre, et pouvoit rendre nul le jugement du pape. Il falloit donc d'autres secours au comte de Transtamare. Il les trouva dans Charles V, qui se déclara d'autant plus volontiers pour lui, que le duc de Guienne s'étoit déclaré pour don Pèdre, et qui d'ailleurs voulut saisir l'occasion de délivrer la France des *compagnies* : c'est ainsi qu'on nommoit les troupes de brigands.

Ces malheureux avoient été excommuniés plusieurs fois, et cependant ils n'avoient pas cessé de piller le royaume : on se flattoit qu'ils feroient plus de cas des censures ecclésiastiques, lorsqu'elles pourroient s'allier avec le brigandage. C'est ainsi que pensa Bertrand du Guesclin, qui se chargea de les engager à le suivre en Castille. Il leur offrit l'absolution, et il appuya sur la bonté du pays où il vouloit les conduire. *Si nous vaut mieux ainsi faire*, disoit-il en finissant son discours, *et pour nos ames sauver, que de nous damner*

et de nous donner au diable ; car trop avons fait de péchés et de maux, comme chacun peut savoir en droit soi, et tout nous conviendra finir. Vous voyez par-là dans quel esprit on entreprenoit cette guerre, et comment alors le brigandage changeoit de nature d'un côté des Pyrénées à l'autre.

Les brigands voulurent l'absolution, dès qu'on n'exigea plus d'eux qu'ils renonçassent au brigandage, et qu'au contraire on leur proposa de la mériter en le continuant ailleurs qu'en France. Ils remirent donc au roi les forteresses dont ils étoient maîtres, et ils suivirent du Guesclin.

Ils prirent leur route par Avignon, afin d'obtenir l'absolution, chemin faisant, et de demander cent mille francs au pape pour achever leur voyage. De ces deux choses, la seconde souffroit seule des difficultés, que du Guesclin leva. Il ne faut pas refuser, disoit-il, ces cent mille francs : nous avons ici des gens qui se passeront sans peine de l'absolution, mais qui ne peuvent pas se passer d'argent : nous les

menons en exil, afin qu'ils ne fassent plus de mal aux chrétiens. Nous ne les pouvons contenir sans argent, et il faut que le saint père nous aide à les rendre plus dociles, et à les conduire hors de ce royaume.

En attendant que le pape voulût compter cent mille francs, pour concourir à rendre ces brigands gens de bien, malgré eux, ils couroient la campagne et ils dévastoient tous les environs d'Avignon, il fallut donc les satisfaire : mais du Guesclin ayant su qu'on avoit levé cette somme sur les habitans, déclara qu'il vouloit qu'elle fût uniquement prise sur les biens du pape, des cardinaux et des autres ecclésiastiques, et il fallut encore obéir. Le pape n'avoit pas prévu qu'il feroit une partie des frais de cette guerre.

Du Guesclin, qui étoit un grand capitaine, étoit encore un des plus honnêtes hommes de son siècle; on est donc étonné du rôle qu'il joue à la tête de ces brigands; mais il ne songeoit qu'à les conduire hors du royaume, soit pour en purger la France, soit, comme il le dit, pour

en faire des gens de bien; et pensant que le pape devoit contribuer à une si bonne œuvre, il l'y força, parce qu'il crut devoir l'y forcer. Où auroit-il pris des sentimens plus délicats? La loi du plus fort n'étoit-elle pas de temps immémorial l'unique règle des gens de guerre? Et cette loi n'autorisoit-elle pas à tout, lorsque l'intérêt de la religion paroissoit attaché au succès d'une entreprise?

Le comte de Transtamare fut proclamé roi de Castille; mais le prince de Galles, marchant au secours du roi détrôné, débaucha les compagnies qui vinrent le joindre, et gagna la bataille de Navarette, que Transtamare livra contre l'avis de du Guesclin : ce capitaine y fut même fait prisonnier.

Don Pèdre, rétabli sur le trône, ne remplit aucun de ses engagemens, de sorte que le prince de Galles l'abandonna et revint en France, où les compagnies le suivirent. Alors Transtamare releva son parti, vainquit don Pèdre, le fit prisonnier et le poignarda. Cependant le duc de Lancastre, un des fils d'Edouard III,

prétendit au royaume de Castille, parce qu'il avoit épousé Constance, fille de don Pèdre. Le roi de Portugal avoit aussi des prétentions qu'il voulut faire valoir. Ceux d'Arragon et de Navarre profitèrent des troubles pour s'emparer de ce qui étoit à leur bienséance, et ce fut là le sujet d'une longue guerre; mais Henri de Transtamare conserva la couronne et la fit passer à ses descendans.

Quoique les compagnies fussent revenues en France, elles n'étoient plus si redoutables, parce qu'elles étoient diminuées des trois quarts, et parce que Charles V prit les mesures les plus sages pour prévenir les désordres qu'elles pouvoient causer.

Charles avoit ramené la tranquillité dans son royaume. Il se trouvoit riche, sans fouler son peuple, par l'ordre qu'il avoit mis dans les finances, et l'on commençoit à respirer sous un roi qui se faisoit aimer et respecter : d'ailleurs la France n'avoit plus d'ennemis redoutables. L'esprit brouillon du roi de Navarre avoit de quoi s'occuper en Castille. Le prince de Galles étoit revenu d'Espagne avec une santé dé-

labrée; et Edouard, livré à l'amour depuis quelques années, étoit tout entier à Alix Perrers, sa maîtresse.

Vous pouvez donc prévoir de quel côté seront les avantages, s'il s'élève une nouvelle guerre entre l'Angleterre et la France. Considérons sur-tout que Charles sait choisir ceux qui méritent sa confiance. Il aura de bons ministres, il aura de bons généraux; et toujours maître de lui-même, il ne fera point de démarches qu'il n'ait pris toutes les mesures pour s'assurer du succès. Le traité honteux de Brétigni sera donc effacé s'il se présente une occasion de déclarer la guerre. Le roi l'attendoit: elle se présenta.

La guerre d'Espagne avoit épuisé les finances du prince de Galles. Pour les réparer, il voulut mettre une nouvelle imposition sur ses sujets, et il souleva plusieurs de ses vassaux qui, déclarant cette entreprise contraire à leurs priviléges, présentèrent contre lui leurs plaintes au roi de France.

Il est certain que par le traité de Brétigni, Charles ne pouvoit pas se porter

pour juge dans ce différend, parce qu'il avoit renoncé à toute suzeraineté sur les états qu'il avoit cédés au roi d'Angleterre; mais de part et d'autre on se plaignoit que ce traité avoit été violé en plusieurs points, et peut-être avoit-on raison de part et d'autre.

On agita en France si ce traité devoit être considéré comme nul, et le roi fut un an sans paroître se déclarer, parce qu'il ne vouloit se déclarer qu'à propos. Enfin, tout étant préparé, le prince de Galles fut cité pour être jugé à la cour des pairs. Il répondit qu'il viendroit à la tête de soixante mille hommes : sa santé ne lui permit pas de faire une seule campagne.

La guerre commença : elle fut suivie de succès ; et de nouvelles dispositions préparoient de nouveaux avantages, lorsqu'un arrêt de la cour des pairs déclara confisquées et réunies à la couronne toutes les terres qu'Edouard et le prince de Galles possédoient en France.

Charles n'avoit pas fait une démarche aussi hardie, sans avoir auparavant bien jugé des conjonctures et pris toutes les

précautions nécessaires pour la soutenir. Tout lui réussit donc encore, et les conquêtes furent rapides dans plusieurs provinces jusqu'en 1375, qu'on fit une trève.

Le prince de Galles étant mort l'année suivante, Edouard songeoit à faire une paix durable lorsqu'il mourut lui-même. Ce roi malheureux fut abandonné de tout le monde dans sa maladie. Alix elle-même, qui écartoit de lui tout secours, lui enleva ce qu'il avoit de plus précieux, et se retira lorqu'il respiroit encore. Voilà souvent comment les princes sont aimés d'une maîtresse, à laquelle ils sacrifient tout. Cependant on ne peut pas ne pas plaindre l'aveuglement d'Edouard, quand on compare ce qu'il est à la fin de son règne avec ce qu'il avoit été pendant un si grand nombre d'années. Sa valeur, sa prudence, sa grandeur d'ame, sa constance, sa générosité, son humanité, sa bienfaisance, son affabilité paroissoient concourir pour en faire un prince accompli: Alix rendit inutiles tant d'excellentes qualités.

La trève venoit de finir dans une circonstance d'autant plus favorable à la

France, que l'Angleterre n'avoit pour roi qu'un enfant de onze ans, Richard II, fils du prince de Galles. Charles trouva même encore un secours dans le roi d'Ecosse, qui, quoique son allié, n'avoit pas encore osé se déclarer ouvertement, et qui pour lors fit une diversion. Il mit sur pied lui-même cinq armées. Une fut envoyée en Guienne; une autre en Auvergne; la troisième en Bretagne; la quatrième en Artois; la cinquième fut un corps de réserve prêt à se porter par-tout; et une flotte ravagea les côtes de l'Angleterre. Les Anglais, attaqués de toutes parts, n'éprouvèrent donc plus que des revers. Il ne leur restoit que Calais, Bordeaux et quelques autres places peu importantes lorsque Charles V mourut. La même année étoit mort du Guesclin, après s'être fait la réputation la plus éclatante, et avoir été comblé des graces d'un prince, qui savoit discerner les hommes de talens, et qui ne craignoit pas de les employer.

Nul roi n'a moins tiré l'épée que Charles, disoit Edouard, et cependant aucun n'a fait de plus grandes choses et ne pouvoit

me donner plus d'embarras. En effet, c'est du fond de son cabinet que Charles étoit l'ame de tous les bras qu'il faisoit mouvoir. Toujours appliqué, quoique d'une santé fort mauvaise, il donnoit ses soins à toutes les parties du gouvernement. Il régloit tout par lui-même, et il préparoit ses entreprises avec une prudence si singulière, qu'il paroissoit envoyer ses généraux à des victoires assurées. Sobre, économe, juste, pieux, il s'intéressoit aux malheureux; il donnoit un libre accès aux hommes de mérite; il aimoit à montrer sa générosité, lorsqu'il s'agissoit de récompenser la vertu. Que vous êtes heureux ! lui disoit un de ses courtisans : je ne le suis, répondit-il, que parce que je puis faire du bien. Vous jugez qu'avec cette façon de penser, il ne faisoit pas consister la politique à semer la division parmi les ordres de l'état. Il défendit au contraire les guerres particulières que les seigneurs se faisoient encore; il réunit tous ses sujets en les attachant à sa personne; il sut même gagner jusqu'aux compagnies de brigands, qui combattirent pour lui contre les Anglais. C'est

ainsi qu'il tournoit à l'avantage de la France ce qui, sous un autre prince, en auroit fait le malheur. Quand on réfléchit sur cette conduite, on n'est pas étonné, qu'en 1377, il ait eu cinq armées et une flotte, lui qui, pendant la prison de son père, ne pouvoit pas mettre une troupe en campagne, et qui, au milieu des tumultes de Paris, n'avoit pas seulement une garde pour sa personne: on lui a donné le surnom de Sage. C'est lui qui a fixé la majorité des rois de France à quatorze ans commencés. Son dessein étoit de prévenir, autant qu'il est possible, les troubles trop ordinaires dans les temps de régence.

CHAPITRE VII.

De l'Allemagne depuis le différend de Louis V et de Jean XXII, jusqu'en 1400.

JEAN XXII, qui mourut en 1334, laissa dans le trésor de l'église d'Avignon la valeur de vingt-cinq millions de florins d'or. Ce fait est rapporté par un historien contemporain, sur le témoignage de son frère qui étoit à portée d'en être instruit. Jean auroit donc amassé cette somme dans le cours de son pontificat, c'est-à-dire, dans l'espace de dix-huit ans; et s'il n'y a pas de l'exagération, on peut juger des revenus que les papes s'étoient faits. Ils exigeoient des tributs de l'Angleterre, de la Suède, du Danemarck, de la Norwège, de la Pologne et de tous les états de la chrétienté: tributs qui étoient toujours bien payés, quand un pontife savoit saisir les circons-

tances, prendre des prétextes pour intéresser la religion à ses entreprises et intimider les peuples par des excommunications. Ils ne trouvoient alors nulle part moins d'obstacles qu'en France; car en accordant les décimes au roi, ils pouvoient mettre impunément telle taxe qu'ils vouloient sur le clergé. Il y avoit encore pour eux une autre source de richesses.

Les papes s'étoient quelquefois réservé la disposition de quelques bénéfices, sous prétexte des troubles qu'occasionnoient les élections, et ces exemples leur firent bientôt un droit d'étendre la réserve sur de nouveaux bénéfices. Clément V usa surtout de ce droit pour donner des évêchés à ses parens : il y fut même autorisé par Philippe le Bel qui, le voyant dans ses intérêts, jugea qu'il disposeroit lui-même des principaux siéges, ou qu'il n'y verroit que des sujets qui lui seroient agréables.

Jean XXII étoit trop entreprenant pour ne pas étendre encore ce droit. Il établit la réserve de toutes les églises collégiales de la chrétienté, disant qu'il le faisoit pour ôter les simonies, d'où cependant, remarque

l'abbé Fleuri, il tira un trésor infini. De plus, ajoute le même auteur, en vertu de la réserve, il ne confirma quasi jamais l'élection d'aucun prélat; mais il promouvoit un évêque à un archevêché, et mettoit à sa place un moindre évêque: de-là, il arrivoit souvent que la vacance d'un archevêché ou d'un patriarchat produisoit six promotions ou davantage, et il en venoit de grandes sommes à la chambre apostolique. Car le pape exigeoit quelquefois la première année du revenu des bénéfices auxquels il nommoit; et il établissoit des taxes pour les secrétaires qui expédioient les provisions. C'est ainsi que Rome s'est arrogé des annates et autres droits sur les bénéfices.

Ces réserves faisoient peu-à-peu passer d'usage les élections canoniques. Le pape, qui disposoit de tout, pouvoit tout vendre; et il augmentoit d'autant plus ses revenus, que pour un bénéfice vacant il en conféroit, par le moyen des translations, tout autant qu'il vouloit. Ces raisons, jointes au peu de dépenses que Jean XXII faisoit pour sa personne, font comprendre com-

ment il avoit pu amasser un grand trésor.

Benoît XII, son successeur, parut d'abord disposé à donner l'absolution à Louis V. Cependant il tira cette affaire en longueur dans la crainte de déplaire à Philippe de Valois. Ce prince voulant se venger de l'empereur, qui avoit excité les Flamands à la révolte, exhortoit le pape à ne pas se désister, et le menaçoit même, s'il se rendoit à la demande de Louis. Il reconnoissoit donc l'autorité que les papes s'arrogeoient sur les souverains.

Louis, qui avoit été obligé de revenir en Allemagne, et qui n'avoit eu qu'une domination passagère en Italie, où les troubles avoient recommencé, tenoit des diètes qui portoient des décrets contre les bulles de Jean XXII, et qui déclaroient que celui qui a été élu roi des Romains par les princes électeurs, ou par la plus grande partie, même en discorde, n'a pas besoin de l'approbation, de la confirmation, ni du consentement du saint siége pour prendre le titre d'empereur, ou pour prendre l'administration des biens et des droits de l'empire. Cependant il négocioit toujours pour

obtenir son absolution lorsque Benoît mourut, laissant les choses dans l'état où il les avoit trouvées.

Clément VI, qui lui succéda, dit que ceux qui avoient occupé le saint siége jusqu'alors, n'avoient pas su être papes. Pour lui, il sut étendre ses droits de réserve, vivre dans le luxe, et soutenir toutes les prétentions de la cour de Romé. Je ne parlerai pas des bulles qu'il publia contre Louis V; car ce seroit toujours répéter les mêmes choses. Je remarquerai seulement que, marchant sur les traces de Jean XXII, il vint à bout de faire élire roi des Romains, Charles, marquis de Moravie, fils de Jean de Luxembourg, roi de Bohême, et petit-fils de Henri VII. Ce prince avoit promis au pape que s'il étoit élu, il déclareroit nuls tous les actes faits par Louis de Bavière; qu'il ne viendroit à Rome que le jour marqué pour son couronnement, qu'il en sortiroit le jour même et qu'il n'occuperoit aucune des terres qui pouvoient appartenir à l'église de Rome; et que même il n'entreroit sur aucune qu'avec la permission du saint siége.

Pendant que le pape causoit des troubles en Allemagne, la mort de Robert, arrivée en 1343, en préparoit d'autres dans le royaume de Naples. Il avoit marié Jeanne, sa petite-fille et son héritière, au prince André, fils de Charles-Robert, roi de Hongrie, son neveu. Il rendoit, par ce mariage, la couronne aux descendans de son frère aîné, Charles-Martel, et il crut l'assurer dans sa famille. Mais cette précaution, toute sage qu'elle paroisse, produisit un effet tout contraire. Nous en parlerons bientôt.

Charles de Luxembourg, n'étant soutenu que par un parti très-foible, fut défait, et eût été hors d'état de former de nouvelles tentatives, si Louis V ne fût pas mort la même année.

Cependant les princes qui étoient restés fidelles au dernier empereur, offrirent l'empire à Edouard III, qui le refusa. Ils élurent ensuite Frédéric, marquis de Misnie, et landgrave de Thuringe, qui se désista pour une somme considérable qu'il reçut de Charles. Ils élurent encore Gunther, comte de Schwartzbourg; mais ce

prince étant tombé malade peu de temps après, et se sentant près de sa fin, consentit à renoncer à tous ses droits, moyennant vingt-deux mille marcs d'argent. Enfin Charles gagna les électeurs, qui lui étoient opposés, et fut reconnu.

Après avoir employé quelques années à rétablir l'ordre en Allemagne, il obtint d'Innocent VI, successeur de Clément, la permission d'aller à Rome pour être couronné ; et il sortit de cette ville le jour même de son couronnement, comme il l'avoit promis. Cette conduite soumise fit enfin cesser les guerres qui s'étoient élevées entre le sacerdoce et l'empire.

Alors les papes parurent avoir vaincu, et si Clément VI eût été vivant, il se fût sans doute applaudi de sa victoire ; mais l'avantage n'en étoit que momentané, et devoit même accélérer la chûte de l'autorité usurpée par le saint siége.

En effet, cette autorité n'étoit qu'une illusion, que les querelles du sacerdoce et de l'empire avoient entretenue ; parce qu'il est naturel de juger d'une puissance par la puissance qu'elle combat et qu'elle balance.

L'illusion

L'illusion devoit donc cesser avec les querelles. Dès que les papes n'avoient plus un ennemi dans l'empereur, ils perdoient nécessairement de leur considération. L'opinion, qui les avoit fait redouter, s'affoiblissoit insensiblement ; et les yeux, tous les jours moins fascinés, se préparoient peu-à-peu à leur résister, ou même à les braver.

Charles IV, ayant repassé les Alpes, trouva l'Allemagne fort agitée. L'ambition d'une multitude de princes, parmi lesquels les uns vouloient dominer, les autres ne vouloient pas céder, étoit une source intarissable de désordres. La coutume, qui obéit à la force, et qui, par conséquent, change souvent, n'avoit pas pu fixer les rangs parmi ces princes; et il s'étoit établi l'opinion d'une égalité chimérique, opinion que les guerres, auxquelles elle donnoit lieu, sembloient devoir détruire, et que cependant elles ne détruisoient pas. On ne savoit seulement pas quels étoient les princes qui avoient seuls droit de concourir à l'élection du roi des Romains. Tout avoit à cet égard varié suivant les temps, et il n'y avoit rien de déterminé.

Charles, voulant remédier à ces abus, convoqua une diète. Elle fut composée des électeurs, des comtes, des seigneurs, et des députés des villes libres. C'est-là que fut faite une constitution qu'on nomma *bulle d'or*, et qui fixa le nombre des électeurs à sept, régla leurs fonctions, leurs droits, leurs priviléges, la manière dont l'élection du roi des Romains devoit être faite; et en général tout ce qu'on jugea nécessaire pour mettre quelqu'ordre dans le gouvernement de l'empire.

Les temps antérieurs à cette bulle n'offrent que de la confusion. Elle est proprement la première loi fondamentale du corps germanique; et c'est l'époque à laquelle il faut remonter, si l'on veut suivre le gouvernement d'Allemagne dans ses progrès jusqu'à présent : c'est pourquoi je vous la ferai lire. Elle mérite encore d'être lue, parce qu'elle fait connoître l'esprit du temps, les usages et les désordres.

Voilà tout ce que Charles fit d'avantageux pour l'empire. Il le sacrifia d'ailleurs à son avarice et à l'agrandissement du royaume de Bohême, son patrimoine. Il se

mit si peu en peine d'en défendre les droits contre les papes, qu'il parut agir de concert avec eux, pour détruire les prérogatives des empereurs.

Il négligea de même ses droits sur l'Italie; et s'il y passa à la tête d'une armée, ce fut moins pour les faire valoir que pour les vendre aux républiques et aux tyrans qui s'étoient fait des souverainetés. Il en revint avec les trésors qu'il avoit amassés : il en employa une partie à faire élire roi des Romains, son fils, Venceslas; et il mourut peu de temps après.

Charles IV en se soumettant aux papes, a contribué, sans le savoir, à leur abaissement : il a, d'un autre côté, travaillé à l'avantage de l'empire, en sacrifiant à son intérêt les droits des empereurs. En effet, n'eût-il pas été à desirer que ses prédécesseurs eussent fait de plus grands sacrifices encore; et que, se bornant à gouverner l'Allemagne, ils eussent renoncé à l'Italie et à l'empire, qui n'étoit qu'un titre de plus?

Venceslas avare, lâche, crapuleux; s'enivra, vendit les domaines de l'empire,

et ne s'occupa point du gouvernement. Voyant les villes impériales liguées contre les princes qui les opprimoient, il crut qu'il étoit de sa politique de laisser faire les deux partis. Il fomenta même leurs divisions, comptant qu'ils se détruiroient mutuellement, et qu'il en régneroit avec plus d'autorité. Bientôt il fut obligé de former une ligue lui-même; il en vit ensuite naître d'autres, et il finit par être déposé.

Les guerres civiles de ce règne méritent peu de nous arrêter: elles n'ont point eu d'influence sur le reste de l'Europe, et il n'est pas nécessaire d'en savoir les détails pour continuer d'étudier l'histoire d'Allemagne. Nous voilà donc débarrassés des empereurs pour quelque temps.

LIVRE SEPTIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

De l'église et des principaux états de l'Europe pendant le grand schisme.

Nous arrivons à des temps de troubles. Est-ce que, depuis plusieurs siècles, nous avons vu autre chose, me direz-vous? non, Monseigneur; mais c'est que les troubles vont être encore plus grands. Je ne vous les présenterai pas cependant dans tous les détails; je ne les considérerai que par rapport aux suites qu'ils doivent avoir. Heureusement ils produiront quelque bien, ce qui doit arriver toutes les fois que les désordres sont à leur comble.

Robert, roi de Naples, prince sage et qui avoit rendu ses états florissans, nomma

par son testament un conseil de régence, pour gouverner le royaume jusqu'à ce que Jeanne, sa petite-fille, âgée de seize ans, en eût vingt-cinq; mais Clément VI déclara nulles toutes les dispositions de ce prince; défendit, sous peine d'excommunication, aux tuteurs d'exercer aucune autorité; et jugeant que le gouvernement de ce royaume n'appartenoit qu'à lui, pendant la minorité de la reine, il y commit le cardinal Aiméric de Chastelus.

Cependant un moine franciscain, nommé frère Robert, qui avoit été chargé de l'éducation d'André, vouloit usurper lui-même toute l'autorité, et il écartoit ceux qui pouvoient être un obstacle à ses desseins. Bientôt, dans la crainte de succomber sous le parti qui se formoit contre lui, il trahit son maître, et il sollicita Louis, roi de Hongrie et frère aîné d'André, mari de Jeanne, à prendre possession du royaume de Naples, comme plus proche héritier de son grand-père. Contre son attente, Louis refusa; il négocia même auprès du pape, pour faire donner l'investiture à son frère, non à titre de mari de Jeanne, mais comme

héritier de Charles-Martel. La négociation réussit, après avoir souffert cependant bien des difficultés.

Ces contestations divisèrent les deux époux ; chacun prétendit régner de son chef, et il y eut à Naples deux cours et deux souverains. Du côté d'André étoient les Hongrois, qu'on regardoit comme des barbares ; et du côté de Jeanne étoient les prince du sang et les barons du royaume. André fut étranglé dans son palais.

Ce crime, qui en devoit produire d'autres, fut la source des malheurs de Jeanne, et attira sur son royaume une longue suite de calamités. Elle n'avoit alors que dix-huit ans, et si elle a consenti à l'assassinat de son mari, ce qui n'a jamais été prouvé, elle étoit moins coupable que ceux qui l'entouroient, et qui abusèrent de la foiblesse de son âge et de son sexe.

Comme il étoit de l'intérêt de ses ennemis qu'elle ne fût pas innocente, il lui fut difficile de se justifier. On indisposa les esprits contre elle, et elle se vit menacée des forces du roi de Hongrie, qui marchoit pour venger la mort de son frère.

Dans cette conjoncture, elle épousa Louis de Tarente, prince du sang et son proche parent; mais ce nouveau roi, qu'on avoit toujours regardé comme ennemi d'André, étoit trop suspect pour gagner l'affection des peuples. A l'approche de Louis de Hongrie, il fallut fuir, et Jeanne se retira dans son comté de Provence, avec son nouvel époux.

Le roi de Hongrie se vengea sur tous ceux qu'il jugea coupables. Il semble même qu'il n'ait pas eu d'autre objet dans son expédition; car, quatre mois après, il s'en retourna dans ses états, sans avoir pris des mesures pour conserver le royaume de Naples.

Cependant Jeanne plaidoit elle-même sa cause devant le pape, qui la déclara innocente. Ce jugement, et encore plus la haine que les Napolitains avoient conçue contre les Hongrois, disposèrent les esprits à la recevoir; mais cette reine avoit besoin d'argent. Elle en demandoit au pape, et Clément VI n'en donnoit pas comme des absolutions.

Si Avignon appartenoit à Jeanne, les

papes s'en étoient en quelque sorte rendus maîtres par la résidence qu'ils y faisoient depuis long-temps. Cette princesse crut donc faire un bon marché, en offrant de céder tous ses droits de souveraineté sur cette ville, moyennant quatre-vingt mille florins d'or ; et Clément VI n'en crut pas faire un mauvais, en acceptant cette souveraineté pour quatre-vingt mille florins, sur-tout si, comme on le dit, il les promit et ne les paya pas. Le contrat passé fut approuvé et autorisé par Charles IV, qui consentit que les papes tinssent Avignon en franc-alleu. Le consentement de l'empereur étoit nécessaire, parce que le comté de Provence étoit alors un fief de l'Empire.

Jeanne, comptant sur l'affection des Napolitains, s'embarqua avec l'argent qu'elle obtint de ses sujets de Provence, et remonta sur le trône après une guerre vive et sanglante. Louis, son mari, mourut en 1362, sans laisser de postérité. Elle épousa, l'année suivante, Jacques d'Arragon, infant de Majorque, dont elle n'eut point d'enfans, et qui mourut en 1365. Alors, renonçant au mariage, elle désigna pour

son héritier Charles de Duras, dernier prince de la maison d'Anjou, à Naples.

Cependant quelques années après, de nouveaux troubles s'étant élevés, Jeanne croyant ne pouvoir soutenir seul le poids du gouvernement, crut devoir se marier pour la quatrième fois, quoiqu'âgée de quarante-six ans, et elle épousa Othon, duc de Brunswick, prince de l'empire. Ce mariage donna de l'inquiétude à Charles de Duras, qui craignit de se voir frustré de la couronne.

Telle étoit la situation des choses dans le royaume de Naples; mais le reste de l'Italie offroit encore de plus grands désordres. Là, une ville obéissoit à un tyran, qui se disoit duc, comte ou marquis; ailleurs, c'étoit une république, remplie de dissentions ; de côté et d'autre, on trouvoit des chefs de troupes, dont les armes et le sang se vendoient à l'enchère, et par-tout la campagne étoit infestée de brigands.

L'anarchie étoit encore plus grande dans Rome, où il y avoit peu de forces et beaucoup de prétentions. Le peuple, ne voyant

pas qu'il n'avoit de romain que le nom, avoit la manie de prétendre encore à l'empire de l'univers. La populace, la noblesse et les prêtres, toujours divisés, faisoient prendre toujours de nouvelles formes au gouvernement. Des sénateurs, des patrices, des préfets, des consuls et des tribuns se succédoient tour-à-tour, et il n'y avoit proprement ni liberté, ni maître. L'histoire d'un tribun de cette ville vous fera connoître à quel point de délire les esprits s'étoient portés.

En 1357, Nicolas Rienzi, fils d'un meûnier, fait tribun par acclamation du peuple, et chargé seul de toute l'autorité, donna une déclaration où il parloit ainsi : Nous, Nicolas, chevalier candidat du S. Esprit, sévère et clément libérateur de Rome, zélateur de l'Italie, amateur de l'univers, et tribun auguste; voulant imiter la liberté des anciens princes romains, faisons savoir à tous, que le peuple romain a reconnu, de l'avis de tous les sages, qu'il a encore la même autorité, puissance et jurisdiction dans tout l'univers qu'il a eue dès le commencement, et qu'il a ré-

voqué tous les priviléges donnés au préjudice de son autorité. Nous donc, pour ne pas paroître ingrat ou avare du don et de la grace du S. Esprit, et ne pas laisser dépérir plus long-temps les droits du peuple romain et de l'Italie, déclarons et prononçons que la ville de Rome est la capitale du monde et le fondement de toute la religion chrétienne ; que toutes les villes et tous les peuples de l'Italie sont libres et citoyens romains. Nous déclarons aussi que l'Empire et l'élection de l'empereur appartiennent à Rome et à toute l'Italie : dénonçant à tous rois, princes et autres, qui prétendent droit à l'Empire ou à l'élection de l'empereur, qu'ils aient à comparoître devant nous et les autres officiers du pape et du peuple romain, en l'église de S. Jean de Latran, et ce dans la pentecôte prochaine, qui est le terme que nous leur donnons pour tout délai. De plus, nous faisons citer nommément Louis, duc de Bavière, et Charles, roi de Bohême, qui se disent élus empereurs, et les cinq autres électeurs.

D'après cette déclaration, vous jugez que

Nicolas étoit un extravagant. Mais la multitude de Rome partageoit sa folie. Plusieurs peuples d'Italie avoient fait alliance avec lui : et son autorité étoit si reconnue, que Louis de Hongrie cita Jeanne au tribunal de ce visionnaire. Ce tribun soumit tous les nobles de Rome et des environs. Il fit arrêter ceux qui donnoient retraite aux voleurs, et il rétablit au moins la sûreté pour quelque temps.

Chassé de Rome par une faction, il y rentra en 1359, et il y auroit joui de la même puissance, si les Romains n'avoient craint que Clément VI irrité n'eût révoqué la bulle, par laquelle il avoit réduit à la cinquantième année l'indulgence du jubilé, que Boniface VIII avoit établi pour la centième (1). Nicolas ayant eu

(1) La bulle que Clément donna pour le jubilé, assuroit sur-le-champ la rémission des péchés, et le ciel à quiconque mourroit en allant à Rome. Voici l'ordre qu'il donnoit aux anges : *Prorsus mandamus angelis paradisi, quatenus animam illius à purgatorio penitus absolutam in paradisi gloriam introducant.*

l'imprudence d'aller en Bohême, il y fut arrêté, et Charles IV l'envoya au pape.

Le jubilé produisit l'effet pour lequel les Romains l'avoient demandé; c'est-à-dire, qu'il laissa beaucoup d'argent dans leur ville. Les pélerins y vinrent en si grand nombre, que les jours où il y en avoit le moins, on en comptoit deux cents mille, et que d'autres fois on estimoit qu'il y en avoit un million ou davantage.

Cette multitude laissa beaucoup d'argent en Italie, et causa aussi beaucoup de disette; parce que le gouvernement n'avoit pas pourvu à la subsistance de tant de bouches. De-là, naquirent de nouveaux désordres; les voleurs se multiplièrent, et il n'y eut plus de sûreté.

Alors presque toutes les villes de l'église romaine étoient occupées par des tyrans. Lorsqu'en 1353 Innocent VI voulut se faire reconnoître dans les places dont il se croyoit souverain, son légat ne fut reçu que dans Montefiascone et dans Montefalco. Voilà tout ce qui restoit aux papes d'une souveraineté, pour laquelle ils avoient bouleversé toute l'Europe. Innocent rendit la

liberté à Nicolas, espérant que ce fanatique feroit rentrer Rome sous sa domination: en effet, Nicolas fut encore tribun; mais la noblesse ayant soulevé la populace contre lui, il fut mis en pièces.

Quand on compare la puissance des papes parmi les orages de Rome et de l'Italie, aux richesses dont ils jouissoient tranquillement en France, on n'est pas étonné que, l'ambition d'être souverain à Rome cédant à l'avarice, plusieurs aient préféré le séjour d'Avignon.

Cependant les Romains, qui, avec de pareils sentimens, préféroient l'argent à la liberté, invitoient chaque pape à faire sa résidence à Rome. Urbain V, successeur d'Innocent VI, se rendit à leurs instances en 1367; mais en 1370, il revint, sous différens prétextes, à Avignon, où il ne vécut que trois mois. Grégoire XI, qui fut alors élevé sur la chaire de S. Pierre, eut la même complaisance en 1377, et dès l'année suivante, ne s'accommodant pas mieux qu'Urbain d'un séjour où il trouvoit trop de contradictions, il formoit le projet de revenir en France, lorsqu'il mourut. Le

séjour d'Avignon étoit beaucoup plus agréable aux papes, parce qu'ils n'y étoient pas moins desirés et qu'ils y étoient plus maîtres. On avoit même fait en France tout ce qu'on avoit pu, pour y retenir Urbain et Grégoire.

Les Romains, qui vouloient fixer enfin le siége apostolique dans leur ville, demandoient un pape qui fût de Rome, ou du moins d'Italie; mais parce que, sur seize cardinaux qui composoient le conclave, il n'y eut que quatre italiens, ils ne crurent pas pouvoir obtenir leur demande s'ils ne menaçoient, et ils menacèrent.

Les cardinaux, cédant à la violence, élurent Barthélemi Prignano, napolitain, archevêque de Bari. Ils comptoient que cet archevêque ne se prévaudroit pas de cette élection. Ils écrivirent même en France et ailleurs qu'elle étoit nulle, et que leur dessein étoit d'élire un autre pape. Prignano n'en jugea pas de même: soutenu par le peuple, il se fit reconnoître sous le nom d'Urbain VI, et tous les cardinaux furent dans la nécessité de se soumettre.

Urbain aliéna les cardinaux qu'il devoit ménager. Mal assuré sur le saint siége, il forma le projet de détrôner la reine Jeanne, qu'il avoit indisposée, et il offrit le royaume de Naples à Charles de Duras. Ce prince se refusa à cette première invitation, ne pouvant encore se résoudre à manquer à la reconnoissance et à la justice.

Cependant les cardinaux français, s'étant retirés à Anagnia, protestèrent contre l'élection de Prignano, le déclarèrent excommunié, intrus, tyran, et se transportèrent ensuite à Fondi, pour procéder à une nouvelle élection.

Mais afin de prévenir toute difficulté, ils voulurent engager les cardinaux italiens à se joindre à eux. Dans cette vue, ils promirent à chacun séparément de l'élever sur la chaire de S. Pierre; trompés par cette espérance, les Italiens se rendirent à Fondi, et furent témoins de l'élection de Robert, fis d'Amédée, comte de Genève, qui se fit nommer Clément VII.

Alors toute la chrétienté se divisa. Clément fut reconnu en France, en Ecosse,

en Lorraine, en Savoye, à Naples, au moins par la reine Jeanne ; et l'Espagne, qui lui fut d'abord contraire, se déclara ensuite pour lui. Urbain avoit dans son parti presque toutes les villes de Toscane et de Lombardie, l'Allemagne, la Bohême, la Hongrie, la Pologne, la Prusse, le Danemarck, la Suède, la Norwège et l'Angleterre.

Pendant que les deux papes troubloient toute l'église par les excommunications qu'ils fulminoient l'un contre l'autre, l'Italie, où les désordres devoient être plus grands qu'ailleurs, fut le théâtre d'une guerre dans laquelle les Urbanistes eurent tout l'avantage. Clément, quoique protégé par la reine Jeanne, fut obligé de sortir du royaume de Naples, où le peuple étoit pour Urbain. Il établit son siége dans la ville d'Avignon, et il fit d'inutiles efforts pour soutenir le parti qu'il avoit en Italie.

Urbain, dont le caractère violent devoit se montrer de plus en plus dans les succès, déposa Jeanne, la déclarant schismatique, hérétique et criminel de lèze-majesté. Il s'étoit enhardi à cette démarche,

parce qu'il avoit enfin vaincu les scrupules de Charles de Duras, qui, à la sollicitation de ce pontife, ne craignit pas de prendre les armes contre sa parente, sa reine et sa bienfaitrice.

Urbain, qui songeoit à l'agrandissement de sa famille, vouloit faire avoir la principauté de Capoue et d'autres terres à son neveu, François Prignano. Ce fut à cette condition qu'il donna l'investiture du royaume de Naples à Charles de Duras; et pour fournir aux frais de cette guerre, il aliéna une partie des domaines du patrimoine de S. Pierre, et vendit même les calices et les ornemens des églises de Rome.

Le parti de Charles ne pouvoit manquer de devenir considérable dans un royaume, où il y avoit toujours eu des troubles, et, par conséquent, toujours des mécontens. Jeanne, se voyant donc trop foible, demanda des secours à la France; et pour en obtenir, elle adopta Louis, duc d'Anjou, frère du dernier roi, Charles V; mais elle n'en reçut point, et elle fut réduite à se livrer à l'usurpateur.

Charles, maître du royaume, consulta

Louis de Hongrie sur la manière dont il devoit traiter la reine. Louis répondit de la faire périr de la mort du roi André ; et ce conseil barbare fut suivi. Ainsi finit cette malheureuse princesse, laissant, par l'inutile adoption de Louis d'Anjou, une nouvelle source de guerre et de calamités.

En France, Charles VI étoit dans sa douzième année, lorsqu'il monta sur le trône, après la mort de Charles V, son père. Le duc de Bourbon, beau-frère du dernier roi, auroit mérité d'avoir la régence; et Charles V la lui eût donnée, s'il n'eût craint d'irriter ses frères, le duc d'Anjou, le duc de Berri et le duc de Bourgogne. Il voulut au moins qu'il eût part au gouvernement; mais ses mesures ne purent prévenir les maux que devoient causer l'avarice, l'ambition et la mésintelligence de ses frères.

Pour appuyer leurs prétentions, ces princes firent avancer des troupes qui causèrent de grands désordres aux environs de Paris, parce qu'elles étoient sans discipline ; et lorsqu'après avoir fait une espèce d'accord entr'eux, ils les eurent licenciées,

elles commirent encore de plus grands désordres, parce qu'on ne les paya pas. La campagne étoit exposée au brigandage des soldats : on se soulevoit dans les villes ; il y avoit sur-tout des séditions à Paris : et les princes, qui se disputoient l'autorité, n'en ayant pas assez pour rétablir l'ordre, rejetoient, les uns sur les autres, des maux dont en effet leur conduite étoit la cause. Le plus coupable étoit sans doute le duc d'Anjou, qui avoit été déclaré régent, quoique le moins digne de commander. Adopté par Jeanne, un peu plus de deux mois avant la mort de Charles V, il vouloit gouverner, ou plutôt sacrifier la France, pour s'assurer la conquête du royaume de Naples. Il enleva le trésor que Charles V avoit amassé, et qui étoit plus que suffisant pour les besoins de l'état; et lorsque le peuple, qui ne l'ignoroit pas, refusa les subsides qu'on lui demandoit, il le contraignit à les fournir, en abandonnant la campagne à la discrétion des soldats. Cependant on portoit la guerre en Flandre, et on avoit à se défendre contre de nouveaux efforts de l'Angleterre.

Lorsqu'un roi a du superflu, il doit l'employer à des travaux utiles, ou soulager son peuple par la diminution des impôts. Son successeur sera assez riche, s'il est économe; et s'il est prodigue, les trésors qu'il trouve le rendront plus prodigue encore. Charles V avoit donc fait une faute.

Cet argent, qu'il avoit amassé, fut une perte pour la France, sans être utile à Louis d'Anjou. Ce prince obtint de Clément VII l'investiture du royaume de Naples, leva des troupes et mourut à Biséglia, après avoir vu son armée se détruire par la disette et par les maladies. Charles de Duras vainquit en temporisant.

Pendant cette guerre, Urbain fut tenté d'abandonner les intérêts de Charles, qui ne se pressoit pas de donner la principauté de Capoue à François Prignano; mais ayant eu l'imprudence de passer dans le royaume de Naples, le roi vint au-devant de lui, et le vassal s'assura de la personne de son suzerain, en lui donnant néanmoins de grandes marques de respect. Urbain s'échappa cependant, et se retira dans la ville de Nocéra, se flattant toujours de pouvoir soulever

les peuples : il y fut assiégé. Ses excommunications repoussèrent mal les attaques de l'ennemi ; il fut même en danger d'être trahi ; il le crut au moins, et il fit mettre à la question six cardinaux et l'évêque d'Aquila. Il sortit enfin de Nocéra, traînant après lui ses prisonniers ; comme l'évêque d'Aquila fuyoit à son gré trop lentement, il le fit égorger. Il gagna ensuite le rivage avec ses cardinaux chargés de chaînes, et vint à Gênes, où il en fit périr cinq dans les tourmens. Falloit-il donc que Rome chrétienne eût aussi des Nérons!

Louis de Hongrie étoit mort quelques années auparavant, et avoit laissé la couronne à sa fille aînée, que les Hongrois proclamèrent sous le nom de *roi Marie*. C'est un expédient qu'ils imaginèrent pour concilier les droits de cette princesse avec leur répugnance à se soumettre à une femme.

Mais, comme le roi Marie étoit encore mineur, Elisabeth, sa mère, fut chargée de la régence. Cependant cette princesse ayant donné toute sa confiance à un seigneur, les autres, jaloux de cette préfé-

rence, se soulevèrent et offrirent la couronne à Charles de Duras.

Charles accepta. Marguerite, sa femme, fit de vains efforts pour l'en dissuader; il partit la même année qu'Urbain s'étoit enfui de Nocéra; il fut couronné et assassiné quelques mois après. Sigismond, qui avoit épousé Marie, monta sur le trône, et régna parmi les troubles. Il étoit fils de l'empereur Charles IV, et, par conséquent, frère de Venceslas.

Marguerite voulant conserver le royaume de Naples à son fils Ladislas, se réconcilia avec Urbain. Ce pape reconnut en effet Ladislas. Ce fut pour Clément VII une raison de ne pas le reconnoître, et il donna l'investiture de ce royaume à Louis, fils de celui que Jeanne avoit adopté. La guerre entre ces deux concurrens dura jusqu'en 1400, que Louis abandonna ses prétentions sur Naples, pour se retirer en Provence.

Dans cet intervalle moururent les deux papes : Urbain en 1389, et Clément en 1394. On avoit donc eu deux fois occasion de rendre la paix à l'église; mais ni les cardinaux de Rome, ni ceux d'Avignon,

ne

ne la voulurent saisir, chacun se flattant sans doute de monter sur la chaire de S. Pierre. Urbain eut pour successeur Boniface IX, et Clément, Benoît XIII.

Cependant le schisme jetoit l'église dans une étrange confusion. On ne savoit à qui obéir de deux papes qui s'excommunioient réciproquement; le clergé, qui se voyoit dépouiller de ses biens, étoit scandalisé de leur avarice : et tout le reste de leur conduite n'édifioit pas davantage le public. Ils mettoient continuellement de nouvelles impositions sur les bénéfices; ils s'en attribuoient la première année du revenu; ils les chargeoient de pensions; ils exigeoient des droits considérables pour la chambre apostolique; enfin ils nommoient à des bénéfices qui n'étoient pas encore vacans, ou plutôt ils les vendoient à ceux qui vouloient d'avance s'en assurer la possession après la mort du bénéficier, et c'est ce qu'on appeloit des *graces expectatives*. C'est ainsi que, pour se faire des créatures, ou pour amasser de l'argent, ces papes disposoient des biens de l'église. Il arrivoit même souvent qu'un même bénéfice étant

donné à plusieurs personnes, on prenoit les armes et il restoit au plus fort.

C'est sur-tout dans le royaume de Naples que les abus étoient au comble. Tour-à-tour la proie de deux rois et de deux papes, il étoit déchiré par un double schisme qui ruinoit également les ecclésiastiques et les laïques. Lorsqu'après la mort de Jeanne, Charles de Duras eut fait reconnoître Urbain VI, ce pontife ne se contenta pas de dépouiller les bénéficiers qui s'étoient déclarés pour Clément VII; il les fit encore enfermer dans des cachots, et il exerça sur eux toute sa cruauté.

Boniface IX, son successeur, fit un trafic scandaleux des biens de l'église. Jean XXII, à l'exemple de Clément V, avoit établi les annates, mais pour un temps limité, et encore avoit-il excepté les évêchés et les abbayes. Boniface IX étendit ce droit sur tous les bénéfices, et l'établit pour toujours. Il vendoit les graces expectatives, et souvent les mêmes à plusieurs personnes, lorsqu'il s'en présentoit qui vouloient les acheter, ne sachant pas

qu'elles avoient été vendues. Il y auroit eu au moins quelqu'ordre si la date du jour, où l'expectative avoit été accordée, eût pu régler le droit des contendans *; mais tantôt il vendoit à plusieurs sous la même date, tantôt sous une date postérieure avec la clause de préférence, et quelquefois il révoquoit toutes les expectatives qu'il avoit données, afin de pouvoir les revendre encore.

Il en usoit de même lorsque des bénéfices venoient à vaquer. Ses officiers recevoient l'argent et les suppliques de tous ceux qui les postuloient, donnant à chacun, en échange, la date du jour qu'il s'étoit présenté, et abandonnant un bénéfice à une multitude de prétendans : voilà l'origine d'un bureau qu'on nomme la daterie. Il offre un moyen bien commode d'obtenir des bénéfices ; car il ne faut qu'avoir de l'argent et un bon courrier.

Les jubilés furent encore un objet de trafic pour Boniface. Il accorda à la ville de Cologne une année d'indulgence, sous la même forme que celle de Rome. Il fit

la même grace à la ville de Magdebourg, et il y en eut encore plusieurs autres en Allemagne, auxquelles il accorda des indulgences pour certains mois de l'année. Dans tous ces lieux, il avoit des collecteurs pour recevoir une partie des offrandes que la superstition y portoit de toutes parts. On s'accoutumoit déjà si fort à tous ces abus qu'on n'en étoit presque plus scandalisé; on commençoit même à dire que le pape, en vendant les expectatives, les bénéfices et les indulgences, ne faisoit qu'user de ses droits.

Tels étoient les désordres de l'église, et cependant il n'y avoit pas dans toute l'Europe un souverain qui fût capable de les réprimer. On ne pouvoit rien attendre de Venceslas qui régnoit en Allemagne. L'Espagne, depuis Henri de Transtamare, avoit toujours été troublée; et ses rois, trop occupés chez eux, prenoient peu d'intérêt à ce qui se passoit dans le reste de l'Europe, et ne jouissoient d'aucune considération. La France et l'Angleterre, presque toujours en armes, ou au moment de les reprendre, ne les quittoient que

par épuisement; d'ailleurs la situation de ces deux royaumes étoit déplorable.

Charles VI avoit pris, en 1388, les rênes du gouvernement, et il songeoit à réparer les maux que l'administration des ducs de Berri et de Bourgogne avoient causés, lorsqu'en 1392, il tomba tout-à-coup en démence, pour n'avoir plus que des intervalles de raison. Ses oncles, profitant de cette circonstance, se saisirent une seconde fois de toute l'autorité. Ce règne, qui fut long, n'offrit plus qu'une suite de désordres. Il n'y eut point de plan dans le gouvernement; la cour fut remplie d'intrigues; les peuples furent foulés: ce n'est encore là que la moindre partie des maux qui désolèrent la France.

En Angleterre, Richard II, fils d'Edouard III, étoit encore mineur lorsqu'il monta sur le trône, et il avoit aussi trois oncles, à qui le parlement donna la régence. L'administration de ces princes excita bientôt une révolte. Les rebelles s'avancèrent jusqu'à Londres; la populace leur ouvrit les portes; cette ville offrit l'image d'une place prise d'assaut, et cette

guerre civile ne finit qu'après une grande effusion de sang.

Richard enfin gouverna lui-même ; mais livré à des favoris qui le flattoient, et tout entier à ses plaisirs, pendant que la France et l'Ecosse lui faisoient la guerre, il se rendit méprisable par sa mollesse et aliéna encore la nation, dont il ne respectoit pas les priviléges. Tantôt, par foiblesse, il recevoit la loi de ses parlemens; tantôt, par une mauvaise politique, il en corrompoit les membres; assez aveugle pour se croire plus puissant lorsqu'un parlement révoquoit les actes que d'autres avoient faits contre son autorité; mais il semoit seulement la division dans son royaume, et il animoit pour sa propre perte les factions les unes contre les autres.

Cependant il régnoit dans une lâche sécurité, lorsqu'en 1399, des mécontens appellent Henri, fils du duc de Lancastre, son oncle. Ce prince, à la tête de plus de soixante mille hommes, se rend bientôt maître du royaume. Richard est déposé dans un parlement; il est forcé d'abdiquer

lui-même la couronne; il est enfermé dans une prison et Henri IV usurpe le trône.

Quelques partisans de Richard conjurèrent pour le rétablir, et ils ne firent que hâter sa mort. Le parlement l'avoit condamné à perdre la vie, si quelqu'un armoit en sa faveur. Il mourut en 1408.

Quoique, depuis Charles V, l'Europe fût en quelque sorte sans souverains, il n'étoit pas possible que les papes formassent toujours impunément de nouvelles entreprises. Le clergé qui vouloit jouir de ses richesses devoit enfin se soulever contre leur avarice.

L'université de Paris fit les premières démarches pour rendre la paix à l'église. En 1393, ses députés représentèrent au roi les maux que produisoit le schisme, et ils proposèrent trois moyens pour les faire cesser; le premier étoit une cession que les deux contendans feroient de leurs droits; le second, un compromis par lequel ils s'en remettoient au jugement de personnes nommées à cet effet; et le dernier, un concile général. Charles reçut d'abord favorablement ces remontrances; mais il changea bientôt, et ne voulut plus

en entendre parler. L'université, qu'on refusoit d'écouter, dans une cause aussi juste, crut devoir faire cesser ses exercices.

Cependant, sur de nouvelles remontrances qu'elle fit, les prélats, assemblés à Paris, par ordre du roi, décidèrent tout d'une voix que la cession étoit l'unique moyen de finir le schisme. La plupart des princes chrétiens, à qui l'on communiqua cette décision, l'approuvèrent comme le parti le plus sage. Il ne s'agissoit donc plus que de persuader les deux papes qui avoient voulu paroître dans le dessein de tout sacrifier au bien de la paix : ni l'un ni l'autre ne voulut céder.

Alors une nouvelle assemblée, tenue en 1398, jugea que, puisque les deux papes, par leur opiniâtreté, se rendoient coupables du schisme, on devoit se soustraire à l'obéissance de Benoît, comme on l'étoit déjà à celle de Boniface; en conséquence, le roi fit publier la soustraction : ainsi les églises de France se gouvernèrent elles-mêmes. Les bénéfices furent conférés par élection; enfin on ne paya plus d'annates, ni aucun droit au saint siége.

La soustraction étoit certainement le parti le plus raisonnable ; et ce moyen eût réussi, si toute la chrétienté eût suivi l'exemple de la France ; mais les princes d'Allemagne et le roi d'Arragon ne l'approuvoient pas. Le duc d'Orléans, frère de Charles VI, ne cessoit de dire qu'il vaut mieux avoir deux papes que de n'en point avoir. L'université de Toulouse pensoit de même; et parce qu'il faut que les mauvais raisonnemens prévalent, même sous les princes qui ont des intervalles de raison, le clergé se divisa; l'université de Paris n'eut plus d'avis; celle d'Orléans, d'Angers, de Montpellier n'approuvèrent point qu'on fût soustrait, et la soustraction fut levée, à condition néanmoins que Benoit donneroit sa cession, si Boniface donnoit la sienne, ou venoit à mourir.

L'année suivante, celui-ci étant mort, on lui donna pour successeur Innocent VII; et comme Benoît, malgré sa promesse, n'avoit pas voulu renoncer à la papauté, l'université de Paris fit renouveler la soustraction.

Cependant on continuoit de solliciter les

deux papes à la cession, c'est-à-dire, Benoît et Grégoire XII, qui venoit de succéder à Innocent VII; mais ils éludèrent toujours; leur mauvaise foi ayant aliéné jusqu'à leurs partisans, la plus grande partie de leurs cardinaux les abandonna. Ils les remplacèrent en faisant chacun de nouvelles promotions. Voyant ensuite que les cardinaux, qui les avoient quittés, convoquoient un concile à Pise, ils en convoquèrent un l'un et l'autre; Benoît, à Perpignan; et Grégoire, à Udine, dans la province d'Aquilée. Ces trois conciles se tinrent la même année.

Un autre schisme divisoit alors l'empire; car Venceslas, quoique déposé, continuoit d'avoir un parti; il étoit même reconnu par les pères du concile de Pise, tandis que Robert, électeur palatin, qu'on avoit nommé à sa place, avoit pour lui Grégoire XII, qu'il reconnoissoit; mais il commençoit d'aliéner les Allemands, et il avoit d'autant moins d'autorité, qu'il venoit d'échouer dans la guerre contre Jean Galéas Visconti, à laquelle presque toute l'Europe avoit pris part.

Le concile de Pise fut composé d'un grand nombre d'évêques, d'abbés, de docteurs et des ambassadeurs de presque tous les princes chrétiens. Si vous considérez comment les papes se sont faits pendant plusieurs siècles, vous aurez de la peine à dire comment ils devoient se faire; car vous ne trouverez que des usages qui ont varié suivant les temps : aussi étoit-il difficile de juger de quel côté le droit se trouvoit. Le concile jugea la chose si obscure, qu'il ne la mit seulement pas en question. Il condamna cependant et déposa Grégoire et Benoît, parce qu'ils ne vouloient pas renoncer au pontificat, et qu'ils devenoient les auteurs du schisme par leur obstination.

On croit, qu'après ce jugement, il appartenoit au concile seul de procéder à l'élection de celui qui pouvoit occuper canoniquement le saint siége; car enfin les droits des cardinaux, quels qu'ils soient, devoient disparoître devant une église. Cependant les Cardinaux entrés au conclave au nombre de vingt-quatre, élurent Pierre Philarge, frère mineur, qui prit le nom d'Alexandre V.

Alexandre fut reconnu dans presque toute la chrétienté; cependant Benoît étoit encore pape en Arragon, en Castille, en Ecosse; et Grégoire dans le royaume de Naples, dans une partie de l'Italie; et en Allemagne l'empereur Robert continua d'être pour lui. Il y eut donc trois papes; et ceux qui pensoient comme le duc d'Orléans, devoient être contens.

La plupart néanmoins des princes et des prélats allemands reconnurent Alexandre, parce qu'il leur accorda toutes sortes de graces et toutes sortes de dispenses contre toutes règles. Ils formoient même une conspiration pour ôter l'empire à Robert, parce que ce prince s'obstinoit à reconnoître encore Grégoire XII; mais Robert mourut en 1410, et Alexandre V étoit mort quelques jours auparavant. Ce pontife septuagénaire avoit augmenté les désordres, en disposant de tout sans discernement. Les cardinaux du concile de Pise élurent Balthasar Cossa, qui se fit nommer Jean XXIII.

Balthasar, dans sa première jeunesse, quoiqu'il fût déjà clerc, avoit fait le métier

de corsaire pendant les guerres de Naples. S'étant ensuite attaché à Grégoire IX, il vendit des bénéfices, des expectatives, des indulgences, et s'enrichit. Enfin le pape, son protecteur, lui donna la légation de Bologne, parce que c'étoit une ville à conquérir. Il la conquit en effet, la gouverna en conquérant, s'en attribua tous les revenus, et chargea le peuple d'impôts, qu'il exigeoit avec la dernière rigueur.

Sous le pontificat d'Alexandre, il avoit contribué à chasser de Rome les troupes de Ladislas, qui s'étoit rendu maître de cette ville. Devenu pape, sans renoncer à sa première profession, il se joignit à Louis II d'Anjou, marcha contre Ladislas, le défit et revint triomphant à Rome. Mais Louis, abandonné de ses troupes qu'il ne pouvoit payer, ayant été contraint de s'en retourner en Provence, Ladislas vint jusqu'aux portes de Rome; et Jean fut dans la nécessité de faire la paix. Grégoire, qui lui fut sacrifié, se retira dans le château de Rimini, sous la protection de Charles Malatesta. Il n'étoit presque plus reconnu que là, et cependant il publia

encore des bulles, avec toutes les prétentions d'un chef de l'église.

L'humiliation de cet antipape fut tout l'avantage que Jean retira de son traité de paix; car bientôt obligé d'abandonner Rome à Ladislas, il s'enfuit en Lombardie.

Sigismond, roi de Hongrie, prince actif, ferme, courageux, et bien différent de son frère Venceslas, étoit alors empereur. Jean rechercha son alliance contre le roi de Naples, qui étoit leur ennemi commun; et il convint avec lui de convoquer, pour la réforme de l'église, un concile général, se faisant un mérite d'entrer dans les vues des pères de Pise, qui avoient ordonné qu'il en seroit tenu un dans trois ans, et comptant que la protection de l'empereur devoit l'assurer sur le saint siége.

Le pape eût bien voulu que le concile se fût tenu dans quelque ville d'Italie, parce qu'il auroit pu s'en rendre maître. Par une raison semblable, Sigismond vouloit qu'il se tînt en Allemagne. Cela étoit même à souhaiter pour la paix, que ce prince desiroit sincèrement, et à laquelle

il pouvoit seul travailler avec succès. Il choisit Constance, au grand mécontentement du pape, qui craignant de se rendre suspect, n'osa pas montrer toute sa répugnance.

Le concile étoit convoqué pour le premier novembre 1414, lorsque Ladislas mourut. Jean alors eût voulu ne s'être pas tant avancé, parce qu'il n'avoit plus le même besoin de l'empereur. Il se trouvoit même dans des circonstances favorables, pour se rétablir dans Rome et pour renouveler toutes les prétentions du saint siége sur le royaume de Naples. Le concile devenoit donc aussi inutile à Jean, qu'il pouvoit être utile à l'église. Mais il n'étoit plus temps de reculer, et il fallut partir.

Le concile de Constance s'ouvrit le 5 novembre 1414, et ne fut terminé que le 22 avril 1418. Jean eut bientôt lieu de connoître qu'il s'étoit donné des juges. Il couroit des bruits sur son élection, qu'on soupçonnoit de n'avoir pas été faite avec une entière liberté; et on répandoit un mémoire, dans lequel il étoit accusé de

toute sorte de crimes. Les pères supprimèrent ces accusations, pour ne pas déshonorer le saint siége : mais ils jugèrent que Jean devoit, ainsi que Grégoire et Benoît, renoncer au pontificat. Contraint de se soumettre, il donna sa cession et s'enfuit. On le somma inutilement de revenir.

Sigismond fit mettre au ban de l'empire Frédéric, duc d'Autriche, qui avoit favorisé l'évasion du pape, et fit marcher quarante mille hommes pour se saisir des états de ce prince. Frédéric dès-lors ne songea qu'à se réconcilier avec l'empereur, et Jean se vit bientôt arrêté prisonnier dans Ratolfzell, ville de Suabe, à deux lieues de Constance. Il fut ensuite déposé comme schismatique, simoniaque, scandaleux et dissipateur des biens de l'église.

Grégoire envoya sa démission. Quant à Benoît, il persista dans son opiniâtreté, quoique abandonné des princes et des peuples de son obédience ; il ne fut plus pape qu'à Péniscole, ville du royaume de Valence. On le condamna, et on élut Odon Colonne, qui prit le nom de Martin V.

Cependant le schisme ne finit pas encore. Car Alphonse d'Arragon, mécontent de Martin, revint à Benoît, qui eut un successeur nommé Clément VII. Mais Alphonse s'étant réconcilié avec le pape, Clément, dans la nécessité de céder, se désista de tous ses droits prétendus. Jean étoit mort depuis quelques années.

L'Angleterre et la France avoient peu contribué à rendre la paix à l'église. Ces deux royaumes déchirés par des guerres intestines, s'armoient encore l'un contre l'autre pour leur ruine réciproque.

Nous avons vu qu'à la fin du quatorzième siècle, Henri IV avoit usurpé la couronne sur Richard II : il n'en jouit pas tranquillement. Toujours en danger d'être précipité du trône, à peine avoit-il dissipé une conspiration, qu'il s'en formoit une nouvelle. Pendant qu'il fait la guerre au roi d'Ecosse, pour le forcer à lui rendre hommage, les Gallois se soulèvent ; et bientôt les Français profitant de ces circonstances, lui enlèvent des places dans la Guienne, et font des courses jusques sur les côtes d'Angleterre. Henri

cependant n'obtenoit que difficilement des subsides; trouvant d'autant plus d'oppositions dans les parlemens, qu'il vouloit se rendre absolu, et qu'il aliénoit les esprits par sa cruauté. C'est ainsi qu'il régna jusqu'en 1413, qu'il laissa la couronne à Henri V, son fils.

Henri V, s'éleva tout-à-coup à une puissance à laquelle son père n'avoit pu parvenir: aussi tint-il une conduite bien différente. Il écarta de lui tous ceux qui jusqu'alors n'avoient été que les compagnons de ses plaisirs : il se fit un devoir d'attirer à sa cour des personnes dont les lumières et les vertus étoient reconnues : il en forma son conseil : il donna les charges au mérite : enfin il tint un parlement, non pour faire recevoir ses ordres comme des lois; mais pour travailler de concert avec la nation, à la réforme des abus. Telles furent ses démarches, dès la première année de son règne. Il n'y eut qu'une seule conspiration contre lui, et bientôt on se soumit à un prince qui vouloit régner pour faire le bonheur de son peuple. Henri eût été plus grand, s'il se fût

borné à cet objet : mais son ambition, qui sera funeste à la France, devoit l'être encore à l'Angleterre.

Il faudroit entrer dans bien des détails pour faire voir quels étoient alors les malheurs de la France. Considérons-les dans les causes; ce sera la voie la plus courte, et la plus instructive.

Pendant que les rois détruisoient d'un côté le gouvernement des fiefs, ils le rétablissoient de l'autre, en donnant à leurs cadets de grands domaines avec tous les droits féodaux. Ils auroient acquis de bonne heure une grande puissance, et ils auroient prévenu bien des troubles, si, conservant toutes les terres qu'ils réunissoient à la couronne, ils n'avoient donné pour apanage aux princes du sang que des honneurs et des revenus. Assez aveugles pour tenir une conduite différente, ils démembrèrent continuellement leurs domaines, pour créer de nouveaux vassaux et de nouveaux ennemis. Par un amour mal entendu, ils sembloient vouloir que tous leurs fils fussent des seigneurs puissans : ils ne prévoyoient pas que l'ambition les armeroit les uns contre les autres; ni que

la puissance de tant de princes feroit le malheur des peuples, et tendroit à la ruine de la famille royale. On vit les effets de cette conduite sous Charles VI : alors le royaume fut un théâtre de guerres, de crimes, de calamités; et les princes du sang, sacrifiant à la discorde jusqu'à leurs propres intérêts, mirent eux-mêmes la couronne de France sur une tête étrangère.

Jean, duc de Berri, Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, oncles du roi, et Louis, duc d'Orléans, son frère, s'arrachoient tour-à-tour la régence. Le roi étoit à plaindre ; les peuples étoient malheureux, et les régens, toujours enveloppés dans les piéges qu'ils se tendoient mutuellement, n'étoient que des chefs de factieux, armés pour leur ruine réciproque. La France se divisoit : il se formoit des partis de toutes parts : les factions déchiroient sur tout la capitale ; elles y dominoient tour-à-tour, et elles commandoient sous le nom d'un souverain qu'elles s'enlevoient l'une à l'autre. Vous pouvez juger des maux qu'elles causoient, si vous considérez que leurs chefs étoient des princes qui avoient

des états et des armées. Philippe le Hardi sur-tout étoit puissant ; car il réunissoit à la Bourgogne les comtés de Flandre, d'Artois, de Rhétel, de Nevers, etc., qu'il tenoit de Marguerite, sa femme, fille unique du comte de Flandre.

Ce n'étoit pas là les seuls ennemis que la France nourrissoit dans son sein. Isabelle de Bavière, femme de Charles VI, avare, ambitieuse, vindicative, dénaturée, fut encore un plus grand fléau. Elle se mêla du gouvernement; elle entra dans toutes les intrigues, et sacrifia le dauphin, son fils, à son ressentiment : Telles furent les causes des malheurs de la France. La démence de Charles VI, qui en fut l'instrument, n'auroit pas été aussi funeste, si les princes du sang eussent eu moins de puissance ou plus de vertu; mais ils ne connoissoient que la force et les crimes.

Philippe le Hardi mourut en 1404. Jean, son fils, dit Sans-Peur, également ambitieux, mais plus enhardi au crime, étoit encore plus puissant ; car il avoit de Marguerite de Bavière, sa femme, le Hainaut, la Hollande, la Zélande, etc.

Quoiqu'alors en France toute l'autorité fût entre les mains du duc d'Orléans et de la reine Isabelle, ils étoient mal obéis : on crioit hautement contre leur administration ; et le mécontentement du peuple de Paris leur étoit si connu, qu'à l'approche du duc de Bourgogne, ils se retirèrent à Melun. On négocia : Jean Sans-peur feignit de se réconcilier ; et bientôt après il fit assassiner le duc d'Orléans.

Le roi, n'étant pas assez puissant pour punir le coupable, lui donna des lettres d'abolition : le duc de Bourgogne, maître de Paris, osa non-seulement avouer ce meurtre : il osa encore faire tenir une assemblée, dans laquelle un docteur, nommé Jean Petit, entreprit de le justifier. Dans ces temps malheureux on étoit si fort familiarisé avec les crimes, qu'on trouvoit toujours des raisons et des docteurs pour les excuser. Jean Petit soutint qu'il y a des cas où l'homicide est permis ; il le prouva par douze raisons, en l'honneur des douze apôtres ; et conclut que l'assassinat du duc d'Orléans avoit été une action juste et louable.

Quelque puissant que fût le parti du duc de Bourgogne, Charles, fils aîné du duc d'Orléans, en avoit un considérable, qu'on nommoit la faction des Armagnacs, du nom du comte d'Armagnac, beau-père de Charles. La guerre civile s'alluma donc; elle dura plusieurs années : et le roi entraîné tour-à-tour d'une faction dans une autre, marcha avec le duc de Bourgogne contre le duc d'Orléans, et ensuite avec le duc d'Orléans contre le duc de Bourgogne.

Les Armagnacs, qui traînoient Charles VI après eux, eurent des avantages. Le parti des Bourguignons s'affoiblissoit, et Jean Sans-Peur négocioit tout-à-la-fois avec le roi d'Angleterre pour en avoir des secours, et avec le roi de France pour obtenir la paix.

C'étoit les commencemens du règne de Henri V. Ce prince qui réunissoit les vœux de sa nation, pouvoit être assez puissant, pour recouvrer, pendant les troubles de la France, tout ce qu'on avoit enlevé aux Anglais depuis le traité de Brétigni. Il venoit même d'en demander la restitution par ses ambassadeurs; et on n'ignoroit pas

qu'il s'étoit mis en état de soutenir par les armes cette première démarche. Il étoit donc à desirer que les princes français suspendissent au moins leurs querelles. Heureusement ils connurent pour cette fois leurs vrais intérêts, et les Armagnacs permirent au roi d'accorder la paix au duc de Bourgogne.

La paix avoit été faite à propos : car la même année, Henri descendit en Normandie, assiégea et prit Harfleur. Mais son armée souffrit si fort par les maladies, que, ne se croyant pas en état de faire d'autres entreprises, il marchoit à Calais pour prendre ses quartiers d'hiver, lorsque les Français lui offrirent la bataille dans la plaine d'Azincourt.

Remarquez, Monseigneur, combien le même peuple est quelquefois différent de lui-même ; et cherchez-en la cause. Avant Charles V, les Français ne paroissoient devant les Anglais, que pour être défaits. Tout changea, lorsque ce prince fut sur le trône : tout change encore, lorsqu'il n'y est plus, et il en est d'Azincourt, comme de Poitiers et de Créci. Dans

cette

cette bataille, les Français encore en plus grand nombre, furent encore vaincus et la déroute fut égale.

Cependant il n'étoit pas aussi aisé de conquérir la France, que d'y remporter des victoires. Henri pouvoit perdre ses premiers avantages, parce que l'Angleterre pouvoit se lasser de donner continuellement des subsides : elle devoit au moins craindre pour sa liberté, si son roi revenoit conquérant d'un grand royaume. Ainsi c'est en Angleterre que Henri trouvoit les plus grands obstacles à la conquête de la France. Quoique son armée fût victorieuse, elle étoit ruinée; et il fut obligé de repasser la mer.

Les divisions des princes français étoient sa principale ressource. En effet, il acquit bientôt un allié puissant dans le duc de Bourgogne, qui le reconnut pour roi de France, et qui jura de contribuer de toutes ses forces à le mettre en possession de ce royaume. Ce duc, en effet, ne négligeant rien pour soulever les peuples, prit les armes, sous prétexte de délivrer Charles VI de la captivité où le tenoient ceux qui avoient le gouvernement.

Sur ces entrefaites, Isabelle, convaincue d'une intrigue galante, est envoyée à Tours. Le duc de Bourgogne, qu'elle implore, la délivre; et aussitôt elle entreprend de faire valoir une vieille ordonnance, par laquelle le roi l'avoit déclarée régente : unie avec le duc de Bourgogne, elle devint ennemie ouverte de Charles, dauphin ; elle étoit d'ailleurs irritée contre ce prince, parce qu'il avoit enlevé pour les besoins de l'état, les trésors qu'elle avoit amassés, et pour se venger, elle juroit la perte de son propre fils.

La France avoit alors bien des maîtres, et autant d'ennemis. Le comte d'Armagnac, fait connétable et sur-intendant des finances, étoit à Paris, d'où il gouvernoit sous le nom de Charles VI. Henri V, qui se disoit roi de France, conquéroit ou ravageoit la Normandie; et pendant que Jean Sans-Peur portoit par lui-même ou par ses lieutenans la guerre dans plusieurs provinces, Isabelle, en qualité de régente, cassoit le chancelier, le connétable, le parlement de Paris, et créoit d'autres officiers et d'autres cours souveraines.

Cependant le duc de Bourgogne se rend maître de Paris. Il y fait son entrée avec la reine. Le comte d'Armagnac et tous ses partisans sont massacrés. Le dauphin qui s'échappe, fuit à Melun ; et Charles VI est sous la puissance d'Isabelle qu'il avoit bannie.

Le dauphin, prenant la qualité de lieutenant général, que son père lui avoit donnée l'année précédente, établit sa résidence à Poitiers. Il y créa un parlement, et de-là il parcouroit les provinces où il conservoit quelque autorité. Mais il y avoit presque par-tout des partis contraires.

La confusion, qui régnoit dans le royaume, paroissoit le livrer au roi d'Angleterre, lorsque le duc de Bourgogne ouvrant les yeux sur ses propres intérêts, se réconcilia avec le dauphin, et il fut la victime de sa confiance. Quelque tems après, s'étant rendu à Montereau en Champagne, pour concerter les moyens de repousser les Anglais, il fut assassiné par les gens du dauphin et sous ses yeux. Ce meurtre est raconté si différemment, qu'on ne peut pas assurer que le dauphin en ait été com-

plice, mais il seroit encore plus difficile de prouver qu'il ne l'a pas été.

Il étoit coupable au moins, aux yeux de ses ennemis. Les Bourguignons, maîtres dans plusieurs villes, dominoient sur-tout dans Paris. Les principaux officiers de la cour, du parlement et de la ville, qui avoient montré leur dévouement pour le dernier duc de Bourgogne, devoient craindre de voir l'autorité entre les mains d'un prince, contre lequel ils s'étoient ouvertement déclarés. Ils conspirèrent donc la perte du dauphin, et ils s'offrirent à Philippe le Bon, duc de Bourgogne, qui avoit la mort d'un père à venger.

Tout cela eût produit une guerre civile; et peut-être que Henri V n'eût fait des conquêtes que pour s'épuiser, et pour forcer enfin les Français à se réunir contre l'ennemi commun. Mais Isabelle ne pardonnoit pas à un fils qu'elle avoit outragé, parce qu'elle ne croyoit pas que ce fils fût capable lui-même de lui pardonner. Cette marâtre se ligua tout-à-la-fois avec Philippe et Henri; et abusant d'un roi automate qu'elle faisoit mouvoir, elle

enleva la couronne au dauphin, pour la mettre sur la tête du roi d'Angleterre. Charles VI donna à Henri sa fille Marguerite, le déclara son successeur et légitime héritier, à l'exclusion du dauphin et de la famille royale, et le chargea en même temps du gouvernement du royaume. Cet étrange traité fut signé à Troyes, et même approuvé par les états; tant les désordres précédens avoient confondu les droits et les idées. Isabelle qui l'avoit dicté, eut la honte d'y survivre quinze ans, haïe des Français et méprisée des Anglais.

Henri V et Charles VI moururent dans le cours de l'année 1422, lorsqu'ils faisoient la guerre au Dauphin. Les deux frères du roi d'Angleterre eurent la régence, le duc de Betfort à Paris, et le duc de Glocester à Londres. Leur neveu, Henri VI, enfant de neuf mois, fut proclamé roi dans les deux royaumes: le dauphin, Charles VII, se fit couronner à Poitiers. Pendant les troubles du règne de Charles VI, le parlement, que Philippe le Bel avoit rendu sédentaire, devint perpétuel, parce qu'il se tint de lui-même sans discontinuation.

La guerre se faisoit avec des avantages alternatifs, mais bien plus grands de la part des Anglais, lorsque la mésintelligence se mit entre le duc de Bourgogne et le duc de Betfort. Elle fut occasionnée par Jacqueline, comtesse de Hainaut et de Hollande, qui, dégoûtée du duc de Brabant son mari, se fit enlever; et qui, ayant fait casser son mariage par l'antipape Benoît XIII, épousa le duc de Glocester, frère du duc de Betfort et régent d'Angleterre. La guerre que le duc de Glocester entreprit pour s'emparer du Hainaut, fut une diversion d'autant plus favorable à la France, que le duc de Bourgogne prit le parti du duc de Brabant, son cousin germain. D'ailleurs le duc de Betfort ne tira plus de secours de l'Angleterre dont les forces étoient portées dans le Hainaut. Enfin la minorité de Henri VI faisoit déjà naître des dissentions, qui préparoient de grands désordres.

Cependant, Orléans assiégé étoit sur le point de tomber au pouvoir des Anglais, et Charles n'auroit plus eu d'autres ressource, que de se retirer au-delà de la Loire;

lorsque Jeanne d'Arc, connue sous le nom de Pucelle d'Orléans, se dit envoyée de Dieu pour faire lever le siége de cette ville, et pour faire sacrer le roi à Rheims. Elle tint en effet parole, et le roi fut sacré le mois de juillet de la même année. Vous vous souvenez du dieu Neptune, du premier Africain, et de la biche blanche de Sertorius.

Cette héroïne, dont le courage méritoit au moins d'être respecté, tomba quelque temps après entre les mains des Anglais, qui, manquant tout-à-la-fois au bon sens et au droit des gens, la firent brûler comme magicienne. Il est vrai que les Français n'étoient pas moins grossiers : car on avoit attribué la maladie de Charles VI à des sortiléges, et on avoit fait venir un magicien pour le guérir.

Les circonstances deviendront tous les jours plus favorables pour le roi de France. Le duc de Bourgogne se réconciliera avec lui, et les Anglais perdront le duc de Betfort, seul capable de soutenir la guerre. Quelques années après, le duc de Glocester succombera sous la faction qui

lui est contraire, et sera étranglé dans sa prison. Henri VI, d'une santé et d'un esprit foibles, abandonnera le gouvernement. On ne cessera de crier contre les ministres. Il s'élèvera une longue et sanglante guerre entre les maisons de Lancastre et d'Yorck, qui viennent toutes deux d'Edouard III. Henri passera du trône dans la tour de Londres, et le duc d'Yorck sera couronné. Voilà les principales causes de la révolution, qui rendra la couronne de France à son légitime maître : c'est en Angleterre qu'il faut les chercher. Charles VII reconquerra son royaume, ou pour parler plus exactement, les Anglais le perdront, et ne conserveront que Calais.

Charles mourut en 1461, la même année que Henri fut détrôné. S'il a d'abord été malheureux, il fut ensuite heureux : c'est tout ce qu'on peut dire. En effet, il fut heureux au point, qu'étant plus à ses plaisirs qu'à ses devoirs, il eut pour maîtresse une femme qui s'intéressoit à sa gloire. C'étoit Agnès Sorel ; elle a mérité des éloges, que votre précepteur ne peut ni ne veut lui refuser. Elle eut l'ambition

d'être aimée d'un roi, c'est une foiblesse: mais elle ambitionnoit encore plus que son amant fût digne du trône : elle le portoit au grand malgré lui-même, elle lui reprochoit de préférer l'amour à la gloire. Cependant si Agnès eût pensé comme Alix Perrers, que seroit devenu Charles ?

CHAPITRE II.

De ce que le concile de Constance a fait pour l'extirpation des hérésies et des abus de l'église.

Les guerres ne sont pas les seuls maux que devoient produire les différends entre le sacerdoce et l'empire : il devoit encore en naître des hérésies. Les papes jouissoient presque sans contestation des droits qu'ils s'étoient faits. L'usage étoit un titre suffisant pour eux. Dans des temps où l'ignorance ne permettoit pas de remonter aux premiers siècles de l'église, on jugeoit du droit par les abus mêmes, dont on voyoit des exemples ; et communément on avoit pour toute règle : *Cela s'est fait, donc cela se peut faire encore.*

Les papes auroient dû user avec ménagement de leur puissance, puisque les fondemens en étoient si peu solides. Ils devoient

craindre de forcer enfin les hommes à chercher des lumières. Comment ont-ils pu penser qu'ils pourroient toujours aller impunément d'usurpation en usurpation ? Etoit-il difficile de prévoir que l'avarice au moins leur opposeroit des obstacles ? Cependant vous avez vu quelles ont été les entreprises de Boniface VIII contre Philippe le Bel, et de Jean XXII contre Louis de Bavière. Il fallut résister alors : il fallut par conséquent s'instruire ; et on tenta de marquer des limites entre les deux puissances.

Les papes ne se contentèrent pas d'avoir forcé les princes à défendre des droits qui avoient été si souvent abandonnés au saint siége : ils aliénèrent encore le clergé, parce que, depuis Clément V, les exactions devinrent toujours plus onéreuses ; et ils scandalisèrent, par un trafic honteux des choses les plus saintes, ceux à qui il restoit quelques idées saines. Il devoit donc arriver un temps, où le pape seroit seul contre tous.

Mais on n'étoit pas assez éclairé pour méditer des questions aussi difficiles, enveloppées des ténèbres de tant de siècles,

et obscurcies encore par des passions d'autant plus aveugles, qu'elles étoient mues par un plus grand intérêt. On passa donc d'une extrémité à l'autre : pour combattre la puissance usurpée des papes, on contesta l'autorité qui leur appartient légitimement; et tombant d'erreur en erreur, on attaqua le dogme, parce que les papes le défendoient.

Marsile de Padoue et Jean de Gand, écrivant pour défendre les droits de Louis de Bavière, nièrent la primauté du pape, soutinrent que tous les évêques sont égaux, ont la même autorité, et avancèrent qu'il appartient à l'empereur de corriger, de destituer les papes, et de gouverner l'église pendant la vacance du saint siége. Jean XXII condamna cette doctrine, qui détruit la hiérarchie ecclésiastique, et qui transporte à l'empereur les prérogatives du sacerdoce. Mais il condamna encore cette proposition : *ni le pape, ni l'église ne peut punir de peines coactives, si l'empereur ne lui en donne la permission.* Cependant il est certain que les peines coactives n'appartiennent qu'à la

puissance temporelle, et que Jésus-Christ ne les a pas données à l'église.

Plus on contestoit les prétentions des papes, plus ils faisoient d'efforts pour les établir; et à cet effet ils donnoient continuellement de nouvelles constitutions. Clément V, par exemple, avoit publié un gros recueil de celles qu'il avoit faites : cependant au moment de sa mort, il ordonna de les supprimer, parce qu'il les jugea trop contraires à la simplicité apostolique. Mais ce fut une raison pour son successeur, Jean XXII, de les conserver, car elles l'autorisoient dans toutes ses exactions. Il ordonna donc par une bulle de les enseigner dans toutes les écoles. Il en fit lui-même qu'il disoit utiles et salutaires, *a cagion d'ell' utilita grande, che recavano alla sua corte*, dit Giannone; et parce qu'il les ajoutoit sans ordre aux Clémentines, on les nomma *Extravagantes*. Ces sortes de décrétales se multiplièrent encore dans la suite : elles portoient sur les principes de Gratien, et tendoient à consacrer des abus.

Toutes ces démarches des papes étoient

bien imprudentes, dans un temps où les souverains portoient impatiemment le despotisme de la cour de Rome, où les peuples se soulevoient contre les richesses et le luxe du clergé, où le clergé lui-même étoit las de se voir continuellement dépouiller par les papes; et où des hommes commençoient à raisonner sur les droits du saint siége. Elles devoient naturellement inviter à combattre des abus, qui croissoient tous les jours; et exposer par conséquent, à porter une main téméraire jusques sur l'autel.

C'est en Angleterre sur-tout, que la domination des papes étoit devenue odieuse.

L'autorité royale n'y étoit pas à l'abri de leurs entreprises. Le peuple murmuroit contre le denier de Saint-Pierre, et les autres impositions de la cour de Rome. Les parlemens se souvenoient que les papes avoient délié les rois du serment d'observer les chartes: ils les regardoient comme les appuis du despotisme. Enfin les grands qui s'étoient emparés des biens des églises auroient desiré de ne plus craindre les censures ecclésiastiques on étoit donc sûr

de se faire un grand parti, si on s'élevoit contre les prétentions du pape et du clergé. Il faudroit s'étonner, si, dans de pareilles circonstances, elles n'avoient pas été attaquées, et il seroit encore plus étonnant, qu'on se fût contenu dans de justes bornes.

C'est sur la fin du règne d'Edouard III, et quelque temps avant le schisme, que Jean Wiclef, docteur d'Oxford, combattit la jurisdiction des évêques, et l'autorité que les papes s'arrogeoient sur le temporel. Il renchérit sur Marsile de Padoue, sur Jean de Gand, et sur tous ceux qui avoient écrit contre la puissance ecclésiastique.

Considérant les richesses des ecclésiastiques, et les voies par lesquelles ils les avoient acquises, il soutint qu'il est contre l'écriture qu'ils aient des biens temporels; que le prince peut les leur enlever pour des causes légitimes; qu'il doit les employer aux besoins de l'état, plutôt que de mettre des impôts sur le peuple; et qu'il faut ramener le clergé à sa première pauvreté.

Considérant de même les abus qu'il remarquoit dans les ordres religieux : il dit qu'en se faisant moine, on devient moins

capable d'observer les commandemens de Dieu ; qu'on cesse d'être chrétien, et que les saints ont péché, en instituant des ordres monastiques. Bientôt, ne sachant plus où s'arrêter, il attaqua les dogmes mêmes, et nia la présence réelle dans le sacrement de l'eucharistie. Cependant il étoit si fort soutenu par la noblesse et par le peuple, que les deux premiers conciles qui se tinrent en Angleterre pour examiner sa doctrine, n'osèrent rien prononcer contre lui. Il ne fut condamné que dans un troisième, tenu en 1382 et dans un quatrième en 1396, qui examina les ouvrages de cet hérésiarque, publiés après sa mort. L'un de ces conciles condamna vingt-quatre propositions, dix comme hérétiques, quatorze comme erronées, et l'autre en condamna dix-huit.

Cependant les Wicléfistes, nommés autrement Lollards, formèrent un parti considérable, qui causa souvent des troubles. Leurs maximes contre les richesses et la puissance des ecclésiastiques ne pouvoient manquer de plaire au peuple. Aussi depuis ce temps la chambre des communes

proposa souvent au roi de se saisir des biens du clergé.

Les écrits de Wiclef, ayant été portés en Bohême, eurent bientôt des partisans dans l'université de Prague, que l'empereur Charles IV avoit fondée. Jean Hus fut le premier à se déclarer pour les opinions de cet hérésiarque sur le clergé. Le pape, les cardinaux et les évêques furent les objets de ses déclamations; et Jean XXIII ayant publié en 1412 une croisade contre Ladislas, Jean Hus saisit cette occasion pour écrire et prêcher contre les croisades et contre les indulgences.

Il n'est pas douteux, qu'il n'y eût alors des abus, et qu'il n'en ait relevé plusieurs avec fondement: mais au lieu d'attaquer seulement les vices des ecclésiastiques, leurs usurpations et le mauvais usage qu'ils faisoient de leur puissance, il attaqua les droits mêmes de l'église. Ses excès mêmes lui firent plus de sectateurs, qu'une conduite plus modérée ne lui en auroit fait; parce que depuis long-temps les esprits étoient indisposés contre le clergé. Il entraîna dans son parti le peuple et la noblesse,

et il fut le chef d'une secte qui produisit les plus grands désordres.

Cité par le concile de Constance, qui condamna les erreurs de Wiclef, il s'y rendit, après avoir obtenu de l'empereur Sigismond un sauf-conduit, par lequel il avoit la permission d'y venir librement et de s'en retourner. Cependant quelques jours après son arrivée, il fut mis en prison; et n'ayant pas voulu se soumettre au jugement du concile, il fut condamné au feu, et exécuté avec une mitre de papier, sur laquelle on avoit peint des démons.

Alors son disciple, Jérôme de Prague, qui étoit aussi en prison, abjura ses erreurs : mais bientôt se reprochant sa soumission comme une lâcheté, il se rétracta, et alla au supplice avec la même fermeté que Jean Hus. Cependant la noblesse de Bohême et de Moravie prit les armes, pour venger la mort de ces deux hommes. Les églises furent pillées et détruites : on commit toutes sortes de violences : et cette guerre civile troubla l'Allemagne pendant plusieurs années.

Les abus de l'église étoient le grand

objet du concile, et c'étoit aussi le plus difficile, puisqu'il s'agissoit de la réformer dans le chef et dans les membres. L'empereur, les Allemands et les Anglais vouloient commencer par faire à ce sujet les réglemens nécessaires, avant de procéder à l'élection d'un pape, parce qu'ils appréhendoient de trouver dans un pape élu des obstacles à la réforme des cardinaux et de la cour de Rome. Par la même raison, mais sous prétexte que c'est au chef de l'église à la réformer, les cardinaux vouloient commencer par élire un pape. Ce prétexte néanmoins paroît bien frivole. Etoit-il raisonnable de s'en reposer sur le pape, puisqu'il s'agissoit de le réformer lui-même ? D'ailleurs, si le pape étoit obligé d'obéir aux décrets du concile sur la réforme, il est évident que c'étoit au concile à réformer l'église et non pas au pape. Or les pères avoient déclaré, que le concile étant général tenoit immédiatement de Jésus-Christ une puissance à laquelle le pape même étoit obligé d'obéir dans ce qui concerne la foi, l'extirpation du schisme, et la réforme de l'église dans son

chef, et dans ses membres. Après cette déclaration, comment pouvoit-on écouter les cardinaux, qui attribuoient au pape seul le droit de réformer l'église, et qui n'ignoroient pas combien il étoit intéressé à ne pas user d'un pareil droit. Leur avis néanmoins prévalut : c'est que les esprits commençoient à se calmer. Un cri général avoit d'abord demandé qu'on réformât l'église, et le clergé parut lui-même le desirer, parce qu'il ne connoissoit pas d'autre moyen pour se soustraire aux exactions de la cour de Rome, mais il craignoit moins les exactions, depuis qu'il avoit humilié le saint siége, et plusieurs de ses membres craignoient sans doute la réforme.

Cependant pour paroître au moins prévenir les inconvéniens qu'on prévoyoit, le concile statua et ordonna, qu'avant sa dissolution, le pape futur, de concert avec les pères, ou avec des députés de chaque nation, nommés à cet effet, réformeroit l'église dans son chef, dans ses membres ainsi que dans la cour de Rome. Il arrêta même les articles qui devoient être l'objet de la réforme. Telles étoient les réserves du

siége apostolique, les annates, les collations des bénéfices, les graces expectatives, les appellations en cour de Rome, les simonies, les indulgences, les décimes, etc. Il y avoit dix-huit articles.

Les annates sur-tout furent débattues avec chaleur. D'un côté, toutes les nations s'accordèrent à les proscrire, et de l'autre, les cardinaux, qui les défendoient en appelèrent au pape futur. C'est principalement en France, que les papes étoient en possession de la première année du revenu des bénéfices. Ils s'étoient arrogé ce droit presque sans obstacle, sous des rois qui sembloient partager avec eux les dépouilles du clergé; et ils n'avoient pas trouvé la même facilité en Allemagne, en Angleterre, ni même en Espagne. Ainsi les Français, qui sentoient plus que les autres le poids de cet impôt, traitèrent aussi cette question avec plus de vivacité. Ils soutinrent que les annates ne sont pas dues; ils protestèrent contre l'appel des cardinaux au pape futur; et ils déclarèrent qu'ils poursuivroient la suppression de cet abus, dans

le concile, et par-tout ailleurs où besoin seroit.

Les pères de Constance, regardant les conciles généraux comme le moyen le plus propre à corriger les abus, et à prévenir ou éteindre les schismes et les hérésies, ordonnèrent qu'il s'en tiendroit un dans cinq ans ; un autre dans sept, à compter de la fin du dernier; et qu'ensuite il s'en tiendroit toujours à l'avenir de dix en dix ans, dans les lieux que le pape indiqueroit à la fin de chaque concile, du consentement et avec l'approbation du concile même. Ils ordonnèrent ensuite que, pour cette fois seulement, on choisiroit dans chacune des cinq nations, six prélats, ou autres ecclésiastiques distingués, pour procéder avec les cardinaux à l'élection d'un souverain pontife. Par ce dernier décret qui fut observé, le concile paroît avoir reconnu, comme un droit, la possession où étoient les cardinaux d'élire le pape.

Malgré les précautions qu'avoient prises les pères, pour forcer le pape à travailler à la réforme de l'église, Martin V ne réforma ni les cardinaux, ni la cour de

Rome, où étoit la principale source des abus. De dix-huit articles proposés par le concile, il n'y en eut que six sur lesquels il fit quelques réglemens. Il se garda bien sur-tout de rien décider sur les annates. Il ne vouloit pas les supprimer, et il eût trouvé trop d'oppositions, s'il eût porté un décret pour les établir. Cependant il déclara qu'il avoit satisfait à tous les articles ordonnés pour la réforme, et en conséquence il mit fin au concile.

Jean Charlier Gerson, député de l'université de Paris et ambassadeur de France au concile, représenta qu'il y avoit encore plusieurs articles à décider. Egalement célèbre par sa doctrine et par le zèle avec lequel il avoit travaillé à l'extinction du schisme, il jouissoit d'une grande considération dans le concile, et il prononça plusieurs discours sur les réformes à faire. Personne n'avoit encore mieux connu les bornes et les abus de la puissance ecclésiastique.

Ils s'étoit sur-tout élevé contre la doctrine de Jean Petit, et il en avoit extrait neuf propositions, que la faculté de Paris

avoit censurées. Le concile auquel il demandoit un jugement, s'étoit contenté de condamner la proposition générale, *qu'on peut licitement tuer un tyran, et qu'on le doit même.* Encore avoit-il évité de nommer l'auteur de cette doctrine, croyant devoir ménager le duc de Bourgogne qui protégeoit Jean Petit. En vain Gerson sollicita une décision sur chacune des neuf propositions : en vain il appuya sur toutes les raisons qui devoient au moins porter à les examiner : le pape n'eut point d'égard à ses représentations.

Ce fut encore inutilement que les Polonais insistèrent pour obtenir la condamnation d'un livre, dont la doctrine tendoit à causer des troubles en Pologne. Voyant qu'ils n'étoient point écoutés, ils en appelèrent au futur concile; mais ils fournirent seulement à Martin une occasion de déclarer par un décret qu'on ne peut en aucun cas appeler du jugement du pape; prétention tout-à-fait opposée à ce qui avoit été décidé dans le concile de Constance même. Gerson en fit voir la fausseté, et prouva que l'infaillibilité n'appartient

n'appartient qu'à l'église universelle, ou au concile qui la représente. Cet homme célèbre, persécuté par le duc de Bourgogne, ne put revenir à Paris et fut contraint de se retirer en Allemagne.

Après avoir examiné dans le concile de Constance tous les abus, les meilleurs esprits indiquèrent tous les remèdes qu'il convenoit d'y apporter, et on en appliqua fort peu. Il restoit donc encore bien des choses à corriger. Il sembloit qu'en voulant travailler à la réforme de l'église, on n'avoit fait que perpétuer la mémoire des vices dont on se plaignoit. On sera encore long-temps à faire de vains efforts, parce que les papes, bien loin de s'occuper sincèrement de la réforme, chercheront tous les moyens d'éluder les décrets du concile de Constance. Mais au moins on aura plus de lumières pour leur résister; et c'est déjà un grand point d'avoir établi que, quelles que soient les prétentions de la cour de Rome, le pape a un supérieur et un juge.

CHAPITRE III.

De Naples, de l'église et de l'Allemagne, depuis le concile de Constance jusques vers le milieu du quinzième siècle.

PENDANT long-temps il n'y eut dans le royaume de Naples que peu de barons, encore moins de comtes, point de marquis; et le titre de duc ne se donnoit guère qu'aux princes du sang. Mais depuis la mort de Jeanne I, les troubles fournirent aux seigneurs, qui avoient des troupes à eux, l'occasion d'usurper dans leurs domaines les droits et les titres qu'ils jugeoient à propos. Il leur fut d'autant plus aisé de se maintenir dans leurs usurpations, que le prétendant au trône mettoit le souverain dans la nécessité de les ménager.

Bien loin de remédier à cet abus, Ladislas l'accrut encore. Pour avoir de l'argent, il démembra ses domaines, et vendit à très-bon

marché des baronies, des comtés, des marquisats et des duchés; se procurant par ces moyens des ressources momentanées, et se ruinant. D'ailleurs la multiplication des vassaux faisoit prendre de profondes racines au gouvernement féodal. C'étoit donc une source de nouveaux désordres. Oh! certainement il y en avoit déjà assez.

Les guerres, qui duroient depuis si longtemps, avoient ruiné l'agriculture, le commerce, tous les arts; et les Napolitains ne savoient plus que manier les armes : ils étoient tels cependant que les vouloit Ladislas, qui, ambitieux de conquérir l'Italie, eût desiré de n'avoir que des soldats pour sujets. Vous jugez donc que ce prince aura donné tous ses soins à la discipline militaire, et qu'il aura négligé toutes les autres parties du gouvernement. Ce fut en effet sa conduite. Il fit à la vérité des conquêtes : mais il auroit dû prévoir que ses forces, qui pouvoient suffire pour conquérir, étoient trop foibles pour conserver. Il auroit dû comprendre au moins que le gouvernement féodal qu'il affermissoit, étoit un obstacle à son ambition; et qu'un conquérant, qui n'a d'autres

troupes que celles de ses vassaux, peut être arrêté au milieu de ses succès.

A sa mort les troupes, auxquelles il avoit donné tous ses soins, mirent la plus grande confusion dans le royaume. N'étant plus payées elles se dissipèrent, et se donnèrent aux vassaux, qui eurent de quoi les soudoyer, ou à des princes étrangers. Sa sœur, Jeanne II, qui lui succéda, se vit reine avec peu de revenu, avec peu de soldats, et avec encore moins de conduite. De toutes les conquêtes de son frère, elle ne put conserver qu'Ostie et le château S. Ange de Rome.

Il semble que l'amour doive presque toujours être funeste aux têtes couronnées. Car si les femmes sont à redouter pour les princes, les hommes ne le sont pas moins pour les princesses : Jeanne entre autres en est un exemple.

Amoureuse depuis long-temps de Pandolfe Alapo, son maître-d'hôtel, elle le fit son chambellan dès qu'elle fut sur le trône. Pandolfe, à qui ce titre donnoit le soin des finances, fut bientôt le maître de tout, sous une reine qui ne mettoit point de bornes à sa confiance, parce qu'elle n'en savoit pas

mettre à ses passions. Les hommes sages blâmoient la conduite indécente de cette princesse : les seigneurs trop âgés pour se flatter de lui plaire, paroissoient penser comme les sages: et les plus jeunes ne désapprouvoient que son choix. Ils aimoient les fêtes qu'elle donnoit souvent à sa cour. Ambitieux d'y briller et d'attirer ses regards, chacun d'eux se faisoit déjà le héros d'un roman, et bâtissoit sa fortune sur les foiblesses de la reine. Cependant les intrigues, la jalousie et les inquiétudes empoisonnoient ces plaisirs scandaleux, et l'on prévoyoit que la ruine prochaine de cette cour corrompue préparoit de grandes calamités au royaume. Déjà Pandolfe, sous prétexte d'une trahison supposée, avoit fait renfermer Sforce qui lui donnoit de l'ombrage, parce qu'il plaisoit trop à la reine. Cette seule démarche pouvoit exciter une guerre civile : car Sforce, déjà puissant par lui-même, intéressoit à son sort tous ceux qui portoient envie à la faveur de son rival, et qui, affectant de tenir un langage de citoyen, disoient combien les talens de ce capitaine étoient nécessaires à l'état. On se

plaignoit qu'on eût arrêté si légèrement un homme, qui devoit avoir pour juge la nation entière. En un mot, le murmure étoit général; et la reine, intimidée des remontrances qu'on lui fit fut contrainte de céder, et de commettre à la connoissance de cette affaire un jurisconsulte qu'on lui nomma.

Pandolfe, devenu l'objet du déchaînement public, songe alors aux moyens d'assoupir cette affaire, et cherche même un appui dans celui dont il avoit médité la perte. Il dissipe adroitement les soupçons de Sforce, il le fait sortir de prison et il lui donna sa sœur en mariage, avec la charge de connétable pour dot. Mais un ennemi qu'il gagne, lui en suscite d'autres.

Jules-César de Capoue, qui avoit à sa solde une grande partie des troupes de Ladislas, regardant l'union de Pandolfe et de Sforce comme un obstacle à son ambition, médita la ruine de cette espèce de duumvirat. Jacques de Bourbon, comte de la Marche, venoit alors à Naples pour épouser la reine. Ce mariage étoit une fortune pour ce prince, très-éloigné de la couronne de France. C'est même une des raisons pour

lesquelles Jeanne l'avoit choisi, comptant qu'il auroit moins de prétentions, et on étoit convenu, que, renonçant à la royauté, il se contenteroit de gouverner le royaume avec le titre de comte.

Jules-César prit sur lui d'aller au-devant du comte de la Marche. Il le salua comme roi, l'informa du mauvais état où étoit le royaume, et ne lui laissa point ignorer la conduite indécente de la reine.

Plusieurs autres barons s'étant empressés à reconnoître aussi pour roi le comte de la Marche, Jeanne dissimula son dépit et donna ordre aux Napolitains de recevoir ce prince comme leur roi. Il ne tarda pas à se saisir de toute l'autorité. Les fêtes du mariage n'étoient pas encore finies, qu'ayant fait arrêter Pandolfe, il lui fit couper la tête, après lui avoir arraché par les tourmens l'aveu de tout ce qu'il vouloit savoir. Il chassa ensuite tous les jeunes courtisans dont la reine avoit formé sa cour; et il la mit elle-même sous la garde d'un vieux françois, qui ne permettoit à personne d'en approcher.

Peut-être que les Napolitains se seroient

intéressés foiblement au sort de la reine, si Jacques ne les eut pas aliénés, en donnant toutes les charges aux Français. Mais la jalousie pour ces étrangers se cachant sous des sentimens de compassion, on regretta bientôt de ne plus voir une princesse, qu'on avoit vue jusqu'alors avec scandale. Plusieurs familles d'ailleurs étoient ruinées par la réforme que le roi avoit faite, et toute la jeunesse soupiroit après ces fêtes, où parmi les plaisirs on travailloit à sa fortune. Il y avoit trois mois que Jeanne ne paroissoit point en public, lorsqu'une multitude de Napolitains vinrent au château, demandèrent à la voir, et dirent qu'ils vouloient qu'elle fût traitée, comme une reine mérite de l'être.

Jules-César, alors un des plus mécontens, parce qu'il n'avoit point eu de part aux graces du roi, forma le projet de la délivrer, se flattant de pouvoir prendre la place de Pandolfe. Il voulut en concerter les moyens avec elle, et la confiance qu'on avoit en lui, lui ayant ouvert l'appartement de la reine, il s'offrit d'ôter la vie au roi.

Jeanne, ne pouvant se fier à son délateur, crut qu'on lui tendoit un piége; et saisissant

l'occasion de se faire un mérite auprès de son mari, elle lui découvrit les desseins de Jules-César, et le fit cacher derrière une tapisserie pour en être témoin lui-même. Jules-César fut arrêté et décapité. Tous ces événemens se passèrent en 1425, dans les cinq premiers mois du règne de Jacques.

Ce prince sensible au procédé de la reine, la tint un peu moins resserrée: il lui permit même quelque temps après d'aller dîner dans le jardin d'un Florentin. Dès qu'on sut qu'elle sortoit, la noblesse et le peuple coururent avec empressement sur son passage. Sa contenance triste, ses yeux prêts à se baigner de larmes, ses regards qu'elle abandonnoit avec inquiétude, ou qu'elle retenoit avec crainte, tout intéressoit à sa situation, jusqu'à ses efforts pour cacher sa douleur, qu'elle ne vouloit pas qu'on ignorât.

Les malheureux ont des droits sur le cœur humain. Jeanne qui n'avoit ces droits qu'à ce titre, toucha donc le peuple, qui la suivit en silence jusqu'à la maison du Florentin. Ce n'étoit encore que de la compassion: mais Ottino Carracciolo et Annechino Mormile

excitèrent la noblesse et la bourgeoisie, et s'étant présentés à la tête d'une multitude armée, lorsque la reine s'en retournoit au palais, ils la conduisirent à l'archevêché, parmi les acclamations du peuple. On crioit qu'il falloit aller assiéger le roi dans un château où il s'étoit retiré, lorsque les plus sages, prévoyant que Jeanne s'abandonneroit encore à quelque nouveau favori, et croyant trouver dans le roi un frein aux passions de cette princesse, songèrent aux moyens d'étouffer ce tumulte dans sa naissance. On négocia. Il fut convenu d'un côté, que Jacques conserveroit le titre de roi, avec une pension de quarante mille ducats pour l'entretien de sa maison; et de l'autre, que Jeanne seroit reconnue pour légitime souveraine du royaume: et qu'elle pourroit se choisir une cour convenable à son rang. Le traité fut passé sous la garantie de la ville de Naples.

La nouvelle cour de la reine, comme la première, pleine de galanteries et d'intrigues, fut encore une source de troubles. Pendant que Sergiani Carracciolo, qui consoloit cette princesse de la perte de Pandolfe,

écartoit sous divers prétextes tous ceux qui pouvoient trop plaire; elle s'attachoit par des bienfaits la noblesse et les principaux du peuple. Bientôt le roi Jacques fut à son tour prisonnier dans le palais, et tous les Français furent chassés du royaume.

Cependant on murmuroit contre la conduite de la reine, et on se soulevoit contre Sergiani, lorsque Sforce, qui avoit des raisons particulières d'être mécontent de ce ministre, en demanda l'exil. Il fallut le lui accorder, car il étoit armé; plusieurs barons l'avoient joint avec leurs troupes, et Naples paroissoit disposé à se déclarer pour lui.

Sur ces entrefaites, Martin V, qui venoit d'être élu dans le concile de Constance, demanda la liberté du roi Jacques, à la sollicitation du roi de France et du duc de Bourgogne. Mais ce roi ne jouissant d'aucune considération, et se lassant de porter la couronne uniquement pour être témoin des désordres de sa femme, s'embarqua secrètement, et revint en France où il se fit moine.

Sergiani reparut alors à Naples avec sa première faveur; et Sforce qui eut de nouvelles raisons de se plaindre d'un favori, plus

déclaré que jamais contre lui, invita Louis d'Anjou, fils de Louis II, qui avoit eu le titre de roi de Naples, à venir prendre possession de ce royaume.

Jeanne appelle à son secours Alphonse, roi de Sicile et d'Arragon, et l'adopte pour l'engager à venir avec toutes ses forces. Ces deux concurrens ruinent à l'envi un royaume, qu'ils veulent se ravir l'un à l'autre. Bientôt la reine elle-même prend des mesures contre Alphonse qui a l'avantage, et auquel elle se repent d'avoir donné trop d'autorité; ces précautions tournent contre elle et contre son favori : le roi d'Arragon offensé, fait emprisonner Sergiani, qu'il croit la cause du changement de la reine à son égard.

Sforce vole au secours de Jeanne, qui n'avoit plus de ressource qu'en lui. Vainqueur d'Alphonse, il obtient la liberté de Carracciolo : par ce bienfait il se réconcilie avec ce favori. Tous deux réunis, ils déterminent la reine à donner la préférence à Louis d'Anjou : elle l'adopte, et Alphonse retourne en Espagne.

Louis étant mort, Jeanne qui mourut l'année suivante, institua pour son héritier,

René, frère de Louis. En elle s'est éteinte la première maison d'Anjou, qui a régné à Naples.

Ce n'étoit pas assez que cette princesse eût donné deux prétendans à ce royaume. Eugène IV successeur de Martin V, rejeta l'un et l'autre, et voulut en donner un troisième; ou du moins il voulut se saisir du gouvernement, en attendant qu'il disposât de la couronne, comme il prétendoit avoir droit d'en disposer. Les Napolitains n'eurent point d'égard à ses prétentions.

Alphonse se rendra maître du royaume de Naples. René, aussi malheureux que ses prédécesseurs, n'y paroîtra que pour échouer. En s'en retournant par Florence, il y trouvera le pape, qui lui donnera l'investiture. Il reviendra en France avec le titre de roi. Ses droits n'auront fait qu'armer la France et l'Espagne l'une contre l'autre; et dans la suite ils causeront encore de nouvelles guerres.

Jeanne II étoit montée sur le trône en 1414, l'année même de l'ouverture du concile de Constance. Alors commençoit cette guerre funeste que Henri V a faite à

Charles VI. Ainsi vous connoissez la situation de l'Angleterre et de la France pendant le règne de Jeanne à Naples. Il nous reste à jeter les yeux sur ce qui se passoit encore en Allemagne et dans l'église.

Je ne suivrai pas les Hussites parmi les ravages qu'ils faisoient en Bohême, en Hongrie, en Sicile, en Moravie, en Autriche, etc. Ces peuples, qu'armoit le fanatisme, étoient d'autant plus redoutables, qu'ils avoient à leur tête un grand capitaine. Jean de Trosnow, chambellan du roi Venceslas, mais plus connu sous le nom de Ziska, qui signifie borgne en bohémien, et qu'on lui donna lorsqu'il eut perdu un œil dans une bataille; Jean Ziska, dis-je, disciplina ces hommes qui s'ameutoient au hasard pour venger la mort de Jean Hus, et il en fit d'excellens soldats.

Venceslas étant mort sans postérité en 1417, Sigismond, son frère, étoit son héritier; mais Ziska déclara que cet empereur, après avoir consenti au supplice de Jean Hus, étoit indigne de porter la couronne de Bohême, et il soutint cette raison par le succès des armes. Il défit Sigismond

en quatre batailles rangées. Ayant ensuite perdu le seul œil qui lui restoit, lorsqu'il observoit une place, il voulut inutilement se démettre du généralat : ses soldats s'y opposèrent. Ainsi forcé de commander, il continua de vaincre, il gagna encore quatre autres grandes batailles.

L'empereur, désespérant de conquérir la Bohême, fit offrir à Ziska le gouvernement de ce royaume, le commandement des armées, les droits et les revenus de la couronne, demandant seulement d'être lui-même reconnu par les peuples pour légitime souverain, et de porter le titre de roi. Le général des Hussites accepta; il eut même assez de crédit dans son parti pour faire agréer ces propositions; mais comme il étoit en chemin pour se rendre auprès de Sigismond, il mourut de la peste en 1424. Ses dernières paroles furent d'ordonner qu'on l'écorcheroit pour faire une caisse de sa peau, assurant que le son de cet instrument militaire mettroit en fuite les ennemis. Il n'en jugeoit pas ainsi sans fondement ; car il pouvoit prévoir que cette caisse étoit bien capable d'entretenir

le fanatisme dans l'ame de ses soldats. En effet, les troupes de l'empire qui, depuis long-temps n'osoient plus paroître devant les Hussites, furent encore vaincus plusieurs fois, quoique ces rebelles se fussent divisés en deux partis : il est vrai qu'ils retrouvèrent encore un grand capitaine dans Procope.

L'année 1423 étoit celle que les pères de Constance avoient indiquée, pour tenir un concile général à Pavie. Il s'ouvrit en effet le 22 juin : il fut presque aussitôt transporté à Sienne à cause de la peste, et alors Martin V se hâta de le dissoudre, sous prétexte qu'il y étoit venu peu de prélats. Il est vrai que les troubles qui régnoient par-tout, n'avoient permis qu'à peu d'églises d'y envoyer. Mais la vraie raison de Martin, c'est qu'il craignoit un tribunal, qui se proposoit de réformer l'église dans son chef comme dans ses membres.

Bâle fut choisi pour y tenir dans sept ans un autre concile général. C'étoit éluder le décret du concile de Constance : car certainement l'intention n'avoit pas été de

rassembler les évêques, pour les séparer aussitôt. Plusieurs se plaignirent de ce que Martin s'opposoit à la réforme de l'église. Ce fut inutilement : il fallut obéir aux bulles, et l'on se sépara.

Le concile s'ouvrit à Bâle en 1431, lorsque Eugène IV venoit de succéder à Martin. Craignant que le pape n'entreprît de le dissoudre ou de le transférer, il déclara que représentant l'église, il tenoit son pouvoir immédiatement de Jésus-Christ ; que le pape même étoit obligé de lui obéir ; qu'il seroit puni, s'il refusoit de se soumettre, et que tout ce qu'il pourroit faire pour la dissolution du concile, seroit regardé comme nul.

Aussitôt parurent une bulle, par laquelle Eugène ordonna la dissolution du concile, et des décrets qui ordonnoient à Eugène la révocation de sa bulle. Cette altercation dura jusqu'en 1434. Cependant le pape qui, dans cet intervalle avoit eu la guerre avec les Colonnes, et avec le duc de Milan, et qui l'année précédente avoit été chassé de Rome par le peuple, craignant d'être encore traité comme con-

tumace par le concile, révoqua sa bulle, et le déclara légitimement assemblé.

Alors le concile s'occupa de la réforme de l'église, sur-tout dans son chef. Car il n'oublia pas les abus de la cour de Rome, et entre autres les droits qu'elle s'arrogeoit sur les bénéfices. Il fit plus : il ordonna au pape de comparoître pour répondre aux accusations de simonie, et autres qu'on faisoit contre lui.

Le pape publia une bulle par laquelle il transféroit le concile à Ferrare, si les pères de Bâle continuoient à procéder contre lui. Ils continuèrent cependant ; ils le sommèrent même de révoquer cette bulle. Il n'en fit rien, et en 1438 il y eut à Ferrare un second concile, composé de quelques évêques d'Italie, et transféré l'année suivante à Florence.

Les empereurs Grecs jugeant du présent par le passé, s'imaginoient que les papes pouvoient tout ce qu'ils avoient pu, et que par conséquent, ils disposoient encore des forces de l'Europe. C'est pourquo dans l'espérance d'obtenir contre les infidelles des secours que les papes ne pou-

voient donner, ils négocioient depuis long-temps la réunion de l'église grecque avec l'église latine. Or, le concile de Ferrare paroissant fournir une occasion favorable à ce dessein, Jean Manuel Paléologue, qui régnoit alors, s'y rendit avec le patriarche de Constantinople et d'autres prélats. On disputa beaucoup, il y eut de longues altercations, enfin on crut avoir trouvé des explications propres à concilier les deux églises, et on se sépara avec la confiance d'avoir éteint le schisme. Mais à Constantinople on n'approuva rien de ce que l'empereur et ses prélats avoient fait. On effaça son nom des dyptiques: on se sépara de ceux qui avoient signé l'union, et plusieurs même se rétractèrent.

Cependant les deux conciles s'excommunioient, et protestoient réciproquement contre leurs décrets. Enfin celui de Bâle, alors composé de trente-neuf prélats, et de près de cent ecclésiastiques du second ordre, déposa Eugène comme contumace, simoniaque, parjure, schismatique, hérétique, etc., et élut pour pape, Amédée duc de Savoie, alors retiré sur le bord du

lac de Genève, dans une solitude où il vivoit en hermite. Amédée prit le nom de Félix V.

Ainsi par les obstacles que le pape mettoit à la réforme, le concile même devenoit l'occasion d'un schisme, qui menaçoit de diviser encore toute la chrétienté. Ce malheur fut prévenu par la conduite sage des principales puissances de l'Europe.

D'après les délibérations des prélats, assemblés à Bourges, Charles VII déclara qu'il ne reconnoissoit point le concile de Ferrare; qu'il tenoit celui de Bâle comme seul légitimement assemblé, et qu'en même temps il ne vouloit point se départir de l'obéissance due à Eugène, qu'il continuoit de reconnoître pour pape légitime.

Les Allemands, dans plusieurs diètes, prirent aussi le parti de la neutralité; déclarant qu'ils reconnoissoient également Eugène et le concile de Bâle, et qu'ils ne recevoient ni les décrets du concile contre Eugène, ni ceux d'Eugène contre le concile. L'Angleterre tint la même conduite,

et ne prit presque point de part à ce schisme, parce qu'elle n'avoit point envoyé de députés à Bâle. L'église d'Ecosse excommunia Félix et le concile qui l'avoit élu. Alphonse d'Arragon, alors en guerre avec René d'Anjou, se conduisoit avec artifice, faisant des propositions aux deux papes, et ne se déclarant point, afin de les mettre l'un et l'autre dans la nécessité de le ménager. Le reste de l'Italie, à l'exception du Piémont et de la Savoie, étoit pour Eugène. La Pologne et la Hongrie, par des motifs particuliers, adhéroient à Félix, ainsi que l'université de Paris et celles d'Allemagne, qui écrivirent beaucoup pour prouver l'autorité du concile de Bâle.

Il est vrai que reconnoître le concile de Bâle pour légitime, c'étoit le reconnoître pour juge du pape; et, par conséquent, il y avoit de la contradiction à ne pas se soumettre au jugement qu'il portoit contre Eugène : mais il valoit mieux se contredire, que de causer un nouveau schisme. Heureusement ceux qui se déclarèrent, formèrent de part et d'autre des partis

bien foibles. En vain les deux papes négocièrent dans toutes les cours : la neutralité continua de prévaloir, et les conciles de Bâle et de Florence cessèrent de lassitude en 1443. Aucun des deux n'ayant voulu céder, on se sépara sans avoir rien fait pour rétablir la paix. On arrêta seulement que dans trois ans on tiendroit à Lyon un concile général, et ce concile ne se tint pas. Le schisme dura jusqu'à la mort d'Eugène IV, arrivée en 1467. L'année suivante il fut éteint sous Nicolas V, par les soins des princes chrétiens, et sur-tout de Charles VII, et de l'église de France. Félix, à qui l'on fit des propositions avantageuses, donna sa démission, et elle fut approuvée par quelques prélats, qui étoient à Lausanne avec lui, et qui croyoient y continuer le concile de Bâle.

L'église de France fut la seule qui retira quelques avantages des décrets portés dans le concile de Bâle. Les prélats s'étant assemblés à Bourges pour les examiner, les reçurent avec quelques modifications, et supplièrent Charles VII de confirmer par une loi ce qu'ils avoient arrêté. Cette

loi leur fut accordée sous le nom de pragmatique sanction. Elle établit l'autorité du concile général sur le pape : elle lui enleva presque entièrement la possession où il étoit de nommer aux bénéfices, et de juger les causes ecclésiastiques dans le royaume : elle rétablit les élections, telles à-peu-près qu'elles avoient été avant les usurpations de la cour de Rome : enfin elle abolit les graces expectatives, les annates qui furent déclarées simoniaques, et les autres exactions, dont j'ai eu occasion de parler. Tels sont les principaux articles de cette pragmatique.

Pendant les troubles de l'église, la révolte des Hussites continuoit, et ne finit qu'en 1436. Ce ne fut qu'à la faveur des divisions, qui se mirent parmi eux, que Sigismond réussit à se faire reconnoître roi de Bohême. Il rétablit la paix, et négocia même avec succès auprès du concile de Bâle la réconciliation des Hussites avec l'église.

Étant mort en 1437, il eut pour successeur à l'empire Albert II, duc d'Autriche, son gendre et son héritier, et, par consé-

quent, roi de Bohême et de Hongrie. Depuis Albert, mort en 1439, l'empire n'est plus sorti de la maison d'Autriche. Frédéric III, son cousin germain, fut elu en 1440, et régna jusqu'à 1493.

CHAPITRE

CHAPITRE IV.

Fin de l'empire Grec.

Les Français avec leur gouvernement féodal et leur barbarie, car alors ils étoient encore bien barbares, ruinèrent entièrement l'empire Grec. Il fut aussi aisé de le leur enlever, qu'il leur avoit été facile de le conquérir : mais ce n'étoit plus le même empire, qu'on reprenoit sur eux. Très-borné en Asie, il étoit divisé en Europe en une multitude de souverainetés.

Avec beaucoup de courage, les Français travailloient d'autant plus à se détruire réciproquement, qu'ils étoient tout-à-fait sans discipline. Soldats, et rien autre, ils achevèrent la ruine des arts et du commerce. Constantinople appauvrie n'avoit plus de marine, elle n'en pouvoit avoir, et cependant il en falloit une pour défendre ses côtes contre les infidelles. Tels étoient les restes de cet empire, d'où Michel Paléologue chassa les Français en 1261.

Depuis ce temps, il semble que les désordres croissent, et que les guerres civiles se multiplient, et sont plus cruelles, à mesure que les Turcs font plus de progrès. Bien loin de se réunir contre l'ennemi commun, les diverses factions s'allient tour-à-tour avec les sultans; et pour se ruiner mutuellement, elles se ruinent toutes ensemble.

Les moines avoient envahi tous les principaux siéges; ils étoient le seul clergé, depuis que Théodora avoit rétabli le culte des images. Loin du monde par leur institution, ils s'en rapprochèrent par un esprit différent; et ils le gouvernèrent pour le troubler. Ils entroient dans les conseils du prince, ils se mêloient dans les assemblées, et dans les émeutes du peuple: en un mot, la guerre, la paix, tout se faisoit par eux.

Ils occupoient les Grecs, naturellement sophistes, de mille questions subtiles, qui souvent n'avoient aucun rapport au dogme, et qu'on traitoit cependant comme essentielles. Les empereurs qui devenoient moines, parce qu'ils vivoient parmi des

moines, s'occupoient également de ces questions. Plusieurs même se seroient cru coupables, s'ils les avoient négligés, pour donner leurs soins au gouvernement. Ainsi la superstition, contraire à la religion comme à l'état, faisoit naître continuellement de nouvelles disputes, qui produisoient sans cesse des schismes, et animant les sectes les unes contre les autres, il en résultoit des désordres d'autant plus funestes, qu'ils devenoient l'unique objet du gouvernement.

Pendant soixante ans que les Latins ont été maîtres de Constantinople, ils ont élevé une nouvelle barrière entre les deux églises, parce qu'ils ont aliéné les Grecs de plus en plus. Les moines sur-tout, ne vouloient pas entendre parler de la réunion; ils connoissoient trop la puissance des papes; et les moines conduisoient le peuple. Aussi les empereurs se sont-ils rendus odieux à leurs sujets, toutes les fois qu'ils ont cherché à s'unir de communion avec les Latins. S'ils y pensoient sincèrement, et pour le bien de la religion, on ne peut trop les louer : mais si c'étoit par politique,

comme on a lieu de le croire, il falloit qu'ils fussent bien aveugles. Quels grands secours pouvoient-ils attendre des princes chrétiens dans le quatorzième siècle et dans le quinzième. Cependant ils venoient s'humilier aux pieds des papes, et ils parcouroient l'Europe, mendiant des secours, qu'on ne pouvoit pas leur donner. Tout annonçoit donc la ruine d'un empire, qui, mal gouverné depuis long-temps, ne pouvoit plus se soutenir par lui-même. Je passe rapidement sur les causes intérieures de sa décadence, parce que vous les verrez ailleurs parfaitement bien développées (1), et je viens aux causes extérieures.

Lorsque les successeurs de Gengis-kan conquirent la partie de l'Asie mineure, que possédoient les Turcs Seljoucides d'Iconium, plusieurs émirs turcs se retirèrent dans les montagnes, pour ne pas subir le joug des vainqueurs. Parmi ces rochers, ils se préparèrent à devenir eux-mêmes conquérans, en se formant à la tempé-

(1) Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence.

rance et à la fatigue ; et ils en sortirent au commencement du quatorzième siècle, pour ravager et envahir les provinces orientales de l'empire Grec. Othman, un de ces émirs, est celui qui se distingua le plus, et qui devoit donner son nom à un nouvel empire. Orcan, son fils, qui lui succéda en 1326, fit de nouvelles conquêtes, pendant que Constantinople étoit troublée par l'ambition du gouverneur de Thessalonique : maître de Nicée, il en fit la capitale de ses états, et il se proposoit de passer le Bosphore.

Cantacuzène, qui ayant pris les armes, avoit forcé l'empereur, Jean Paléologue, à le recevoir pour collègue, suspendit les projets d'Orcan, en lui donnant sa fille en mariage. Mais, quelque temps après, connoissant la préférence du peuple pour Jean Paléologue, il abdiqua et se retira dans un monastère. Ainsi il étoit tout-à-la-fois moine et beau-père d'un Turc. Pendant le peu de temps qu'il régna, il donna au moins ses soins au rétablissement de la marine. Il nous a laissé sa vie écrite par lui-même, et quelques autres ouvrages.

L'abdication de ce prince fut suivie de quelques troubles; et Orcan, qui n'avoit point fait alliance avec Paléologue, fit passer des troupes en Europe, et se rendit maître de la province de Charipolis. Amurath, son fils, eut encore de plus grands avantages. Il prit Andrinople, Philippopolis, soumit la Macédoine, l'Albanie et toute la Thessalie, à l'exception de Thessalonique. Bajazeth, son fils, surnommé Ilderim ou le Foudre, lui succéda.

Les désordres croissent à Constantinople. Andronic, à qui la passion de régner avoit inspiré l'horrible projet d'égorger son père, Jean Paléologue, s'échappe de sa prison, et s'étant retiré auprès de Bajazeth, il en obtient des secours, avec lesquels il se rend maître de Constantinople. Jean Paléologue et Manuel, son second fils, sont traînés dans la prison où Andronic avoit été enfermé.

Deux ans et demi après, ces deux princes s'échappent à leur tour. Ils obtiennent aussi de Bajazeth des secours avec lesquels ils recouvrent le trône. Ils s'engagent à l'accompagner dans ses expéditions; et il forcent eux-mêmes les villes de leur dépen-

dance à passer sous la domination des Turcs. L'empire Grec étoit presque réduit à la seule ville de Constantinople, en 1391, que mourut Jean Paléologue.

Manuel, qui étoit alors à la cour de Bajazeth, s'enfuit secrètement, et vient à Constantinople où il est reconnu empereur. Le sultan, qui veut se rendre maître de cette capitale, en ruine les environs et empêche les vivres d'y entrer.

C'étoient les commencemens du règne de Sigismond en Hongrie. Ce prince considérant que les Turcs, maîtres de la Bulgarie et de la Valachie, menaçoient déjà ses états, crut avec raison qu'il étoit de son intérêt d'empêcher l'entière ruine de l'empire Grec. Il avoit pris la forteresse de Raach et il formoit le siége de Nicopoli, lorsque Bajazeth vint au secours de cette place.

Un grand nombre de seigneurs Français avoit amené des troupes à Sigismond, et formoit un corps considérable. Leur bravoure eût été d'un grand secours, s'ils avoient été plus dociles : mais ils dédaignèrent d'écouter les conseils du roi de

Hongrie, qui savoit mieux qu'eux la manière dont il falloit combattre les Turcs. Ils firent donc des prodiges de valeur : et en même temps ils entraînèrent dans leur déroute l'armée entière. C'est la justice que l'histoire rend à leur courage et à leur imprudence.

Bajazeth fit égorger cruellement tous les prisonniers, à l'exception de ceux dont il espéroit une grosse rançon : mais il faut avouer qu'avant la bataille, les Français eux-mêmes, lui avoient donné l'exemple de cette barbarie.

Sigismond, qui s'étoit rendu odieux par la sévérité avec laquelle il avoit poursuivi les partisans de Charles de Duras, roi de Sicile, se rendit encore méprisable, en sacrifiant ses devoirs à ses plaisirs, dans un temps où il venoit d'essuyer un échec aussi funeste. Il est un exemple de ce que deviennent les princes, lorsqu'aveuglés par une fausse grandeur, ils se croient tout permis; et lorsque devenus malheureux, ils s'instruisent par les revers. On le voit errer de province en province : il est enfermé dans une prison par ses propres

sujets : il recouvre la liberté et la couronne; il est élevé à l'empire : et il devient grand, parce qu'il sait mieux apprécier ce qu'il est. Vous l'avez vu donner la paix à l'église.

Bajazeth, vainqueur de Sigismond, s'approcha bientôt de Constantinople. Il en ruina la campagne et les fauxbourgs ; n'ayant pu s'en rendre maître, il revint l'année suivante. Il continua de la sorte pendant dix ans, et pressa si fort cette ville, qu'il la réduisit à la dernière extrémité. Il se préparoit à donner l'assaut, lorsque son grand visir lui représenta que la prise de Constantinople armeroit contre lui toute la chrétienté; et qu'il étoit plus prudent d'offrir la paix à l'empereur, dans une conjoncture où il pouvoit lui faire la loi. Il falloit que ce visir connût bien mal l'état actuel des princes chrétiens, leur impuissance, leurs divisions, et leur ignorance sur leurs vrais intérêts. Bajazeth cependant suivit ce conseil, et il accorda une trève de dix ans à Manuel; à condition qu'on lui payeroit un tribut de dix mille pièces d'or, qu'on bâtiroit une mosquée dans Constantinople, et qu'un cadi y ré-

sideroit, pour y être le magistrat des Mahométans.

Andronic, frère aîné de Manuel, étant mort, le sultan offrit à Jean Paléologue, fils de ce prince, de soutenir ses droits à l'empire, s'il lui promettoit d'échanger Constantinople contre la Morée. Jean accepta la proposition, monta sur le trône, et refusa de faire l'échange. Quant à Manuel, forcé d'obéir aux ordres de Bajazeth, il abandonna ses états, et vint mendier des secours en Italie, en France, en Angleterre : mais les historiens ne parlent que des réceptions magnifiques qu'on lui fit par-tout.

Bajazeth commençoit donc à commander dans Constantinople, il étendoit son empire, et il paroissoit n'avoir que des ennemis peu redoutables, lorsque tout-à-coup il fut arrêté au milieu de ses succès.

Alors un Tartare conquéroit la Perse, l'Inde, la Syrie et plusieurs autres provinces. Tamerlan, c'est ainsi que nous le nommons, sortoit de la Sogdiane, aujourd'hui le pays des Usbecks. Quoique né sans états, ses conquêtes égaloient presque

celles de Gengis-kan dont on prétend qu'il descendoit par les femmes. Appelé par les émirs turcs et par Manuel, il envoya des ambassadeurs à Bajazeth, pour lui déclarer la guerre, s'il ne restituoit les pays dont il s'étoit injustement emparé. Au milieu des ravages qu'il faisoit lui-même, il voulut que la justice parût une fois du côté de ses armes. Bajazeth marcha contre ce nouvel ennemi, fut vaincu, fait prisonnier, et mourut bientôt de chagrin dans sa prison. On fait monter le nombre des morts à plus de trois cent quarante mille. Cette grande bataille se donna près de Césarée en 1402.

Manuel ayant appris la victoire de Tamerlan, revint à Constantinople. L'empereur Jean, qui en fut chassé, obtint dans la suite la ville de Thessalonique, et se fit moine sur la fin de sa vie. Tamerlan, qui tourna ses armes d'un autre côté, mourut peu d'années après dans une grande vieillesse. Enfin les émirs turcs, rétablis dans leurs possessions, déchirèrent l'empire Ottoman, tandis que les fils de Bajazeth, armés les uns contre les autres,

en disputoient les restes. Cette guerre dura jusqu'en 1413, que Mahomet, vainqueur de Moyse son frère, raffermit de nouveau la puissance ottomane. Voilà les causes qui suspendirent la ruine de l'empire Grec. Manuel vécut même en paix avec Mahomet, à qui il avoit donné des secours contre Moyse.

La guerre recommença sous Amurath II, fils de Mahomet. Manuel se vit assiégé dans Constantinople, pour avoir voulu semer la division parmi les Turcs. Cette ville fut sur le point d'être prise. Les Grecs qui la défendirent par leur courage, dirent qu'ils avoient vu la vierge combattre à leur tête, et qu'elle avoit jeté l'épouvante parmi les Ottomans, qui l'avoient vue comme eux. Manuel obtint la paix, et mourut la même année avec l'habit de moine et le nom de Mathieu, qu'il prit deux jours avant sa mort. Jean Paléologue son fils et son successeur, est le même que nous avons vu au concile de Ferrare et de Florence.

Après la mort d'Albert d'Autriche, empereur et roi de Bohême et de Hongrie,

les Hongrois, à l'exclusion du fils posthume de ce prince, avoient donné la couronne à Ladislas ; roi de Pologne. Presque aussitôt Ladislas attira les Turcs dans ses nouveaux états, et Belgrade, assiégée, ne fut sauvée que par la valeur et la conduite de Jean Hunniade, gouverneur de Transilvanie. Amurath revint l'année suivante : mais toujours défait par Hunniade, il fut enfin contraint de demander la paix, et on fit une trève de dix ans. Le sultan, qui préféroit la retraite aux grandeurs, abdiqua, et laissa la couronne à son fils Mahomet II.

Les Turcs observoient exactement le traité fait avec Ladislas, et comptant sur la même exactitude de la part des chrétiens, ils avoient dégarni leurs provinces d'Europe, et fait passer en Asie la plus grande partie de leurs forces. Jean Paléologue jugea ce moment favorable pour repousser les infidèles au-delà du Bosphore. Eugène IV en pensa de même, ainsi que le cardinal Julien, légat en Allemagne, célèbre par le zèle avec lequel il avoit poursuivi les Hussites, et par la

défaite des armées qu'il avoit conduites contre eux.

Cependant les Hongrois se faisoient quelque scrupule de rompre une trève, jurée sur l'évangile. Le cardinal légat les rassura, en leur prouvant qu'ils ne devoient pas se mettre en peine d'observer un traité contraire aux intérêts des princes chrétiens, fait à l'insu du pape, et qui devenoit nul aussitôt que le pape le désapprouvoit. Il prouva même qu'il y auroit de la perfidie à être fidèle à ce traité impie; c'est ainsi qu'il le qualifioit. Il semble que Julien faisoit au moins ces raisonnemens trop tard : car il avoit été présent à ce traité impie, et quoiqu'avec quelque répugnance, il y avoit donné son consentement. Les ordres du pape vinrent à l'appui des raisons du légat: Eugène IV ordonna de rompre la trève, déclarant Ladislas délié de tout serment ; et on reprit les armes.

Comme Mahomet étoit jeune encore, les Turcs invitèrent Amurath à reprendre la couronne, pour marcher à leur tête. Ce prince sortit donc de sa solitude, re-

passa la mer, et défit les Hongrois dans la Bulgarie près de Varne. Ladislas et Julien perdirent la vie. Amurath, après cette victoire, abdiqua pour la seconde fois : mais une nouvelle guerre le força bientôt à reprendre la couronne.

Bajazeth, ayant fait la conquête de l'Albanie, avoit emmené en otage Georges Castriot, fils d'un seigneur du pays. Cet enfant élevé dans la cour ottomane, joignoit à la figure, l'esprit, le courage et l'adresse. Les Janissaires l'estimoient et l'aimoient: ils l'appeloient Scanderberg, d'un nom composé de celui d'Alexandre, et Amurath lui donnoit insensiblement toujours plus de part dans sa confiance.

Sur ces entrefaites, le père de Scanderberg étant mort, ce jeune homme ose former le projet de recouvrer la ville de Croie, qui lui appartenoit. Il arrache au secrétaire du visir un ordre au gouverneur de lui remettre cette place. Il s'échappe, vient à Croie, égorge la garnison ottomane, et met la ville en état de défense. Amurath se présente bientôt devant Croie; deux fois il en forme le siége, et deux fois il est obligé

de le lever, et il meurt sans pouvoir s'en rendre maître.

Jean Paléologue mort en 1445, n'avoit point laissé d'enfant. Ses frères qui avoient troublé l'empire pendant sa vie, continuèrent à le troubler. Enfin Constantin l'emporta sur ses frères Thomas et Démétrius, à qui cependant il fut obligé de céder les états qu'il avoit avant de monter sur le trône. Vous voyez que les Grecs avoient appris des Français à donner des seigneuries aux princes du sang; et que cet usage de démembrer l'empire s'étoit établi précisément dans les temps où les provinces étoient envahies par les Turcs.

Enfin Constantinople est assiégée par Mahomet II. Constantin Paléologue est tué sur la brèche. La ville est prise d'assaut; et tout ce qui échappe au fer des Ottomans, est réduit en esclavage.

Les Grecs se défendirent avec la valeur qu'inspire le désespoir. Mais il ne faut pas oublier de remarquer, que dans le temps même que la mort ou l'esclavage les menaçoient, ceux qui vouloient l'union avec l'église latine, et ceux qui ne la vouloient

pas, formoient encore deux partis qui s'anathématisoient, sans considérer que Mahomet alloit bientôt terminer cette question. Telle est la fureur avec laquelle ce peuple s'étoit toujours occupé de ses disputes.

Mahomet fit encore de grandes conquêtes en Europe et en Asie. Cependant ses armes échouèrent toujours contre Scanderberg. Elles échouèrent encore contre les chevaliers de Rhodes, aujourd'hui les chevaliers de Malte, et Hunniade lui fit lever le siége de Belgrade.

Mahomet n'ayant pu se rendre maître de l'île de Rhodes, envoya dans la Pouille une armée, qui forma le siége d'Otrante. Cette place fut prise d'assaut en 1480. Mais le sultan étant mort l'année suivante, Ferdinand, fils naturel et successeur d'Alphonse, la recouvra, en accordant aux Turcs une capitulation honorable.

CHAPITRE V.

Considérations sur les peuples de l'Europe depuis la chûte de l'empire d'occident jusqu'à la chûte de l'empire Grec.

CHAQUE homme, borné à ses propres forces, sent toute sa foiblesse, et ce sentiment le met dans la nécessité de se joindre à d'autres. Les hordes se forment donc; mais deux choses déterminent à-peu-près le nombre des individus qu'elles doivent contenir: d'un côté il faut que le nombre soit assez grand, pour que chacune trouve dans le sentiment de ses forces, la confiance de résister ou d'attaquer avec avantage; et de l'autre il faut que suivant les pays, il soit plus ou moins borné, afin que la troupe entière puisse subsister dans les lieux où elle erre. Quand la population trop accrue dérange cette proportion, les révolutions naissent les unes sur les autres, les troupes

se poussent, se divisent, se réunissent, et débordent de toutes parts.

Les hordes n'ont aucune expérience pour se conduire dans des circonstances aussi différentes de celles où elles étoient auparavant : néanmoins elles conservent encore la même confiance ; se conduisant par instinct comme elles se sont toujours conduites, et ne comprenant pas pourquoi elles n'ont plus les mêmes succès. Si au milieu de ces désordres un chef joint à l'instinct un peu plus de réflexion que les autres, il lui sera facile de forcer plusieurs troupes à marcher sous ses ordres, et de devenir un conquérant : mais ces Barbares seront dans les conquêtes où ils se seront fixés, ce qu'ils étoient dans les vastes campagnes où ils erroient : c'est-à-dire, qu'incapables de réfléchir sur la nouveauté de leur situation, ils n'auront encore pour règles que leur instinct : voilà pourquoi depuis la ruine de l'empire d'occident, l'Europe a tant de peine à se civiliser.

Dans la Grèce, les mêmes désordres ont eu des suites bien différentes ; car les peuples las de guerre, songèrent de bonne

heure à se donner des lois : ils en demandèrent, et ils se soumirent au moins sans répugnance à celles qui leur furent offertes : tout occupés des soins d'établir la meilleure forme de gouvernement, ils firent naître plusieurs législateurs; et ils se civilisèrent au point que malgré la multitude des cités différemment gouvernées, ils se regardèrent pendant un temps, comme une société de concitoyens. Or pourquoi les Européens n'ont-ils pas senti, comme les Grecs, le besoin des lois? Il semble que, les désordres croissant à proportion de la grandeur des états, ce besoin devoit être encore plus sensible pour eux.

C'est que les Grecs étoient pauvres, et que les Européens étoient riches. Il étoit naturel que les Grecs sans avarice, parce qu'ils étoient sans richesses, préférassent la paix à des guerres destructives; et, qu'au contraire, les Européens que l'usage des richesses avoit rendus avares, préférassent la guerre qui les avoit enrichis, et qui paroissoit pouvoir les enrichir encore. Devenus tout-à-coup riches, parce qu'ils avoient dépouillé les vaincus, il falloit bien

que dans l'espérance d'acquérir de nouvelles richesses, ils armassent continuellement, pour se dépouiller tour-à-tour eux-mêmes.

La barbarie qui se répand dans l'Europe, après la ruine de l'empire d'occident, est donc bien différente de celle que nous avons vue en Grèce, parce qu'elle a tous les vices des nations que le luxe a corrompues: tous ces barbares ne se meuvent que par un instinct aveugle, comme des troupeaux de bêtes féroces. L'argent est l'unique proie qui les attire; et ils se déchirent, pour se l'arracher mutuellement. S'ils forment différentes nations, qui paroissent se gouverner par des coutumes ou par des lois; ces nations ne savent point ce qu'elles se doivent: elles sont encore les unes par rapport aux autres aussi sauvages qu'elles pouvoient l'être, lorsqu'elles étoient des hordes errantes dans les forêts du nord.

Cet esprit sauvage se perpétue de siècle en siècle: l'avidité l'entretient: une fausse gloire lui fait prendre de nouvelles forces: et les meilleurs esprits sont entraînés par l'instinct barbare, qui arme tous les peu-

ples. Charlemagne, ce grand législateur qui civilisa les Français pour un moment, étoit encore un sauvage par rapport aux Saxons : le plus juste des rois, S. Louis,.. Je n'ose continuer, je respecte en lui une erreur qui ne déshonore que son siècle.

La sagesse de Charlemagne passe avec lui. Comme chaque peuple, chaque corps même se croit puissant : la force dans laquelle on met toute sa confiance, devient encore l'unique règle. Bien loin de sentir le besoin des lois, on néglige, on proscrit celles qu'on a, et on craindroit de s'en donner de nouvelles. Ainsi les désordres croissent et se multiplient.

Mais ces barbares, plus avides qu'ambitieux, conduiront-ils au moins leurs entreprises avec quelques lumières ? Non, c'est encore l'instinct qui les guide. Armés sans avoir d'objet fixe, ils ne connoissent ni leurs ressources ni celles de leurs ennemis : ils ne méditent point sur les moyens de surmonter des obstacles qu'ils ne prévoient pas : ils ne savent ni temporiser, ni saisir le moment d'agir, ni profiter de leurs avantages pour faire une

paix utile : souvent les succès leur deviennent aussi funestes que les revers, et après s'être battus pour se battre, ils quittent les armes par lassitude, pour les reprendre bientôt à contre-temps.

S'ils font des traités, la justice n'en dicte pas les articles : ils ne la connoissent pas : ils cherchent à se surprendre ; le plus foible cède au plus fort : ils ne respectent pas les engagemens les plus sacrés : ils se font une si grande habitude de violer leurs sermens, qu'il leur paroît tout naturel de les violer ; et ils en forment le dessein au moment même qu'ils s'engagent. S'il est honteux de recevoir la loi de son ennemi, s'il est encore plus honteux de manquer à la foi jurée, s'il l'est plus encore d'abuser de la religion pour être parjure, quelle est la nation de l'Europe qui ne s'est pas couverte d'ignominie ?

Les peuples n'imaginoient donc pas avoir à remplir des devoirs respectifs : mais les citoyens, si l'on peut donner ce nom à ces sauvages fixés en Europe, n'imaginoient pas davantage qu'il fût de leur intérêt de se lier par des obligations réciproques. Le

roi, le clergé, la noblesse et le peuple, tous étoient ennemis; et souvent le chef d'une religion de paix, ennemi tour-à-tour des uns et des autres, armoit lui-même toute la chrétienté. Au milieu de ces désordres, chacun usurpe, personne ne connoît ses droits : les prétentions naissent de toutes parts. On cède ce qu'on doit défendre, on défend ce qu'on doit céder, et la confusion vient au point qu'il semble n'y avoir ni état ni religion. C'est qu'il n'y avoit point de mœurs, et malheureusement il étoit difficile qu'il s'en formât.

Toute l'histoire démontre qu'il y a plus de mœurs dans un peuple, à proportion qu'il y a moins d'inégalité parmi les citoyens. La Grèce seule en donne plusieurs exemples; et Lacédémone, où les fortunes étoient égales, conserva ses vertus pendant plusieurs siècles. Ce n'est pas qu'on doive entreprendre d'établir une égalité parfaite dans tous les temps, et, sur-tout, dans les grands empires. Ce projet causeroit de nouveaux troubles; et à peine seroit-il exécuté, qu'il se détruiroit de lui-même. Mais si chaque citoyen jouit de tout ce

qui

qui est nécessaire à sa condition; si au lieu d'être sous la domination absolue d'un autre homme, il n'obéit qu'à des magistrats qui obéissent eux-mêmes aux lois: il y aura dès-lors assez d'égalité parmi eux, puisque les lois commanderont seules, et que sous leur protection, chacun à l'abri de toute injustice, disposera de ce que le sort ou son industrie lui aura donné en partage.

Lors de l'expulsion des Tarquins, il restoit une inégalité odieuse entre les patriciens et les plébéiens. Si elle eut subsisté, Rome eût péri de bonne heure, et son nom peut-être ne fut pas venu jusqu'à nous. Cette inégalité disparut, à mesure que les plébéiens s'élevèrent aux magistratures, et alors les Romains acquirent ces vertus qui les préparoient à la conquête du monde. Cependant les dépouilles des nations ramènent une inégalité encore plus funeste: il n'y a plus que des riches et des pauvres: les mœurs se corrompent, elles entraînent la ruine de la république; elles se corrompent encore, et l'empire n'est plus.

Mais une inégalité plus grande encore, c'est celle qui s'établit avec le gouvernement féodal. Le peuple entier, quoiqu'asservi, ne l'étoit pas par-tout également. Les seigneurs pouvoient disposer de tout; ils mettoient leur volonté à la place des lois: mais toujours inégaux entre eux, ils haussoient, ils baissoient tour-à-tour, et mille causes varioient leur situation respective. Le clergé se voyoit au-dessus des seigneurs laïques, ou au-dessous, suivant qu'on méprisoit ou qu'on redoutoit les censures, et qu'on se conduisoit par avarice ou par superstition. Enfin une multitude d'ordres religieux formoient dans l'état des corps inégaux par les richesses ou par la considération dont ils jouissoient. Ils n'appartenoient proprement ni à la classe du clergé, ni à celle de la noblesse, ni à celle du peuple: ils formoient eux-mêmes plusieurs classes différentes, jalouses entre elles, ennemies de toutes les autres, et ambitieuses de s'élever à tout. Ils se mêlent dans les différends qui arment les puissances: ils excitent les peuples à la révolte: souvent mêmes ils troublent le monde par des ques-

tions frivoles et ridicules. Lorsqu'il y a tant de classes, et tant d'inégalité parmi elles, faut-il s'étonner, si les intérêts se multiplient et se croisent continuellement? Cependant une nation n'est véritablement civilisée, qu'autant qu'elle forme un corps de citoyens unis par un intérêt commun.

L'idée qu'on se faisoit de la noblesse dans ces temps, prouve encore combien on étoit barbare. Que les magistratures laissent de la considération à ceux qui les ont exercées : que cette considération passe même des pères aux fils; c'est ce qui doit naturellement s'établir, par-tout où il y a des hommes, qui s'intéressent à la patrie. Il y aura donc des familles plus illustres, parce qu'elles auront donné plus de magistrats : mais cette distinction excitera l'émulation, sans altérer l'égalité; parce que dans ces familles comme dans les autres, on ne naîtra que simple citoyen, et que la naissance ne donnera aucun titre, aucun privilége, aucun droit. Telle a été la noblesse chez les Romains. Les petits-fils d'Auguste même n'étoient que simples particuliers; et ils n'eurent

de titre, que lorsqu'on les eut créés princes de la jeunesse. Tibère après son adoption, rentroit dans la classe des citoyens, lorsqu'il n'étoit pas revêtu de la puissance tribunicienne. Claude, quoique parent des empereurs, quoique descendu d'une longue suite d'ayeux et de magistrats, ne fut rien jusqu'au temps où Caligula le fit consul. Mais il est inutile de multiplier les exemples, ce n'est que dans le bas-empire que des titres fastueux, multipliés sans discernement, commencèrent à devenir héréditaires dans quelques familles.

Le gouvernement féodal introduisit insensiblement une façon de penser encore plus absurde. Un château fortifié donnoit la noblesse à un brigand auquel il servoit de retraite; et tant que ce château appartenoit à la même famille, il transmettoit la noblesse des pères aux fils; on naissoit donc noble, parce qu'on naissoit brigand.

Il semble d'abord que les seigneurs auroient dû attacher toute la considération à la profession des armes et aux fonctions de la justice, puisqu'ils ne connoissent eux-

mêmes d'autre métier que celui de la guerre, et qu'ils s'étoient arrogé le droit de rendre seuls une espèce de justice à leurs sujets : mais parce qu'ils conservoient leurs terres, dans le temps qu'ils perdoient leur droit de guerre et leurs tribunaux de justice ; il arriva que la terre seule fit le noble, et que les fonctions militaires et civiles ne purent pas donner la noblesse. En vain comptoit-on parmi ses ayeux des officiers-généraux et des magistrats du premier ordre : on étoit roturier si l'on ne venoit pas de quelque seigneur, qui eût au moins été maître d'un château. Les titres de duc, de comte, etc., qui dans les commencemens étoient des titres de magistratures, n'appartinrent plus qu'aux seigneurs qui possédant de grandes terres, étoient regardés comme les premiers de l'état; cependant, par une contradiction ridicule, cette haute noblesse étoit jugée dans les parlemens par des magistrats, qu'elle traitoit de roturiers.

Cette noblesse qu'une famille tient de sa terre, sans avoir jamais rendu aucun service à l'état, est certainement le plus

absurde de tous les préjugés. Elle est aussi le principe de l'inégalité la plus odieuse : car plus ces nobles inutiles se croient élevés, plus ils mépriseront les ordres inférieurs; et plus ceux-ci se sentent méprisés, plus il concevront de haine contre la noblesse. Vous avez vu les magistrats toujours occupés des moyens d'humilier les nobles, et quelquefois le peuple armé pour les exterminer.

Si nous considérons les Barbares au moment qu'ils envahirent les provinces de l'empire, nous les trouvons moins sauvages les uns par rapport aux autres : car ils jouissoient tous des mêmes droits, ils étoient égaux, et ils ne connoissoient pas ces différences humiliantes, qui font que dès le berceau les hommes sont de différentes espèces.

Tous ces sauvages sont donc devenus pires, en se fixant. D'abus en abus, de crimes en crimes, ils se font des droits par des forfaits. L'instinct qui les pousse ne leur permet pas de profiter de leurs malheurs. Dans une ignorance profonde du passé, et même du présent, ils font les mêmes fautes, parce qu'ils les ont faites. Combien de rois détrônés en Angleterre !

Cependant ils le sont tous pour avoir tenu la même conduite. Philippe le Bel divise et ruine la France : ses successeurs la divisent et la ruinent. Ils se font faux-monnoyeurs, et ils croient de la meilleure foi du monde user d'un droit qu'on ne peut leur contester. Ils n'ont garde de prendre S. Louis pour modèle : s'ils conservent un souvenir confus de ce roi juste, ils ignorent ce qu'il a fait, et bien loin de marcher dans le chemin qu'il leur a tracé, ils vont au gré de leurs passions, et par conséquent au hasard. La politique si vantée des papes n'est pas plus éclairée. Ils se servent des excommunications, comme tous les animaux se servent des armes que la nature leur a données ; encore ne savent-ils pas juger de leurs forces. S'ils ont réussi parce qu'ils ont trouvé peu de résistance, ils tentent de plus grandes entreprises où ils échouent : ils les tentent de nouveau pour échouer encore : celui qui succède, ne sait pas se corriger sur les fausses démarches de celui qui l'a précédé. Ils scandalisent toute la chrétienté, ils la soulèvent contre eux : ils ont un juge dans les conciles, qu'ils sont forcés

de convoquer; et ils mendient la protection des souverains, qu'ils regardoient auparavant comme les sujets du saint siége. Le clergé en butte aux papes, aux rois, à la noblesse, aux moines et au peuple, se conduit tout aussi inconsidérément, et ne sait conserver ni ce qu'il usurpe, ni ce qu'il acquiert à juste titre. La noblesse enfin, que l'avidité et la superstition enhardissent, et intimident tour-à-tour, fait tout à contre-temps, et va tomber sous les efforts des magistrats qu'elle méprise. Celui qui considère ces désordres, peut-il s'étonner, si les papes, les rois, le clergé, les suzerains, les seigneurs et tous les peuples sont exposés à des révolutions continuelles? Il faut bien que la fortune varie sans cesse, puisque par-tout on se conduit sans principe, et qu'il n'y a de mœurs nulle part.

Dans ces siècles barbares, les hommes les moins civilisés sont sans doute ceux que nous nommons les grands; ils ont l'ignorance des sauvages, ils en ont la valeur brutale et avide, ils en ont, en un mot, les mœurs, et ils y joignent tous les vices

que donnent les richesses jointes à la puissance. Mais on les ruinera, plutôt qu'on ne les civilisera, parce que la confiance qu'ils mettent en leurs forces, ne leur permet pas de sentir le besoin des lois; et que les flatteurs qui les entourent, leur permettent encore moins de sentir le besoin d'acquérir des lumières.

Cependant le commerce enrichit quelques villes d'Italie: un nouveau luxe se répand. Les papes l'apportent en France. Leurs légats le laissent dans toutes les cours; et les peuples deviennent plus polis, sans se civiliser davantage et sans se policer. Tâchons de nous faire des idées exactes.

Un peuple se civilise à mesure qu'il quitte les mœurs qu'il avoit, quand il étoit barbare. Il se police, lorsqu'obéissant à des lois qui préviennent les désordres, il se fait une habitude des vertus sociales. Les Grecs commencèrent à se civiliser avant Lycurgue et Solon, ils se policèrent dans les siècles de ces deux législateurs, et ils se polirent dans celui de Périclès.

Les siècles de l'atticisme, de l'urbanité, de l'élégance, les siècles polis, qu'on

regarde comme les plus florissans, sont donc l'époque de la décadence des mœurs et des états. Alors en effet, le luxe règne; la considération ne s'accorde qu'aux richesses : en conséquence, chacun veut se distinguer par la magnificence des habits, des équipages, etc. Parce que les arts et les lettres fleurissent, on a des collections de tableaux, dont on ne connoît pas le prix, et des bibliothèques qu'on ne lit pas; parce qu'il est du bel air de se montrer par-tout, on promène son ennui de maison en maison, pour l'échanger contre celui des autres. La journée se termine par un souper, où les mets sont des poisons apprêtés avec délicatesse; et on bâille parce qu'on ne sait que dire, et qu'on est ennuyé d'entendre. *Hélas! les indigestions sont pour la bonne compagnie*, a dit un grand poëte. Ne présumez-vous pas de-là, que la bonne compagnie fait tristement bonne chère, et que l'ennui contribue beaucoup aux indigestions? Voilà cependant les hommes des siècles polis : plus ils s'amollissent et se corrompent, plus ils applaudissent à leurs vices. Il n'y a plus de bien

public, plus de patrie ; mais seulement des abus qu'on fronde et qu'on défend. La frivolité qui donne le ton à tous, ne permet pas de s'occuper de choses sérieuses. On en parle tout au plus dans la nouveauté ; on s'en ennuie presque aussitôt ; et on passe à des riens, pour se procurer des amusemens qu'on cherche toujours et qu'on trouve rarement.

Quand on ne connoît pas le monde, on l'imagine tout autrement ; et on juge, par exemple, que Paris est la ville des plaisirs : mais puisque vous n'êtes pas fait pour y vivre, il faut vous apprendre que vous n'avez rien à regretter.

A Paris, les hommes les plus heureux ne sont pas enveloppés dans le tourbillon du monde : ils se tiennent à l'écart. Occupés par état ou par goût, ils ne cherchent de délassement que dans une compagnie d'amis choisis, occupés comme eux. Ils ne s'ennuient jamais, quand ils sont ensemble ; parce que leur conversation a toujours un objet. S'ils se taisent, ils ne s'ennuient pas encore, parce qu'ils ne se sont pas imposé la loi de parler, comme

font ceux qui n'ont rien à dire. Chacun pense alors à quelque chose, ou à rien s'il veut : mais il est à son aise; et il a le plaisir de sentir que s'il rompt le silence, il sait à qui parler. Un homme désœuvré seroit le fléau d'une pareille société.

Or vous pouvez trouver ce bonheur à Parme. Faites un choix d'amis véritablement aimables : mais j'ai peur que vous ne saisissiez mal ma pensée. Je n'appelle pas aimable, un homme qui vous plaira par ses flatteries; qui ne vous amusera que par des contes frivoles; qui vous fera rire de quelque courtisan, auquel il donnera des ridicules; qui vous arrachera à vos devoirs pour vous livrer à vos passions; un mauvais plaisant, un bouffon, etc. J'appelle donc véritablement aimable un homme vrai, sincère, discret, éclairé, vertueux, en un mot. Il aimera votre gloire : en se rendant digne de votre amitié, il vous rendra digne de la sienne. Vos devoirs lui seront chers, il vous aidera à les remplir. Si vous avez de pareils amis, vous trouverez le plaisir et dans vos occupations, et dans vos délassemens : si vous

en aviez d'autres, vous vous ennuieriez à Paris comme à Parme. Après cet écart qui a soustrait à vos yeux, pendant un moment les peintures hideuses de tant de siècles, je reviens à nos malheureux ancêtres.

Ils n'étoient pas civilisés, puisqu'ils avoient conservé la barbarie de leurs premières mœurs. Ils n'étoient pas policés, puisqu'ils n'avoient pas contracté l'habitude des vertus sociales. Or, si l'atticisme et l'urbanité ont été l'époque de la décadence des grecs et des romains, que sera en Europe l'élégance qui se répand parmi des Barbares ?

Vous ne vous y attendez pas : elle sera le salut des Européens. Ces ames féroces, qui ne pouvoient plier sous le joug des lois, plieront enfin sous les vices du luxe : à mesure qu'elles s'amolliront, l'anarchie cessera : des temps plus heureux commenceront ; et il se formera de plus sages gouvernemens. C'est ainsi que l'ordre doit renaître. Vous prévoyez qu'ayant un principe vicieux, il sera toujours vicieux lui-même.

Au reste cette politesse, à laquelle je donne le nom d'élégance, étoit encore bien grossière. Car la chevalerie en étoit l'école ; et les hommes les plus polis des douzième, treizième et quatorzième siècles, étoient ces chevaliers qui, enfermés dans des armures de fer, couroient le monde sous prétexte de redresser les torts. Cette politesse, qui amenoit insensiblement la mollesse des mœurs, étoit de l'élégance pour eux. Aussi vit-on qu'ils commençoient à s'armer par ostentation, et qu'ils ne cherchoient plus les dangers avec le même fanatisme. On voit encore qu'ils se multiplioient, à mesure qu'il étoit moins honteux de fuir le péril, et c'est une nouvelle cause qui préparoit la ruine de la chevalerie. La décadence en est déjà sensible dès la fin du quatorzième siècle.

Lorsque les Romains et les Grecs se formoient à cette élégance, qui accompagne le luxe, il restoit encore des vestiges des anciennes mœurs : on se plaignoit des progrès de la corruption : on gémissoit sur les désordres auxquels on n'avoit pas la force de remédier. On réclamoit, quoi-

qu'inutilement les lois : on parloit de justice, on en conservoit au moins encore quelque idée. Voilà pourquoi, lorsque la Grèce penche vers sa ruine, il s'y forme encore une république, qui intéresse par ses vertus ; et voilà pourquoi les Romains sont encore capables d'être heureux sous des empereurs, tels que les Titus, les Trajans, et les Antonins.

Il n'en étoit pas de même des Européens, qui se sont polis, sans avoir été civilisés. Quelles mœurs pouvoient-ils regretter ? Quelles lois auroient-ils réclamées ? Avoient-ils jamais eu quelque idée de justice ? Il faut donc qu'ils s'abandonnent brutalement à de nouveaux vices, sans rien prévoir, sans s'appercevoir même qu'ils deviennent pires. Comment des Philippe Auguste, des S. Louis et des Charles V feroient-ils le bonheur de ces peuples abrutis ? Ils peuvent, tout au plus, diminuer les désordres et produire un bien passager.

Rien n'est plus étrange que la confusion où nous avons vu l'Europe. Quelquefois on ne sait pas ce qui donne des droits au

trône. Les prérogatives royales n'ont rien de fixe. Souvent on ne peut dire, si la nation qui parle de priviléges est rebelle ou ne l'est pas. Le peuple, la noblesse, le clergé, le souverain pontife n'ont pour droits que des prétentions contestées. Les deux puissances ont-elles des limites? Sont-ce les papes ou les rois qui doivent gouverner l'Europe? A qui appartiennent les biens temporels des églises? Est-ce aux ecclésiastiques? Est-ce à la cour de Rome? Est-ce aux princes? Qui doit nommer aux bénéfices vacans? Quelles conditions rendront canonique l'élection du successeur de S. Pierre? Vous le voyez; telle étoit la confusion, que souvent toutes ces questions n'étoient, ou même ne pouvoient être résolues que par la force; et on ne voyoit que des sujets de guerre, entre l'état et l'église, la nation et le souverain, le clergé, la noblesse et le peuple.

Dans ce désordre, les peuples sont les victimes des querelles des princes. Ce sont autant de proies, qu'ils s'arrachent: ils en disposent comme de leurs bêtes; ils acquièrent des droits sur eux par des mariages,

ces droits presque toujours équivoques multiplient les concurrens ; et pour mettre le comble à cet abus, Jeanne II adopte deux princes, et tous deux croient, en vertu de cette adoption, que le royaume de Naples leur appartient.

Quelle que soit la barbarie de ces siècles, vous y trouverez, Monseigneur, de grandes leçons, si vous savez les étudier. Vous verrez que les hommes ne sont heureux qu'autant qu'ils sont justes; que la justice est l'effet de la tempérance et du travail ; qu'elle ne sauroit se trouver où ces vertus premières ne sont pas ; et que les richesses, bien loin d'être un signe de la prospérité des états, sont l'augure d'une décadence prochaine. En effet l'inégalité odieuse qu'elles amènent, divise nécessairement tous les ordres ; elle les affoiblit, par conséquent, et elle tend même à les ruiner les uns par les autres, si la nation conserve quelque reste de courage. C'est alors le siècle des attentats. On commet hardiment les plus grands crimes, et les succès paroissent justifier les forfaits. Cependant la mollesse, l'oisiveté et les autres vices du

luxe énervent insensiblement ces ames féroces. On commence à se piquer de politesse et d'élégance ; on raffine sur les choses frivoles ; et les mœurs, plus corrompues, paroissent adoucies, parce que les vices qui règnent, sont ceux des ames lâches. Si les Romains et les Grecs n'ont plus eu de patrie, lorsqu'ils ont accordé toute la considération aux richesses, que pouvoient devenir des peuples tout-à-la-fois barbares et riches ? Aussi pouvez-vous remarquer que jusqu'au quinzième siècle, les Européens n'ont point connu la liberté, et qu'ils n'ont combattu que pour la licence. Les républiques même, qui se sont formées, en sont une preuve ; et si la Suisse mérite d'être exceptée, c'est que les Suisses étoient pauvres.

Plus vous réfléchirez sur les mœurs de toute l'Europe, plus vous serez convaincu combien il étoit difficile d'en gouverner les peuples avec gloire. Vous avez cependant vu de grands princes en Allemagne, en France et en Angleterre. Dans les temps les plus difficiles, un souverain peut donc être grand ; il peut donc l'être dans

tous les temps. C'est donc bien à tort qu'il rejetteroit sur la fortune, les revers qui traînent après eux les malheurs de l'état. Le bonheur et la misère des peuples sont entre ses mains. La prospérité ou l'humiliation du royaume est son ouvrage, et la fortune contraire n'est jamais que l'incapacité d'un souverain sans talens et sans vertus.

L'Allemagne et l'Angleterre vous apprendront, qu'en formant des entreprises au dehors, on ruine ses provinces, sans en acquérir de nouvelles, ou que si on en acquiert, on se ruine encore davantage. Car les conquêtes qu'on a faites, sont toujours à faire, et on a d'autant plus de peine à les conserver, qu'on est foible à proportion qu'on occupe plus d'espace. Il n'y aura donc de gloire pour vous, qu'à gouverner le peuple dont vous aurez l'honneur d'être le chef; l'honneur, dis-je, en supposant que vous le gouvernerez avec justice, avec humanité et avec les lumières nécessaires.

Si vous demandez comment les rois sont affermis au-dedans et puissans au-dehors

l'histoire d'Angleterre évoque, pour vous répondre, les manes de ces princes qui ont été obéis, parce qu'ils ont respecté les priviléges de la nation, et de ces princes qui ont été précipités du trône, parce qu'ils ont ambitionné d'être absolus. Philippe le Bel et ses successeurs vous crient: Gardez-vous bien de nous imiter, en divisant les ordres de l'état pour dominer sur tous; et ne regardez pas comme un moyen de vous enrichir, ces ressources passagères qui ruinent le souverain après avoir ruiné les peuples. Charles V, qui avoit entendu ces cris, sut régner avec gloire dans les temps les plus difficiles: mais le feu des divisions, qui n'étoit qu'amorti, se ralluma sous Charles VI; et si Charles VII fut heureux, c'est que l'Angleterre fut alors plus divisée que la France. Cependant le royaume se trouva dans un état misérable: épuisé par les guerres, il l'étoit encore par les changemens continuels que Charles VI et Charles VII avoient faits dans les monnoies.

Toutes les cours vous apprendront où conduit une ambition sans règle, lorsque

le prince se croit autorisé à tout sur la parole de ses flatteurs. La cour de Rome, sur-tout, vous donnera de grandes leçons à cet égard. Apprenez ce que vous devez à l'état, à la religion, aux ecclésiastiques, à chaque citoyen, à vous-même; mettez chacun à sa place et tenez-vous à la vôtre. Mais quelle est ma place, demanderez-vous ? vous la trouverez facilement, si vous êtes le père de votre peuple.

En considérant les dissentions du sacerdoce et de l'empire, vous reconnoîtrez les limites des deux puissances. Si vous êtes attentif à ne pas franchir les bornes qui vous sont prescrites, vous en rendrez vos droits plus respectables; votre fermeté, justifiée par la justice, les défendra avec plus de succès, et les ministres de l'église, contenus dans leur devoir, seront forcés à rendre à César ce qui appartient à César, lorsque César rendra lui-même à Dieu ce qui appartient à Dieu.

En un mot, étudiez les désordres qui ont troublé l'Europe; démêlez-en les causes; prévenez les abus qui peuvent renaître : détruisez ceux qui restent dans vos états.

Mais usez toujours des ménagemens, que demandent les circonstances ; et songez qu'il faut souvent prendre des précautions, pour s'assurer de faire le bien. C'est ainsi qu'apprenant à régner par les fautes des princes, vous vous rendrez capable d'imiter Charle V, S. Louis, Philippe Auguste et Charlemagne. Que cependant leurs fautes vous instruisent encore !

LIVRE HUITIÈME.

Des Lettres dans le moyen âge.

La prise de Constantinople par les Turcs fit en Europe une révolution dans les esprits; mais pour en juger, il faut se faire une idée des études auxquelles on s'appliquoit depuis le sixième siècle. Nous jeterons d'abord un coup-d'œil sur les Arabes qui ont été nos maîtres.

CHAPITRE PREMIER.

Comment les Arabes ont cultivé les sciences.

QUOIQUE les Arabes ou Sarrazins fussent pour la plupart Nomades ou Scenites, comme on les nommoit encore parce qu'ils campoient sous des tentes, l'Arabie a eu de bonne heure des villes où les habitans s'adonnoient particulièrement au commerce, sans renoncer néanmoins tout-à-fait au brigandage. Ces peuples étoient encore barbares, vers les temps que Mahomet parut. Ils se piquoient d'une éloquence qui devoit être bien grossière; et ils avoient des poëtes pour conserver le souvenir des événemens et pour célébrer les hommes qui méritoient leur estime : mais à peine commençoient-ils à connoître l'écriture. On ne savoit pas lire à la Mecque, patrie de Mahomet; et ce faux prophète, aussi ignorant que ses concitoyens

concitoyens, ne puisa une partie de sa doctrine, dans l'ancien et le nouveau testament, qu'avec les secours des Juifs et des Chrétiens réfugiés en Arabie. Il y en avoit sur-tout beaucoup à Médine.

La religion des Arabes étoit l'idolâtrie : bien peu avoient embrassé le Judaïsme ou le Christianisme. Ils croyoient à l'astrologie judiciaire, parce qu'ils n'avoient qu'une connoissance superficielle du ciel, et qu'ils rendoient un culte aux astres. Sans lumières par eux-mêmes, ils en tiroient peu des chrétiens qui vivoient parmi eux ; parce que c'étoient des hérétiques qui n'avoient plus de commerce avec les Grecs, alors le seul peuple instruit. En un mot, ils étoient dans une ignorance tout-à-fait favorable aux vues de Mahomet, et il ne tint pas à cet imposteur de les y laisser croupir. Il proscrivit les sciences, supposant qu'il avoit mis dans l'alcoran tout ce qu'il est utile de savoir, et que ce qu'il n'y avoit pas mis est inutile ou condamnable.

C'est vers la fin du huitième siècle que les Arabes commencèrent à sortir de la barbarie, lorsque les Abbassides, qui suc-

cédèrent aux Ommiades, encouragèrent les arts et les sciences. Soit par goût, soit par politique, ces khalifes s'écartèrent en cela de l'esprit de Mahomet. Des médecins chrétiens, qu'ils appelèrent, et qui eurent des succès, purent contribuer à leur inspirer le desir de s'instruire; et il se peut encore que les Abbassides aient cru devoir adoucir les mœurs féroces des Arabes.

Il s'agissoit de ramener les lettres, que les khalifes avoient bannies de leurs états, et qui tomboient en décadence à Constantinople même, depuis long-temps leur unique asyle. Dans cette vue les Abbassides firent faire une recherche des livres écrits dans les langues savantes; ils attirèrent des hommes instruits dans tous les genres, et ils firent traduire en Arabe les écrivains dont on leur loua les ouvrages. Des Chrétiens qui avoient été chargés de la traduction des auteurs Grecs, commencèrent entre autres par des écrits d'Aristote et de Galliën. C'est pourquoi les Arabes adoptèrent le péripatétisme, et cultivèrent la médecine, l'unique science jusqu'alors

prisée parmi eux. Le khalife Mamoun, qui régnoit au commencement du neuvième siècle, leur inspira du goût pour les mathématiques, auxquels ils s'appliqua lui-même avec passion et avec succès. Il ne négligea rien pour attirer à sa cour Léon, le plus grand mathématicien qu'il y eut à Constantinople. Il envoya des ambassadeurs avec des présens à l'empereur Théophile, avec qui il étoit en guerre: il lui offrit des sommes considérables, et une paix perpétuelle, s'il vouloit permettre à Léon de venir à Bagdad : enfin il s'excusa de n'aller pas lui-même lui demander ce philosophe. Toutes ces démarches furent inutiles : plus heureux dans la suite, il obtint des successeurs de Théophile les livres philosophiques, que les Grecs avoient conservés, et il les fit traduire.

A l'exemple de Mamoun, plusieurs autres khalifes entretinrent par leur protection et augmentèrent même l'amour des sciences. Elles se répandirent dans tout l'état Musulman. Il y eut en Asie, en Afrique et en Espagne des écoles où l'on enseignoit la médecine, l'astronomie, les

mathématiques, et ce qu'on nommoit alors philosophie: l'amour de l'étude se conserva même en Orient jusqu'au quatorzième siècle, que Tamerlan, le fléau des arts, dévasta l'Asie.

Cependant les connoissances des Arabes ne pouvoient être que bien imparfaites : plusieurs raisons le prouvent.

Ils commencèrent malheureusement dans des temps qui n'étoient pas favorables aux lettres; car, pour sortir de la barbarie, ils furent obligés d'aller chercher les sciences chez les Grecs, qui étoient eux-mêmes devenus barbares. On traduisoit, à la vérité, les anciens écrivains : mais, dans l'ignorance où l'on étoit des matières qu'ils avoient traitées, il n'étoit pas possible de trouver des traducteurs intelligens, et les fautes se multiplioient d'autant plus, qu'au lieu de les traduire d'après le texte original, on les traduisoit souvent d'après des versions syriaques ou hébraïques. Il falloit que les traductions des Arabes fussent bien imparfaites, puisqu'on a de la peine à reconnoître Euclide dans celles qu'ils ont données des élémens de ce géomètre; cet

écrivain cependant étoit un des plus faciles à traduire.

Aristote est le seul philosophe dont les Arabes crurent adopter les opinions. Ils ne l'entendirent pas. Comment, tout-à-fait neufs dans la philosophie, auroient-ils pu comprendre la métaphysique et la physique d'un esprit subtil, qui ne cherche souvent qu'à s'envelopper ? Ils sentirent donc qu'ils avoient besoin d'être guidés; et ils consultèrent les commentaires que les philosophes d' Alexandrie avoient donnés sur les ouvrages d'Aristote.

Aristote n'étoit plus reconnoissable dans ces commentaires : car les subtilités du sincrétisme ou de l'éclétisme l'avoient tout-à-fait défiguré : mais ces subtilités mêmes étoient analogues à l'esprit des Arabes, à qui les allégories ne pouvoient manquer de plaire, puisqu'ils vivoient dans des climats chauds, et qu'ils avoient toujours cultivé la poésie. Ils subtilisèrent donc, ils disputèrent, et ils formèrent jusqu'à soixante-dix sectes, qui se flattoient chacune d'avoir saisi la pensée d'Aristote.

Tant d'opinions différentes ne pouvoient

pas s'accorder avec l'alcoran : cependant il étoit sévèrement défendu de s'écarter en rien de la doctrine enseignée dans ce livre. Ici, les subtilités servirent merveilleusement les Arabes. Il leur fut aussi facile de prouver qu'ils ne s'écartoient pas de Mahomet, qu'il leur étoit facile de prouver qu'ils suivoient Aristote; le caractère de leur esprit, leur religion et les sources où ils avoient puisé, tout concouroit à les rendre subtils, et, par conséquent, mauvais philosophes.

La dialectique des péripatéticiens est tout-à-la-fois la méthode la plus ingénieuse, la plus inutile et la plus vicieuse : car, au lieu de porter sur les idées, elle s'arrête au mécanisme des propositions, et elle paroît montrer l'art de raisonner, lorsqu'elle n'apprend que l'art d'abuser du raisonnement. Les Arabes, à qui elle étoit tous les jours plus nécessaire, en firent le principal objet de leur étude. Alors elle fut hérissée de nouvelles subtilités. Elle prit un langage tout extraordinaire, et elle devint tout-à-fait barbare.

Les Arabes réussirent mieux dans la mé-

decine, dans la géométrie et dans l'astronomie. Cependant ils n'ont fait faire aucun progrès à ces sciences; parce qu'au lieu de chercher la vérité dans l'étude de la nature, ils la demandoient aux Grecs, dont ils n'entendoient pas toujours les réponses. Ils paroissoient supposer que les Grecs avoient tout connu, comme les Grecs avoient autrefois supposé que les Égyptiens savoient tout. Ils ne s'appliquoient donc qu'à saisir la pensée des maîtres qu'ils avoient choisis; et s'ils les suivoient avec confiance, ils ne les atteignoient pas toujours.

Je ne sais si nous avons beaucoup d'obligation aux Arabes. Il est vrai qu'ils ont conservé une lueur de connoissances dans des siècles où d'épaisses ténèbres se répandoient par-tout. Leurs ouvrages nous ont donc été utiles à quelques égards: mais leur méthode et leurs opinions ont mis des entraves à l'esprit humain; et j'ai bien peur qu'aujourd'hui les maîtres qui enseignent dans nos écoles, ne soient Arabes encore par quelques endroits. Que nous reste-t-il en effet, lorsque nous finissons nos

études? Des futilités qu'on nous a données pour des connoissances, une ignorance profonde des moyens de s'instruire, et du dégoût pour tout ce qui demande de l'application.

CHAPITRE II.

De l'état des Lettres chez les Grecs, depuis le sixième siècle jusqu'au quinzième.

L'IGNORANCE faisoit des progrès d'une génération à l'autre, jusqu'au sixième siècle; elle couvrit tout-à-coup les ruines de l'empire d'occident, et menaça celui d'orient de toutes parts. Quelles barrières lui pouvoient opposer les Grecs, entourés de barbares, mêlés même avec eux, gouvernés par des princes ignorans, et toujours déchirés par des guerres étrangères ou civiles. Aussi bientôt les Arabes ouvrent de nouvelles provinces à l'ignorance: elle se répand de plus en plus; et les lettres fuient à Constantinople, où elles ne trouvent qu'un asyle peu sûr.

Vers ce temps la ruine entière de l'idolâtrie entraîna la ruine des différentes sectes des philosophes payens. Le platonisme d'Alexandrie, d'où elles tiroient leur

origine, tomba avec elles, et ne put plus se relever, parce qu'il étoit devenu odieux aux Chrétiens, qui le regardoient avec raison comme la source de bien des hérésies. Il n'en restoit des traces que dans quelques pères de l'église qu'on lisoit peu. Origène seulement conservoit encore des sectateurs au platonisme, qui l'avoit jeté lui-même dans plusieurs erreurs. Les moines s'attachèrent sur-tout à sa doctrine, parce qu'elle étoit plus conforme à l'austérité qu'ils avoient embrassée, et qu'elle paroissoit les mettre dans le chemin de la *vision intuitive*. Leur simplicité fut encore trompée par un ouvrage platonicien, qu'on attribuoit faussement à Denis l'Aréopagite: de sorte que, tout concourant à les égarer, ils imaginèrent une théologie mystique, qui apprenoit à s'élever jusqu'à Dieu par des extases. Vous voyez que c'étoit là une bien vieille folie; elle durera néanmoins encore; elle reparoîtra même dans notre siècle. Nous avons bien de la peine à quitter nos erreurs.

A mesure qu'on se dégoûtoit de Platon; on devenoit partisan d'Aristote; car il sem-

ble que les hommes veuillent s'obstiner à voir par les yeux des autres. Les hérétiques s'étoient les premiers servis de la dialectique contre les orthodoxes: ceux-ci crurent donc rendre un grand service à la vérité, s'ils faisoient usage des mêmes armes. Ils étudièrent en conséquence la dialectique: ils la regardèrent bientôt comme le rempart de la religion; et ils firent prendre insensiblement à la théologie une forme toute nouvelle. Cette méthode avoit déjà été employée dans plusieurs questions séparément, lorsque S. Jean Damascène, qui a vécu jusqu'au milieu du huitième siècle, fit un traité complet de théologie péripatéticienne.

Il n'est pas douteux qu'on ne doive employer l'art de raisonner, pour établir la vérité de la révélation, et pour dissiper les sophismes des hérétiques. Mais il ne falloit pas chercher cet art dans une dialectique subtile, qui multiplie les questions sans en résoudre aucune; et c'est cependant là que les Grecs devoient naturellement le chercher. De tout temps, faits pour disputer sur les mots, ils ne pouvoient manquer de

goûter de plus en plus une méthode qui ouvroit une libre carrière aux disputes. Ce fut la ruine des lettres : car, à mesure que l'art de raisonner sur les mots devint plus à la mode, on négligea aussi davantage l'étude des choses. Rien ne fut approfondi : on ne parut continuer de s'appliquer aux sciences, que pour parler de tout sans rien savoir. Les esprits, tous les jours plus subtils, et, par conséquent, tous les jours moins justes, ne se firent plus que des idées confuses, et ne s'occupèrent que de questions frivoles.

Cependant la barbarie dissipa jusqu'aux lueurs que la dialectique avoit paru conserver; et les Grecs furent tout-à-fait enveloppés de ténèbres : c'est ce qu'on apperçoit dès le commencement du huitième siècle. Il est vrai que S. Jean Damascène avoit pour son temps des connoissances assez étendues et dans bien des genres : mais il est le seul et le dernier. D'ailleurs cet exemple ne prouve pas qu'il y eût encore des lumières dans l'empire grec : car saint Jean s'étoit formé parmi les Sarrazins, qui cultivoient alors les sciences. Il étoit né

à Damas, d'un père qui étoit conseiller d'état du khalife. Il lui succéda même dans cette charge ; et après avoir joui d'une grande considération dans cette cour, il obtint la permission de se retirer, pour ne vaquer plus qu'à l'étude et à la piété.

C'est Léon l'Isaurien qui acheva la ruine des lettres, déjà bien avancée par les troubles domestiques qu'il accrut, et par les guerres continuelles des Sarrazins. Cet empereur ennemi des sciences, comme des images, ne cessa de persécuter les Chrétiens, les savans, ou ceux qui paroissoient l'être.

La barbarie subsista jusques vers le milieu du neuvième siècle, que Bardas, associé de Michel à l'empire, tenta de rétablir les lettres. Photius est une preuve que Constantinople avoit alors des hommes instruits : mais c'est sur-tout dans le dixième siècle que les sciences firent le plus de progrès ; elles durent leurs succès à Constantin Porphyrogenète, et depuis elles se maintinrent avec plus ou moins d'éclat jusqu'à la prise de Constantinople. Cependant elles se ressentirent toujours des plaies que la barbarie leur avoit faites.

CHAPITRE III.

De l'état des Lettres en occident, depuis le sixième siècle jusqu'à Charlemagne.

DANS les sixième et septième siècles, tout concourut à répandre les ténèbres en occident. Athènes, où les lettres avoient continué de fleurir, et où les Latins, à l'exemple des Romains, alloient faire leurs études, devint elle-même barbare; parce que Justinien, voulant porter les derniers coups à l'idolâtrie, acheva de ruiner les écoles, où les sciences étoient enseignées par des professeurs payens. Il est vrai que l'école d'Alexandrie subsistoit, et que des chrétiens en occupoient même les chaires: mais les Latins étoient peu dans l'usage d'y aller, et d'ailleurs elle fut détruite dans le septième siècle.

Alors il n'y eut plus d'écoles célèbres, et quand il y en auroit eu, elles auroient au

moins été inutiles à ceux qui s'en trouvoient éloignés : car les brigands, qui infestoient tous les chemins, ne permettoient pas d'entreprendre de longs voyages. L'impuissance d'aller chercher des connoissances hors de chez soi, éteignit donc insensiblement jusqu'au desir d'en acquérir, on n'eut plus de commerce avec les Grecs; on oublia leur langue; le latin, qui s'altéroit continuellement, devint même d'un foible secours pour entendre les écrivains anciens; et la lecture ne put pas suppléer au défaut des écoles. Comment franchir tant de barrières, que la barbarie avoit élevées entre elles et les lettres? Sous des maîtres qui méprisoient toutes les sciences, les peuples pouvoient-ils former le projet de les cultiver? ils avoient des besoins plus pressans.

Non seulement le goût des lettres fut éteint; il s'établit encore un préjugé qui les rendoit odieuses, et qui paroissoit les proscrire à jamais.

Depuis long-temps les astrologues se disoient philosophes, et on les regardoit comme tels; ils prenoient et on leur don-

noit le nom de mathématiciens; parce qu'on croyoit mathématiciens tous ceux qui paroissoient observer le ciel, et qui traçoient mystérieusement des cercles, des triangles ou d'autres figures. Le peuple et les grands consultoient ces imposteurs par crainte ou par espérance: car en général on n'avoit point de doute sur la certitude de leur art: la confiance étoit même si grande, que quelquefois on ne balançoit pas à prendre les armes, lorsqu'ils avoient prédit la mort de l'empereur, et promis l'empire à quelqu'ambitieux.

Les troubles, qu'ils étoient capables d'occasionner, les ont souvent fait chasser de Rome; mais parce qu'ils pouvoient continuer de faire encore des prédictions, la flatterie voulut enfin leur contester au moins le pouvoir de connoître le destin des empereurs. On leur accorda donc que tous les particuliers sont soumis à l'influence des astres, et on soutint qu'il n'en est pas de même de l'empereur. La raison en est singulière: c'est, disoit-on, que puisqu'il est le maître du monde, Dieu seul doit régler son destin. Cependant cette opinion, qui

tâchoit de s'établir vers le quatrième siècle, n'ôtoit pas toute inquiétude ; car on étoit naturellement porté à croire, que les phénomènes remarquables dans les régions célestes, menacent toujours la tête de quelque grand de la terre. Les astrologues continuèrent donc à passer pour des hommes aussi dangereux qu'habiles.

Ils étoient encore plus odieux aux chrétiens, qui, croyant à l'astrologie comme les autres, la condamnoient avec encore plus de fondement, puisque cette superstition entretient une curiosité contraire à l'esprit du christianisme, qu'elle tend à des cérémonies païennes et qu'elle fait souvent usage de moyens criminels. Mais parce que les astrologues se nommoient philosophes et mathématiciens, on eut en horreur tous les philosophes dans le sixième et dans le septième siècles, où l'on ne jugeoit des choses que par les noms ; et le zèle se porta jusqu'à proscrire toutes les études profanes.

On en voit la preuve dans S. Grégoire, grand pontife d'ailleurs, et qui dans ces temps de ténèbres a gouverné l'église par ses vertus et l'a éclairée par ses ouvrages. Il

croyoit les études profanes si contraires à la religion, que, selon lui, il ne convenoit pas à un laïque pieux d'enseigner les humanités. Il blâme vivement, dans une lettre, un évêque d'avoir enseigné la grammaire à quelques jeunes gens; parce que c'est louer Jupiter avec la même bouche qui chante les louanges de Jésus-Christ; parce que c'est prononcer des blasphêmes. Conformément à cette façon de penser, il met peu d'ordre lui-même dans les matières qu'il traite, quoiqu'il y répande d'excellentes choses; il se fait des idées vagues : il ne sait pas se faire des principes et s'y tenir : il tombe dans des contradictions; et il néglige son style au point qu'il dédaigne de corriger les fautes qui lui échappent. Bien loin de vouloir donner plus de soin à ses ouvrages, il évitoit, au contraire, à dessein tout ce qui sent l'art, jusques-là qu'il se permettoit des solécismes. Dans une lettre, qui sert de préface à ses *morales*, il déclare que, se bornant à dire des choses utiles, il néglige l'ordre et le style; qu'il se met peu en peine du régime des prépositions, des cas, des noms; et qu'il croit tout-à-fait indigne d'un chré-

tien, d'assujettir les paroles de l'écriture aux régles de la grammaire. En suivant littéralement de pareils principes, un chrétien écriroit pour n'être pas entendu.

On dit que pour forcer les chrétiens à n'étudier que les choses de la religion, Saint-Grégoire avoit brûlé les restes de la bibliothèque que les empereurs avoient faite dans le temple d'Apollon Palatin. Ce fait revoqué en doute, parce qu'il paroît n'avoir été rapporté que sur une tradition incertaine, est cependant assez conforme à ce que je viens de remarquer sur ce pontife. C'est au moins une preuve que vers le temps de son pontificat, cette bibliothèque a été entièrement ruinée; ce qui n'a pu se faire sans porter un nouveau dommage aux lettres.

Il falloit que le préjugé contre les sciences eût prodigieusement prévalu, pour entraîner un esprit tel que Grégoire. Cependant il devoit s'accroître encore par l'autorité d'un pontife aussi saint, et dont les ouvrages étoient reçus avec applaudissement dans toute la chrétienté. Il n'étoit donc pas naturel qu'on tentât de sortir d'une ignorance à laquelle on étoit accoutumé, qui étoit si

grande qu'on s'y trouvoit à son aise, et que les hommes les plus saints croyoient devoir entretenir pour conserver la piété.

S'il y avoit encore des hommes qui conservassent quelques restes de curiosité, de quels secours pouvoient-ils s'aider dans ces temps où il n'y avoit ni bibliothèque, ni école, et où l'on méprisoit toutes les sciences, depuis la grammaire jusqu'à la philosophie? Ils ne pouvoient qu'aller à tâtons dans les ténèbres; lire sans choix ce que le hasard leur offroit; prendre çà et là des idées imparfaites, vagues, confuses, fausses, et accumuler un tas de connoissances pires que l'ignorance d'où i's croyoient sortir. Aussi les temps que nous parcourons, n'ont guère produit que des compilateurs et des copistes.

Mais peut-être l'église a-t-elle eu de grands écrivains, puisqu'on recommandoit au moins l'étude de la religion. L'ignorance des lettres ne le permettoit pas. C'est pourquoi ceux qui eurent alors les plus grands succès, sont infiniment au-dessous des pères du quatrième et cinquième siècles. On ne s'occupoit en général que des questions inu-

tiles : on expliquoit les mystères, par les principes de la dialectique. Ce qui étoit frivole, ce qui étoit merveilleux, ce qui étoit impossible à connoître, voilà les objets qui réveilloient la curiosité. De-là naissoient tout-à-la-fois des disputes opiniâtres, et une crédulité excessive. On voyoit des miracles par-tout : les visions et les apparitions étoient communes ; et, pour multiplier encore plus les prodiges, on portoit la vénération pour les saints et pour les reliques bien au-delà des justes bornes. Enfin, on paroissoit négliger l'essentiel de la religion, et faire son principal de quelques cérémonies fort indifférentes.

Ces désordres, qu'on remarque déjà dans le sixième siècle, s'accrurent pendant le septième, et dans le suivant ils parvinrent à leur comble. Il semble qu'alors il suffisoit à un ecclésiastique de savoir chanter au lutrin pour être considéré comme un homme savant. Le chant de l'église étoit au moins la principale science ; et il y eut à ce sujet une grande dispute entre les Romains, à qui S. Grégoire en avoit enseigné un nouveau, et les Français qui s'obstinoient à ne

pas quitter l'ancien, ils se traitoient réciproquement d'ignorans ; *stulti*, *rustici*, *indocti*, *bruta*, *animalia*. On voit par-là que ceux qui savoient chanter, croyoient n'avoir plus rien à apprendre. Telle étoit en occident la barbarie, précisément lorsqu'elle venoit de subjuguer l'orient ; on a de la peine à comprendre comment les lettres pourront renaître.

CHAPITRE IV.

De l'état des Lettres en occident ; depuis Charlemagne jusqu'à la fin du onzième siècle.

C'est un grand prodige qu'un génie tel que Charlemagne, dans le huitième siècle. Il est une preuve que les grands hommes s'élèvent tout seuls ; et c'est pourquoi, Monseigneur, je ne saurois trop vous répéter que, si vous ne concourez au moins à vous élever vous-mêmes, tous nos soins seront perdus.

Le bruit des armes ne se faisoit plus entendre qu'aux extrémités du vaste empire de Charlemagne, et les Français, qui respiroient sous la protection des lois qu'ils apprenoient à se donner eux-mêmes, commençoient à sentir le besoin d'acquérir des lumières ; mais d'où les tirer ces lumières ? Charlemagne, qui ambitionnoit de redonner la vie aux lettres, ne savoit pas encore signer son nom. Elevé, comme tous ceux qu'on destinoit à la guerre, il avoit été

condamné à la même ignorance. Les ecclésiastiques étoient presque alors les seuls qui sussent lire et écrire.

Ce prince, qui sentit le besoin de s'instruire, ouvrit les yeux de ses sujets sur leur ignorance, et leur donna l'exemple de l'étude. Il est beau de voir ce législateur, ne dédaignant pas de se remettre en quelque sorte à l'enfance, exercer à former des lettres cette même main qui avoit vaincu tant de nations. Il avoit sans doute acquis assez de gloire, pour ne pas rougir de son ignorance : mais les grandes ames s'apperçoivent moins des talens qu'elles ont que de ceux qui leur manquent, et elles ne se lassent jamais d'en acquérir. Charlemagne ne quittoit point ses tablettes; il les portoit par-tout avec lui, il les avoit sous le chevet de son lit; et il employoit à contracter l'habitude d'écrire, tous les momens qu'il pouvoit dérober aux affaires. Il eût encore voulu s'instruire dans les sciences, et les secours lui manquoient: il ne trouva un précepteur que vers l'année 794, c'est-à-dire, environ vingt-cinq ans après être monté sur le trône.

Le

Le hasard avoit fait que les moines, envoyés par S. Grégoire en Angleterre, n'étoient pas tout-à-fait ignorans. Ils y avoient porté, je ne dis pas les sciences, mais quelques débris sauvés de leurs ruines; et, depuis le sixième siècle, ces débris s'étoient conservés dans cette île. Le huitième produisit Flaccus-Albinus-Alcuinus, diacre de l'église d'Yorck, qui acquit une grande réputation. Il savoit et il enseignoit, dit-on, le latin, le grec, l'hébreu, la rhétorique, la dialectique, les mathématiques, l'astronomie et la théologie; de sorte que les écrivains du moyen âge ne craignent point de le comparer aux hommes les plus éclairés de l'antiquité. Mais leur peu de lumières nous doit faire beaucoup retrancher des éloges qu'ils lui donnent; et c'est assez de croire qu'Alcuin savoit quelque chose de tant de langues et de tant de sciences, et qu'il étoit savant pour son siècle.

Ce qu'il y a de plus glorieux pour lui c'est d'avoir été le précepteur de Charlemagne, qui se l'attacha en 794, et d'avoir concouru, avec cet illustre élève, à faire

renaître le goût des lettres parmi les Français. Le roi apprit avec ce maître la rhétorique, la dialectique et l'astronomie. Il sut bientôt le latin, au point de le parler aussi facilement que sa propre langue, et il entendit le grec. On a de la peine à comprendre, qu'au milieu des soins d'un vaste empire, ce prince ait pu vaquer à toutes ces études. Monseigneur, tandis que les momens échappent aux ames lâches, sans qu'elles s'en apperçoivent; les ames actives les saisissent tous, et en trouvent beaucoup dans le jour.

La manière dont Charlemagne a gouverné, vous a fait voir ce qu'il est devenu par sa seule réflexion. Nous aurons bientôt lieu de juger, que les connoissances qu'il crut acquérir avec Alcuin étoient, dans leur genre, bien inférieures à celles qu'il acquit par lui-même dans l'art de gouverner.

Lorsqu'il voulut rétablir les études, tout fut à créer de nouveau; car les écoles qui, jusqu'alors, avoient été dans les cathédrales et dans les monastères, parce que les ecclésiastiques apprenoient seuls quelque chose,

étoient tout-à-fait tombées, par les raisons que j'ai dites.

Les lettres profanes en étoient bannies, l'écriture sainte n'y étoit pas entendue, et la théologie y étoit ignorée, ou du moins on n'avoit sur tout cela que des connoissances fort imparfaites. Charlemagne se plaint lui-même de l'ignorance grossière des évêques et des abbés, et il en jugeoit par les lettres qu'il en recevoit. Il ne négligea donc rien pour réveiller le zèle des prélats : il leur représenta leurs devoirs ; il leur peignit vivement les maux qu'entraîne la barbarie ; il les encouragea par son exemple ; et il les aida par toutes sortes de moyens, attirant dans les écoles les hommes qui avoient quelque réputation de science, leur donnant des appointemens considérables, et leur accordant sur-tout de la considération. L'Angleterre et l'Irlande étoient alors les pays qui fournissoient le plus de professeurs.

Il ne se contenta pas de relever les anciennes écoles ; il en fonda de nouvelles à Paris, et dans beaucoup d'autres endroits des Gaules et de la Germanie ; mais la principale fut celle qu'il fit tenir dans son palais

même, où l'on enseignoit sous ses yeux les langues, la grammaire, la rhétorique, la dialectique, tout ce qu'on nommoit philosophie et théologie. Ainsi son palais étoit tout-à-la-fois l'école des exercices militaires, des sciences, de l'art de gouverner; et ce roi étoit, sans comparaison, pour les choses qu'il pouvoit montrer, le professeur le plus habile. Mais, si nous voulons juger des maîtres, avec qui ce prince croyoit pouvoir s'instruire lui-même, il faudra considérer les sources où ils alloient puiser. Nous regretterons que Charlemagne ne soit pas né dans des temps plus heureux.

Il eût été à souhaiter qu'on eût pu remarquer l'origine des arts et des sciences chez les Grecs et chez les Romains; qu'on eût été capable d'en suivre les progrès, et qu'on se fût mis en état de lire les meilleurs écrivains de l'antiquité. Pour remonter aussi haut, il auroit fallu avoir des connoissances de bien des genres; et on ne savoit pas seulement les élémens des sciences. On ignoroit les livres qu'il falloit lire, ou même on ne les avoit pas. La barbarie, semblable à un torrent, avoit entraîné tout

ce qui étoit solide, et avoit seulement déposé de côté et d'autre ce que la légèreté avoit fait surnager.

On lut donc au hasard ce qu'on trouvoit, et malheureusement au lieu d'élémens et de traités complets, on ne trouvoit en général que des lambeaux épars dans différens écrivains, qui, sans principes, ne pouvoient qu'égarer le lecteur.

Capella, espèce de philosophe et de philologue, né en Afrique dans le cinquième siècle, fut un des principaux guides dans ces temps ténébreux. Il avoit écrit en latin sur les arts et sur les sciences, pour en faire l'éloge, et pour en donner les préceptes. On trouvoit dans son ouvrage de la grammaire, de la rhétorique, de la dialectique, de la géométrie, de la musique, de l'astronomie, et sur-tout beaucoup d'obscurité.

On avoit aussi, sur tous ces arts, un livre de Cassiodore, sénateur romain, qui avoit écrit dans le sixième siècle; c'est-à-dire, dans un temps où ils étoient déjà fort ignorés. Ces deux auteurs étoient cependant les plus élémentaires de tous ceux qu'on lisoit alors.

Il est vrai qu'on en connoissoit de beaucoup meilleurs, tels que Boëce, Macrobe, etc. Mais ces écrivains ne pouvoient pas être étudiés comme auteurs classiques: car ou ils n'avoient traité des arts et des sciences que par occasion, ou ils avoient écrit de manière à n'être entendus que par des lecteurs qui y sont fort versés.

De tous les écrivains, qu'on lisoit alors, celui qui pouvoit fournir le plus de lumières, est sans doute S. Augustin, le plus beau génie du quatrième et du cinquième siècles. D'une intelligence, d'une mémoire et d'une imagination singulière, il avoit acquis, par une grande lecture, des connoissances dans tous les genres; et, comme avant de se convertir il avoit cherché la vérité dans les principales sectes, il connoissoit sur-tout les opinions des différens philosophes. Mais on n'en savoit pas assez dans le moyen âge pour le lire avec fruit; et, faute d'avoir le talent de l'imiter dans ses excellentes qualités on l'imita dans ses défauts.

C'est dans les Platoniciens d'Alexandrie que S. Augustin puisa sa philosophie; il en adopta sur-tout la dialectique. Son esprit

curieux et son imagination vive ne lui permirent pas d'être toujours en garde contre les vices de cette méthode ; et il fut quelquefois trop subtil. Il a plus raisonné sur les mystères que personne n'avoit fait avant lui. Il agita beaucoup de questions auxquelles on n'avoit jamais pensé; enfin il avança quantité de sentimens nouveaux qui n'étoient que probables. Il est vrai que la prudence modère la fougue de son esprit, et qu'il s'attache toujours à la doctrine de l'église: mais ceux qui l'étudièrent dans le moyen âge, prirent sa dialectique pour guide, sans imiter sa prudence. Ils raisonnèrent donc, ils subtilisèrent, ils disputèrent. Un ouvrage, faussement attribué à ce saint père, concourut encore à les jeter dans l'erreur. C'étoit une dialectique plus mauvaise, s'il est possible, que celle des Platoniciens; car elle portoit sur les principes du Portique. Enfin une autre source d'égarement, ce fut Victorinus, Platonicien du quatrième siècle, dont on avoit les ouvrages, et que S. Augustin avoit beaucoup loué.

Rien dans ces siècles ne pouvoit donc

seconder les efforts de Charlemagne. Puisque les lettres étoient si fort tombées, qu'en général ont eût été honteux de paroître instruit, et qu'on méprisoit ceux qui cherchoient à s'instruire, comment les écoles, qu'on multiplioit, auroient-elles détruit un préjugé que l'ignorance générale défendoit avec orgueil ? Les maîtres, qui sans méthodes, barbotoient, si j'ose dire, dans de mauvaises sources, ou puisoient sans discernement dans les bonnes, devoient aliéner les meilleurs esprits, et n'apprendre aux autres qu'un jargon qui, pire que l'ignorance, étoit un nouvel obstacle au progrès des arts.

Ils se piquoient d'enseigner les arts libéraux, c'est-à-dire, les arts dignes d'un homme libre; et comme cette notion est vague, les philosophes ne se sont point accordés sur le nombre des arts libéraux. Platon, qui ne juge l'ame libre qu'autant qu'elle se sépare du corps pour s'élever aux vérités éternelles, croit que sa métaphysique est le seul art libéral; et le stoïcien n'en connoît pas d'autre que cette sagesse par laquelle il s'imagine être impassible, et

qui fait dire de lui : *Si fractus illabatur orbis, impavidum ferient ruinæ.* Au contraire, Philon, étendant l'acception de ce mot, met parmi les arts libéraux tous ceux qui préparent à la sagesse, depuis la grammaire jusqu'à la philosophie. S. Augustin se fait à-peu-près les mêmes notions, distinguant les arts en deux classes, l'une de ceux qui servent à l'usage de la vie, et l'autre de ceux qui conduisent à la connoissance des choses. Enfin Cassiodore adopte cette distinction, conservant aux premiers le nom d'arts, et donnant aux autres celui de discipline ou de science. De toutes ces idées mal déterminées, et dont la différence est tout-à-fait arbitraire, il naîtra de grandes disputes, et on sera plusieurs siècles sans savoir si la logique, par exemple, est un art ou une science.

Ce fut d'après S. Augustin et Cassiodore que, dans le moyen âge, on arrêta le plan des études. On en fit deux cours : dans l'un, nommé *trivium*, on enseigna la grammaire, la rhétorique et la dialectique ; et dans l'autre, nommé *quadrivium*, on enseigna la musique, l'arithmétique et l'astronomie.

Mais on ne se faisoit de tous ces arts que des idées fort imparfaites; car on n'avoit de livres classiques que la mauvaise dialectique faussement attribuée à S. Augustin; les écrits de Capella et Cassiodore, qui avoient plutôt fait de mauvaises compilations que des traités; et ceux de Victorin, de Boëce et d'autres éclectiques, où l'on trouvoit épars confusément des lambeaux de platonisme, de stoïcisme et de péripatétisme. Si Platon, Aristote et Zénon connoissoient trop peu l'art de raisonner, jugez comment on raisonnoit dans ces siècles où l'on connoissoit si mal ces philosophes, et où l'on s'imaginoit les avoir pour guides.

Charlemagne, qui étudia tout ce qu'on enseignoit dans le *trivium* et dans le *quadrivium*, s'appliqua sur-tout à l'astronomie; sans doute parce que parmi de mauvais raisonnemens, il trouvoit au moins des observations propres à satisfaire un esprit aussi bon que le sien. Son exemple ne fut pas suivi. Les laïques n'allèrent pas chercher dans des cathédrales ou dans des monastères, des connoissances qu'ils méprisoient; et les ecclésiastiques, après avoir à

peine achevé le *trivium*, ne commencèrent le second cours que pour l'abandonner aussitôt. Peu curieux d'apprendre l'arithmétique, la géométrie et l'astronomie, ils se croyoient assez habiles, lorsqu'ils savoient chanter à l'église; c'est à quoi l'on se bornoit d'ordinaire, et il ne sortoit des écoles que des chantres médiocres et de mauvais dialecticiens.

Charlemagne, qui dans d'autres tems auroit fait fleurir les lettres, put donc à peine faire rougir quelques Français de leur ignorance. Vous pouvez par-là juger de ce que devinrent les études sous ses successeurs. Louis le Débonnaire et Charles le Chauve, tentèrent à la vérité de soutenir les écoles; mais que pouvoit la protection de ces princes, qui se rendoient tous les jours plus méprisables? Si vous vous rappelez que, pendant leur règne, le peuple tomboit en servitude, que les grands ne songeoient qu'à s'arroger de nouveaux droits, et que le clergé, devenu maître du gouvernement, commençoit à juger les souverains, vous concevrez que, parmi tant de troubles, le besoin de s'instruire étoit celui qu'on de-

voit le moins sentir. N'étoit-il pas naturel que les ecclésiastiques, abandonnant les écoles, ne s'occupassent plus que des moyens d'étendre leur autorité et de défendre leurs biens temporels contre les usurpations des seigneurs laïques? Il falloit que la barbarie fût bien grande au neuvième siècle, puisqu'on recommandoit aux évêques de ne pas élever un homme au sacerdoce, qu'auparavant ils ne se fussent assurés s'il savoit bien lire l'évangile, et s'il pouvoit au moins l'entendre littéralement. Cependant les conciles exhortèrent souvent les princes à veiller sur les écoles. On en rétablit quelques-unes, on en fonda même de nouvelles, et on fit venir des professeurs de Grèce, d'Irlande et des autres lieux, où les études n'étoient pas tout-à-fait tombées.

Ces soins firent renaître le goût des lettres, et on en recueillit les fruits vers le milieu de ce siècle : mais ce fut avec les abus que produisent les mauvaises études, lorsqu'on prend pour science ce qui n'est qu'un jargon. Tout le mal vient de cette méchante dialectique dont j'ai parlé, et qui, devenant tous les jours plus à la mode,

éleva des disputes, et jeta dans des erreurs. Un moine, nommé Jean Scot-Erigène, se rendit sur-tout célèbre en ce genre. La connoissance du grec lui avoit ouvert une nouvelle source de philosophie dans les livres des platoniciens. Sa dialectique, devenue par-là plus subtile, le faisoit regarder comme la lumière de son siècle; et sur sa réputation, Charles le Chauve l'avoit appelé en France. Pouvoit-il ne pas s'attacher à une méthode qui lui valoit de si grands succès? Il l'appliqua donc comme les autres à la théologie, où les questions commençoient à se multiplier avec les subtilités, et il tomba bientôt dans des hérésies sur la grace et sur la prédestination, en voulant combattre celles d'un autre moine, nommé Gotescalque.

Louis le Débonnaire avoit reçu de Michel le Bègue, empereur de Constantinople, un ouvrage faussement attribué à Denis l'Aréopagite. Comme on étoit, en France, dans l'erreur de croire que ce saint étoit ce Denis même qui avoit été l'apôtre des Gaules, Charles le Chauve, qui desiroit de connoître son ouvrage, chargea Jean

Scot de le traduire : sa curiosité ne fit qu'introduire en France le platonisme d'Alexandrie, et l'introduisit sous un nom qui devoit accréditer l'erreur.

En effet, Jean Scot, adoptant les opinions du faux Denis, mêla sans discernement les dogmes du christianisme avec les principes des platoniciens, et se fit un système, dans lequel il renouvela ces émanations, qui avoient passé d'orient en Égypte, d'Égypte dans la Grèce, et qui jusqu'alors n'avoient pas encore pénétré en occident. Ce que j'ai dit sur ces philosophes, sortis de l'école d'Alexandrie, me dispense d'entrer dans des détails sur les erreurs de ce nouveau platonicien : car il importe peu de savoir quelle forme il a fait rendre à ce système absurde.

Tel étoit le sort des lettres en France, sur la fin du neuvième siècle, lorsqu'Alfred le Grand les protégeoit en Angleterre, fondant, comme Charlemagne, des écoles, s'instruisant comme lui, et composant même des ouvrages. Mais à peine commençoient-elles à fleurir, qu'elles furent moissonnées par les Danois, qui firent des incursions fréquentes dans cette île.

Dans le dixième siècle, elles furent protégées en Allemagne par les Othons, et ce fut avec peu de succès ; les ténèbres s'accrurent encore. Aussi les circonstances ne pouvoient pas être moins favorables aux lettres, puisque les vices qui n'avoient jamais été ni plus généraux ni plus répandus, produisoient de toutes parts des désordres dans la chrétienté.

Les mœurs scandaleuses des ecclésiastiques devinrent encore funestes aux lettres. On s'imagina qu'ils étoient vicieux, parce qu'ils étoient savans; et les laïques, qui n'étoient pas moins corrompus, ne se lassoient point de crier que la science n'est bonne qu'à corrompre les mœurs. Cependant il étoit si difficile de se corrompre par cette voie, que Gerbert, depuis pape sous le nom de Sylvestre II, fut obligé d'aller en Espagne chercher des connoissances dans les écoles des Arabes : mais quand il revint en France, on le prit pour un magicien. Il enseigna néanmoins dans l'église de Rheims, et il eut parmi ses disciples, Robert, fils de Hugues Capet, qui ne fit pas de grands progrès. Il trouva de meilleures disposi-

tions dans Othon III, dont il fut ensuite le précepteur.

Les ténèbres continuèrent dans le siècle suivant. De nouvelles superstitions naquirent de la barbarie, et on crut que les calamités annonçoient la fin du monde. Ce n'étoit donc plus la peine d'acquérir des connoissances : on ne sentoit que le besoin des indulgences, et les croisades en offrirent. Quand il seroit encore resté quelques traces de lettres, n'auroient-elles pas été effacées dans cette commotion générale, que le fanatisme fit en Europe ?

Pendant ce siècle, elles ne furent protégées par aucun prince, et les querelles du sacerdoce et de l'empire troublèrent toute l'Allemagne, le seul pays où elles avoient eu des protecteurs dans le siècle précédent. Elles n'avoient donc plus d'asyle nulle part : l'ignorance insolente de Grégoire VII, et l'ignorance stupide des peuples, vous ont fait voir à quel point de barbarie l'Europe étoit réduite.

Cependant, comme les prétentions du clergé avoient au moins besoin d'être appuyées quelquefois sur de mauvais raison-

nemens, la dialectique ne fut pas abandonnée; elle fut même fort cultivée sur la fin de ce siècle; et elle devint, comme les esprits, toujours plus ténébreuse. Il arriva encore que, parce que les ecclésiastiques ne savoient que chanter au lutrin, on prit pour philosophe consommé, tout homme qui chantoit comme eux. On faisoit même un si grand cas de ce qu'on prenoit pour de la musique, que la flatterie ne put pas mieux louer Robert, roi de France, qu'en disant qu'il chantoit fort bien l'office avec les clercs. C'est dans ce siècle que le moine Guide Arétin, devint célèbre, pour avoir exprimé la gamme par ces mots, *ut*, *ré*, *mi*, *fa*, *sol*, *la*; cependant il eût été aussi commode de continuer à se servir des premières lettres de l'alphabet, que S. Grégoire avoit employées à cet usage.

Vous voyez combien on étoit ignorant dans les siècles que je viens de mettre sous vos yeux. On fera encore long-temps de vains efforts pour s'instruire, parce qu'on sera long-temps avant de savoir comment il faut étudier, et même ce qu'il faut apprendre.

CHAPITRE V.

Des Lettres en occident pendant le douzième et le treizième siècles.

Les subtilités de la dialectique n'avoient pas encore été mêlées dans la théologie, autant qu'elles le furent vers la fin du onzième siècle. On agita sur-tout diverses questions sur les mystères, parce que la curiosité ignorante, ne sachant pas discerner ce qu'on peut connoître, se porte naturellement à ce qui ne peut pas être connu. Nous avons vu que dans l'origine de la philosophie, on vouloit expliquer la formation de l'univers.

Comme les philosophes étoient tombés dans des erreurs, les théologiens tombèrent dans des hérésies. La principale est celle de Bérenger qui nia la présence réelle. Dialecticien célèbre, il disputa dans dix conciles, qui le condamnèrent; et il en fallut un onzième, pour lui arracher une rétractation, qu'on n'assure pas avoir été sincère.

De pareilles disputes donnoient de la célébrité, et l'amour de la célébrité décide souvent du choix des études et des opinions. L'art de disputer fut donc la passion de tous ceux qui voulurent se rendre célèbres. Les écoles devinrent pour les dialecticiens, ce qu'étoient les tournois pour les chevaliers, c'est-à-dire, des théâtres où il étoit glorieux de combattre et de vaincre; et on voyoit les dialecticiens se montrer d'école en école, disputant sur des choses qu'ils n'entendoient pas, comme alors les chevaliers se montroient de tournois, en tournois, combattant souvent pour des beautés qu'ils n'avoient jamais vues. C'est ainsi qu'Abélard se fit une grande réputation, et tint ensuite une école, où l'on accouroit d'Italie, d'Allemagne, d'Angleterre, de toutes parts.

Les richesses d'un pareil professeur, croissoient avec le nombre de ses disciples; et sa réputation croissant encore, il pouvoit enfin prétendre aux premières dignités de l'église: car l'art de disputer subtilement, étoit alors regardé comme le meilleur titre. Ainsi, la célébrité, l'avarice et l'ambition,

tout entretenoit cette manie. Les écoles se multiplièrent : la dialectique parut l'unique science : on crut qu'elle suffisoit pour résoudre toutes les questions de philosophie : la théologie n'eut plus rien de caché : en un mot, cet art frivole fut seul étudié; et un dialecticien, se voyant considéré comme philosophe et théologien, se crut savant dans tous les genres.

On commence à remarquer, dans le douzième siècle, que le nom d'Aristote est déjà d'un grand poids en occident. Je dis le nom; car, si les dialecticiens se piquoient de raisonner d'après ses principes, il les connoissoient cependant encore bien peu, puisqu'ils ignoroient le grec, et qu'ils n'avoient de ce philosophe que quelques écrits traduits par Boëce et par Victorin.

Il y eut alors deux sortes de dialecticiens; les uns, qui continuoient de préférer Saint Augustin, dont ils croyoient avoir la dialectique; les autres, qui donnoient la préférence au philosophe grec, qu'ils connoissoient à peine. Cependant tous puisoient au besoin dans l'une et l'autre source; mais c'étoit avec si peu de discernement, que

lorsqu'ils se faisoient une méthode, qui n'étoit ni celle d'Aristote, ni celle de Saint Augustin, ils ne la reconnoissoient pas néanmoins pour leur ouvrage propre, et ils en faisoient honneur au guide qu'ils croyoient avoir choisi. D'ailleurs, ils ne négligeoient pas d'appuyer leurs assertions sur l'autorité de quelques pères, qu'ils lisoient mal. Ils ramassoient des passages de toutes parts; ils faisoient des compilations mal raisonnées, et leurs ouvrages n'étoient qu'un mélange confus de théologie et de philosophie, où le théologique et le philosophique ne pouvoient pas se discerner, et où souvent on ne trouvoit ni l'un ni l'autre.

Alors les questions se multiplièrent pour se multiplier toujours de plus en plus; car différentes solutions données par des dialecticiens qui ne s'accordoient pas, faisoient naître de nouvelles questions qui, étant encore résolues différemment, donnoient naissance à d'autres. On ne prévoyoit point de terme à ces curieuses subtilités; aussi y eut-il dans ce siècle quantité d'hérésies. La plus singulière est celle d'un gentilhomme Breton, nommé Eon, qui, ayant

entendu chanter dans l'église, *per eum qui venturus est judicare vivos et mortuos*, assura que c'étoit lui qui devoit juger les vivans et les morts. Ce fou eut des fous pour disciples, et traîna le peuple après lui. Il est vrai que son extravagance ne fut pas produite en lui par la dialectique : mais si ces temps n'avoient pas été aussi féconds en opinions nouvelles, Eon vraisemblablement n'eût pas été fou. Revenons aux dialecticiens.

Selon Platon, les idées universelles sont des essences qui existent réellement hors des choses ; il les place dans l'entendement divin, comme autant d'êtres, comme autant de divinités ; et, si nous voulons connoître les corps, ce ne sont pas les corps qu'il faut observer, ce sont ces essences ; il faut trouver le moyen de nous élever jusqu'à elles.

Aristote trouva ridicule de mettre hors des corps les essences mêmes qui les modifient et les déterminent à être ce qu'ils sont. Il les plaça donc dans la matière ; et, rejetant le mot d'idée, il les appela formes. Ainsi, selon lui, il y a des formes univer-

selles, qui, de toute éternité, cachées dans chaque corps, font qu'ils sont ce qu'ils sont.

Zénon à son tour se moqua d'Aristote, comme Aristote s'étoit moqué de Platon. Il dit que ces universaux-là, soit qu'on leur donne le nom de forme ou celui d'idées, n'existent que dans notre entendement, et que ce ne sont que des noms donnés aux notions que nous formons, suivant les différentes manières dont nous concevons les choses.

Enfin les platoniciens d'Alexandrie, qui se piquoient toujours de tout concilier, et qui ne concilioient jamais rien, tentèrent inutilement d'accorder Platon, Aristote, Zénon; les idées ou formes universelles partagèrent les philosophes pendant plusieurs siècles. Vous concevez que cette grande question, qui avait disparu avec la philosophie, devait reparoître avec elle.

Les dialecticiens du onzième siècle suivoient l'opinion d'Aristote sans défiance, lorsque Roscelin s'arma contre eux de tous les argumens des stoïciens; et laissa sa doctrine à son disciple Abélard, qui la défendit

vivement au commencement du douzième. De part et d'autre, on aimoit trop la dispute pour chercher même inutilement, comme les platoniciens, des moyens de conciliation. On disputa donc, et il se forma deux sectes, connues sous les noms de réalistes et de nominaux. Les jeunes gens se firent nominaux, parce que c'étoit l'opinion nouvelle; et les vieux restèrent réalistes, parce qu'ils l'avoient été jusqu'alors. Ceux-ci crièrent, sur-tout, qu'on détruisoit toute science : en effet, on leur enlevoit la leur, puisqu'ils ne connoissoient que les formes universelles, et qu'on les anéantissoit.

La chaleur avec laquelle on défend ses opinions, ne vient pas toujours de l'importance des questions; au contraire, les disputes les plus frivoles sont aussi les plus vives, toutes les fois qu'elles attirent l'attention du public, et que chaque parti met toute sa gloire à vaincre. Si même on s'occupe d'objets importans, ce n'est pas toujours parce qu'ils le sont en effet, c'est souvent parce que les disputes s'y multiplient davantage. Alors l'importance de l'objet donne du poids aux questions les plus frivoles;

voles; et on s'échauffe d'autant plus de part et d'autre, qu'on se reproche réciproquement des erreurs plus dangereuses.

Il étoit donc naturel que les dialecticiens cherchassent à subtiliser sur les dogmes; qu'ils fissent tous leurs efforts pour les concevoir d'une manière nouvelle, et qu'ils voulussent au moins n'en pas parler avec le langage de tout le monde. De-là devoient naître, non seulement des hérésies, mais encore des opinions qui, quoiqu'orthodoxes en elles-mêmes, étoient jugées hérétiques dans les termes.

Si le zèle poursuivoit les hérétiques, la jalousie, qui prenoit le masque du zèle, pouvoit-elle ne pas saisir tout prétexte de persécuter les hommes célèbres? Les intrigues se joignirent donc aux subtilités, et tous les dialecticiens s'armèrent contre ces nouveaux Icares, dont ils ne pouvoient pas suivre le vol audacieux. Ils tournèrent sur-tout leurs traits contre Abélard, trop fait malheureusement pour être célèbre et envié.

Une ame avide de gloire se hâte de prendre son essor. Quelquefois elle se sent

comme gênée par la réflexion ; et ne suivant plus que son instinct, elle s'élance, et ne voit que le terme où elle est ambitieuse d'arriver. Elle peut causer et de grands maux et de grands biens ; et elle diffère en cela des ames communes, qui ne sont pas seulement capables d'une grande folie.

Telle étoit l'ame d'Abélard. Tout ce qui pouvoit nourrir une sensibilité vive, avoit des droits tyranniques sur elle. Elle ne put donc se refuser à la gloire, qui se montra sous le fantôme de la dialectique : elle ne put pas non plus se refuser à l'amour, qui, s'offrant sous les traits d'Héloïse, se fit un jeu de la dialectique même ; et vous prévoyez que l'une et l'autre lui furent funestes. Mais laissons ses amours.

Abélard eût répandu la lumière dans un siècle éclairé, et il s'égara dans les ténèbres de son siècle. Parce que la dialectique s'ouvroit une vaste carrière dans la théologie, il voulut être théologien, et il devint hérétique ; ses envieux du moins furent intéressés à le trouver tel. On se hâta de tirer de ses ouvrages plusieurs propositions. Il en désavoua, qu'en effet on n'y trouve

pas : il en expliqua d'autres; et en général on ne peut guère l'accuser, que de s'être exprimé d'une manière toute nouvelle ; reproche que méritent tous les écrivains de son temps : mais il avoit beaucoup d'ennemis, il en avoit de puissans : il falloit donc que toutes les propositions qu'on lui attribuoit, fussent également hérétiques : on suscita sur-tout saint Bernard contre lui.

La piété, qui est d'autant plus solide, qu'elle fuit davantage tout éclat, paroissoit, dans ce siècle corrompu, être forcée par le zèle même à chercher la gloire de la célébrité. Un homme, d'une ame pieuse et courageuse, entraîné par les circonstances sur la scène du monde, pouvoit-il ne pas s'élever ouvertement contre les vices? et si ses talens, autant que sa piété, lui faisoient un nom, pouvoit-il voir d'un œil indifférent son nom rendu célèbre? Tel étoit S. Bernard : il aimoit la gloire, il ne s'en doutoit pas, parce qu'il ne voyoit dans la gloire même que les succès de sa piété et de son zèle : mais je crois que si elle n'eût pas à son insu parlé à son cœur, il ne se seroit

pas aveuglé sur l'abus et l'injustice des croisades.

On ne peut trop le louer de ses soins à rétablir la discipline dans les ordres religieux, et de son courage à donner aux papes même des conseils contre les abus qui s'introduisoient dans la cour de Rome. Un autre éloge encore qu'on ne peut lui refuser, et qui est bien singulier pour son siècle, c'est qu'il a du moins entrevu les vices de la dialectique, et qu'il a méprisé cet art frivole, jusqu'à se vanter de n'y rien comprendre. Je conviendrai cependant que ce n'étoit pas assez de le mépriser, et qu'il eût fallu l'étudier pour se mettre en état de le rendre méprisable aux autres. Socrate méprisa les sophistes, mais il les étudia; c'est pourquoi il les combattit avec avantage.

Il est vrai que S. Bernard, ayant dédaigné de s'instruire de la philosophie de son temps, n'ignoroit que des choses qui ne méritoient pas d'être sues : cependant il arriva que, n'en pouvant juger par lui-même, il fut contraint de s'en rapporter au jugement des autres. Alors son zèle ne fut plus

qu'un instrument dont les ennemis d'Abélard se servirent; et lorsqu'il crut combattre les dialecticiens, il se trouva n'être parmi eux qu'un chef de parti. Il ne fut pas sans doute insensible à la gloire de défendre la religion contre l'homme le plus célèbre, qu'on accusoit d'innover. L'amour de la gloire est commun à tous les grands hommes et s'il se déguise à leurs yeux, il se décèle aux yeux des autres.

Vous pouvez juger quelle fut l'animosité des deux partis, dont les chefs étoient d'une égale réputation. Ce n'est pas mon dessein de m'arrêter sur des détails de cette espèce : il me suffit de dire qu'Abélard succomba, et que la jalousie et la haine se montrèrent sensiblement dans la condamnation qu'on porta contre lui.

Pierre, surnommé Lombard, parce qu'il étoit de Novare en Lombardie, étoit venu finir ses études à Paris, alors l'école la plus célèbre. Il fit de grands progrès sous Abélard, fut ensuite professeur lui-même, et enfin évêque de Paris. Philippe, fils de Louis le Gros, et frère de Louis le Jeune, qui avoit été nommé à cet évêché, se fit

un honneur de le céder à un homme du mérite de Pierre Lombard. Il n'en falloit pas moins pour élever cet étranger à cette dignité. Car la préférence que Pierre avoit donnée à la dialectique d'Aristote, déplaisoit beaucoup aux théologiens de Paris, qui en général étoient partisans de celle de S. Augustin.

Il adopta la méthode d'Abélard son maître: mais, beaucoup plus réservé, il ne donna pas dans les mêmes écarts. Son livre des sentences, c'est le titre qu'on donnoit à ses ouvrages de théologie, paroît avoir été fait pour résoudre toutes les questions qu'on agitoit alors. Il se servit de la dialectique d'Aristote, et il se fit sur-tout une loi de confirmer ses sentimens par les décisions mêmes des pères de l'église: cependant ce n'étoit pas sans beaucoup de subtilité qu'il leur faisoit résoudre des questions, auxquelles souvent ils n'avoient jamais pensé. Il subtilise, par exemple, long-temps pour savoir si Jésus-Christ, en tant qu'homme, est une chose; et après avoir apporté beaucoup de raisons pour et contre, il se déclare enfin pour la négative;

cette assertion fut condamnée par le pape Alexandre III.

L'école de Paris rejeta aussi quelques-unes de ses opinions. Néanmoins cet ouvrage du maître des sentences, c'est ainsi qu'on nomma depuis Pierre Lombard, eut les plus grands succès. Ce fut bientôt le principal livre classique, et on ne pouvoit pas être théologien, sans l'avoir étudié. Mais quoiqu'il eût la réputation d'être clair, tous ceux qui l'étudièrent, n'y trouvèrent pas les mêmes choses. Les commentateurs se multiplièrent donc pour l'expliquer. Alors cet ouvrage devint réellement obscur, et donna lieu à de nouvelles questions et à de nouvelles subtilités.

C'est ainsi que la méthode qu'on suivoit, brouilloit toutes les idées, et jetoit dans bien des erreurs, dont je ne parle pas, lorsqu'au commencement du treizième siècle, la métaphysique et la physique d'Aristote, furent apportées de Constantinople à Paris, et traduites en latin. Ces ouvrages, qui n'étoient pas propres à répandre la lumière, trouvèrent les esprits peu disposés à les recevoir. Un concile, tenu à Paris en

1209, en défendit la lecture, sous peine d'excommunication, et les condamna au feu. Quelques années après, le légat du pape confirma cette condamnation, en permettant néanmoins d'enseigner la dialectique d'Aristote.

C'étoit assez mal remédier aux abus dont on se plaignoit, que de laisser subsister la dialectique qui en étoit la source, et de condamner la métaphysique et la physique, qui n'avoient fait encore aucun mal. Mais on jugeoit à l'aveugle de ces choses; et, parce qu'on n'avoit rien de bon en philosophie, on ne savoit trop ce qu'on devoit permettre ni ce qu'on devoit défendre. Dans le vrai, ce qui faisoit principalement des ennemis à Aristote, c'est la célébrité des dialecticiens, qui avoient pris sa philosophie pour guide. La raison en est sensible: car dans les temps même qu'on brûloit ses ouvrages en France, il étoit permis de les lire par-tout où ses sectateurs n'avoient pas à lutter contre un parti jaloux et puissant: c'est-à-dire, en Angleterre, en Allemagne, en Italie même. De pareilles défenses sembloient donc promettre plus de célébrité à

ceux qui désobéissoient : étoit-il d'ailleurs naturel de compter que les dialecticiens renonçassent à des subtilités qui faisoient toute leur science, et à la place desquelles ils n'avoient rien à remettre?

Frédéric II, qui régnoit en Allemagne, hâta sur-tout la fortune d'Aristote. Les connoissances qu'il avoit acquises, lui faisant desirer d'en acquérir encore, il ambitionna de contribuer aux progrès des lettres, et il leur accorda une protection singulière. Il releva les anciennes écoles, il en fonda de nouvelles; enfin, il fit chercher et traduire tous les livres où l'on crut trouver quelqu'instruction.

Depuis Gerbert, quelques personnes avoient encore été chercher les sciences chez les Arabes, et on avoit même traduit quelques-uns de leurs livres de médecine, de physique et de mathématique. Cependant la philosophie arabe étoit peu connue parmi les Chrétiens, du moins ne s'enseignoit-elle pas dans les écoles. Frédéric la fit connoître par des traductions, et la fit enseigner en Allemagne et en Italie.

La dialectique d'Aristote, déjà mauvaise,

en elle-même, plus mauvaise dans les sources où on l'avoit puisée jusqu'alors, fut donc enfin étudiée dans les commentateurs arabes, où elle étoit devenue pire encore. Ce que j'ai dit peut vous faire juger des lumières que de pareils maîtres pouvoient répandre.

Le plus célèbre de ces commentateurs, Averroès, regardoit Aristote comme un génie que Dieu avoit donné, afin que les hommes sussent tout ce qui peut être su; il en faisoit même presqu'un Dieu, qui avoit tout connu, qui n'avoit pu se tromper, et dont la doctrine étoit la suprême vérité. Mais il applaudissoit à des choses qu'il n'entendoit pas; car ceux qui ont eu la patience de lire tous ses commentaires, y trouvent autant d'ignorance et de bévues que d'enthousiasme. Voilà cependant l'auteur classique qu'on étudia davantage. On idolâtra, pour ainsi dire, avec lui sur l'autel qu'il avoit élevé au philosophe grec, et on lui rendit à lui-même à-peu-près un culte semblable; il est vrai qu'il partagea ce culte avec Avicenne, autre commentateur, tout aussi dépourvu de connoissances et de jugement.

L'enthousiasme, qui saisit les esprits, mit le comble à l'aveuglement, lorsqu'Aristote, moins entendu que jamais, fut regardé comme l'unique organe de la vérité. On ne chercha plus ce qu'il falloit penser, mais ce qu'avoit pensé ce philosophe ; son autorité étoit une démonstration, et on ne la respectoit pas moins en théologie qu'en philosophie.

Cependant, obscur par lui-même, et plus obscur par les soins de ses commentateurs, il laissoit rarement saisir sa pensée, et il se contredisoit souvent. On conclut donc que, lorsqu'il ne s'expliquoit pas assez, on ne pouvoit rien savoir ; et que, lorsqu'il affirmoit le pour et le contre, on ne pouvoit rien assurer. En vain on subtilisa, en vain on fit des questions sans nombre, on se trouvoit toujours plus loin de savoir quelque chose. Il fallut donc douter, et un nouveau pyrrhonisme s'établit d'après Aristote même.

Le péripatétisme des Arabes fut répandu en Allemagne par Albert, de l'ordre des frères prêcheurs, surnommé le Grand, à cause de l'étendue de ses connoissances ; il

fut même appelé à Paris, où, malgré les défenses, il enseigna la philosophie d'Aristote; et d'où, quelque temps après, il transporta son école à Cologne.

Assez sage néanmoins pour ne pas se borner aux subtilités de la dialectique et de la métaphysique, il s'appliqua aux mathématiques et aux mécaniques; et il paroît être un des premiers qui aient étudié l'histoire naturelle. Il acquit dans tous ces genres des connoissances qui le firent passer pour magicien; et cette réputation lui étant restée, ceux qui d'après lui ont voulu étudier la magie, en ont cherché les principes dans des ouvrages qu'on lui attribue faussement. On dit qu'il employa trente ans à faire une tête qui parloit, et que S. Thomas d'Aquin, son disciple, dans la frayeur qu'il en eut, la cassa d'un coup de bâton.

Il y avoit alors en Angleterre un autre magicien; c'est Roger Bacon. Il avoit étudié avec tant de succès la géométrie, l'astronomie, l'optique, la chimie, les mathématiques, les mécaniques, etc., qu'il a prévu la possibilité de quantité de choses, qui

paroissoient de son temps des mystères impénétrables, et dont plusieurs ont été découvertes depuis. La sagacité d'Albert et de Bacon fait regretter qu'ils ne soient pas venus dans de meilleurs temps.

Il y eut encore dans le treizième siècle trois hommes célèbres. Le premier est S. Bonaventure, de l'ordre des frères mineurs, né en Toscane, et surnommé le docteur séraphique. Il préféra la théologie mystique, qu'il traita avec plus de piété que de curiosité, et d'où il écarta les questions étrangères. Il évita donc les subtilités des dialecticiens; mais il ne put pas éviter les notions vagues qui servent de principes à la théologie mystique.

Le second est S. Thomas, surnommé le docteur angélique, de l'ordre des frères prêcheurs. Issu de la maison des comtes d'Aquin, il descendoit des rois de Sicile et d'Arragon. Il étudia sous Albert le Grand à Cologne, prit à Paris le bonnet de docteur avec S. Bonaventure, et revint en Italie où il enseigna dans plusieurs universités. C'est ainsi qu'on nommoit les écoles, et celle de Paris étoit alors la plus célèbre.

S. Thomas a écrit sur la philosophie et sur la théologie, en se conformant aux principes et à la méthode du nouveau péripatétisme. On croit qu'il auroit été capable de faire de meilleurs ouvrages, si le préjugé général lui avoit permis de préférer son jugement à celui de l'Aristote Arabe ; mais son siècle l'auroit vraisemblablement beaucoup moins applaudi. Ses grands succès ne firent donc que nourrir un préjugé contraire au progrès de l'esprit humain, et ils achevèrent la fortune d'Aristote. Les ennemis les plus déclarés du péripatétisme n'osèrent plus condamner un philosophe, pour qui S. Thomas montroit une entière déférence. Aristote prévalut donc par-tout, même dans l'université de Paris, d'où, jusqu'alors, on avoit toujours tenté de l'exclure.

Jean Duns Scot, le troisième de ces hommes célèbres dont j'avois à parler, a surpassé tous les péripatéticiens en subtilités, et a mérité le surnom de docteur subtil, qu'on lui donne communément. Comme il s'est fait des principes différens de ceux de S. Thomas ; et que les frères

mineurs, dont il étoit, ont adopté sa doctrine, pendant que les frères prêcheurs ont continué de suivre celle du docteur angélique; il s'est formé dans l'église deux sectes, qui subsistent encore, qui sont connues sous le nom de thomistes et de scotistes, et dont il vous est très-permis de ne savoir que les noms. Ces deux docteurs, au reste, firent presqu'oublier tous ceux qui les avoient précédés.

Si vous considérez quel étoit l'objet des études dans le douzième et le treizième siècles, la méthode avec laquelle on les faisoit, la prévention aveugle où l'on étoit pour Aristote, et pour ses commentateurs, et la jalousie de ces prétendus philosophes, qui faisoient consister toute la science dans des subtilités, vous comprendrez, que plus on faisoit d'efforts, plus on s'éloignoit du vrai chemin des connoissances, et vous plaindrez Frédéric II, qui, voulant hâter les progrès de l'esprit humain, n'a fait que les retarder. Cependant sa protection n'a pas été tout-à-fait inutile. Peut-être étoit-il nécessaire de s'égarer dans mille détours obscurs et tortueux, pour trouver enfin une

route plus sûre et mieux éclairée. Comme l'anarchie n'amène un gouvernement sage, que lorsque les désordres, parvenus à leur comble, soulèvent enfin tous les citoyens ; de même il falloit mettre le comble aux absurdités, afin de préparer à la vraie philosophie, en soulevant enfin le bon sens.

CHAPITRE VI.

Des Lettres en occident dans les quatorzième et quinzième siècles.

LES ordres religieux sont des républiques où l'esprit du premier législateur ne se conserve pas long-temps : les fondateurs survivent, comme Solon, au gouvernement qu'ils ont établi. Ce sont les circonstances qui font d'abord prendre à ces différens ordres une nouvelle façon de penser ; et ils la prennent conformément aux conjonctures qui concourent à leurs premiers succès. Alors préférant le monde, et les avantages qu'il offre aux vues bornées d'un solitaire qui les destinoit à la retraite, ils se font un système de conduite pour conserver la considération et les richesses qu'ils ont acquises, et pour en acquérir encore. C'est ainsi que le caractère des Romains, formé d'après les circonstances, établit peu-à-peu un plan de gouvernement, qui pré-

paroit à la conquête du monde. Cette comparaison est si noble, qu'il ne faut pas l'abandonner si tôt.

Romulus certainement ne projetoit pas de conquérir l'Afrique, l'Espagne, les Gaules, la Grèce et l'Asie : le Latium seul devoit lui paroître une conquête difficile, et il ne songeoit guère qu'à se défendre sur le mont Palatin. Mais l'ambition vint avec les succès ; et les Romains, toujours entraînés d'une guerre dans une autre, s'accoutumèrent à regarder tous les peuples voisins, comme autant de peuples ennemis, ou même comme des sujets rebelles. En un mot, ils crurent avoir des droits sur toutes les nations.

Il en est de même des moines. Il seroit absurde de penser qu'ils se sont établis dans la vue de gouverner un jour le monde, et que dès le commencement ils ont eu un plan fait de le troubler, pour s'en rendre maîtres. Mais tout corps a un esprit républicain, une espèce de patriotisme, qui, porte chaque membre à se dévouer pour l'intérêt commun, et ce patriotisme est d'autant plus fort, qu'on y attache plus de

considération, et qu'il en paroît réjaillir plus de gloire sur chaque membre. Lorsque le zèle est à un certain point, un corps n'a plus d'autre règle que son avantage; il juge de la justice de ses entreprises par l'utilité qu'il en retire. Il ne se borne donc pas à se défendre dans ses limites; il tend au contraire continuellement au-delà, et il saisit toutes les circonstances favorables.

Les moines pouvoient-ils donc se refuser à l'ambition, lorsque l'ignorance et la superstition venoient mettre à leurs pieds les richesses et les dignités? Il falloit bien qu'ils s'accoutumassent à croire que ces choses étoient à eux, puisqu'on les leur donnoit. Or, dès qu'une fois ils pensent ainsi, ils croiront bientôt avoir des droits sur ce qu'on ne leur donne pas, et quiconque osera contester leurs prétentions, sera déclaré rebelle. Si Sparte, je continue toujours de relever les petites choses par de grandes comparaisons, si Sparte, dis-je, malgré les sages précautions de Lycurgue, est enfin devenue ambitieuse, qui nous assurera que les capucins n'auront pas un jour l'ambition de gouverner le monde?

Faites naître les circonstances, et l'ambition naîtra. Vous avez vu les prétentions du clergé et celles des papes : vous avez vu que les avantages temporels des ministres de l'église étoient la suprême loi ; et que quiconque ne se soumettoit pas, étoit traité comme ennemi de la religion même. Or ce sont les ecclésiastiques religieux, plus que les séculiers, qui ont été l'ame de ces entreprises étonnantes. Cependant rien n'est plus contraire à l'esprit de l'église : tant il est vrai que les corps sont toujours faits pour oublier les principes de leur première institution.

Il est de l'intérêt des moines d'entretenir l'ignorance, qui est le principal appui de leur autorité. Ils l'entretiendront par conséquent. Je ne veux pas dire qu'ils forment le projet de s'opposer aux lumières qui pourroient se répandre. Ils sont trop ignorans pour cela, et ils ne prévoient pas encore, qu'il puisse venir de quelque part d'autres lumières que les leurs : au contraire ils croient savoir tout ce qui peut être su. Mais si l'aurore commence, ils entreverront le danger qui les menace, et ils crain-

dront le jour. Alors, sentant le besoin des ténèbres, ils tenteront tout pour couvrir le ciel de nouveaux nuages.

Or cette aurore a commencé vers le milieu du quatorzième siècle; et cependant le soleil étoit encore bien loin de paroître : une nuit de plusieurs siècles lui avoit fait oublier son cours. De si foibles rayons ne pouvoient donc pas percer dans les sombres réduits des écoles. Elles leur étoient d'ailleurs fermées; car les yeux ne pouvoient pas soutenir cette lumière étrangère. En effet les études non seulement continuèrent d'être aussi mauvaises qu'auparavant, elles furent pires encore ; et si de bons esprits osèrent proposer une réforme, la haine arma contr'eux tous les péripatéticiens.

C'est que le péripatétisme étoit devenu l'esprit des ordres religieux, qui l'enseignoient. Ils lui devoient toute leur considération, toute leur célébrité ; ils n'étoient plus rien, si cette hydre venoit à tomber sous les coups d'un Hercule : ils devoient donc le défendre avec un patriotisme fanatique.

En instituant tous les ordres mendians,

S. Dominique et S. François n'avoient pas sans doute prétendu fonder des sectes de péripatéticiens : mais ces moines se saisirent habilement des écoles ; et devenus disciples d'Aristote, ou plutôt d'Averroès, ils se rendirent les maîtres des universités, dès le treizième siècle où ils avoient commencé.

Ce sont eux qui firent enfin prévaloir Aristote. Il est vrai que dans la faculté de théologie de Paris, il y avoit encore, au commencement du quatorzième siècle, des docteurs qui blâmoient S. Thomas d'avoir appuyé les dogmes sur l'autorité de ce philosophe, et d'avoir fait un mélange du péripatétisme et de la doctrine chrétienne : mais la canonisation de S. Thomas, qui se fit alors, fournit de nouvelles armes aux frères prêcheurs. En effet, devoit-on craindre de suivre l'exemple d'un saint, et pouvoit-on blâmer la méthode qu'il avoit adoptée ? Cet argument étoit fort dans un temps où l'on ne savoit pas que les saints du premier siècle de l'église avoient tous rejeté Aristote.

La cour de Rome, entraînée elle-même

par l'autorité du saint qu'elle avoit canonisé, et par les sollicitations des frères mendians, cessa de défendre la lecture des ouvrages de ce philosophe : elle fit plus, elle en recommanda l'étude. Le légat chargé de réformer l'université de Paris, vers le milieu du quinzième siècle, enjoignit d'enseigner la dialectique, la métaphysique, la physique et la morale de ce philosophe, et défendit de recevoir aux grades ceux qui n'en seroient pas suffisamment instruits. Il est assez singulier que, dans des écoles où il n'y avoit guère que des clercs, ou des hommes qui se destinoient à l'église, on ait regardé comme un préliminaire nécessaire à la théologie, les idées vagues d'Aristote, commentées par Averroès. Si l'on croyoit que c'étoit là la vraie source de la théologie, il n'y avoit donc point eu de théologiens jusqu'alors.

Mais une chose qui ne paroît pas moins singulière, et qui est cependant bien dans le caractère de l'esprit humain, c'est que la lecture de cette mauvaise philosophie, qui a été proscrite dans le treizième siècle, sans qu'on sût trop pourquoi, a été ordonnée

dans le quinzième, où il y avoit de bons esprits qui s'élevoient avec connoissance contre Aristote et contre Averroès.

Dès que tous les professeurs furent obligés d'enseigner Aristote, chacun crut aussi pouvoir s'arroger le droit de le commenter à sa manière. De-là naquirent quantité de sectes péripatéticiennes, et vous pouvez vous imaginer ce que devinrent la philosophie et la théologie. Les subtilités des frères mineurs dans leur différend avec Jean XXII, qui les condamna, suffisent pour vous faire juger les philosophes et les théologiens du quinzième siècle.

Occam, un de ces frères mineurs, philosophe et théologien, se signala dans cette dispute. Ennemi déclaré de la cour de Rome, il avoit déjà écrit pour Philippe le Bel; il écrivit encore pour Louis de Bavière, et on remarque qu'il ne défendit les droits de l'empire que par des sophismes et des subtilités; manière de raisonner dans laquelle il étoit supérieur à tous les péripatéticiens de son temps.

Quoiqu'il fût sorti de l'école des scotistes, qui étoient réalistes ainsi que les thomistes, il

il renouvela la secte des nominaux, alors presqu'éteinte; et il entraîna dans son opinion tous les frères mineurs, qui l'avoient pris pour chef contre Jean XXII. Alors cette secte fit de grands progrès en Allemagne, où Louis de Bavière protégea tous les moines, avec qui il avoit un ennemi commun dans le pape.

Les nominaux, toujours odieux aux thomistes et aux scotistes, qui les accusoient de détruire toute science, devinrent donc encore odieux au saint siége, contre qui Occam et ses sectateurs s'étoient soulevés. Cette haine excita contre eux une longue persécution, qui éclata sur-tout lorsque les papes eurent recouvré leur autorité en Allemagne. Alors la guerre fut ouverte entre les réalistes et les nominaux; ils disputèrent, ils répandirent du sang, ils se chassèrent réciproquement des universités, et ils attirèrent enfin l'attention des souverains, qui crurent devoir employer l'autorité pour les réduire au silence. Louis, fils et successeur de Charles VII, proscrivit les livres des nominaux, et chassa des écoles de France tous ceux de cette secte. Cependant ces mi-

sérables disputes ne cessèrent pas. Elles continuent même encore dans la poussière des écoles, et elles continueront tant qu'il y aura des thomistes et des scotistes; heureusement elles n'occupent plus le monde. Au reste, il ne faut pas s'étonner si les nominaux ont été condamnés, ils avoient trop d'ennemis pour vaincre, et ils soutenoient une bonne thèse par les plus pitoyables raisons.

Vous voyez combien la république des lettres étoit troublée, et que ces troubles répandoient encore par-tout de nouveaux désordres; en vain les bons esprits, car il y en avoit alors, recommandoient d'étudier les langues, les pères de l'église, la tradition, l'histoire ecclésiastique et civile : ils ne pouvoient pas réformer les universités, où les frères mendians dominoient. Il étoit commode à ces moines de n'avoir besoin que d'un livre, et de supposer qu'on trouvoit toutes les sciences dans S. Thomas ou dans Scot.

Les écoles publiques devinrent donc toujours plus mauvaises dans le quatorzième et le quinzième siècles; mais heureu-

sement les différends entre le sacerdoce et l'empire, et les hérésies de Wiclef et de Jean Hus ouvrirent enfin les yeux sur la nécessité de faire de meilleures études. On apprit le grec, l'hébreu et le latin, qu'on savoit mal. On fouilla dans la tradition, on lut les pères, on voulut savoir l'histoire, en un mot, on connut que l'antiquité méritoit d'être étudiée. Gerson est sans contredit celui qui se distingua le plus dans le petit nombre de ceux qui tentèrent d'acquérir des connoissances utiles; et c'est lui qui a commencé à dissiper les ténèbres dont on avoit enveloppé la théologie.

L'éloquence et la poésie furent encore cultivées dans ces deux siècles; le goût se formoit, et préparoit à mieux raisonner. Mais c'est à l'Italie qu'on doit ces commencemens, et nous en parlerons bientôt.

Il importe peu, Monseigneur, que vous connoissiez à fond les questions, les erreurs, les hérésies, les subtilités et les mauvaises études du moyen âge. Cependant je ne devois pas vous laisser tout-à-fait ignorer ces choses. Il faut connoître les vices de l'esprit humain, si vous voulez remonter aux prin-

cipes de bien des maux; et si vous voulez remédier à ces vices, il faut encore en connoître les causes. C'est ce que j'ai tâché de vous développer.

Vous avez vu les hommes, pendant plusieurs siècles, ne faire des efforts que pour s'égarer de plus en plus, aller échouer les uns après les autres contre les mêmes écueils, en chercher de nouveaux sur une mer plus inconnue, et se précipiter de dangers en dangers sans les prévoir. L'expérience ne peut les éclairer, parce qu'ils sont incapables de réfléchir; ils suivent opiniâtrément une route tracée par les naufrages, sans jeter la sonde, sans revenir sur leurs pas; ils craindroient trop de découvrir leurs égaremens, et ils les découvriroient, qu'ils n'en conviendroient pas.

C'est que les opinions les plus absurdes doivent durer lorsqu'elles intéressent un parti. Il falloit que les peuples, les grands et les rois dans leur ignorance, fussent les victimes de ces clercs et de ces moines, qu'ils regardoient avec stupidité comme savans. Il falloit que tous les citoyens fissent de mauvaises études, parce que les frères

prêcheurs et les frères mineurs en avoient fait de mauvaises. Ces moines pouvoient-ils permettre qu'on acquît des connoissances qui devoient mettre leur ignorance dans tout son jour ?

Ces philosophes, ces théologiens, ces sophistes, je ne sais quel nom leur donner, vouloient gouverner le monde par leurs opinions, et quelquefois ils le gouvernoient en effet. Ils intéressoient la religion et l'état à leurs disputes, aussi frivoles que subtiles. Les questions les plus méprisables en elles-mêmes, devenoient importantes par l'attention que l'église et le gouvernement daignoient y donner; et on voit seulement que chacun se piquoit de connoître la vérité, et que personne ne la cherchoit sincèrement. Toute l'ambition étoit de vaincre dans la dispute, et d'abuser de la crédulité des peuples.

Les malheurs de tant de siècles, Monseigneur, doivent vous apprendre combien il est important de juger des choses par ce qu'elles sont en elles-mêmes : c'est sur-tout le devoir d'un souverain de démêler la vérité au milieu de cette confusion que for-

ment les passions des hommes, et les intérêts des différens partis. Il doit plus qu'aucun autre la respecter; mais il doit plus qu'aucun autre mépriser tout ce qui lui est étranger. Il faut qu'il connoisse les abus, et qu'il en voie la source, s'il veut pouvoir les corriger sans commettre d'imprudence. Cette étude demande bien des soins de sa part; mais s'il sait étudier l'histoire, il trouvera de grandes leçons dans tous les siècles, et sur-tout dans les plus barbares.

CHAPITRE VII.

De la scholastique, et, par occasion, de la manière d'enseigner les arts et les sciences.

Du mot *école*, on a fait celui de *scholastique* pour désigner le cours des études, et la méthode qu'on suivoit dans les écoles. Il faut donc se faire, suivant les temps, des idées différentes de la scholastique.

Lorsque les hommes se sont familiarisés avec un mot, ils croient, en général, qu'il est naturellement et essentiellement fait pour être le signe de l'idée qu'ils sont dans l'habitude d'y attacher; et ils s'imaginent que cette idée constitue l'essence de la chose qu'ils expriment par ce mot. De là sont nées de tout temps bien des questions sur lesquelles quelquefois on a fait des volumes, et qu'on auroit résolues facilement si on avoit pu s'entendre. Il ne faudroit pour cela que renoncer à ces vaines essences, que

nous voulons toujours saisir, et nous souvenir qu'un mot ne signifie que ce que nous avons voulu lui faire signifier.

On a été curieux de rechercher l'origine de la scholastique; et, parce qu'on n'a pas déterminé ce qu'on entend par ce mot, cette origine a paru se cacher, comme la source du Nil. On a cru la découvrir dans Saint Thomas, dans Pierre Lombard, dans Abélard, dans Roscelin, dans d'autres dialecticiens dont je n'ai pas parlé; enfin on est remonté à S. Jean Damascène, et même jusqu'à S. Augustin.

Quelqu'un qui auroit vu la Seine au Havre, sans savoir d'où elle vient, auroit de la peine à la reconnoître à Rouen, encore plus à Paris, et bien plus encore à Chanceaux en Bourgogne. Il la verroit, et il demanderoit où elle est. Il en est de même de la scholastique. Quand on n'en a pas étudié le cours, et qu'on ne la voit qu'à son embouchure, on ne sait plus où la retrouver. On ne voit pas que c'est un filet d'eau, qui a eu sa source dans Aristote; et qui, après des accroissemens et des décroissemens alternatifs, s'est caché pendant

quelque temps, pour reparoître ensuite, croître de nouveau, devenir tous les jours plus trouble, et inonder enfin tout l'occident. Ce fleuve est comme tous les fleuves: non-seulement, il est différent de lui-même, d'une partie de son cours à l'autre; mais encore dans chaque partie, ses eaux ne sont pas deux instans les mêmes.

Si donc on entend par la scholastique tout ce cours que je viens de tracer, on la reconnoîtra facilement par-tout; mais, si on vouloit, par exemple, ne s'en faire d'idée que d'après la lecture de S. Thomas; ce n'est que dans S. Thomas qu'on la trouvera telle qu'elle est dans S. Thomas; comme ce n'est qu'au Havre qu'on trouvera la Seine telle qu'elle est à son embouchure. Pour moi j'entends par scholastique, ce mélange confus de philosophie et de théologie, qui s'est achevé dans le treizième siècle, et qui avoit déjà commencé auparavant. Considérons actuellement le plan des études dans le moyen âge: en voyant combien on étudioit mal, nous apprendrons, peut-être, comment nous devons étudier nous-mêmes.

La grammaire, la rhétorique, la logique,

la musique, l'arithmétique, la géométrie et l'astronomie; voilà, dans leur ordre, les choses qu'on croyoit enseigner dans les deux cours qu'on nommoit *trivium* et *quadrivium*. Le péripatétisme des Arabes introduisit une autre division dans le treizième siècle; et on enseigna la grammaire, la logique, la métaphysique, la physique, la morale, la politique, le droit et la théologie.

Il est inutile de nous arrêter sur ce qu'on enseignoit dans le *trivium* et le *quadrivium*; car il étoit bien rare de trouver un homme qui eût achevé ces deux cours; d'ailleurs toutes les écoles tombèrent à un tel point que, dans le dixième siècle, Gerbert fut obligé d'aller chercher des connoissances en Espagne. Commençons donc au treizième.

Environ depuis le milieu du douzième siècle, on écrivoit en France dans la langue vulgaire, qu'on nommoit alors *Roman*; et, à l'exemple des Français, les Espagnols et les Italiens écrivirent aussi dans leur langue. C'est la chevalerie qui introduisit cet usage : comme on voulut chanter les faits

d'armes et les aventures amoureuses des chevaliers, il fallut bien écrire en roman, puisque ces héros n'entendoient pas le latin. On abandonna donc par nécessité ces petites choses aux langues vulgaires; mais on ne leur permit pas encore de s'essayer sur les sciences. Seulement on commence à trouver quelques mauvais historiens.

Or, dans ces temps-là, on n'avoit point d'idée de ce que nous nommons construction : le singulier n'étoit pas distingué du pluriel; l'orthographe n'avoit rien de fixe; on défiguroit continuellement les noms; en un mot, on écrivoit sans règles.

Comment des hommes, qui parloient leur langue avec aussi peu de jugement, auroient-ils pu comprendre qu'il y a une manière de bien parler latin, la seule langue qu'ils se piquoient d'apprendre. Aussi le parloient-ils avec des constructions barbares, et avec des mots pris dans un sens étranger, ou même avec des termes vulgaires, auxquels on donnoit une terminaison latine. C'étoit du Français, de l'Espagnol, de l'Anglais, de l'Allemand et de l'Italien latinisés. Il arrivoit de-là que les

savans non-seulement n'entendoient pas les écrivains anciens, mais encore ils ne s'entendoient pas les uns les autres. Toute la grammaire se bornoit aux conjugaisons, aux déclinaisons et à quelques règles qu'on n'expliquoit point; encore les écrivoit-on en latin, peur faciliter l'intelligence de la langue à ceux qui ne la savoient pas.

Avec aussi peu de jugement, on devoit être sans goût. Qu'étoit-ce donc que la rhétorique? l'art de ne parler pas naturellement, des métaphores étudiées, des figures gigantesques et des lieux communs, prodigués sans discernement. La poésie, s'il en faut parler, tout aussi barbare que la prose, étoit encore plus plate.

La logique, la dialectique, ou l'art de raisonner, de quelque manière qu'on l'appelle, n'est que l'art d'aller des connoissances qu'on a, à celles qu'on n'a pas, du connu à l'inconnu: elle suppose donc un esprit qui a déjà acquis quelques connoissances, et qui s'est fait des idées exactes des choses communes au moins. S'il n'a que des notions vagues et confuses, on ne saura par où le prendre, pour le conduire à des con-

noissances précises et distinctes. Car enfin pour apprendre à raisonner, il faut avoir déjà fait de bons raisonnemens; parce qu'on ne peut savoir comment on doit se conduire pour en faire de bons encore, qu'autant qu'on peut remarquer comment on s'est déjà conduit.

Cependant la grammaire et la rhétorique n'avoient fait que gâter le jugement. Le mal étoit d'autant plus grand, qu'on ne s'en doutoit pas; et on l'auroit connu, qu'on n'y auroit pas su remédier. Il falloit donc que la logique l'accrût encore. Le professeur, qui ne trouvoit dans ses écoliers que des idées confuses, et qui n'en avoit pas d'autres lui-même, ne pouvoit partir que de ces idées, pour les mener encore à de plus confuses. Il n'imaginoit pas de faire des recherches sur l'origine et sur les progrès de nos connoissances. Il ne sentoit pas le besoin d'observer et d'analyser les opérations de l'entendement; et l'esprit humain, qu'il se flattoit de diriger dans la découverte de la vérité, étoit, entre ses mains, un instrument qu'il ne connoissoit pas.

Les scholastiques se trouvoient dans le même cas où seroit un homme qui entreprendroit de donner les règles de la navigation, et qui cependant n'auroit aucune connoissance ni des différentes parties d'un vaisseau, ni de leur usage, ni du ciel, ni des mers sur lesquelles il oseroit naviger. Ils ignoroient tout-à-fait la manœuvre des parties de l'entendement humain, et ils ne connoissoient pas davantage les sciences dans lesquelles ils vouloient se hasarder.

Dans l'impuissance, par conséquent, de chercher l'art de raisonner dans les idées mêmes en considérant comment elles se déterminent, comment elles naissent les unes des autres, et comment elles se combinent de mille manières pour en produire de nouvelles, ils s'arrêtèrent au seul mécanisme du raisonnement. Ils remarquèrent qu'une proposition contient trois termes, que des deux premiers on peut tirer une conclusion, et ils firent des syllogismes.

Celui qui faisoit le plus de syllogismes sur un sujet, étoit le plus habile, et il étoit censé avoir raison, parce qu'il parloit le dernier. Or cet art est facile : il suffit de

ne déterminer ni l'état de la question, ni la signification des mots; et les scholastiques auroient été bien embarrassés de faire autrement. Ils trouvoient donc toujours, dans des notions vagues et dans des termes équivoques, de quoi tirer continuellement de nouvelles conclusions, et de quoi soutenir toutes les thèses qu'ils pouvoient avancer. Par ce moyen ils multiplioient les disputes, et ils n'en terminoient jamais aucune; parce que celui qui soutenoit une proposition, et celui qui l'attaquoit, ne faisoient l'un et l'autre que des sophismes; et qu'ils étoient tous deux incapables de s'en appercevoir. C'est ainsi qu'ils raisonnèrent d'après la logique d'Aristote, que les Arabes avoient commentée sans jugement, et qu'ils défigurèrent encore eux-mêmes.

Cette logique cependant devint la principale étude. On négligea la grammaire et la rhétorique, afin de l'apprendre plus promptement. A peine en avoit-on goûté les délices, qu'on ne se lassoit plus de l'apprendre. On la rendoit tous les jours plus volumineuse, on avoit du regret à la quit-

ter; et souvent les scholastiques s'y fixoient pour toute leur vie.

Mais ceux qui passoient à la métaphysique, se sentoient presqu'aussitôt saisis d'une soif ardente; et, dans leur ivresse, sans être désaltérés, ils s'écrioient qu'elle est la science des sciences!

Cette science des sciences considéroit l'être, la substance, la matière, le corps en général et les esprits : elle ne considéroit ces objets que d'une manière abstraite, et cependant on croyoit trouver dans ces abstractions l'essence même des choses.

Vous savez qu'une notion abstraite n'est que l'idée que nous nous formons, lorsque nous pensons à une ou plusieurs qualités, sans penser à celles avec lesquelles elles sont réunies dans un même sujet. On peut donc en faire plusieurs sur une même chose, sur la matière, par exemple. C'est aussi ce que faisoient les scholastiques; et, comme chacun préféroit ses abstractions, chacun concevoit la matière différemment, et tous croyoient en saisir la nature. Ils la subtilisoient plus ou moins : quelques-uns même

la spiritualisoient, ce qui les jetoit dans des erreurs monstrueuses.

Il faut observer avec bien de la sagacité, pour déterminer avec précision les idées abstraites; car nous ne sommes que trop portés à généraliser au-delà des bornes. Or, les scholastiques, au lieu d'observer, généralisoient au gré de leur imagination. La métaphysique ne leur offroit donc plus que des fantômes.

Tout ce qu'on pouvoit raisonnablement conclure de ces abstractions, c'est que chacun d'eux concevoit à sa manière la matière et le corps en général. Aucun certainement n'en étoit plus près de saisir la nature des choses; mais ces métaphysiciens ne vouloient pas avoir fait des efforts inutiles. Ils s'imaginèrent donc voir dans ces abstractions ce qui n'y étoit pas. Ils les réalisèrent; et, avec ces êtres fantastiques, ils crurent rendre raison de tout. Cette extravagance mit le comble aux absurdités.

La physique n'avoit plus rien de caché pour ceux qui s'étoient familiarisés avec les abstractions. La nature se dévoiloit à leurs regards; ils n'avoient pas besoin de

l'observer; il ne leur falloit que des mots, ou des hypothèses absurdes, et ils n'en manquoient jamais. Des formalités, des eccéités, des quiddités, des qualités occultes, des formes qui descendoient des astres, ou que des intelligences célestes envoyoient pour informer les corps, etc.; c'est avec un langage de cette espèce qu'on expliquoit les phénomènes, et c'étoit même là ce qui servoit de principes à la médecine. Il semble que la scholastique eût tout-à-la-fois conspiré contre les esprits et contre les corps.

Après ces détails, il n'est pas nécessaire d'examiner comment on traitoit la théologie. Vous voyez bien que toute la scholastique n'étoit dans le vrai qu'une dialectique, qui s'étoit fait un jargon pour disputer toujours, sans jamais rien dire.

On voit cependant parmi les scholastiques des hommes qui, dans d'autres temps, auroient eu de la sagacité et du génie; mais, comme les meilleures terres, lorsqu'elles ne sont pas cultivées, sont celles qui produisent le plus d'herbes inutiles, les meilleurs esprits sans culture sont aussi ceux qui

disent le plus d'absurdités. Albert le Grand, par exemple, qui avoit été assez sage pour observer quelquefois, adoptoit le jargon des autres, lorsqu'il vouloit expliquer les phénomènes, et il enchérissoit encore sur eux. Les scholastiques avoient si peu de jugement que, malgré le culte qu'ils rendoient à Aristote, ils n'imaginèrent jamais d'étudier sa rhétorique, sa poétique et son histoire naturelle; ce sont cependant les meilleurs ouvrages de ce philosophe. On croiroit qu'ils craignoient de s'instruire.

La morale, la politique et le droit, n'étoient pas mieux traités que les autres parties de la philosophie.

C'est dans la volonté de Dieu qu'il faut chercher la règle de nos actions, et cette volonté se manifeste par la lumière naturelle et par la révélation.

Par la lumière naturelle; car, lorsque nous considérons que les hommes sont nés pour la société, nous découvrons bientôt ce qu'ils se doivent les uns aux autres; parce que chacun voit dans ses besoins ce qu'il est en droit d'exiger de ceux avec qui il s'associe, comme il voit dans leurs besoins ce

qu'il est dans l'obligation de faire pour eux. Par-là, comme notre constitution physique est le principe de nos besoins, elle est aussi le fondement du contrat social, par lequel nous nous promettons naturellement des secours, pour nous procurer des avantages réciproques; et, renonçant à une liberté sans bornes, nous cédons chacun quelque chose afin qu'on nous cède. Si nous remontons ensuite au premier principe de toutes choses, nous découvrons encore qu'il nous ordonne lui-même les devoirs que la société exige, puisqu'il est l'auteur de notre constitution, et que c'est lui qui nous a donné et nos besoins et nos facultés. Alors nous nous voyons toujours en présence de celui qui dispose de tout; nous nous pénétrons d'une respectueuse crainte; nous nous remplissons de reconnoissance pour les biens que nous avons reçus, et pour ceux que nous attendons encore; et nous restons convaincus de l'obligation où nous sommes de lui rendre un culte. Lorsque la révélation vient au secours de ceux que la raison n'eclaire pas, elle répand une nouvelle lumière dans l'esprit des autres; et elle nous

montre plus clairement la fin à laquelle nous sommes destinés.

Ce n'est pas dans ces sources que les scholastiques alloient puiser les principes de la morale : c'est dans l'Éthique qu'Aristote avoit faite pour s'accommoder à l'esprit d'une cour telle que celle de Philippe. Certainement, ils auroient pu en tirer de bonnes choses : mais ils n'oublioient pas leur diaclectique ; et ils raisonnoient sans savoir seulement ce que ce philosophe entendoit par vertu. On demandoit si la morale est pratique ou spéculative, si c'est un art ou une science. On disputoit en général sur la fin, les moyens, les actes, les habitudes, les actions libres et volontaires. On supposoit des cas extraordinaires, ou même impossibles, et on parloit à peine des plus communs. En un mot, on agitoit beaucoup de questions, et on donnoit peu de préceptes.

Les disputes répandirent bientôt des doutes sur la morale, comme sur les autres sciences. On ne vit plus que des probabilités, et on jugea de l'opinion la plus probable, par le nombre des syllogismes ; car

alors on prouvoit, en accumulant les raisons, et non pas en les choisissant.

De là nous verrons naître dans la suite une morale monstrueuse. On établira pour principe, qu'on pourra suivre sans risque une opinion probable: on arrêtera qu'un opinion est probable lorsqu'elle est soutenue par un auteur grave: la scholastique fournira de pareils auteurs, pour et contre, dans tous les cas: et on conclura qu'on peut tout se permettre en sûreté de conscience. Voilà les abymes horribles, où se perdent des esprits qui s'égarent. On n'en étoit pas encore là dans le moyen âge: mais vous pouvez juger ce que c'étoit que la morale, si vous vous rappelez qu'avec de l'argent on faisait faire sa pénitence par un autre, et qu'on croyoit se racheter de tous ses crimes, en mourant dans un froc, en faisant un pélerinage, ou en fondant un monastère. On voit bien dans quel esprit les scholastiques, qui étoient clercs, écrivoient sur la morale.

La politique peut être considérée par rapport au gouvernement intérieur de l'état, et par rapport aux puissances voisines.

Dans le premier cas, son principal objet est certainement la police, la discipline et les mœurs : dans le second, c'est de tendre à établir entre les nations des devoirs réciproques, comme il y en a entre les citoyens d'une même république ; en sorte que tous les peuples fussent portés à se regarder comme ne formant qu'une même société. Voilà, dis-je, le but auquel elle devroit tendre, quoiqu'elle ne puisse pas se flatter d'y atteindre : mais il ne faudroit pas chercher cette politique dans le moyen âge, puisqu'on ne la trouveroit pas encore dans le siècle où nous vivons.

Quelle étoit donc la politique de ces temps ? Jugez-en par les désordres, dont je vous ai donné une légère idée. La haine qui divisoit tous les corps, la force qui régloit tout, la foi des sermens violée, les guerres entreprises contre toute justice, la tyrannie des princes, qui appauvrissoient leurs sujets, pour s'appauvrir bientôt eux-mêmes; les révoltes fréquentes des peuples, les prétentions des grands et du clergé, les entreprises des papes et les croisades : tout cela prouve assez qu'alors la

vraie politique n'étoit point du tout connue.

Les scholastiques la cherchèrent donc dans Aristote, c'est-à-dire, dans un ouvrage que ce philosophe avoit fait, en considérant l'état de la Grèce. Or, la situation de l'Europe étoit toute différente. Il auroit donc fallu bien de la sagacité, pour appliquer avec discernement au moyen âge, ce qu'Aristote avoit appliqué lui-même aux Grecs.

Les scholastiques n'avoient pas cette sagacité-là. Ils subtilisèrent donc sur la politique, comme sur tout le reste, et chacun se fit un devoir de soutenir les opinions les plus favorables au parti qu'il avoit embrassé. Ainsi leur dialectique ne contribua qu'à rendre la politique encore plus ténébreuse. Voilà pourquoi on a mal raisonné, lorsqu'on a voulu établir les droits respectifs des souverains et des peuples, lorsqu'on a voulu défendre ceux de l'empire contre les entreprises du sacerdoce, et lorsqu'on a voulu enlever au clergé les justices dont il s'étoit saisi.

D'après ces considérations, vous prévoyez que le droit civil et le droit canonique ne pouvoient pas être traités avec plus de succès. C'étoient les ecclésiastiques séculiers

séculiers, qui s'appliquoient plus particulièrement à cette étude : car les moines s'étoient réservé ce qu'on appeloit alors philosophie et théologie.

Il auroit fallu bien du jugement et bien de l'impartialité, pour se faire des idées saines du droit dans ces temps de troubles, où l'usage avoit force de loi, et où les exemples variant continuellement, établissoient par conséquent des droits contraires. Or les ecclésiastiques pouvoient-ils avoir ce jugement et cette impartialité ? Ils raisonnèrent donc en scholastiques, et leurs différens intérêts brouillèrent tout.

C'eût été à la philosophie à rechercher les vrais principes du droit civil, ou à choisir au moins ce qu'il y avoit de plus raisonnable dans les coutumes ; mais dans ces siècles d'ignorance, ce travail étoit trop fort même pour les plus grands esprits.

Le droit canonique offroit de moindres difficultés : car on l'auroit aisément reconnu, si on eût consulté l'écriture, la tradition, les décrets des conciles, les lois des empereurs, les capitulaires de Charlema-

gne, etc. Mais ce n'étoit pas l'intérêt du clergé de l'aller chercher dans ces sources, et on avoit perdu l'habitude d'y remonter. On se contentoit des fausses décrétales, du décret de Gratien, et de quelques autres compilations des bulles des papes, également favorables aux prétentions des ecclésiastiques. On adoptoit aveuglément tous ces écrits ; on croyoit y trouver toute la jurisprudence : on les commentoit : on s'éloignoit de plus en plus des maximes de l'antiquité : le droit varioit arbitrairement, suivant les intérêts des jurisconsultes ; et on n'étudioit que l'art d'éluder toutes les lois. Les efforts de quelques conciles pour déraciner ces abus, font voir jusqu'à quels excès ils avoient été portés.

Si les canonistes lisoient l'écriture, ce n'étoit guère que pour y trouver des passages, qui, mal entendus, venoient à l'appui des opinions nouvelles. Dans cette vue, ils abandonnèrent le sens littéral, et ils firent un grand usage des allégories. Ils imaginèrent, par exemple, que les deux glaives des apôtres désignent les deux puissances,

et ils en conclurent que les rois tiennent de l'église toute leur autorité. Ils dirent aussi que le grand luminaire, qui éclaire par sa propre lumière, est le sacerdoce ; et que le petit luminaire, qui n'a qu'une lumière empruntée, est l'empire; et ils tirèrent encore la même conséquence. Voilà les grands principes sur lesquels on a fondé, depuis Grégoire VII, toutes les prétentions extraordinaires du saint siége.

Il suffisoit de répondre, comme le remarque l'abbé Fleuri, que les deux luminaires ne sont que le soleil et la lune, et que les deux glaives ne sont que deux glaives : on n'en savoit pas assez pour faire une réponse aussi simple. Non-seulement les docteurs insistoient sur ces allégories : « Mais ce qui est plus surprenant, ajoute » le même écrivain, les princes mêmes, » et ceux qui les défendoient contre les » papes, ne les rejetoient pas. C'étoit l'effet » de l'ignorance crasse des laïques, qui les » rendoit esclaves des clercs pour tout ce » qui regardoit les lettres et la doctrine. » Or, ces clercs avoient tous étudié aux

» mêmes écoles, et puisé la même doc-
» trine dans les mêmes livres : aussi avez-
» vous vu que les défenseurs de l'empereur
» Henri IV, contre le pape Grégoire VII,
» se retranchoient à dire qu'il ne pouvoit
» être excommunié, convenant, que s'il
» l'eût été, il devoit perdre l'empire. Fré-
» déric II se soumettoit au jugement du
» concile universel, et convenoit que s'il
» étoit convaincu des crimes qu'on lui
» imputoit, particulièrement d'hérésie, il
» méritoit d'être déposé. Le conseil de S.
» Louis n'en savoit pas davantage, et aban-
» donnoit Frédéric, au cas qu'il fût cou-
» pable : voilà jusqu'où vont les effets des
» mauvaises études ».

Cependant il étoit difficile qu'on en fît de meilleures. Il auroit fallu que des docteurs auxquels on donnoit les surnoms d'irréfragable, d'illuminé, de subtil, de grand, de résolu, de solemnel, d'universel, etc., que les docteurs, dis-je, éblouis de leurs grands titres et de leur grande réputation, eussent reconnu qu'ils ne savoient rien, et eussent eu l'humilité de

recommencer dès la grammaire. Il auroit fallu qu'on eût renoncé à une science qui conduisoit aux honneurs, aux dignités, aux richesses, et avec laquelle on se faisoit des droits de toutes ses prétentions. Pouvoit-on compter sur des sacrifices de cette espèce ?

Les évêques les mieux intentionnés, élevés dans les mêmes écoles, n'en savoient pas assez pour remédier à ces maux. Peu capables de les voir dans toute leur étendue, ils n'étoient choqués que des excès les plus frappans : c'est pourquoi, lorsqu'ils font des réglemens, ils s'arrêtent sur de petits détails, et ne vont jamais au principe du mal.

Les légats, qui étoient chargés de mettre la réforme dans les universités, étoient également ignorans, et peut-être moins bien intentionnés. Ils proscrivoient ou ils approuvoient au hasard, sans savoir ce qu'ils devoient défendre ou permettre. Seulement ils avoient attention qu'on n'enseignât rien que de conforme aux intérêts de la cour de Rome, et ils faisoient jurer de défendre le

pape contre tous. Cette inspection, que le saint siége s'arrogeoit sur les écoles, et le serment qu'on étoit obligé de prêter, ôtoient toute liberté de penser, et paroissoient devoir perpétuer à jamais l'ignorance.

J'ai dit au commencement de ce chapitre, que les études du moyen âge nous apprendroient peut-être à bien étudier nous-mêmes : voyons donc comment les scholastiques pourroient nous donner des leçons.

Je vois d'abord qu'ils m'indiquent l'ordre que nous devons suivre : car il n'y a qu'à prendre à rebours celui qu'ils ont suivi, c'est-à-dire, commencer par la physique et finir par la grammaire.

Je vois en second lieu, qu'il n'y a que deux manières d'étudier une science ; l'une, qui se borne à se faire des idées abstraites et des principes généraux ; l'autre, qui consiste à bien observer. Or les abstractions n'ont pas réussi aux scholastiques. Bornons-nous donc à faire des observations.

Tout tombe sous les sens en physique, quelle que soit la partie dont on veuille faire l'étude. Il nous sera donc facile de contrac-

ter l'habitude d'observer; et, si nous mettons de l'ordre dans nos observations, nous acquerrons un certain nombre de connoissances, que nous pourrons toujours retrouver au besoin.

C'est déjà beaucoup que de savoir observer les corps; car cela nous prépare à nous observer nous-mêmes. Essayons donc de découvrir ce que faisoit notre esprit, lorsqu'en physique nous acquérions des connoissances. N'appercevons-nous pas aussitôt l'origine et la génération des idées ? ne faisons-nous pas l'analyse des opérations de l'entendement ? nous voilà donc métaphysiciens; car la bonne métaphysique n'est que cela.

Vous conviendrez que, connoissant les opérations de l'esprit, et qu'ayant contracté l'habitude de les bien conduire, il ne sera pas difficile de découvrir les règles du raisonnement. Nous serons donc encore logiciens.

Mais si nous connoissons le système de nos idées, celui des opérations de notre ame, et l'art de raisonner, il ne tiendra qu'à

nous de connoître aussitôt le système des langues, de savoir l'art de parler, et de faire, si nous voulons, une bonne grammaire et une bonne rhétorique ; voilà pourtant ce que les scholastiques nous apprennent.

Ils ne savoient pas parler, ils ne savoient pas raisonner ; et ils ont voulu commencer par apprendre les règles de l'art de parler et l'art de raisonner : cela ne leur a pas réussi. Nous devons donc commencer par bien raisonner, et puis nous en apprendrons les règles. En effet les Grecs avoient déjà de bons poètes, de bons orateurs, de bons écrivains dans tous les genres ; et ils n'avoient encore ni grammaire, ni rhétorique, ni poétique, ni logique. Il n'est donc pas dans l'ordre de la nature de commencer notre instruction par l'étude de ces sortes de livres ; commençons plutôt par des livres bien écrits et bien raisonnés.

Il ne faut pas entreprendre de forcer la nature à entrer dans la route où notre imagination voudroit l'engager. Ce n'est pas à elle à nous obéir ; c'est à nous à la suivre dans le chemin qu'elle nous trace. Elle a

guidé les Grecs; les Européens ont cru la guider. En voilà assez pour notre instruction; car, si après ces deux exemples, nous choisissions une mauvaise méthode, ce seroit bien notre faute. Il me semble que les Grecs font voir que rien n'est si simple que d'apprendre bien des choses; et que les Européens font voir, au contraire, que rien n'est si laborieux que de les apprendre mal. Je ne crois pas, Monseigneur, que vous aimiez le travail inutile. Soyez donc pour ce qui est simple.

Les scholastiques se sont appliqués à traiter séparement tous les arts et toutes les sciences; je remarque encore que cela ne leur a pas réussi. Nous ne devons donc pas nous attacher à toutes ces divisions.

Les Grecs viennent une seconde fois pour confirmer ma pensée: les Grecs, dis-je, qui nous ont beaucoup instruits, et qui nous auroient instruits davantage, si nous avions mieux su les étudier.

En effet vous pouvez vous rappeler qu'en Grèce, un savant cultivoit à-la-fois tous les arts et toutes les sciences connues. Son es-

prit se fortifioit donc de tous les secours que ces arts et ces sciences se donnent mutuellement, et ils faisoient de grands progrès.

J'ai fait voir ailleurs que les Grecs durent à cette conduite leur supériorité sur les Romains : pourquoi donc nous obstiner à étudier les sciences les unes après les autres ? Jugeons de la république des lettres par les republiques anciennes. Jamais celles-ci ne furent plus fécondes en sujets, capables de servir la patrie, que lorsque le même citoyen s'étudioit à pouvoir remplir un jour également tous les emplois; mais, lorsqu'on eut des capitaines qui ne savoient pas le métier de magistrat, et des magistrats qui ne savoient pas le métier de capitaine, les bons capitaines et les bons magistrats devinrent tous les jours plus rares. La nature nous montre donc, par mille exemples, qu'il y a des choses qu'il ne faut pas étudier séparement. En effet un grammairien ne sera jamais que médiocre ou mauvais, s'il n'est que grammairien. Il en est de même d'un rhéteur, de même d'un logicien, etc. Nous serons donc nous-mêmes mal instruits

dans ces arts, tant que nous les étudierons séparément.

Pourquoi donc nos grammaires, nos rhétoriques, nos logiques et nos traités élémentaires sont-ils tous ou mauvais, ou du moins imparfaits? C'est qu'on s'opiniâtre à séparer des choses qui, par leur nature, étant faites pour s'éclairer mutuellement, demanderoient au contraire d'être mêlées jusqu'à un certain point. Cet abus est tel, que celui qui sait un livre élémentaire, sait quelquefois à peine au-delà de son livre.

Mais, direz-vous, il faut bien traiter les sciences séparément, car autrement on finiroit par tout confondre. Sans doute; et les Grecs eux-mêmes les ont traitées ainsi; mais ils ont commencé par étudier ensemble tout ce qu'ils pouvoient apprendre de chacune en même temps; et ils n'ont songé à les séparer, que lorsque la multitude des connoissances ne permettoit plus de suivre cette méthode. Voilà comment ils ont travaillé à leur propre éducation. Ce secret s'est perdu avec eux; parce qu'au lieu de chercher par quels moyens ils avoient commencé à s'instruire, nous avons étudié dans

s ouvrages qu'ils avoient faits, lorsqu'ils étoient déjà instruits.

Il faut donc, non seulement changer tout l'ordre dans lequel les scholastiques ont traité les sciences : il faut encore abandonner les divisions qu'ils en ont faites; et il est démontré que nous n'aurons un bon cours d'éducation, que lorsque nous saurons mêler ensemble les études, qui ne veulent pas être séparées.

Jusqu'ici cependant on a suivi servilement l'ordre et les divisions des scholastiques : on a même encore plus divisé qu'eux; et on paroît craindre que les arts et les sciences ne s'éclairent mutuellement. Voilà ce qui a donné naissance à des ontologies, des psychologies, des cosmologies, etc.

C'est dans l'histoire des peuples qu'on devroit trouver au moins des commencemens de connoissances sur les gouvernemens, sur les lois, sur le droit public, sur la guerre, sur la police, sur le commerce, sur les arts, sur les sciences; en un mot, sur tout ce que l'esprit humain a pu découvrir pour contribuer à l'avantage des so-

ciétés. Cependant nos historiens ne savent communément ramasser que des faits; et si nous voulons nous instruire des gouvernemens, des lois, du droit public, etc., nous sommes obligés de lire des traités, qui se renferment chacun dans un seul de ces objets. On ne trouve donc nulle part d'ensemble : c'est pourquoi on n'acquiert que des connoissances bornées, imparfaites, et souvent fausses.

Nous suivons par habitude les plans consacrés par l'usage; et quoique, depuis la renaissance des lettres, on se plaigne que les études sont mauvaises, personne ne sait encore remonter à la source du mal. C'est que les meilleurs esprits ont de la peine à se défaire de tous leurs préjugés. Ils s'engagent avec tout le monde dans les chemins battus. Parce qu'ils s'applanissent un peu dans quelques endroits, ils se flattent qu'il ne reste plus rien à faire: et ils ne s'apperçoivent pas qu'il falloit se frayer une nouvelle route. Je répète donc que, tant qu'on voudra traiter séparément et dans cet ordre, la grammaire, la rhétorique, la logi-

que, la métaphysique, on ne fera que des efforts inutiles. C'est une chose bien singulière, que dans le dix-huitième siècle, où des hommes de génie se sont appliqués aux sciences avec d'aussi grands succès, on soit encore à chercher la meilleure méthode de les enseigner. Pourquoi ceux qui les ont apprises, ou même créées, ne découvrent-ils pas comment ils se sont instruits eux-mêmes? Nous sommes encore plus scholastiques que nous ne pensons.

FIN DU VINGT-DEUXIÈME VOLUME.

TABLE

DES MATIÈRES.

HISTOIRE MODERNE.

LIVRE SIXIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

De l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France et de l'Italie pendant les règnes de Rodolphe de Habsbourg, de Philippe le Hardi et de Charles d'Anjou, pag. 1.

PHILIPPE III succède à S. Louis. Édouard I à Henri III. Rodolphe de Habsbourg élu empereur. Objet de ce chapitre. Rodolphe rétablit la sûreté. Il fait déclarer rebelle Ottocare, roi de Bohême. Fief dont il investit ses fils. Il vend aux Italiens des priviléges et des immunités. Sagesse d'Edouard I.

Autorité de Philippe III. Puissance de Charles, roi de Naples. Ses projets et ceux de Jean de Procida. Le pape Nicolas III entre dans les vues de Jean de Procida. Vêpres Siciliennes. Charles abandonne la Sicile à Pierre d'Arragon. Martin IV excommunie Pierre, et donne à Charles de Valois les royaumes de Valence et d'Arragon. Mort de Charles I, roi de Naples; de Pierre d'Arragon; de Philippe le Hardi. Charles II est reconnu roi de Naples.

CHAPITRE II.

Des principaux états de l'Europe pendant le pontificat de Boniface VIII, pag. 12.

Pierre de Mourron, Célestin V, élu pape. Il abdique, et Benoît Caïétan, Boniface VIII, lui succède. Mauvais raisonnement de ceux qui pensoient qu'un pape ne peut pas se démettre. Traitement que Boniface VIII fait à Celestin V. Boniface VIII est trop foible pour les projets qu'il médite. Troubles en Ecosse. Guerre entre la France et l'Angleterre. Boniface se porte pour juge entre le comte de Flandre et Philippe le Bel. Les Colonnes ne lui permettent pas de soutenir cette tentative. Frédéric est couronné roi de Sicile, lorsque Jacques, son frère, cède cette île à Charles le Boiteux. En Allemagne Adolphe est déposé et Albert d'Autriche est élu. Troubles en Danemarck: en Hongrie. Prétentions de Boniface sur

la Hongrie : sur la Pologne : sur l'Ecosse. Il fomente les troubles en Danemarck. Ses prétentions sur l'empire d'Allemagne. Les Colonnes succombent. Bulle *Clericis laïcos*. Ordonnance de Philippe le Bel. Bulle du pape contre cette ordonnance. Cette bulle soulève toute la France contre les entreprises de Boniface. Boniface donne une bulle contradictoire. Il nomme vicaire de l'empire Charles de Valois. Il le reconnoît pour empereur d'Orient. Charles de Valois échoue dans ses projets, et se fait mépriser. Boniface rétracte la bulle contradictoire à la bulle *Clericis laïcos*. Audace insolente de l'évêque de Pamiers. Audace ou délire de Boniface VIII. Les états prennent la défense de Philippe le Bel. Boniface tient un concile contre ce prince. Il cherche un appui dans Albert qu'il reconnoît. Appel en France au futur concile général contre les entreprises de Boniface. Erreur où l'on étoit encore. Boniface fulmine des bulles, est arrêté et meurt. Institution du jubilé.

CHAPITRE III.

Des principaux états de l'Europe depuis la mort de Boniface VIII jusqu'à celle de Philippe le Bel, pag. 40.

Pontificat de Benoît XI. Guerre de Flandre. Élection de Clément V. Extorsions de ce pontife. Clément est fidelle aux promesses qu'il avoit faites à Philippe le Bel. Abolition des Templiers. Lyon

est réuni à la couronne. Edouard I obtient de Clément V la permission de violer les chartes et de mettre des décimes sur le clergé. Il a pour successeur Edouard II, son fils, qui meurt en prison. Confédération des Suisses. Henri, comte de Luxembourg, successeur d'Albert. Henri VII passe les Alpes. Il proteste contre les prétentions de Clément. Bulle du pape contre la mémoire de Henri et contre les Vénitiens.

CHAPITRE IV.

Du gouvernement de France sous Philippe le Bel, pag. 52.

Lumières nécessaires aux magistrats depuis le règne de S. Louis. Ignorance des conseillers jugeurs. Elle force à créer des conseillers rapporteurs. Ceux-ci se rendent maîtres du parlement. L'aveuglement des seigneurs laisse au roi le choix des légistes. Sur quels principes les nouveaux magistrats étendent les prérogatives royales. Puissance législative des empereurs romains. Cette puissance est mieux dans le premier corps de la nation que dans un despote. Raisonnement des gens de robe sur les prérogatives royales. Philippe le Bel n'abuse pas de l'autorité que le parlement lui attribue. Bon effet des fausses maximes du parlement. Mauvaise politique de Philippe le Bel. Usage de l'argent monnoyé. Anciennement la livre d'argent pesoit douze onces. Ce qui assure la valeur des espèces. Fraudes

des souverains qui battoient monnoie. Ces fraudes se sont multipliées sous la seconde race. S. Louis a fait des réglemens pour rétablir les monnoies. Philippe le Bel les altère et les change à plusieurs reprises. Mauvais effet de ces variations. A l'exemple de Philippe le Bel, les vassaux commettent les mêmes abus. Adresse de ce prince pour enlever le droit de battre monnoie. Ses successeurs useront de ce droit pour commettre les mêmes fautes. Philippe le Bel fomente les divisions des trois ordres. Situation embarrassante du clergé. Situation des seigneurs et du tiers-état. Philippe le Bel projète d'assembler les trois ordres, pour vendre sa protection à tous sans l'accorder à aucun. Ce projet lui réussit. La politique de ce prince est injuste et sera funeste à ses successeurs. Réunion faite à la couronne. Cours souveraines rendues sédentaires.

CHAPITRE V.

Des principaux états de l'Europe depuis la mort de Philippe IV, dit le Bel, jusqu'à celle de Charles IV, dit le Bel, pag. 80.

Mécontentement général, mais sans effet. Pourquoi il a été sans effet. Division qui tend à la ruine des vassaux. Règne de Louis X. A l'exemple de Louis, les seigneurs vendent la liberté de leurs serfs. C'étoit une fausse démarche de leur part. Difficultés qui avoient empêché de donner un successeur à Clément V. Une assemblée déclare que la couronne de France ne peut passer aux filles. Les vassaux

abusent du droit de battre monnoie. Philippe V s'attribue l'inspection sur leurs monnoies. Il achète les monnoies de quelques-uns. Ses précautions pour accroître son autorité. Plusieurs seigneurs vendent leurs monnoies à Charles IV, qui répare les fautes de son père. Charles IV ambitionne l'empire. Troubles à l'occasion de l'élection des deux empereurs, Louis de Bavière et Frédéric d'Autriche. Jean XXII fulmine des bulles contre Louis, que les diètes défendent. Jean lève une armée avec des indulgences et des exactions. Louis est reçu à Rome aux acclamations du peuple. Les Romains lui demandent la permission d'élire un autre pape. Nicolas V, antipape. Inconvéniens reconnus de la multitude des ordres religieux. Institutions des ordres mendians. Subtilité des frères mineurs qui donnent au saint siége la propriété des choses qu'ils consomment. Jean XXII ne veut point de cette propriété et condamne les subtilités de ces moines. La forme d'un capuchon devient pour ces moines le sujet d'un schisme. Jean XXII donne une bulle contre les capuchons pointus. On brûle ceux qui ne veulent pas renoncer à ces capuchons. Déchaînement des frères mineurs contre Jean XXII.

CHAPITRE VI.

De l'état de la France sous les règnes de Philippe de Valois, de Jean II, de Charles V; et de l'Angleterre, sous celui d'Edouard III, pag. 101.

Désordre général en Europe. A la mort de Charles le Bel deux concurrens à la couronne de

France. Philippe de Valois est reconnu. La loi salique n'étoit qu'une coutume introduite par les circonstances. Avantages de cette loi, lorsqu'elle ne sera plus contestée. Les troubles continuent en Angleterre pendant les premières années d'Édouard III. C'est pourquoi ce prince paroît d'abord renoncer à ses prétentions sur la France. Philippe de Valois rend la Navarre à Jeanne, fille de Louis Hutin. Conseil qu'il donne au comte de Flandre. Entreprise des magistrats sur les justices ecclésiastiques. Assemblée de magistrats et d'évêques pour terminer ce différend. Le décret de Gratien. Mauvais raisonnement des évêques. Pour terminer ces contestations, il auroit fallu remonter aux six premiers siècles. Les scrupules de Philippe de Valois donnent l'avantage au clergé. Mais cette première attaque des magistrats en présage d'autres qui seront plus heureuses. Édouard III prend le titre de roi de France et commence la guerre. Il bat les Français à Créci. Les divisions, fomentées par Philippe le Bel, sont funestes à Philippe de Valois. Philippe de Valois multiplie les impôts. Il altère continuellement les monnoies. Édouard III s'applique à faire cesser les divisions. Sous Jean II, les monnoies varient encore plus que sous Philippe VI. Jean II se rend odieux par des voies de fait et méprisable par sa foiblesse. Il convoque les états. Il leur fait sous serment des promesses qu'il ne tient pas; il est fait prisonnier à Poitiers. Charles, dauphin, convoque les états à Paris. Il est trop heureux de les pouvoir rompre. Forcé à les rassembler, il ne peut plus les rompre. Désordres par-tout.

Marcel, qui veut donnner la couronne à Charles, roi de Navarre, est tué. Trève de deux ans avec Édouard. Sage conduite du dauphin. La guerre recommence et la même année on négocie. Traité de Brétigni. Dans ces tems, de calamités, Jean se croise. Différends à l'occasion du traité de Brétigni. Jean passe en Angleterre pour les terminer. Il y meurt. L'esprit des états sous Jean II. Édouard cesse d'être grand. Charles V se fait une loi de ne point altérer les monnoies. Il assure la paix au dehors. Brigands qui infestoient la France. Charles V se propose de les armer pour le comte de Transtamare contre D. Pedre, roi de Castille. Bertrand du Guesclin se charge de les conduire. Les *compagnies* consentent à suivre du Guesclin. En passant par Avignon, elles demandent au pape l'absolution et cent mille francs. Le pape est forcé à compter cent mille francs. Henri de Transtamare, proclamé, est défait par D. Pedre. Il le bat à son tour, le fait prisonnier et le poignarde. Il conserve la couronne de Castille, malgré plusieurs prétendans. Charles V, qui veille à maintenir l'ordre, se fait aimer et respecter. Il fait choisir eux à qui il donne sa confiance. Les sujets du prince de Galles portent contre lui leurs plaintes au roi. Charles V cite le prince de Galles à la cour des pairs. Un arrêt de cette cour déclare confisquées toutes les terres de ce prince. Cette démarche est soutenue par des succès. Mort du prince de Galles et d'Édouard. Nouveaux succès de Charles V. Sa mort. Sa sagesse.

CHAPITRE VII.

De l'Allemagne depuis le différend de Louis V et Jean XXII jusqu'en 1400, pag. 138.

Source des revenus des papes. Querelles du sacerdoce et de l'empire pendant le pontificat de Benoît XII. Clément VI fait élire roi des Romains Charles, fils du roi de Bohême. Alors les troubles se préparoient dans le royaume de Naples. Après bien des difficultés, Charles IV est reconnu roi des Romains. Cessation des querelles du sacerdoce et de l'empire. Elle est funeste aux papes. Désordres en Allemagne où tous les droits sont confondus. Bulle d'or. Elle est la première loi fondamentale du corps Germanique. Charles IV sacrifie l'empire à ses intérêts et le sert sans le savoir. Venceslas, qui entretient les divisions, est déposé.

LIVRE SEPTIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

De l'église et des principaux états de l'Europe pendant le grand schisme, pag. 149.

Les désordres à leur comble, produisent quelque bien. Clément VI déclare nulles les dispositions de Robert roi de Naples. Louis, roi de Hongrie, se refuse aux invitations qui lui sont faites et fait investir son frère André. André es-

étranglé. Jeanne I est accusée de ce meurtre. Elle se retire en Provence avec Louis de Tarente qu'elle épouse. Clément VI déclare Jeanne innocente. Il achète d'elle Avignon. Jeanne désigne Charles de Duras pour son héritier. Elle épouse en quatrième noce Othon, duc de Brunswick. Etat misérable du reste de l'Italie. Le gouvernement de Rome étoit une anarchie. Délire du tribun Nicolas Rienzi. Autorité dont il jouit. Comment il la perd. Le jubilé, réduit à la cinquantième année par Clément VI, attire à Rome une multitude de Pélerins. Cette multitude apporte la disette. Les papes ne conservent presque rien en Italie. Rienzi est tué. Pourquoi les papes préféroient Avignon à Rome. Urbain V et Grégoire XI, invités par les Romains, vont à Rome. Les Romains veulent un pape Italien. Les cardinaux feignirent d'élire Priguano, Urbain VI. Urbain VI qui veut se croire pape, aliène les esprits. Les cardinaux élisent à Fondi, Clément VII. Toute la chrétienté se divise entre les deux papes. Ils se font la guerre et Clément VII se retire à Avignon. A la sollicitation d'Urbain, Charles de Duras arme contre Jeanne. Ce pape vouloit obtenir des états pour son neveu. Jeanne cherchant des secours, adopte Louis d'Anjou. Charles de Duras la fait périr. Charles V n'a pu prévenir les calamités, qui menaçoient la minorité de Charles VI. Troubles causés par les oncles de Charles VI. Charles V fit une faute en amassant un trésor. Louis d'Anjou échoue contre Charles de Duras. Charles de Duras assiége Urbain VI. Cruauté de ce pape. Marie roi de Hongrie

grie après la mort de Louis son père. Des seigneurs offrent la couronne à Charles de Duras. Il est assassiné. Sigismond, époux de Marie, monte sur le trône. Ladislas, fils de Charles de Duras, est reconnu par Urbain, et Louis fils de l'adopté, par Clément. Le schisme continue après la mort des papes. Les papes dépouillent à l'envi le clergé. Ils font un trafic des bénéfices. Ils en font un des indulgences, et ne paroissent qu'user de leurs droits. Aucune puissance de l'Europe ne pouvoit réprimer ces abus. L'état de la France étoit déplorable sous Charles VI: Et celui de l'Angleterre pendant la minorité de Richard II. L'état de l'Angleterre n'est pas meilleur lorsque Richard II est majeur. Ce prince perd la couronne. Il perd la vie. Les exactions des deux papes soulèvent le clergé. Moyens proposés par l'université de Paris pour faire cesser le schisme. Le clergé de France veut que les deux papes fassent une cession de leurs droits. Sur le refus des deux papes, la France se soustrait à l'obéissance de Benoît. La soustraction n'ayant pas eu une approbation générale, on la lève. On revient à la soustraction. Les deux papes se refusant à la cession, sont abandonnés de leurs cardinaux, qui convoquent un concile à Pise. Troubles dans l'empire. Le concile de Pise dépose Grégoire et Benoît. Les cardinaux de Pise élisent Alexandre V; et on eut trois papes. Abus sous Alexandre V, à qui succède Jean XXIII. Ce que Jean XXIII avoit été auparavant. Jean, en guerre avec Ladislas, est forcé à la paix. Il abandonne Rome au roi de Naples. Il se met sous la

protection de Sigismond, et consent à la convocation d'un concile. Sigismond choisit Constance pour le lieu du concile. Jean se repent d'avoir consenti à la tenue d'un concile. Le concile force Jean à donner sa cession. Il le dépose. Élection de Martin V. Fin du schisme. La guerre continuoit entre la France et l'Angleterre. Règne de Henri IV en Angleterre. Sagesse de son fils Henri V. L'aveuglement des rois de France empêchoit le gouvernement féodal de s'éteindre. Ce fut la cause des calamités de la France. Isabelle de Bavière y contribua. Jean Sans-peur se rend maître de Paris, et fait assassiner le duc d'Orléans. Le docteur Jean Petit entreprend de justifier ce crime. Deux factions déchirent la France. Henri V voulant profiter de ces troubles, elles font la paix. Henri V commence la guerre. Il défait les Français dans la plaine d'Azincourt. Dans l'impuissance de soutenir ses premiers succès il repassa la mer. Jean Sans-peur le reconnoît pour roi de France. Isabelle s'unit à Jean Sans-peur. Le comte d'Armagnac, Henri V, Jean Sans-peur et Isabelle s'arrogent en même tems toute autorité. Jean et Isabelle sont maîtres de Paris. Le dauphin, retiré à Poitiers, crée un nouveau parlement. Jean Sans-peur, qui se réconcilie avec le dauphin, est assassiné. Les ennemis du dauphin en seront plus animés contre lui. Isabelle lui ôte la couronne pour la mettre sur la tête de Henri V. Henri VI proclamé dans les deux royaumes. Mésintelligence entre les régens et Philippe le Bon, duc de Bourgogne. Jeanne d'Arc délivre Orléans et fait sacrer Charles VII à Rheims.

Les Anglais brûlent Jeanne d'Arc comme magicienne. Les troubles d'Angleterre rendront la couronne à Charles VII.

CHAPITRE II.

De ce que le concile de Constance a fait pour l'extirpation des hérésies et des abus de l'église, pag. 202.

Les abus étoient devenus des droits. En ne gardant aucun ménagement, les papes soulèvent les princes, les peuples et le clergé même. Pour combattre les abus, on attaque l'autorité légitime des papes et même le dogme. Erreurs de Marsile de Padoue, et de Jean de Gand. Les papes donnoient des constitutions pour défendre leurs prétentions ou pour en établir de nouvelles. Mais plus ils faisoient d'efforts, plus ils invitoient à combattre leurs prétentions. Elles étoient sur-tout odieuses aux Anglais. Doctrine de Wiclef. Ses sectateurs causent des troubles. Jean Hus qui adopte la même doctrine, attaque les droits de l'église, sous prétexte de combattre les abus. Le concile de Constance le fait brûler; ainsi que Jérome de Prague : ce qui cause une guerre civile. Pourquoi ce concile consent que l'élection du pape précède la réforme. Il statue les choses à réformer par le pape. Les annates sont fort débattues. Réglemens des pères de Constance sur la convocation des conciles généraux. Martin V donne peu de soin à la réforme. Jean

Charlier Gerson représente inutilement ce qui reste à faire. Il ne peut pas faire condamner tout ce qu'il y a de dangereux dans la doctrine de Jean Petit. Les Polonais ne sont pas plus écoutés, et Martin déclare qu'on ne peut pas appeler du pape au concile. Cependant il n'en est pas moins arrêté que le pape a un supérieur et un juge.

CHAPITRE III.

De Naples, de l'église et de l'Allemagne, depuis le concile de Constance jusques vers le milieu du quinzième siècle, pag. 218.

Le royaume de Naples a tous les abus du gouvernement féodal. Ladislas accroît ces abus. Cependant il veut faire des conquêtes. Sa mort est suivie de grands désordres. Les amours de Jeanne II en occasionnent d'autres. Jules César de Capoue découvre la conduite de cette reine à Jacques de Bourbon, qui vient pour l'épouser. Jacques la met sous la garde d'un vieux français. Il aliène les Napolitains, qui demandent la liberté de la reine. Jules César offre à Jeanne d'ôter la vie au roi. Jeanne découvre ce dessein à Jacques. Elle obtient la permission de sortir. Le peuple la délivre. Traité entre Jeanne et Jacques. Jacques est prisonnier dans son palais. Sforze oblige la reine à exiler son favori, Sergiani Carracciolo. Martin V obtient la liberté de Jacques, qui se retire dans un cloître. Sforze appelle Louis d'Anjou à la couronne. Jeanne

adopte Alphonse, roi de Sicile et d'Arragon. Sforze vainqueur d'Alphonse, fait adopter Louis d'Anjou. A sa mort, elle adopte René, frère de Louis. Eugène IV prétend disposer du royaume de Naples. Les prétentions des deux princes et des papes causèrent de nouvelles guerres. Événemens contemporains au règne de Jeanne. Guerre des Hussites commandés par Jean-Zisca. Victoire de ce général. Après sa mort, les Hussites sont encore vainqueurs. Concile convoqué et aussitôt dissous. Concile de Bâle, qui déclare que le pape ne peut pas le dissoudre. Eugène IV donne une bulle qui ordonne la dissolution du concile. Il la révoque. Le concile entreprend de réformer le chef de l'église. Le pape convoque à Ferrare un autre concile, qu'il transfère à Florence. On tente inutilement de réunir l'église grecque à l'église latine. Le concile de Bâle dépose Eugène et élit Félix V. La conduite des principales puissances prévient le schisme. Fin du schisme et des conciles. Pragmatique sanction de Charles VII. Fin des troubles de Bohême. Après Sigismond, l'empire passe à la maison d'Autriche.

CHAPITRE IV.

Fin de l'empire Grec, pag. 241.

État de Constantinople, lorsqu'en 1261 les Français en furent chassés. Cet empire divisé, est déchiré par les différens partis. Il est troublé par les moines, et par l'importance que le gouvernement

donne à toutes les questions qu'ils élèvent, et par les tentatives des empereurs Grecs pour se réunir avec l'église latine. Progrès des Turcs sous Othman et sous Orcan. Cantacuzène collègue de Jean Paléologue. Succès d'Orcan en Europe, et d'Amurat I. Bajazeth I entretient les troubles dans l'empire Grec. Il assiége Constantinople. Il défait Sigismond à qui les français ont amené des secours. Sigismond devient grand par les revers. Bajazeth pouvant se rendre maître de Constantinople, accorde une trève de dix ans. Il dispose de l'empire Grec. Il est défait par Tamerlan. Les desseins des Turcs suspendent la ruine de Constantinople. Jean Huniade vainqueur d'Amurath II, délivre Belgrade et force le sultan à la paix. Les Chrétiens se proposent d'abuser de la bonne foi avec laquelle les Turcs observent le traité. Eugène IV et le cardinal Julien lèvent les scrupules. Amurath II défait les Hongrois dans la Bulgarie. Il ne peut forcer Scanderberg dans la ville de Croie. L'empire Grec se démembroit pour donner des apanages aux princes du sang. Prise de Constantinople par Mahomet II. Deux partis, qui s'anathématisoient, divisoient alors la ville. Mahomet II est arrêté dans ses conquêtes.

CHAPITRE V.

Considérations sur les peuples de l'Europe depuis la chûte de l'Empire d'Occident, jusqu'à la chûte de l'Empire Grec, page. 258.

Pourquoi l'Europe a tant de peine à se civiliser, La Grèce avoit eu moins de peine à se policer. Les Grecs sentoient le besoin des lois, parce qu'ils étoient pauvres : les Européens ne le sentent pas parce qu'ils sont riches. La barbarie des nouveaux peuples de l'Europe, est bien différente de celle des anciens peuples de la Grèce. Ils conservent long-tems leur caractère sauvage. Après Charlemagne, ils s'abandonnèrent à de nouveaux désordres. Un instinct brutal les conduit dans toutes leurs entreprises. Injustices et parjures, ils n'ont aucune idée de justice. Ils ne connoissent pas les devoirs de nation à nation, ni même ceux de citoyen à citoyen. Quelle sorte d'égalité contribue au bonheur d'une nation. Il y a une égalité odieuse qui la ruine. La plus pernicieuse est celle qui a été produite par le gouvernement féodal et par les ordres religieux. Il y a une noblesse qui se détruit par l'égalité. Opinion absurde de nos ancêtres, qui ont imaginé que la terre fait le noble. Cette noblesse est le principe d'une inégalité odieuse. Les peuples qui ont envahi l'occident, deviennent plus féroces qu'ils ne l'étoient. Bien loin de s'instruire par l'experience, ils répètent les même fautes. Chez toutes les nations les grands sont encore plus

féroces que les autres. Le luxe les polit sans les civiliser, et sans les policer. En quoi différent ces trois expressions. Vices des siècles polis. Lorsque ces tems de corruption sont arrivés, il faut se tenir à l'écart pour être heureux; et se faire des amis éclairés et vertueux. Les peuples de l'Europe sont polis, avant d'avoir été civilisés et policés. La molesse prépare des révolutions dans le gouvernement. La politesse des 12, 13 et 14e siècles étoit encore bien grossière. Lorsque les Grecs et les Romains s'amolissoient, on pouvoit au moins réclamer les anciennes mœurs. Mais les Européens qui n'ont jamais été vertueux, s'abandonnent brutalement à la molesse, sans pouvoir regretter le passé. Confusion où se trouvoit l'Europe. Les peuples deviennent la proie des souverains. Ces siècles corrompus offrent de grandes leçons aux princes. Les grands hommes qu'ils ont produits, prouvent qu'un prince peut être grand dans les tems les plus difficiles. L'Allemagne et l'Angleterre nous prouvent le danger des entreprises au loin. Toute l'histoire nous apprend qu'on est foible au dehors, orsqu'on divise, pour être puissant au dedans. Elle nous fait voir les calamités que produit une ambition sans règles. Les querelles du sacerdoce et de l'Empire nous montrent les limites des deux puissances. En considérant les abus qui ne sont plus, on apprend à remédier à ceux qui restent.

LIVRE HUITIÈME.

Des lettres dans le moyen âge, *pag.* 287.

CHAPITRE PREMIER.

Comment les Arabes ont cultivé les sciences, *Pag.* 288.

Ignorance des Arabes vers les temps de Mahomet. Ils cherchent à s'instruire sous les Abassides Le khalife Mamoun attire les savans, fait des collections de livres et fait traduire les plus estimés. Les Arabes ont des écoles. Ils lisent les anciens dans de mauvaises traductions. Ils adoptent Aristote sans pouvoir l'entendre. Ils croient l'entendre et ils forment soixante-dix sectes différentes. A force de subtilités, ils concilient leur péripatétisme avec l'alcoran. Ils s'appliquent à la dialectique, à la médecine, à la géométrie et à l'astronomie. Ils ont nui aux progrès de l'esprit humain.

CHAPITRE II.

De l'état des lettres chez les Grecs depuis le sixième siècle jusqu'au quinzième, pag. 297.

Progrès de l'ignorance dans les sixième et septième siècles. De toutes les sectes d'Alexandrie, le platonisme conserve seul quelques sectateurs.

La dialectique d'Aristote est adoptée par les catholiques. Abus de cette méthode. Ruine des lettres chez les Grecs dans le huitième siècle. Léon l'Isaurien y contribue. Dans le neuvième et dans le dixième siècles, les sciences font quelques progrès parmi les Grecs.

CHAPITRE III.

De l'état des lettres en occident depuis le sixième siècle jusqu'à Charlemagne, pag. 302.

Ruines des écoles en occident. Impuissance où étoient les peuples de cultiver les lettres. On croyoit à l'astrologie judiciaire. Mais parce que les Chrétiens avoient les astrologues en horreur, ils proscrivirent toutes les sciences. Le pape S. Grégoire croyoit les études profanes contraires à la religion. Ruine de la bibliothèque du temple d'Apollon Palatin. L'autorité de S. Grégoire a dû être funeste aux lettres. Il n'y avoit plus que des compilateurs et des copistes ignorans. Les écrivains ecclésiastiques n'étoient pas plus éclairés. L'ignorance est à son comble dans le huitième siècle.

CHAPITRE IV.

De l'état des lettres en occident depuis Charlemagne jusqu'à la fin du onzième siècle, pag. 311.

Les grands hommes se forment tout seuls. Ignorance de Charlemagne. Il apprend à écrire. Alcuin son précepteur. Soin de Charlemagne pour relever

les anciennes écoles. Il en fonde de nouvelles. Mais on n'étoit pas capable de remonter aux meilleures sources. On suivoit au hasard de nouveaux guides. Un des meilleurs eût été S. Augustin. Les nouvelles écoles étoient trop mauvaises pour dissiper l'ignorance. On ne s'y faisoit que de idées vagues des choses qu'on croyoit enseigner. Cours d'étude. Point de livres classiques. Il ne sortoit des écoles peu fréquentées que de mauvais chantres et de méchans dialecticiens. Dans le neuvième siècle, les écoles tombent encore. Pourquoi? La manie de la dialectique y multiplie les disputes et les erreurs. Le platonisme s'y introduit avec toutes ses absurdités. Sur la fin du neuvième siècle, Alfred protége les lettres en Angleterre. Malgré la protection des Othons le dixième siècle est le plus ignorant, comme le plus corrompu, et on proscrit les sciences, parce qu'on pense qu'elles corrompent les mœurs. Dans le onzième, l'abus des indulgences, et les prétentions du sacerdoce entretiennent l'ignorance qui leur est favorable. Cependant les abus qu'on veut défendre font cultiver la dialectique.

CHAPITRE V.

Des lettres en occident pendant le douzième et le treizième siècles, pag. 330.

Les théologiens abusent de la dialectique. Cet abus leur donne de la célébrité, et les conduit aux honneurs. Les uns croient suivre Aristote ; les autres S. Augustin. Il en naît des questions et des disputes sans fin. Les essences de Platon. Les formes d'Aris-

tote. Opinion de Zénon qui rejette ces essences et ces formes. Les Platoniciens vouloient concilier ces trois philosophes. Sectes des réalistes et des nominaux. Quelquefois les questions les plus frivoles excitent les disputes les plus vives. On en subtilise davantage, et il en naît des erreurs. La célébrité que donnent les disputes, suscite des ennemis aux dialecticiens. Caractère d'Abélard. On lui reproche des erreurs. S. Bernard cherche la célébrité à son insu. Son zèle n'est pas assez éclairé. Il devient l'instrument dont on se sert pour perdre Abélard. Pierre Lombard. Son livre des sentences est plein de subtilités. Il est reçu comme principal livre classique. On le commente et il devient plus obscur. On condamne en France les ouvrages d'Aristote, et on les permet par-tout ailleurs. La protection que Frédéric II donne aux lettres met en réputation les commentateurs arabes. Enthousiasme de ces commentateurs pour Aristote. Effet de cet enthousiasme. Albert le Grand passe pour magicien; ainsi que Roger Bacon. S. Bonaventure surnommé le docteur séraphique. S. Thomas d'Aquin docteur angélique. Il acheva de faire prévaloir le péripatétisme. Jean Duns Scot, surnommé à juste titre le docteur subtil. Les écoles et les docteurs les plus renommés ne faisoient que retarder les progrès de l'esprit.

CHAPITRE VI.

Des lettres en occident dans le quatorzième et quinzième siècles, pag. 353.

Comment les circonstances ont fait oublier aux moines l'esprit de leur première institution. Com-

ment sans projets d'ambition ils deviennent ambitieux. Ils entretiennent l'ignorance parce qu'ils sont ignorans, et parce qu'il est dangereux pour eux qu'on s'éclaire. D'ailleurs ils devoient leur célébrité aux futilités qu'ils enseignoient. Comment le péripatétisme étoit devenu la secte dominante. Rome ordonne l'étude des livres d'Aristote dont elle avoit défendu la lecture. Chacun le commente et il se forme plusieurs sectes de péripatétisme. Occam, qui avoit écrit pour Philippe le Bel et pour Louis de Bavière, renouvelle la secte des nominaux. Les nominaux sont persécutés. Les meilleurs esprits s'élevoient inutilement contre les écoles. Quelques-uns commencent à faire de meilleures études. On commence à cultiver l'éloquence et la poésie. Il importe de connoître les erreurs et leurs causes. Comment les opinions les plus absurdes se soutiennent pendant des siècles, et gouvernent le monde. C'est une leçon pour les princes.

CHAPITRE VII.

De la scholastique, et, par occasion, de la manière d'enseigner les arts et les sciences, p. 367.

Les changemens, qu'a essuyés la scholastique, font qu'on a de la peine à s'en faire une idée. Le *trivium* et *quadrivium* étoient tombés lorsque le péripatétisme introduisit un nouveau cours d'étude. On commence à écrire en langues vulgaires. Mais sans goût et sans règles. Par conséquent on ne pouvoit parler que fort mal latin. La grammaire, la rhétorique et la poésie gâtoient le jugement. On

en étoit plus incapable d'apprendre l'art de raisonner. On ne savoit comment se conduire pour acquérir des connoissances, ni même par où commencer. Ne pouvant donc raisonner sur des idées, on raisonna sur des mots et on fit des syllogismes. La métaphysique tout aussi absurde fut remplie d'abstractions mal faites, qu'on prenoit pour des essences. Cette métaphysique prenoit le nom de physique, et rendoit raison de tout, parce qu'on ne savoit pas raisonner. Les meilleurs esprits obéissoient à ce torrent d'absurdités ou même le faisoient croître. La morale et la politique n'étoient pas mieux traitées. Vraie source des principes de la morale. Les scholastiques la cherchoient dans Aristote qu'ils n'entendoient pas, et multiplioient les questions sans les résoudre. Il n'y eut plus que des probabilités en morale. Abus qui en naîtront. Quel devoit être l'objet de la politique. On étoit incapable de le connoître. Les scholastiques cherchent la politique dans Aristote. Ils subtilisent en défendant mal les meilleurs droits. Ils se faisoient de fausses idées du droit civil et canonique. Où ils puisoient les principes du dernier. Combien ils raisonnoient mal d'après l'écriture. Combien il étoit difficile qu'on fit de meilleures études. Les esprits les mieux intentionnés étoient trop ignorans pour les réformer. La cour de Rome, qui s'étoit arrogé l'inspection sur les universités, ne vouloit point de réforme. Pour bien étudier il auroit fallu commencer par où les scholastiques finissoient. Observer avant de se faire des principes généraux. Étudier d'abord la physique; puis la métaphysique;

ensuite l'art de raisonner, enfin l'art de parler. En effet, il faut bien parler et bien raisonner avant d'en apprendre les règles. L'histoire de l'esprit humain prouve qu'il n'y a pas d'ordre plus propre à l'instruction. Les scholastiques divisoient trop les objets de nos connoissances. En Grèce on cultivoit à-la-fois tous les arts et toutes les sciences. Les étudier tout-à-fait séparément c'est nuire aux progrès de l'esprit. Voilà pourquoi nous n'avons que de mauvais livres élémentaires. Il y a donc des études qu'on ne doit pas séparer, quoiqu'elles paroissent avoir des objets differens. Mais on s'est obstiné à diviser sans fin. De sorte qu'on ne trouve nulle part des choses qu'il faut étudier en même tems. Les meilleurs esprits subjugués par les préjugés, ne remontent pas à la source de cet abus.

FIN DE LA TABLE DE CE VOLUME.